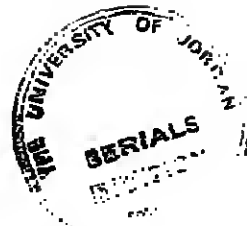


5000 من الامل

Initiatives/Magazine Campus

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14400 - 6 F

MERCREDI 15 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'Europe divisée par l'industrie

C'EST à une reprise en main inattendue à laquelle s'est livrée M^{me} Guigou, ministre des affaires européennes, lundi 13 mai à Bruxelles, en indiquant que la France bloquera tout accord sur la libération des importations de voitures japonaises qui s'écarterait de l'offre présentée par l'Association des constructeurs européens. Il semblerait jusqu'à présent que le projet de compromis, plus favorable à Tokyo, mis au point par la Commission européenne.

Les Japonais ont contribué à provoquer ce sursaut en annonçant qu'ils rejettent la proposition de la Commission européenne, en particulier la clause prévoyant que les importations autorisées durant la période de transition précédant l'ouverture complète du marché, devraient être calculées en tenant compte des « transplants », ces voitures japonaises fabriquées dans la CEE, instruites par l'exemple américain, les pays producteurs savent que le survie de leur industrie est autant menacée par des investissements japonais surabondants que par les importations directes.

Au moment où le chômage arapart, les contre-performances des industries automobile et électronique en France, comme dans le reste de l'Europe, sont trop graves pour que Paris accepte de se reposer sur les lois toujours triquées du marché. Une réaction rapide était nécessaire afin d'empêcher qu'une multiplication d'accords avec les Japonais ne rende une contre-attaque encore plus problématique.

Une débâcle industrielle - car tel est bien l'enjeu - provoquerait une remise en cause des projets d'union économique et monétaire et d'union politique. Une perspective à laquelle l'Allemagne et l'Italie ne peuvent rester insensibles. En revanche, les Britanniques, les Néerlandais et peut-être les Espagnols pourraient joindre leur voix au concert de protestation qu'on entend déjà résonner à Tokyo comme à Washington : l'image absurde de la forteresse Europe va ressurgir, d'autant plus violemment que M^{me} Guigou présente les exigences de la France comme la contrepartie « équitable » des « opportunités formidables » que représente pour les pays tiers l'instauration du marché unique.

Sous la pression impérieuse des faits, les politiques commerciales et industrielles, négligées jusqu'ici pour cause de désaccord, vont désormais occuper le devant de la scène communautaire. Les empougnades seront d'autant plus rudes que la Commission ne semble pas capable de jouer son rôle d'impulsion. Divisée, ayant depuis longtemps perdu le contact avec les industriels, elle a paru désorientée lorsqu'elle s'est efforcée, il y a quelques semaines, de reprendre l'initiative.

Ses interventions ont été inopérantes, comme l'a illustré la prétendue accord pour créer une société unique rassemblant les trois groupes européens produisant des semi-conducteurs, annoncé avec bruit par le vice-président M. Filippo Maria Pandolfi, mais démenti le lendemain par les dirigeants de Philips, tout occupés, sans doute, à négocier avec les Japonais.

Lire page 20 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

M0147 - 0515 0 - 6.00 F



Le processus de paix au Proche-Orient

M. James Baker tente de convaincre M. Shamir

Malgré les réticences de M. Shamir, le chef du gouvernement israélien, le secrétaire d'Etat américain, M. Baker, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Bassmeritkyh, ont manifesté, lundi 13 mai au Caire, un relatif « optimisme » quant à l'organisation d'une conférence de paix pour tenter de résoudre le conflit israélo-arabe. Faisant état de progrès qu'ils n'ont pas précisés, ils ont souligné qu'il restait des « divergences significatives ». M. Baker était attendu mardi soir à Jérusalem.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La quatrième « manche » de la oavette de M. James Baker au Proche-Orient sera peut-être celle des « décisions » mais, jusqu'à présent, les efforts du secrétaire d'Etat américain n'ont guère semblé ébranler l'opinion publique locale - israélienne ou palestinienne.

Les complexités d'un débat qui porte essentiellement sur des questions de procédure et de son pas de nature à susciter des réactions passionnées. Depuis le mois de mars, on discute d'obscurs paramètres, puisque le secrétaire d'Etat a choisi de laisser de côté les « grands problèmes » : compromis territorial, droit à l'auto-

détermination des Palestiniens, etc.

« Toutes ces discussions sur la logistique de la conférence (soutenue par les Etats-Unis) plongent le public israélien dans l'apathie la plus totale », écrit le quotidien *Hadashot*. Attendu, mardi soir 14 mai, pour un séjour de quarante-huit heures en Israël, M. Baker centrera, cette semaine encore, l'essentiel de ses conversations sur des points très techniques.

On discutera du « niveau d'institutionnalisation » de la coopération régionale que veut promouvoir l'URSS et les Etats-Unis.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 3

ainsi que l'article d'ALEXANDRE BUCCIANI

Plus de 6,4 milliards d'hommes en l'an 2000

L'ONU réclame des moyens contre la surpopulation

Le Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP) estime, dans son rapport annuel rendu public lundi 13 mai, nécessaire de doubler dans les dix ans à venir l'effort financier consacré à la planification familiale pour éviter un accroissement trop rapide de la population dans les pays pauvres et limiter le nombre d'habitants de la planète en l'an 2000 aux 6,4 milliards prévus (pour 5,4 milliards aujourd'hui). Cet objectif nécessite un quadruplement de l'aide internationale.



Lire page 22 les articles de GUY HERZLICH et LAURENT ZECCHINI

M^{me} Mandela condamnée à six ans de prison

La femme du dirigeant de l'ANC reconnue coupable d'enlèvement et de complicité de coups et blessures

page 6

L'armée de terre privée d'appelés

L'armée de terre aura deux fois moins d'appelés que prévu pour l'incorporation de juin prochain. Cela est dû en partie au choix que font certains jeunes d'attendre la réduction à dix mois de la durée du service militaire, promise par M. Mitterrand pour 1992.

Lire page 11 l'article de JACQUES ISNARD

Un dossier du « Monde »

Le Golfe en questions

Le dossier que nous consacrons aux différents aspects de la guerre du Golfe porte sur les étapes du plan de guerre américain et le passage de l'embargo à la guerre, le rôle exact de l'URSS, les éventuelles promesses faites à la Syrie et l'Iran, ainsi que sur le débat qui, en France, devait conduire à la démission de M. Chevènement.

Lire page 2

Le réveil des « contras » au Nicaragua

Des groupes d'anciens rebelles anticommunistes reprennent du service et reprochent à M^{me} Chamorro sa collaboration avec les sandinistes

WASLALA

de notre envoyé spécial

« Nous donnons jusqu'au 20 mai à la présidente Violeta Chamorro pour destituer le général Humberto Ortega et retirer les troupes sandinistes de la région. Sinon nous entrerons en action sur le plan militaire. » Le commandant « Rojito » exprime ainsi la colère et la déception des paysans du nord du Nicaragua, qui sont de plus en plus nombreux à reprendre les armes pour exiger le respect des accords signés l'an-

oée dernière entre le gouvernement et l'ancienne guérilla antisandiniste, la Coostra.

Malgré les démentis du gouvernement, qui dénonce l'existence de « bandes de délinquants », le mouvement a pris de l'ampleur au cours des dernières semaines. Entouré de quatre autres commandants qui se présentent aussi sous leur nom de guerre, « Rojito » affirme avoir eu permanence avec lui des centaines de deux cent soixante-quinze hommes sous ses ordres, répartis en quatre « colonnes de la gué-

rilla démocratique ». « Mais en fait, dit-il, je peux compter sur plus de neuf cents hommes armés. La plupart sont encore chez eux et se joindront à nous si le gouvernement continue de faire la sourde oreille. »

On signale également d'autres petits groupes armés dans la plupart des zones rurales - près des deux tiers du territoire - où la Coostra avait établi sa base sociale au cours des dix années de conflit (1981-1990).

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite page 4

Grandes écoles : fin d'un modèle

En 1981, les socialistes, parvenus au pouvoir, rêvaient de supprimer les grandes écoles, symboles de l'élitisme et du mal-tusianisme de la société française. La protestation fut générale et ils durent renoncer. Dix ans plus tard, une évolution, largement engagée, semble faire l'unanimité : elle consiste à rapprocher les grandes écoles des universités. Deux raisons à cela : l'insuffisance, dénoncée par les milieux économiques, du nombre des cadres (ingénieurs et gestionnaires) formés par les écoles ; et l'inadaptation du système français dans la concurrence internationale, face aux grandes universités anglo-saxonnes.

Tous les établissements - publics ou privés - ont établi des plans de développement, visant à un doublement de leurs effectifs d'ici à l'an 2000. Mais cette évolution implique aussi l'élargissement du recrutement des élèves en dehors du traditionnel vivier des classes préparatoires, le développement de la recherche, l'internationalisation des formations, des regroupements d'établissements, le recours plus large au financement des entreprises et des régions. Bref, c'est le modèle même des grandes écoles à la française, qui se transforme sous nos yeux.

F. G.

Lire notre enquête auprès des directeurs d'écoles dans le magazine « Spécial Campus », distribué avec ce numéro du « Monde »

Cannes 91 Ceci est son corps

Une comédie légère de Marco Ferreri sur un sujet macabre. Une excellente surprise

par Danièle Heymann

Petit coup de blues, normal. Déjà presque la mi-temps du Festival. On voit des oasis partout. Ceux d'Homicide de Mamet, le premier jour, ceux d'Europa de Lars Von Trier. Ambigu est le mot de passe. Du coup on voit des antisémites partout. Il y a aussi les cadavres. On les aime beaucoup. C'est peut-être un signe. Nérophilie adorable chez Bouchitey, oérophagie réjouissante chez Ferreri, on va y veoir. On lit un sottreflet dans *Libération*, ça n'arrange rien, mais c'est bien dans le ton, on le sait depuis longtemps, les films exhalent l'air du temps. « Il voulait un crâne dans son salon parce qu'il trouvait ça beau... Un jeune Havrais a

scité un corps de femme trouvé dans un cimetière. Puis il a jeté le tronc dans une poubelle, emportant chez lui le reste... Selon les enquêteurs, cette morbide cérémonie commise à proximité du cimetière, n'a pas de caractère antisémite. » Puisqu'on vous le dit.

Mieux vaut reveoir à Ferreri. *La Chair*, une excellente surprise, un humour cannibale pour une entreprise modeste, presque humble, une espèce de reprise en mineur de tous les thèmes ferrériques, la femme emblématique, l'homme de transition, le phallus soucieux. La morale de *La Chair*, cer Ferreri a toujours été un moraliste, est celle-ci : « N'empêchez jamais un petit garçon de faire sa première communion. »

Lire la suite page 12

Création d'une commission d'enquête sur le financement des partis

L'Assemblée nationale a décidé, mardi matin, de créer une commission d'enquête sur le financement des partis politiques. Le RPR, l'UDF et l'UDC se sont abstenus.

page 8

L'avenir des retraites

L'Assemblée nationale devait engager un débat sans vote, mardi 14 mai, sur l'avenir des retraites.

Lire pages 8 et 21 les articles de JEAN-MICHEL NORMAND et nos informations page 28

SCIENCES & MÉDECINE

■ Parasites radieux. ■ Capucins aux ordres. ■ Le Colombie résiste au choléra.

pages 17 à 19

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Amériques latines, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; G.-B., 55 p.; Grèce, 200 DR; Irlande, 1,10 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LE GOLFE EN QUESTIONS

De l'embargo à la guerre

Durent les heures et les tout premiers jours qui ont suivi l'invasion du Koweït, les dirigeants américains ont d'abord eu le souci d'assurer la protection de l'Arabie saoudite qui paraissait très démunie devant les risques d'une nouvelle attaque-éclair de l'armée irakienne. Un raid, même limité, contre les champs pétrolifères saoudiens, proches de l'émirat occupé, aurait eu des conséquences incalculables. Il fallait immédiatement dissuader les Irakiens d'avoir une telle tentation.

Pris au dépourvu, le 2 août au matin, les Américains étaient alors prêts à envisager les pires scénarios. D'autant qu'ils ne disposaient dans le secteur que d'une flottille d'une demi-douzaine de navires (avec un seul porte-avions à

plusieurs jours de route). Aussi, avant la fin de la journée du 2 août, Washington annonce sa décision de renforcer la présence aérienne et navale des États-Unis dans la région du Golfe. Puis, dès le 7 août, l'opération « Boudier du désert » est déclenchée : elle donne lieu très vite au déploiement le plus important depuis la guerre du Vietnam.

A ce moment, il n'est officiellement question que d'une mesure défensive. Mais auparavant – on le sait mieux aujourd'hui – le président Bush et certains membres de son entourage ont déjà commencé à émettre l'hypothèse d'un recours ultérieur à une offensive pour obliger le régime de Bagdad à faire marche arrière. Cependant les États-Unis doivent tenir compte de l'attitude de la communauté internationale qui, comme ils le souhaitent, n'a pas tardé à réagir : unanime, le Conseil de sécurité de l'ONU, le 2 août, a « exigé » des Irakiens « le retrait immédiat et inconditionnel » du Koweït ; quatre

jours plus tard, une autre résolution instaure le boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak. Un embargo qui sera complété et durci par la suite, à deux reprises.

Fort de ce mouvement quasi général et, surtout, de l'appui déterminant de l'URSS, M. Bush ne peut se permettre de brusquer les choses et de perdre une précieuse légitimité. Il doit donc jouer avec cette carte de la contrainte économique.

A quelques « bavures » près, l'embargo, assorti d'un blocus naval puis aérien, s'avère assez rapidement efficace : dans la mesure où il va priver l'Irak de l'essentiel de ses ressources, c'est-à-dire le produit de la vente du pétrole qui représente au moins 95 % de ses exportations... L'Irak ne pourra plus recevoir, en quantité substantielle, les approvisionnements qui lui sont nécessaires, à titre civil ou militaire. Mais ce pays, qui vient de connaître une guerre de huit ans contre l'Iran, a

de l'expérience et dispose de stocks considérables. Il peut tenir longtemps. D'autant plus que, sous la dictature de M. Saddam Hussein, on ne peut tabler sur les réactions de l'opinion publique pour amener le régime à revoir sa politique. Les Irakiens commencent, à la fin de l'année 1990, à subir péniblement les restrictions et pénuries. Mais, terrorisés, ils n'osent protester et ce n'est qu'après le départ de leur armée que certains se révolteront.

A la Maison Blanche, on se convainc rapidement que l'embargo, aussi strict soit-il, ne produira pas d'effet décisif sur M. Saddam Hussein avant de nombreux mois, voire des années. M. Bush juge impossible, sans trop de risques politiques, de prolonger indéfiniment une présence militaire massive dans le Golfe. Peu à peu, Washington va donc faire valoir qu'il faut au minimum combiner pression économique et pression militaire. En réalité, l'opération « Boudier du désert » perdra rapidement son

aspect défensif – les contingents arabes, égyptien et syrien en premier lieu, prendront en partie la relève pour la défense de l'Arabie saoudite.

Dès le fin du mois d'octobre, les États-Unis se sont employés à persuader leurs alliés et l'ONU qu'il est indispensable de passer à une autre phase et de prévoir, pour obtenir l'évacuation du Koweït, le recours à la seule force armée. La tâche n'est pas facile pour surmonter les réticences mais M. Bush tient plus que jamais à l'aval des Nations unies. Le 29 novembre, le Conseil de sécurité adopte ce que les diplomates américaines appellent depuis des semaines la « grande résolution » : elle autorise à « user de tous les moyens nécessaires » après le 15 janvier. Les généraux américains peuvent préparer l'opération « Tempête du désert ».

La consolidation d'une vaste coalition

● L'URSS a-t-elle réellement envisagé une participation armée au conflit ?

Malgré une attitude en gros favorable à la coalition, les six mois de crise ont vu la politique soviétique osciller à plusieurs reprises entre deux lignes : celle de M. Edouard Chevardnadze, le plus véhément dans sa dénonciation de l'invasion du Koweït, le plus désireux de coopérer avec Washington ; celle de certains nostalgiques des affrontements passés et des « orientalistes », conduite par M. Evgueni Primakov, l'homme qui tenait à marquer sa différence face aux intérêts américains et qui a cherché jusqu'au bout à faire en sorte que M. Saddam Hussein puisse « sauver la face ».

Un seul point faisait l'unanimité : il n'a jamais été question pour Moscou d'un rôle militaire. Mis à part une déclaration quelque peu maladroite de M. Chevardnadze (en fait, celui qui était encore ministre des affaires étrangères s'était contenté d'évoquer une réaction au cas où la vie des milliers de Soviétiques présents en Irak jusqu'au début de l'hiver aurait été mise en danger), les deux camps, encore sous le coup du traumatisme arabe, étaient hostiles à toute intervention directe. Et l'« *avis d'avis* » décliné dans les régions du Sud ne semble pas avoir eu beaucoup d'effets pratiques visibles.

Quant à M. Gorbatchev, il a souvent « flotté ». Après avoir laissé le champ libre à M. Chevardnadze pendant les premiers mois, il le court-circuita en octobre en envoyant M. Primakov à deux reprises à Bagdad, et son refus de défendre son ministre face à ses critiques lui portèrent aussi sur le Golfe conduit à la démission de ce dernier en décembre. Le président soviétique vota tout de même la résolution 678 de l'ONU sur l'emploi de la force, un texte auquel M. Primakov s'opposait. Celui-ci ne refusa surface qu'en février, pour une nouvelle et trop tardive mission de paix à la veille de l'offensive terrestre.

Page réalisée par Jacques Amahric, François Chippaux, Jean-Marie Colombani, Francis Comu, Jacques Izard, Jan Kruza, Bertrand Le Gendre, Véronique Maurus, Jacques-François Simon et Michel Tatu.

Faut-il en conclure, avec l'émis-saire soviétique (1), que c'est aux efforts de l'URSS, seule puissance à avoir maintenu le « fil tenu qui reliait le gouvernement irakien au monde civilisé », que l'on doit le non-emploi par Bagdad de l'arme chimique ? C'est aller un peu vite en besogne. Une autre conclusion plus solide est que M. Bush a toujours fini par obtenir de Moscou, avec une ou deux semaines de retard, ce qu'il obtenait de ses autres alliés. Et c'est cette attitude qui vaut encore aujourd'hui à M. Gorbatchev les faveurs et indulgences du président américain. Quant aux militaires, leurs chefs ont été plus prudents que le général Fluta, rédacteur en chef de la revue d'histoire militaire, qui produisit une « *défaite anglaise* » des Américains.

● Pourquoi M. Saddam Hussein a-t-il fait libérer les otages dont il se servait pour tenter de se prémunir contre une attaque alliée ?

A ce jour, il est difficile de connaître les motivations d'un homme seul à décider, qui ne fournit aucune explication. Dès la fin du mois d'août, le président Saddam Hussein avait pu, lui-même, se rendre compte que le fait de retenir de force des milliers d'Occidentaux desservait considérablement sa cause. Il devait constater, plus tard, que la détention de « bouchers humains » otages ne devait pas empêcher la plupart des gouvernements occidentaux de manifester leur détermination à s'engager aux côtés des Américains. Alors il libère plusieurs petits groupes, après quelques marchandages, et, fin octobre, c'est au tour de tous les Français restants, puis, en novembre, des Allemands. Il n'obtient rien en échange, si ce n'est que, par exemple, la France, après avoir insisté pour retarder l'échéance de l'ultimatum (15 janvier au lieu du 10), effectuera – sans trop y croire – une dernière tentative diplomatique, avant de participer à l'offensive.

En décembre, après avoir envisagé d'étaler leur libération, de Noël à la fin mars, pour gagner encore du temps, M. Saddam Hussein ordonne subitement de relâcher sans délai les 3 000 derniers « *livrés* ». Aussitôt après la résolution de l'ONU sur le recours à la force, il avait compris que la guerre était inéluctable, ainsi que l'a récemment révélé au

Washington Post M. Tarek Aziz, en ajoutant : « Nous étions [alors] devenus *livrés* ». Dans ces conditions, les otages étaient définitivement plus gênants qu'utiles, surtout si, dans un dernier et fragile espoir d'embarras de l'adversaire, on a décidé de jouer les victimes innocentes et de trailler les Américains d'agresseurs.

● Les États-Unis ont-ils varié dans leurs intentions à l'égard de l'Irak ? A quand remonte le choix de l'option militaire ?

Défendre l'Arabie saoudite d'abord, obtenir ensuite l'évacuation du Koweït, dans un premier temps par une politique de sanctions économiques et, en dernier recours, par la force : telles furent les différentes étapes de la politique affichée par les États-Unis.

Dans les faits, ce cheminement logique a été dans une certaine mesure respecté, mais d'embles, l'accent a été mis sur les préparatifs militaires et, d'autant moins que l'option de la guerre est devenue réalisable. Le débat interne qui a pu s'esquisser au sein de l'administration, entre responsables politiques et militaires, n'a jamais pris beaucoup d'ampleur, tant était claire la volonté du président Bush. Si, parfois, les États-Unis ont paru hésiter, si les choses ont parfois semblé traîner en longueur, c'est essentiellement parce que la Maison Blanche était contrainte d'attendre la mise en place du colossal dispositif jugé indispensable par la hiérarchie du Pentagone et les commandants sur le terrain.

Aussitôt après l'invasion du Koweït, M. Bush proclama sa détermination à ne pas tolérer l'agression, mais la première étape consista en l'envoi de troupes en Arabie saoudite. Bien que le royaume fut apparemment menacé, la Maison Blanche dut convaincre le roi Fahd d'accueillir des forces américaines. Immédiatement, les préparatifs d'une offensive contre l'Irak furent esquissés, mais en même temps l'envergure de l'opération apparut clairement : l'état-major fit savoir que des moyens considérables étaient nécessaires pour s'assurer un succès total sans risquer des pertes importantes, préoccupations communes aux militaires et au président Bush.

Entre-temps, l'Irak lui-même renforçait son dispositif sur le théâtre des opérations, tout en s'employant à temporiser et à jouer sur les divisions et les hésitations de la coalition naissante. Impatiente de faire cesser ce petit jeu, la Maison Blanche demanda alors, début octobre, au général Schwarzkopf de présenter immédiatement un plan offensif. Le commandant en chef dans le Golfe, furieux d'être ainsi bousculé alors qu'il n'était pas prêt, produisit un plan d'attaque frontale, au cœur des défenses irakiennes, scénario aussitôt jugé insatisfaisant par ses commanditaires. Mais un plan plus élaboré, comportant une vaste opération de contournement, supposant un beau coup plus grand nombre d'hommes : la Maison Blanche décida de faire le nécessaire, même si le général Colin Powell tenta brièvement de plaider pour la poursuite d'une politique de sanctions.

Dès la fin octobre, le principe d'une attaque à la mi-janvier, suivie, après plusieurs semaines de bombardements intensifs, d'une offensive terrestre, était retenu. Et le 8 novembre, deux jours après les élections au Congrès, M. Bush annonçait un doublement des forces américaines dans le Golfe, engageant ainsi les États-Unis dans une voie sans retour : si Saddam Hussein ne cédait pas, la guerre était certaine.

Une issue pacifique restait cependant possible. Après avoir consolidé la coalition anti-irakienne et obtenu du Conseil de sécurité le vote d'une résolution autorisant le recours à la force, M. Bush proposa soudain, à la surprise générale et au soulagement de beaucoup d'Américains, un « dialogue » à M. Saddam Hussein.

Mais, dans l'esprit de M. Bush, toute solution permettant au dictateur irakien de sauver la face était exclue. L'offre de dialogue se perdit dans des arrières-pensées des dates d'un voyage de M. James Baker à Bagdad et l'entrevue de Genève entre ce dernier et M. Tarek Aziz était vouée à l'échec, tout comme les ultimes tentatives de M. Gorbatchev.

● A-t-on fait des promesses à la Syrie pour son engagement dans la coalition et à l'Iran pour sa neutralité ? Aurait-il été question d'un pacte antiterroriste ?

Avant la crise du Golfe, Damas a toujours maintenu des contacts avec Washington – ce qui n'est, bien sûr, pas le cas de Téhéran – même si ces relations ont souvent été très tendues. La Syrie ne voit, contrairement à l'Iran, aucun obstacle idéologique à un rapprochement avec les États-Unis, d'autant moins que le président Hafez el-Assad déplore la perte d'influence de l'URSS.

Si accord il y a eu à propos du Liban, il n'y eut pas de confirmation tacite à en juger par la discrétion, sinon le silence, des dirigeants américains au sujet de la « *pax syriana* » à Beyrouth. De toute manière, Washington avait sur ce point approuvé le processus initié par les accords de Taëf bien avant le conflit du Golfe. De même pour le terrorisme. Damas n'avait pas attendu cette crise pour mettre un frein aux activités des organisations basées en Syrie. Bref, le président Assad avait tout intérêt à se joindre à une coalition contre son vieil « ennemi numéro un », M. Saddam Hussein. Et M. Bush ne pouvait que compter sur la participation de ce pays-clé dans la région.

C'est une semblable convergence d'intérêts qui peut expliquer la « neutralité » observée par l'Iran – au point de refuser la restitution des avions irakiens qui ont trouvé refuge sur son territoire. L'Iran est le grand bénéficiaire de la guerre du Golfe, en étant resté simple spectateur : le danger irakien est écarté pour longtemps, le régime de M. Saddam Hussein a maintenant perdu l'essentiel de son potentiel militaire, lui qui, afin de neutraliser au moins un front, était déjà « allé à Canossa », des les premiers jours d'août, pour abandonner toutes ses prétentions à l'égard de l'Iran et céder à ce pays les dernières portions de territoires qu'il contrôlait encore, depuis la fin de la sanglante « première guerre du Golfe » qui avait opposé Bagdad à Téhéran pendant huit ans.

Le président Rafsanjani, qui, avant même l'invasion du Koweït, souhaitait apaiser ses relations avec l'Occident, a trouvé l'occasion de le faire. L'Iran a respecté autant que possible l'embargo et n'a pas trop protesté contre « la présence étrangère dans le Golfe ». Les États-Unis n'en demandaient sans doute pas plus pour le moment. Mais est-ce un hasard si l'on repaire dans les milieux pro-iraniens au Liban d'une possible libération des douze otages occidentaux (dont six Américains) ?

A noter que l'Iran et la Syrie, malgré tout, continuent de figurer sur la liste des pays soutenant le terrorisme international, selon le rapport annuel publié le 30 avril dernier par l'administration américaine.

1) Le témoignage de M. Primakov sur ses missions dans le Golfe, dont la *Pravda* avait publié de larges extraits (*le Monde* du 15 mars), a été récemment édité en français par le Seuil sous le titre *« L'Irak ou le désastre »*. Histoire d'une négociation secrète (1200 p., 90 F.).

Demain
La guerre aérienne

Un divorce à la française

M. François Mitterrand a tiré argument de l'agression, le 14 septembre 1990, contre l'ambassade française au Koweït par les soldats irakiens et de la prise en otage – durant quelques heures – d'un officier, qui faisait fonction d'attaché de défense, pour « poser » à terre le dispositif militaire qui se tenait embarqué sur le porte-avions *Clemenceau*, où il avait commencé de se constituer le 17 août à Toulon. De là est né le différend qui allait éclater plus tard avec le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, et qui, s'aggravant sur le fond, devait s'achever par sa démission le 29 janvier 1991.

Depuis son appareillage, deux semaines après l'invasion du Koweït, le *Clemenceau* avait en mer avec à son bord cinquante hélicoptères. Il s'était schématisé sans se presser vers Djibouti, où il avait fait escale, avant de gagner les émirats du Golfe où il entreprend d'acclimater les équipages des hélicoptères pour travailler en zone désertique. Dans le même temps, la France envoie quelques détachements militaires dans des pays à la périphérie de l'Arabie saoudite, auxquels elle vend des armes. C'est le 15 septembre, quelques jours après un appel de M. George Bush à ses alliés pour qu'ils accroissent leur effort militaire au profit des Saoudiens, que M. Mitterrand invoque la violation de l'ambassade française au Koweït pour installer en terre saoudienne les hélicoptères du *Clemenceau* et leur adjoint 4 000 hommes avec des chars et des avions de combat.

Le ministre de la défense, déjà à Ryad, étudie sur place le déploiement de ce dispositif qui – sans avoir son ampleur définitive de 13 000 hommes à la veille de l'opération « Tempête du désert » – reçoit le nom de code de « *Daguet* ». Curieusement, déjà, M. Chevènement incite à cantonner le dispositif naissant sur un axe Yanbu-Tabuk, à l'ouest de l'Arabie saoudite et loin du stationnement allié à l'est où il risque, pour le ministre de la défense, d'être « *phagocyté* » par le commandement américain.

En réalité, sans divorce sur la place publique, le chef de l'Etat et son ministre ont commencé de diverger sur le fond.

M. Mitterrand, très tôt per-

l'économie d'un affrontement avec Bagdad, est d'ores et déjà acquis à la fatalité d'une coopération permanente avec les alliés et, donc, à la nécessité pour la France de déployer une force suffisamment structurée pour se préparer à couvrir au sein d'une coalition militaire afin d'y prendre sa part des combats à venir. M. Chevènement persiste, lui, à s'en tenir à un embargo contre l'Irak qui serait prolongé sur dix-huit, voire vingt-quatre mois – on sait aujourd'hui que l'état-major américain était sur la même ligne quand M. Bush était partisan de donner rapidement une leçon à M. Saddam Hussein – et il ne conçoit de déploiement militaire que pour matérialiser la volonté de la France de voler au secours de l'Arabie saoudite si les Irakiens, par malheur, franchissaient ses frontières.

Trois offres de démission

Progressivement, le fossé entre les deux hommes s'accroît au point que le ministre de la défense présentera par deux fois sa démission à M. Mitterrand avant qu'elle ne soit agréée la troisième fois, le 29 janvier, leur différend n'étant plus un secret d'Etat. Entre-temps, « *Daguet* » s'est renforcé et s'est rapproché des alliés : le dispositif a cessé d'être conçu pour la défensive et il est devenu cet outil aguerri qui, dans les mains du général Norman Schwarzkopf, entrera jusqu'au cœur de l'Irak en y menant des actions ultra-rapides de harcèlement.

De l'avis de M. Chevènement, il aura fallu, pour en arriver là, que « *Daguet* » ne se singularise pas dans l'ensemble de la coalition anti-Saddam Hussein et accepte de s'intégrer sous commandement américain au risque d'y perdre son identité. Pour le chef de l'Etat, au contraire, l'heure n'était plus aux états d'âme, mais à la restauration d'un ordre international violé par un agresseur sans scrupules. Les militaires français ont, quant à eux, beaucoup souffert de cette dyarchie, qui n'est pas dans leurs habitudes. A ceux qui lui reprocheront d'avoir donné sa démission en pleine guerre, le ministre de la défense cite les exemples de deux de ses prédécesseurs durant le premier conflit mondial, les maréchaux Gallieni et Lyau-

INFORMATIQUE

Pour le savoir-faire suivez le guide !

Les Guides Micro

Application une présentation thématique pour accéder à l'information d'un seul coup d'œil.

MS-DOS • CLIPPER 5.0 • WINDOWS 3.0 • WORD POUR WINDOWS...

MICRO APPLICATION

EN VENTE A LA FNAC ET LIBRAIRIES SPECIALISEES TEL. (1) 47 70 32 44

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Freppet, directeur de la rédaction Jacques Gully, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amahric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczy, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beauva-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 18, RUE FALGUIÈRE 75011 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-85-25-26 Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-85-25-26 Télécopieur : 49-60-30-10

صوتنا من الامم

Le projet de conférence de paix israélo-arabe

MM. Baker et Bessmertnykh évoquent leur « optimisme » mais aussi des « difficultés significatives »

C Après s'être entretenu avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, lundi 13 mai, au Caire, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, s'est rendu dans la soirée à Riyad, où il a été reçu par le roi Fahd.

Il s'agissait de la première visite d'un chef de la diplomatie soviétique en Arabie saoudite, dix-

huit mois après le rétablissement des relations entre les deux pays. M. Bessmertnykh était attendu mardi à Damas pour une deuxième visite en Syrie en moins d'une semaine. Auparavant, les autorités gantoises avaient indiqué que M. Bessmertnykh devait venir en Suisse mardi, au fin de journée, pour rencontrer le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat.

LE CAIRE

de notre correspondant

Au terme de la seconde série d'entretiens qu'ils ont eus au Caire, MM. Baker et Bessmertnykh ont affiché un optimisme de façade au sujet de l'organisation d'une conférence de paix au Proche-Orient. M. Bessmertnykh a en effet déclaré que « la possibilité de réunir la conférence s'accroît et le nombre de problèmes se réduit ». Expliquant les raisons qui le poussent à « espérer », le chef de la diplomatie soviétique a souligné qu'« il n'y a pas d'arrêt dans le processus et que le mouvement se poursuit ».

M. Baker a, quant à lui, affirmé être « suffisamment optimiste pour penser qu'il y aura moyen de surmonter les divergences significatives existant encore ». Le secrétaire d'Etat a donné pour exemple de ces divergences « le rôle de l'ONU dans une conférence de paix, et le fait de savoir si cette conférence se bornerait à une seule séance ou pourrait être reconvoquée ».

Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid a, de son côté, estimé, au terme d'une réunion qu'il eut le secrétaire d'Etat américain avec le président Mubarak, que « des problèmes subsistent, mais qu'ils peuvent être considérés comme surmontables ». Le chef de la diplomatie égyptienne a ajouté que son pays « œuvrera pour aider M. Baker à trouver une solution à ces problèmes difficiles ». Une

déclaration révélatrice du rôle de catalyseur que veut tenir l'Egypte dans les efforts diplomatiques actuels. En fait, Le Caire, qui a déjà signé un traité de paix avec Israël, et récupéré ses territoires occupés en 1967, se pose un peu en parrain arabe de la conférence. Un rôle qui ne semble pas déplaire à Washington, puisque M. Baker a ouvertement demandé à l'Egypte de déployer « ses bons offices pour résoudre ces deux questions » (ONU et stance plénière de la conférence).

L'obstacle du Golan syrien

Le secrétaire d'Etat a indiqué que les Etats-Unis et l'URSS « espèrent pouvoir continuer à œuvrer pour réduire les divergences entre la Syrie et Israël, de façon à pouvoir réunir une conférence globale groupant toutes les parties concernées ». Une déclaration qui pourrait être interprétée comme une pression implicite sur la Syrie et Israël. Les sénateurs américains George Mitchell (démocrate) et Robert Dole (républicain) ont en effet menacé, dimanche 12 mai, de réduire l'assistance économique des Etats-Unis aux pays qui seraient responsables de l'échec de la mission Baker.

On note que le secrétaire d'Etat américain a soigneusement évité lundi toute référence au principal obstacle sur la voie de la conférence de paix : l'exigence par la Syrie de l'acceptation préalable par

Israël du principe des territoires en échange de la paix, et le refus israélien de se retirer des territoires occupés en 1967. Des territoires qui comprennent notamment le Golan syrien.

En fait, il ressort des rencontres Baker-Bessmertnykh que la vraie cause de satisfaction des deux chefs de diplomatie est plutôt due aux progrès enregistrés au niveau de la coopération des Deux Grands. Les deux hommes ont d'ailleurs consacré la majeure partie de leur second entretien à des questions bilatérales comme la réduction de l'armement, les relations économiques, l'Afghanistan et la situation au nord de l'Irak.

Le secrétaire d'Etat américain a, d'autre part, profité de la présence au Caire de son homologue libanais, Fares Boutiz, pour le rencontrer. L'entretien, qui a duré une heure, a porté sur les efforts déployés par le gouvernement libanais en vue d'appliquer les accords de Taëf. M. Baker a souligné à cet égard « l'intérêt que portent les Etats-Unis à l'extension du pouvoir de l'Etat libanais sur tout son territoire ». M. Boutiz a, de son côté, indiqué que des progrès avaient été réalisés dans ce domaine grâce à la coopération de plusieurs amis, et en particulier, les Etats-Unis. Une rencontre doit se tenir en marge du conseil ministériel de la Ligue arabe, inaugurant ses travaux le 15 mai, entre des responsables du gouvernement libanais et de l'OLP.

ALEXANDRE BUCCIANTI

La situation des camps de réfugiés

Accrochage au Kurdistan entre soldats britanniques et irakiens

Un incident, au cours duquel deux soldats irakiens auraient été blessés, a opposé, lundi 13 mai au Kurdistan, des royal marines britanniques aux forces de Bagdad, tandis que les Nations unies ont commencé à prendre en charge des réfugiés jusqu'à présent placés sous la protection des alliés.

Selon le ministère britannique de la défense, des royal marines affectés à la protection de Kurdes à Atin-Cheikh, dans le nord de l'Irak, ont échangé des coups de feu lundi matin avec des soldats irakiens près de l'un des palais d'été de M. Saddam Hussein. Bien que l'Irak ait nié être impliqué dans l'incident - « aucun échange de coups de feu n'a eu lieu entre des soldats irakiens et une patrouille britannique », a affirmé un porte-parole du ministère irakien de l'information, - un officier britannique a confirmé que deux soldats irakiens qui avaient ouvert le feu sur une patrouille britannique avaient été blessés. Un correspondant de la BBC a rapporté, de son côté, que les deux militaires irakiens avaient été touchés et pourraient même être morts des suites de leurs blessures.

A Londres, le ministère de la défense a précisé que deux irakiens, embusqués près de l'un des palais d'été du président Saddam Hussein, avaient tiré sur la patrouille britannique avant de disparaître lorsque les royal marines ont riposté. « Je ne sais pas s'ils ont été tués, blessés, ou ont décidé de sauver leur peau », a précisé un porte-parole du ministère. Les Britanniques n'ont subi aucune perte, a-t-il dit, ajoutant qu'ils avaient fouillé en vain la région pour tenter de retrouver les tireurs. Selon les alliés, un certain nombre de soldats irakiens sont retranchés

dans ce palais. Cependant, l'ONU a ouvert lundi un bureau et un centre d'assistance aux réfugiés à Dohouk, la principale ville de la partie occidentale du Kurdistan irakien, située à 5 kilomètres au sud de la « zone de sécurité » établie par les forces alliées au nord de l'Irak. Cet événement s'est déroulé dans la matinée à l'occasion de la venue à Dohouk du prince Sadruddin Aga Khan, délégué du secrétaire général de l'ONU pour les questions humanitaires. Un convoi venu de Zakho - à quelques kilomètres de la frontière turque - a achevé au même moment dans ce centre 150 tonnes d'aide alimentaire et de l'aide médicale.

Les Nations unies à Zakho

Arrivé l'après-midi à Zakho, où il a présidé une cérémonie marquant le passage du camp de transit de la ville sous l'autorité des Nations unies, le prince a indiqué qu'il avait rencontré à Bagdad les dirigeants kurdes qui mènent des négociations avec les autorités irakiennes. « Vous attendez toujours les résultats » de ces négociations, a-t-il ajouté, soulignant toutefois que les Nations unies n'avaient pas à attendre une éventuelle « ouverture » politique pour porter secours aux réfugiés. Sadruddin Aga Khan, qui devait rencontrer mardi à Ankara le président Turgut Ozal, s'est également rendu lundi après-midi au relais humanitaire français de Kasrok. Situé en contrebas du camp d'Isikveren (sur la frontière turque), ce relais a permis une évacuation presque complète, puisqu'il ne restait plus dimanche que 2 200 des 80 000 réfugiés qui y séjourneraient encore le 4 mai.

Pour sa part, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a estimé lundi que 200 000 irakiens, qui avaient cherché refuge à la

frontière avec la Turquie, ont commencé à rentrer chez eux, tandis que sur les 1,3 million d'Irakiens passés en Iran, 80 000 ont amorcé un mouvement de retour. Le mouvement de rapatriement a réduit la population totale dans les huit camps de la frontière turco-irakienne à 230 000 personnes ; 100 000 autres réfugiés sont disséminés le long de la frontière, hors des camps, a précisé le HCR.

Par ailleurs, une centaine de manifestants kurdes ont attaqué lundi après-midi à Zakho une dizaine de policiers irakiens et des civils, blessant légèrement deux ou trois d'entre eux, selon des témoignages recueillis sur place. Les policiers irakiens, qui n'étaient pas armés, venaient de reprendre possession du poste de police de la ville, évacuée par les forces irakiennes fin avril et qui est actuellement sous contrôle des forces alliées de l'opération « Provide Comfort ».

L'incident s'est terminé avec l'arrivée de la police militaire américaine. Auparavant, les peshmergas (combattants kurdes) avaient incité les manifestants, qui avaient défilé en ville aux cris de « Saddam non, Bush oui », à ne plus s'en prendre aux irakiens, pour ne pas gêner les négociations en cours à Bagdad. - (AFP, AP, Reuter.)

□ L'Irak va importer un demi-million de tonnes de blé canadien. - L'Irak a signé avec le Canada un accord pour l'importation d'un demi-million de tonnes de blé, a annoncé le 13 mai l'agence irakienne INA reçue à Nicosie. Cet accord, signé par le ministre irakien du commerce et l'Office canadien du blé, prévoit les livraisons par le Canada à partir de début juin et jusqu'à la fin de 1991. - (AFP.)

Washington tente de convaincre M. Shamir

Suite de la première page

Israël s'oppose à ce que la conférence puisse se réunir périodiquement après la session d'ouverture, qui doit « lancer » des négociations bilatérales israélo-arabes. On débattait de la question de la participation de l'ONU à la conférence, ce qui est aussi un des principaux points de friction entre Israël et la Syrie, qui réclame un rôle actif pour l'ONU. L'Etat hébreu n'oc veut pas et les Etats-Unis suggèrent une formule médiane avec la présence à titre d'observateur d'un délégué du secrétaire général.

On reviendra, enfin, sur l'éternelle affaire de la composition de la délégation palestinienne : les Etats-Unis proposent de choisir des Palestiniens des territoires occupés disposant tous de la nationalité jordanienne, de manière à contourner le veto israélien à la présence d'Arabes de Jérusalem dans la délégation. Bref, pas vraiment le genre de sujets propres à soulever les passions.

En ce début de semaine, la classe politique s'interroge sur la durée de vie de l'actuelle coalition gouvernementale, qui regroupe la droite, l'extrême droite et les partis religieux - ces derniers étant presque tous sous investigation judiciaire pour indécence financière. Si le premier ministre, M. Itzhak Shamir, est acclamé à faire de plus amples concessions à M. Baker, devra-t-il se séparer des trois formations d'extrême droite et envisager, de nouveau, une alliance avec les travaillistes ? Les dirigeants politiques se promènent avec, sous le bras, l'une des plus intéressantes études d'opinion jamais publiées sur les réactions de l'électorat israélien

face à ce qu'on appelle « le processus de paix ». Due au professeur Asher Arian, un spécialiste de l'humeur du pays, elle n'est rassurante ni pour le Likoud, le parti de M. Shamir, ni pour l'opposition travailliste.

Elle révèle qu'une majorité d'Israéliens est plutôt favorable aux formules de règlement proposées par les travaillistes (compromis territorial en Cisjordanie et à Gaza, notamment), mais que cette même majorité ne fait aucunement confiance aux dirigeants travaillistes pour mettre en œuvre une telle politique. Ceux-ci seraient prêts à tout céder à l'ennemi, pas assez fermes à l'égard des Arabes, trop empressés de plaire aux Américains. Beaucoup moins dogmatique que les dirigeants du Likoud - qui, eux, paraissent viscéralement attachés aux territoires occupés, - une majorité d'Israéliens n'en estiment pas moins que les « Likoudniks » sont les plus aptes à négocier la paix, y compris un éventuel compromis territorial.

En gros, on créditerait M. Shamir des mêmes intentions que M. Menahem Begin lorsqu'il négociait avec l'Egypte : la paix en échange d'un compromis territorial. « En général, l'opinion israélienne, écrit le quotidien Haaretz, veut voir le Likoud faire la politique des travaillistes ; elle soutient Shimon Peres (le chef de l'opposition de gauche) pour peu que ses idées soient mises en œuvre par Dan Meridor » (le chef de file de la génération montante au Likoud).

Petit problème : les dirigeants du Likoud n'ont jamais dit qu'ils s'approprient à s'inspirer du programme travailliste. Tout au contraire, ils mènent aujourd'hui une politique d'implantation accélérée en Cisjordanie. C'est une des priorités du gouvernement Shamir. « Ces implantations sont la chose la plus importante pour notre sécurité », dit cette semaine le ministre de la défense, M. Moshe Arens ; dans le même temps, M. Shamir répétait à l'adresse de M. Baker qu'il n'entendait pas « céder sur la moindre parcelle d'Eretz Israël (y compris les territoires occupés) ».

Les Palestiniens se disent plus impressionnés que jamais par l'ampleur de l'offensive des bulldozers israéliens en Cisjordanie : « les bulldozers, observent-ils, vont plus vite que l'avion de M. Baker ». Les investissements du gouvernement dans les territoires sont énormes, souligne Haaretz : à lui seul le ministère du logement va dépenser cette année 1 milliard et demi de shekels en Cisjordanie, c'est-à-dire vingt pour cent de son budget ;

un investissement aussi massif a pour objet d'installer quelque cinquante mille colons de plus dans les trois à cinq ans à venir. Le ministre du logement, M. Ariel Sharon, a répété lundi qu'il voulait « densifier » les territoires, en dépit des critiques adressées à son chef, M. Yasser Arafat, pour avoir soutenu M. Saddam Hussein avec enthousiasme. Pour la première fois depuis plusieurs mois, le mouvement islamiste Hamas serait sur le recul.

Signe des temps, Al Fu'ur, l'un des quotidiens de Jérusalem relayant les positions de l'OLP, publiait cette semaine un projet de règlement fondé sur une approche extrêmement prudente, par étapes, avec mesures de confiance et phases intermédiaires. L'ensemble laissant de côté la question de Jérusalem et devant déboucher, à terme, dans les huit ans, sur une confédération jordanio-palestinienne. Dû à un journaliste et avocat palestinien, c'est un scénario que nombre d'Israéliens ne rejetteraient pas. En contrepoint, l'éternelle chronique des affrontements dans les territoires occupés égrenait, cette semaine encore, son lot de malheurs : dimanche, des colons ouvrent le feu sur un bus palestinien - qui aurait eu une trajectoire menaçante - et blessent deux enfants (quatre et cinq ans) ; lundi, des soldats tiraient sur des lanceurs de pierres à Naplouse et, là encore, deux enfants (âgés de sept ans) sont blessés par balles ; dans le même temps, deux Palestiniens étaient assassinés par d'autres résidents des territoires occupés, dernier épisode de l'incessante vendetta conduite au nom de la lutte contre les « collaborateurs » ou prétendus tels.

ALAIN FRACHON

□ « Pas de nature à faciliter le dialogue ». - Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a estimé, lundi 13 mai, que les déclarations du premier ministre israélien affirmant qu'Israël ne céderait jamais un pouce de territoire (Le Monde du 14 mai) « ne paraissent pas, a priori, de nature à faciliter le dialogue ».

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

PALERME 1050 F

LISBONNE 1150 F

ATHENES 1180 F

MARRAKECH 1400 F

TUNIS * 1000 F

MONTREAL 1980 F

NEW YORK 2270 F

DAKAR 2370 F

LES ANTILLES 2750 F

NOUMEA 8980 F

VOI ALIER RETOUR, DEPART DE PARIS, A CERTAINES DATES

* LES 08.15, 22/06/1991

TAPÉZ 36 15 NF, TELEPHONE AU (1) 42 73 10 64

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Déploiement de troupes dans le Sud et négociations avec Damas

BEYROUTH

de notre correspondant

L'armée libanaise prend pied au Liban sud, là où c'est possible, c'est-à-dire hors de la zone israélienne de sécurité. Tout en évitant la confrontation avec les Palestiniens, dont certaines régions du Sud - Salda principalement - constituent les ultimes réduits au Liban, l'armée libanaise, forte de la caution arabe et syrienne, ne les traite plus en sanctuaires.

C'est ainsi qu'un bataillon a été déployé, dimanche 12 mai, en renfort à Tyr. Ayant essuyé des coups de feu en passant devant un camp palestinien, il a riposté avant de poursuivre sa route et de prendre position comme prévu. C'est le deuxième incident dans la région. Sans compter que l'armée a arrêté deux Palestiniens portant des armes hors des camps ; incidents tous mineurs, mais néanmoins révélateurs de la volonté de l'Etat libanais d'imposer son pouvoir aux Palestiniens du Sud, où l'armée syrienne, pour sa part, ne peut intervenir, en raison des « lignes rouges » israéliennes.

Ayant pratiquement réglé le problème des milices libanaises, le gouvernement cherche à présent à régler celui des Palestiniens, en menant, toujours avec l'aval de Damas et de Washington, deux actions : sur le terrain, où il affirme sa présence ; sur le plan diplomatique, en négociant avec l'O.L.P.

Une présence prépondérante

L'Etat libanais est, parallèlement, plongé dans son autre grand problème de politique étrangère : les relations privilégiées avec la Syrie. Le gouvernement, qui met la dernière main à un texte sur ce sujet épineux, l'a transmis pour agrément préalable à Damas.

Le vice-président syrien, M. Khaddam, est venu samedi à Beyrouth transmettre les remerciements de son pays. Un texte censé être définitif a été mis au point au cours d'un long entretien de M. Khaddam avec les trois présidents libanais, MM. Hraoui (de la République), Karamé (du conseil) et Hussein (de l'Assemblée). Le conseil des ministres libanais devrait l'entériner mercredi, malgré les réticences qui se manifestent, notamment de la part du conseil des évêques maronites.

Des organismes conjoints, notamment un conseil présidentiel, et théoriquement paritaires sont appelés à être créés. Mais, vu le rapport de forces, il est évident que les dirigeants syriens y seront prépondérants.

LUCIEN GEORGE

DIPLOMATIE

Pour faciliter la conclusion d'un accord international d'interdiction

M. George Bush se dit prêt à renoncer totalement à l'arme chimique

Les Etats-Unis ont levé, lundi 13 mai, un obstacle aux négociations qui se déroulent à Genève en vue de l'élaboration d'un convention internationale d'interdiction des armes chimiques en renonçant à se réserver un droit de riposte au moyen de ce type d'armes. Les Américains demandent à Genève qu'à la convention interdise les exportations de produits permettant de fabriquer des armes chimiques vers tous les pays n'adhérant pas à l'accord. Ils souhaitent que cet accord soit conclu dans les douze mois.

WASHINGTON

de notre correspondant

Depuis plusieurs semaines, l'administration Bush a initié une initiative majeure de M. Bush en matière de désarmement chimique. On s'attendait donc que le président américain, qui depuis l'époque de sa campagne électorale avait fait de l'interdiction de la guerre chimique l'une de ses priorités, présente lui-même ses propositions. C'est finalement sous la forme d'un simple communiqué de la Maison Blanche, publié lundi 13 mai, à la veille de la reprise de la conférence de Genève sur le désarmement chimique, que l'initiative américaine a été exposée.

Les Etats-Unis offrent de renoncer complètement à l'utilisation d'armes chimiques, « pour quelque raison que ce soit » y compris en représailles, et de détruire en dix ans la totalité de leurs stocks. Il s'agit d'une évolution notable de leur position. En effet, en

septembre 1989, depuis la tribune des Nations unies, le président Bush se disait disposé à réduire les stocks américains à 20 % de leur niveau, puis à 2 % dans les dix ans suivant l'entrée en vigueur d'une convention internationale. Il refusait toutefois de renoncer à ces 2 % - presque rien en pourcentage, mais assez tout de même pour inquiéter quiconque voudrait tenter le diable - tant que tous les Etats n'auraient pas adhéré à la convention. Il s'agissait de se garder un droit de riposte par les armes chimiques aussi longtemps que tous les pays susceptibles d'en produire n'auraient pas accepté le principe d'une interdiction totale. Dans les faits, cette attitude a peu ambiguë avait freiné les progrès des négociations de Genève, les alliés de Washington eux-mêmes éprouvant les plus grandes difficultés à s'acquiescer de la position américaine.

Aujourd'hui, les Etats-Unis considèrent qu'ils peuvent se passer d'une réserve chimique de sécurité. L'expérience de la guerre du Golfe a vraisemblablement contribué à cette évolution. Le fait que l'Irak n'ait pas tenté d'utiliser ses armes chimiques n'a pu que conforter les responsables américains dans l'idée, de plus en plus couramment acceptée, que les gaz de combat, redoutables pour des civils non préparés, sont peu efficaces contre des soldats bien équipés. Et les forces américaines ont amplement démontré qu'elles disposaient d'une vaste panoplie d'armes beaucoup plus meurtrières, depuis les bombes « intelligentes » jusqu'aux énormes bombes à effet de souffle, qui font des ravages dans les troupes ennemies.

Pendant le conflit du Golfe, Washington avait menacé Bagdad des pires conséquences si l'Irak se

Selon « The Independent »

De graves pannes de propulsion affectent les sous-marins nucléaires britanniques

Déployent des banderoles : à Danger, sous-marin fissuré », des écologistes de Greenpeace ont pris d'assaut, lundi 13 mai, le sous-marin nucléaire britannique *Rewange* dans sa base de Faslane, en Ecosse. Il y eut trois arrestations. C'est la première fois qu'un tel incident se produit à propos de sous-marins lance-missiles, que le mouvement Greenpeace accuse de présenter de graves défauts dus à leur vétusté.

Selon le quotidien *The Independent* du samedi 11 mai, la marine britannique est contrainte de ne maintenir à la mer qu'un seul de ses quatre sous-marins stratégiques à la fois, en raison de pannes graves survenues à leur propulsion nucléaire. Arguant du secret qui entoure les déplacements de ces navires, le ministère britannique de la défense n'a pas commenté cette information, qui trouve son origine dans des observations du mouvement Greenpeace sur les patrouilles de ces sous-marins.

Depuis leur mise en service entre 1967 et 1969, la marine britannique dispose de quatre sous-marins stratégiques lance-missiles en cours sur le modèle des unités améri-

caines du type *La Fayette*, dont ils possèdent l'appareil propulsif, les installations de navigation, de guidage et de lancement des missiles nucléaires Polaris. Selon *The Independent*, ce sont des fissures apparues dans les bouillottes des réacteurs à eau pressurisée qui sont à l'origine de graves pannes obligeant l'état-major à modifier le cycle des patrouilles en mer de huit à moins de dix semaines précédemment, la durée de ces missions est passée à douze, voire seize semaines, pour tenir compte d'un allongement des périodes d'entretien et de réparation lié à la nécessité de mieux protéger encore le personnel des éventuelles radiations.

The Independent rapporte que les experts de la défense, à Londres, estiment que la Grande-Bretagne est sur le point de perdre sa dissuasion navale au moment où d'autres pays, à commencer par l'Union soviétique, continuent de produire de nouveaux sous-marins. Le Royaume-Uni craint de construire quatre sous-marins lanceurs du missile américain Trident pour les mettre en service entre 1994 et 1997. Mais ce programme accuse du retard à cause de la mise au point du missile.

AMÉRIQUES

PÉROU : après l'attaque massive des guérilleros du MRTA

L'armée lance une contre-offensive

LIMA

de notre correspondant

Le couvre-feu a été instauré dans le département amazonien de San Martín à la suite de l'offensive lancée, vendredi 10 mai, par le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) qui a occupé les quatre principales bourgades, s'attaquant aux installations des services publics et prenant en otage neuf policiers (*Le Monde* du 14 mai). Le mouvement révolutionnaire a offert de les libérer à condition que la Croix-Rouge ou Amnesty International soient autorisées à examiner les cas de violation des droits de l'homme recensés dans cette région.

Le gouvernement a refusé. « Il n'y a pas de dialogue avec les délinquants subversifs », a déclaré le général Manuel Rios, chef du commando politique et militaire du département. L'armée a déclenché une contre-offensive et des troupes

d'élite ont été dépêchées sur place afin de poursuivre les insurgés.

Le MRTA a intensifié ses actions subversives depuis le mois dernier, multipliant les attentats dans la capitale tout en lançant des attaques d'envergure dans les départements de Cuzco et Puno, au sud du pays. Néanmoins, San Martín reste son principal bastion, une grande partie de la population appuyant secrètement le mouvement. S'engageant en défenseur des laissés-pour-compte, entre autres des paysans producteurs de coca, les guérilleros du MRTA, qui se veulent les héritiers de Che Guevara, se sont lancés dans la lutte armée en 1984. Bien qu'ils essaient de donner d'eux une image de héros révolutionnaires, les guérilleros du MRTA multiplient les actes de terrorisme, rassemblant de plus en plus à leurs frères ennemis maoïstes du Sentier lumineux.

NICOLE BONNET

L'espace économique européen

Les négociations CEE-AELE pléminent

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Douze de la CEE et les sept pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) (1) poursuivent laborieusement leurs efforts afin de conclure un traité qui, consolidant les accords de libre-échange existants, instaurerait à l'ouest du continent un « espace économique européen » (EEE). Lundi 13 mai, après de longues tractations, les dix-neuf ministres sont parvenus à adopter une déclaration commune qui reflète un rapprochement sur certains dossiers mais en renvoie l'application à des jours meilleurs.

Les pays de l'AELE souhaitent profiter de la dynamique communautaire sans être toujours prêts à en payer le prix - l'accès à leur propre marché - ni surtout à abandonner à Bruxelles le droit de prendre en leur lieu et place des décisions économiques importantes. Ce sont ces contradictions que les Sept s'efforcent d'aplanir, tout en tenant compte d'une opinion publique, notamment en Suisse, et en Islande, très sensible à tout ce qui pourrait ressembler à un abandon de souveraineté.

Cette négociation est marquée par le peu d'optimisme d'un certain nombre de l'AELE. Plusieurs d'entre eux considèrent l'EEE comme un stade intermédiaire, d'un intérêt limité, en attendant l'adhésion à la Communauté. Tel est le cas, depuis longtemps, de l'Autriche, plus récemment de la Suède, alors que désormais la Norvège ainsi que la Suisse s'interrogent.

Les progrès accomplis lundi portent principalement sur la création d'un nouvel organe judiciaire qui, avec le soutien de la Cour européenne de Luxembourg, traitera, en particulier, des litiges entre les deux parties. Par ailleurs, les pays de l'AELE semblent à peu près acquis à l'idée de compenser les effets négatifs de la création de l'EEE sur les pays les moins riches de la communauté. Les dossiers concernant l'accès aux zones de pêche, l'agriculture, le transit routier et la libre circulation des travailleurs n'ont pas progressé. Au stade actuel, les demandes de la CEE visent à un meilleur accès pour ses produits ainsi que pour sa main-d'œuvre sont fermement refusées par l'AELE.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) L'AELE rassemble l'Autriche, la Suisse, la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Islande et, avec un statut particulier, le Liechtenstein.

Le réveil des « contras » au Nicaragua

Suite de la première page

Ces groupes armés représentent un total un millier d'hommes et plusieurs milliers d'autres seraient prêts à les rejoindre pour exprimer leur frustration à l'égard du gouvernement, auquel ils reprochent d'avoir conclu un « pacte » avec les sandinistes pour partager le pouvoir.

« Nous ne sommes pas contre le gouvernement, dit-il, mais nous estimons que le peuple doit choisir lui-même l'armée qu'il souhaite. Or nous voulons une armée qui contribue à la mise en place de la démocratie. Avec sa barbe noire taillée en pointe et ses petits yeux vifs, « Rajito » a des airs de conquérant qui aurait troqué le casque et la hallebarde pour le chapeau de brousse et le kalachnikov. Dans une langue simple, qui reflète son origine très modeste, il s'adresse à quelques dizaines de paysans réunis dans un magnifique cadre de montagne, à plusieurs heures de marche de la petite bourgade de Waslala, à la limite des départements de Jinotega et de Matagalpa.

« Nous voulons travailler en paix, mais les sandinistes continuent de harceler les anciens combattants de la résistance (les « contras »). Ils ont tué 223 démobilisés depuis l'arrivée au pouvoir de la présidente Chamorro. Nous avons perdu plus d'hommes en un an qu'au cours des années les plus dures de la guerre. »

Soupçons

à l'égard des sandinistes

L'assassinat, le 16 février, de l'ancien dirigeant de la Contra, le colonel Enrique Bermudez, a été très durement ressenti par ses anciens compagnons de lutte qui, sous sa direction, commençaient à s'organiser pour constituer un nouveau parti politique. Les circonstances de cet assassinat - devant le plus grand hôtel de la capitale - et la confusion entretenue par les enquêteurs renforcent les soupçons à l'égard des sandinistes qui contrôlent toujours la police, l'armée et la justice.

Les représentants de l'Organisation des Etats américains (OEA) chargés de « vérifier le respect des droits fondamentaux » des vingt-deux mille démobilisés de la résistance et de leurs familles (près de cent mille personnes en tout sur une population totale de moins de quatre millions d'habitants) n'ont obtenu jusqu'à présent aucune réaction du gouvernement à propos de quelque six cent cinquante cas d'abus de pouvoir d'agents vérifiés à l'encontre des anciens rebelles. Les dénonciations portent sur des détentions illégales, des menaces et quarante-cinq assassinats. « Pour les cas les plus graves - en particulier les véritables massacres qui ont eu lieu à Jalapa ou à Waslala - mais sommes revenus, en vain, à la charge à plusieurs reprises auprès du ministère de l'Intérieur », affirme un observateur de l'OEA.

La découverte au cours des derniers mois de dizaines de crânes humains destinés à être en lumière les erreurs commises par le régime sandiniste sans couvert de la guerre contre une guérilla financée par l'« impérialisme américain ».

Or les responsables occupent toujours des fonctions importantes dans les zones où ils régnaient en maîtres absolus jusqu'aux élections du 25 février 1990, qu'ils ne s'attendaient absolument pas à perdre.

Cette situation est intolérable pour les anciens « contras » qui estiment à juste titre avoir joué un rôle déterminant dans la victoire de Violeta Chamorro. « Nous nous sommes fait avoir, gronde un ancien commandant de la résistance, qui a décidé de reprendre les armes. Nous avons été assez naïfs pour remettre nos armes alors que les sandinistes gardaient les leurs » (en fait la Contra avait pris la précaution de cacher un certain nombre d'armes qu'elle ressort actuellement).

Pôles de développement

Comme la plupart de ses camarades, les accusés de l'état-major de la Contra, en particulier les commandants Franklin et Ruben, d'avoir « trahi » leurs troupes en « échange de prébende ». Les effectifs de l'armée ont été, certes, substantiellement réduits à l'échelle nationale - de 90 000 à 28 000 de source officielle - mais une partie des troupes de combat a été maintenue dans les « pôles de développement » où les anciens rebelles tentent péniblement de refaire leur vie en cultivant de petits lopins de terre. « Les militaires cherchent à nous faire croire qu'ils ne sont pas sandinistes, constate l'ex-commandant rebelle José Douglas. En fait, ils veulent nous assassiner un par un. Nous ne nous laisserons pas faire : je choisis de mourir le fusil à la main plutôt que comme un chien. »

Le chef de l'armée sandiniste, le général Humberto Ortega, frère de l'ancien président de la République, accuse certains secteurs de la majorité, en particulier le vice-président de la République, Virgilio Godoy, d'encourager la révolte pour nuire à la politique de réconciliation nationale suivie par la présidente Chamorro. M. Godoy dément catégoriquement sa participation au mouvement de rébellion « dont l'ampleur, dit-il, me surprend. »

Le général Ortega et le gouvernement Chamorro tentent eux de réduire la protestation des anciens « contras » à un simple problème de distribution de terres. Mais dans le nord du pays, malgré les innombrables graffiti qui proclament dans tous les villages que le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et la révolution sont « invincibles », une majorité de la population est résolument hostile aux sandinistes. « Il y a des gens ici qui veulent qu'un empereur tous les sandinistes », se plaint le maire adjoint du village d'El-Oca, Carlos Valdivia, qui se garde de rappeler qu'il dirige la sécurité de l'Etat dans la région et couvre d'innombrables crimes commis par ses hommes contre la population civile. « Il faudra malheureusement peut-être une autre guerre pour se débarrasser de ces criminels », répondent en écho les victimes.

BERTRAND DE LA GRANGE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437

Personnalités sur les microfilms
et index du Monde au 171 40-85-28-33

Imprimé
à « Le Monde »
12, rue Fénélon
92115 Paris Cedex 16

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Télax : 206.808 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Télax : 281.311 F

ABONNEMENTS :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télax MONDIPUB 206 136 F
Télax : 15-91-00-70. Secrétaire
du journal Le Monde et Réserve Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal :
Localité :

Pays :

Vous avez l'obligation d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP/Paris RP

صلى الله عليه وسلم

هكذا من الالام

AMÉRIQUES

AMÉRIQUES

CANADA

Le gouvernement s'attaque de nouveau au problème du Québec

Le gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney a annoncé, lundi 13 mai, ses objectifs - unité nationale et réformes économiques - pour la nouvelle session parlementaire qui, selon lui, « marquera un tournant dans l'histoire du Canada » et « ralliera tous les Canadiens ».

Le discours du Trône, prononcé au nom de la reine d'Angleterre, chef de l'Etat du pays, par le gouverneur général M. Ramoos Hnatyshyn, a ainsi mis l'accent sur les efforts qu'entend entreprendre le gouvernement pour tenter une nouvelle fois de réformer la constitution afin d'éviter une séparation

du Québec francophone. Tout en soulignant que le « caractère unique du Québec doit être affirmé », le gouvernement plaide pour que « tout changement passe nécessairement par un compromis raisonnable ».

L'annonce dernière, le gouvernement Mulroney n'avait pas réussi à faire accepter que le « caractère distinct » du Québec soit reconnu dans la Constitution et ces échecs ont accru le sentiment séparatiste de la Belle province dont le premier ministre, M. Bourassa, a annoncé que faute d'un règlement du contentieux constitutionnel, il organiserait un référendum sur la souveraineté en 1992. - (AFP)

□ ETATS-UNIS : les arrestations sans mandat doivent être approuvées par la justice dans les quarante-huit heures. - Les arrestations effectuées sans mandat aux Etats-Unis doivent obligatoirement recevoir un aval judiciaire dans les quarante-huit heures, a décidé, lundi 13 mai, la Cour suprême. Cette décision officialise une pratique répandue dans la plupart des Etats américains. - (AFP)

□ Visite de la reine Elisabeth d'Angleterre. - La reine Elisabeth d'Angleterre était attendue, mardi 14 mai, aux Etats-Unis pour une visite officielle. La reine, accompagnée du duc d'Edimbourg, sera reçue en grand appareil mardi à la Maison Blanche, où elle s'entre- tiendra avec le président George Bush. Elle s'adressera également aux deux chambres du Congrès réunies en session conjointe, jeudi.

□ Report de la publication de documents d'enquête dans l'affaire Kennedy. - La police de Palm-Beach a décidé, lundi 13 mai, de reporter la publication de plus de 1 000 pages de documents d'enquête sur le viol présumé d'une jeune femme de vingt-neuf ans par William Kennedy Smith, oeuve du sénateur Edward Keonedy, à la suite des protestations de ses avocats. Les avocats de William Keonedy Smith (trente ans) ont adressé deux lettres au procureur de l'Etat de Floride pour empêcher la divulgation de ces documents constitués de témoignages et de rapports d'enquête. En réponse, le procureur de Palm-Beach, où le viol présumé a eu lieu le 30 mars dernier dans une villa du clan Kennedy, a donné aux défenseurs du jeune homme jusqu'à mardi midi (heure

locale) pour qu'ils demandent l'interdiction de publication à un juge. Mark Schnapp, le principal avocat de William Kennedy, a estimé que la publication de ces documents irait à l'encontre des droits de son client à un procès équitable. - (AFP)

Cogedim mise sur l'avenir de Massy.

Pôle européen autour de la gare d'interconnexion des TGV, couplée avec 2 gares RER.



Michel Mauer Président de Cogedim et Claude Germon, Député-Maire de Massy signant leur accord sur le projet de bureaux de la Place ronde "Victor Basch".



CHAMPS DE RÊVES ET D'HISTOIRE

Spectacle historique 1615-1794
16, 17, 18, 19 MAI 1991
(22 heures)

ASSOCIATION SONS D'HISTOIRE AU CHATEAU
Hôtel de ville - 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

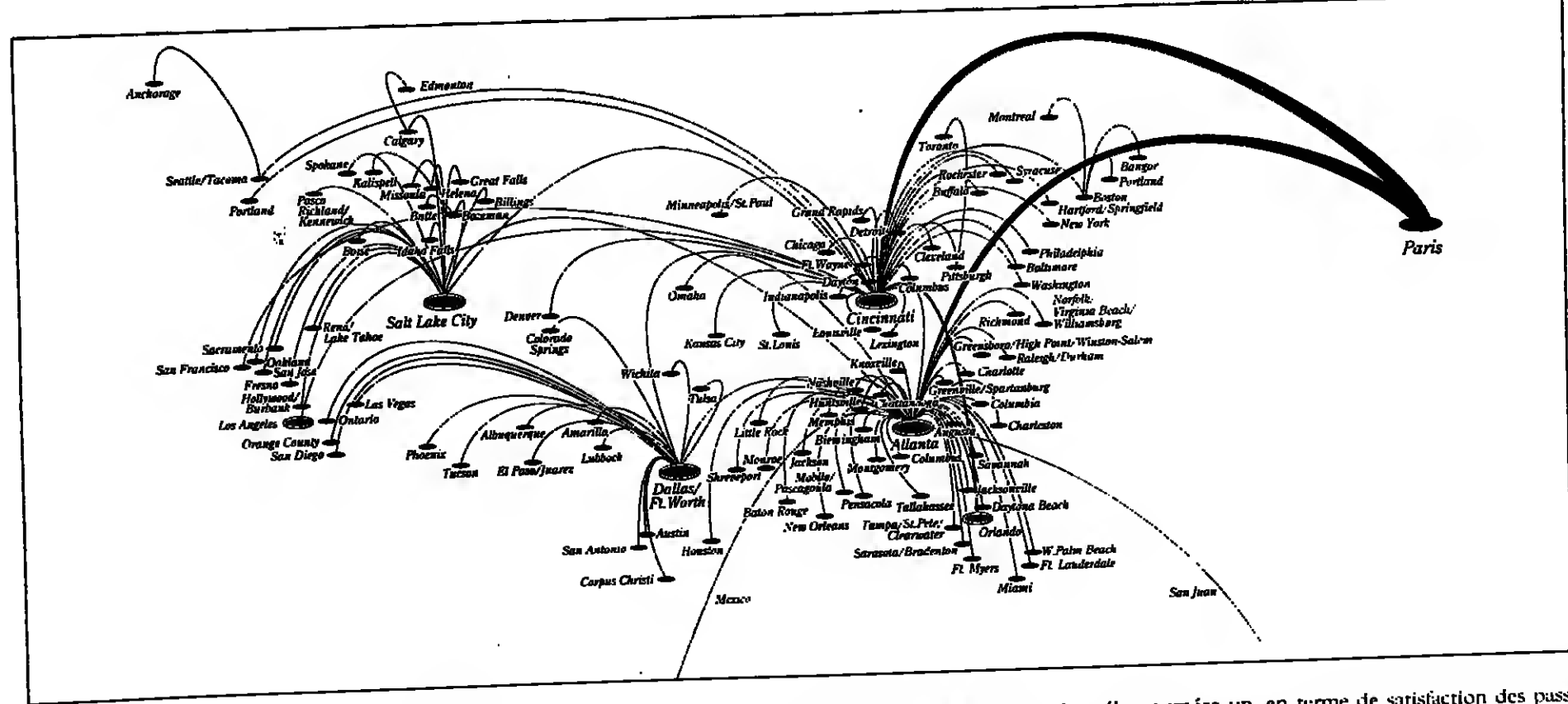
LE MONDE diplomatique

MAI 1991

MÉDIAS, SOCIÉTÉS ET DÉMOCRATIE

Dossier de huit pages
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

Chaque jour, à partir de ses deux vols Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati, Delta unit les états des Etats-Unis.



Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. C'est pourquoi, pour vous déplacer rapidement et où vous le désirez aux Etats-Unis, nous avons tout simplement fait du pays un immense aéroport en unissant presque tous les états des Etats-Unis. Ainsi, à partir de

nos 2 vols quotidiens Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati (en continuation vers Orlando), nous mettons à votre disposition notre fabuleux réseau aérien pour vous emmener vers plus de 240 villes aux Etats-Unis. Et comme toujours, vous vérifierez notre amour du vol à travers le service à bord exemplaire pour lequel Delta est

élue numéro un, en terme de satisfaction des passagers, parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 17 années consécutives. Alors, pour réserver votre prochain voyage aux Etats-Unis, rendez-vous chez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92.



ASIE

NÉPAL : premiers résultats des législatives

Un sérieux revers pour le Congrès principale formation politique

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Les premiers résultats des élections générales qui se sont déroulées, dimanche 12 mai au Népal, semblent annoncer un sérieux revers pour le Congrès népalais, le principal parti de l'échiquier politique.

Le premier ministre du gouvernement intérimaire, M. Krishna Prasad Bhattarai, qui est également président en exercice du Congrès, a été battu dans la circonscription de Katmandou. Devancé de 751 voix par M. Madan Bhandari, secrétaire général du PC-UML (marxiste-léniniste), le chef du gouvernement a immédiatement tiré les conséquences de cet échec personnel en adressant sa démission au roi Birendra I^{er}. Le souverain devrait cependant demander à M. Bhattarai de rester en fonctions jusqu'à la formation du nouveau gouvernement.

Dans le prestigieux district de Katmandou, les résultats obtenus par le Congrès ressemblent fort à une déroute : sur cinq sièges à pourvoir, la formation « historique » du Mouvement pour la démocratie d'avril 1990 ne l'em-

porte que dans une circonscription, son rival, le PC-UML, gagnant les quatre autres sièges. Parmi les perdants figure notamment M^{me} Mangala Devi Singh, qui est l'épouse de M. Ganesh Man Singh, le « leader suprême » du Congrès, qui n'était pas candidat. Son fils, M. Prakash Man Singh, apparaît également en très mauvaise position contre le chef de file du PC-UML, M^{me} Shabana Pradhan, ministre de l'industrie et du commerce dans le gouvernement intérimaire.

Sur les 36 sièges (la Chambre des représentants en compte 205) dont les résultats étaient connus mardi matin, le Congrès arrive en tête dans 19 circonscriptions, contre 12 pour le PC-UML. Cette première tendance montre que les deux principales formations réalisent des scores très voisins dans un grand nombre de circonscriptions. L'influence des communistes semble plus forte en milieu urbain que dans les zones rurales, ce qui devrait permettre au Congrès de l'emporter à l'échelon national. Dans le cas contraire, les élections népalaises pourraient favoriser l'émergence du premier « royaume communiste » de la planète.

LAURENT ZECCHINI

VIETNAM

Vives protestations en France après l'arrestation de M^{me} Duong Thu Huong

L'arrestation de M^{me} Duong Thu Huong, l'un des écrivains les plus célèbres du Vietnam (le Monde daté 21-22 avril), accusée d'avoir « eu l'intention de rassembler et d'envoyer à l'étranger des documents nuisibles à la sécurité nationale », a suscité de vives protestations en France. Elle s'inscrit dans le cadre du durcissement d'un des hâtons communistes orthodoxes, dont la dernière manifestation a été l'arrestation d'un cinquième français d'origine vietnamienne, M. Bernard Gesbert, accusé d'avoir tourné en fraude un film « falsifiant la situation au Vietnam et suscitant l'opposition » (le Monde daté 12-13 mai).

Nous avons reçu de M. Duc Loi Phan, professeur à l'université Paris-I, une lettre dont voici des extraits : « Cette arrestation (...) émane une fois de plus d'un régime qui prétend fonder sa légitimité sur la lutte pour la liberté (...). M^{me} Huong représente la génération des écrivains et intellectuels vietnamiens qui ont grandi sous le régime communiste, dans un pays en guerre contre l'Amérique. Mieux que quiconque, cette génération sacrifiée s'est rendue compte à l'évidence que « les concepts de dictature du prolétariat et de centralisme démocratique », pour reprendre les termes de M^{me} Huong, sont indissociablement liés au modèle de société le plus obscurantiste, le plus effrayant de l'époque moderne. »

« Dans la mémoire collective du peuple vietnamien, il y a toujours eu,

aux moments les plus sombres de son histoire, une femme pour porter le flambeau et montrer à ses concitoyens le chemin de la liberté. Cette espérance, M^{me} Huong l'incarne aujourd'hui, non pas contre l'envahisseur étranger, mais contre un système oppressif (...) imposé à la société vietnamienne par ses propres compatriotes », ajoute M. Duc Loi.

Un groupe d'intellectuels a, pour sa part, protesté « contre cet acte arbitraire envers une intellectuelle qui fait honneur aux femmes, aux lettres vietnamiennes, et dont le rôle courageux exprime les aspirations de tout un peuple au changement démocratique ». On trouve parmi les signataires des Vietnamiens, comme MM. Bui Tin, Ha Duong Tuong, Le Thanh Khoi, Phan Ngoc Thuan, et des Français, parmi lesquels M^{me} Marguerite Duras, Michèle Mancieux, Madeleine Reherin, et MM. Pierre Vidal-Naquet, Laurent Schwartz, Roger Pic, Antoine Spire, Marcel-François Kahn, Jean-Michel Krivine, Pierre Juquin, Denis Langlois, Gilles Perrault, Georges Boudard, Claude Bourdet, Pierre Brocheux, Jean Chesneaux, Daniel Hémyer (...).

Enfin, selon des opposants vietnamiens en France, sept autres intellectuels saïgonnais sont toujours en détention : MM. Do Thuy Yen, Mai Trung Tinh, Thai Phuy, Hu Nam, Doan Khuc Sy, Tue Sy, Le Manh Thach.

EN BREF

■ **CORÉE DU NORD** : décès de l'ancien ministre des affaires étrangères Hn Dam. - M. Ho Dam est mort samedi 11 mai à l'âge de soixante-deux ans à Pyongyang, des suites d'une longue maladie. Premier vice-ministre, puis ministre des affaires étrangères et vice-premier ministre de 1961 à 1983, il était membre du bureau politique du Parti des travailleurs (PC), président de la commission des affaires étrangères du Parlement depuis 1990 et dirigeait le comité chargé de la réunification pacifique des deux Corées depuis 1984. - (AFP).

■ **DANEMARK** : décès du fils de Léopold Trepper. - M. Annarinn Brodie, fils aîné du maître espion Léopold Trepper (héros de l'Orchestre rouge), est mort à Copenhague, où il s'était réfugié et fixé en 1969. Né à Paris en 1931, il avait grandi en URSS dans un internat puis, élu en 1954, il ne retrouve son père qu'en 1954, quand ce dernier, enfin réhabilité, sort des geôles staliniennes. Réuni en Pologne, la famille y fut en butte aux persécutions antisémites. Annarinn repartit le droit d'asile au Danemark et y mena en 1973 une vie de la main devant le Musée de la résistance : les autorités polonaises autorisèrent alors son père à partir pour Israël. Annarinn

Brodie venait d'achever un deuxième volume de ses mémoires. - (Corresp.)

■ **JAPON** : trente-deux morts, plus de quatre cents blessés dans une collision ferroviaire. - La collision de deux trains circulant en sens opposé sur une même voie a fait trente-deux morts et plus de quatre cents blessés, mardi 14 mai, à proximité de la ville de Shiga-raki, dans le centre du Japon. a-t-on appris de source autorisée. (AFP, Reuters.)

■ **PAKISTAN** : M^{me} Benazir Bhutto accusée de détournement de fonds. - L'ancien premier ministre pakistanais, M^{me} Benazir Bhutto, a été inculpée de détournement de fonds publics, lundi 13 mai, à Lahore, par un tribunal spécial. Selon l'agence officielle Associated Press of Pakistan, M^{me} Bhutto a refusé de donner au juge des détails sur la façon dont elle avait utilisé plus de 95 millions de roupies (environ 24 millions de francs) de fonds secrets qui devaient être utilisés par les services de renseignement pakistanais. L'ancien premier ministre a reconnu avoir versé certaines sommes à différentes agences « dans l'intérêt national », mais a refusé de révéler des « secrets d'Etat ». - (AFP)

CORÉE DU SUD : affrontements à l'occasion des obsèques d'une victime des policiers

Les étudiants, fer de lance de la culture contestataire nationale

Plus de 22 000 policiers étaient déployés mardi 14 mai à Séoul face à des dizaines de milliers d'étudiants qui ont transféré les obsèques de l'un des leurs, tué le 26 avril par la police, en journée de protestation contre le régime.

Des affrontements ont eu lieu en plusieurs points de la ville, et la tension montait alors que des manifestants convergeaient vers la place où devait se tenir la cérémonie funéraire. Malgré les manifestations très violentes quasi quotidiennes à Séoul et en province depuis le 26 avril, le chef de l'Etat a réaffirmé, lundi, qu'il n'entendait pas remplacer son premier ministre, M. Ro Jai-bong, comme le réclame l'opposition.

TOKYO

de notre correspondant

Des étudiants qui s'immolent par le feu, des « brigades de la mort » pour le salut de la nation – responsables notamment du sabotage du siège du Parti conservateur, lundi 13 mai – des affrontements de plus en plus violents avec la police anti-émeute, qui font chaque fois des blessés graves : il y a chez les étudiants coréens un côté desperados qui peut surprendre.

La libéralisation qu'a connue la Corée du Sud depuis 1987 a, certes, été imparfaite : la répression n'a pas été bannie. Mais elle n'en a pas moins marqué une évolution sensible par rapport aux régimes précédents. Pourquoi, dans ces circonstances, une telle montée de l'extrémisme ? Le mouvement étudiant coréen a toujours été le fer de lance de la lutte contre l'oppression, et il voudrait être, cette fois encore – comme ce fut le cas au printemps 1987 – le détonateur d'un soulèvement populaire contre un gouvernement « meurtrier ». Le printemps est traditionnellement l'époque des grandes luttes étudiantes. La mort sous les

coups de policiers, le 26 avril, d'un jeune homme, dont les funérailles avaient lieu mardi, a mis cette année le feu au poudre.

Dans le passé, les étudiants ont été à deux reprises le catalyseur de changements politiques : en avril 1960, ils firent tomber le régime coréen de Syngman Rhee, et en 1987 ils précipitèrent la chute de Chun Doo-hwan. Entre ces deux épisodes, ils favorisèrent aussi, par leurs manifestations, la prise de pouvoir par les militaires.

Les étudiants n'ont pas cette fois le soutien populaire qui leur permit, en 1987, de mettre fin au régime Chun Doo-hwan. L'extrémisme et l'irréalisme de leurs demandes (retrait des troupes américaines, réunification avec le Nord) et leur langue de bois les coupent du reste de la population. Ils n'en bénéficient pas moins, aux yeux des Coréens, d'une légitimité que l'on peut difficilement leur contester : celle que leur confèrent détermination et courage, et celle due à une constance dans la lutte contre l'oppression qui en fait une sorte d'inspiration de la conscience nationale.

Pays de tradition confucéenne, la Corée nourrit un profond respect pour les intellectuels et pour ceux qui le seront demain : les étudiants. Des lettrés dissidents qui luttèrent contre le despotisme de la dynastie Yi (1392-1910) et furent exécutés ou exilés, aux étudiants qui périrent sous les coups des occupants japonais (1910-1945), en passant par les révoltes de 1960, qui allèrent à l'insurrection de Kwangju en mai 1980, et les contestataires qui mirent fin au régime Chun Doo-hwan, les étudiants coréens ont derrière eux une longue tradition de lutte et son non moins long cortège de victimes.

Leur manichéisme et leur radicalisme sont l'héritage à la fois de l'oppression passée et des idéologies du futur. Ils se nourrissent. Leur idéalisme de base, comme la vision idéaliste qu'ils ont de la Corée du Nord, ne sont que l'envers de l'idéologie, retournée comme un gant, qui prévaut du temps des régimes Park Chung-hee (1961-1979) et Chun Doo-hwan.

Le pouvoir a trop menti, trop opprimé, pour qu'aujourd'hui les étudiants aient le moindre confiance en des gouvernants qu'ils considèrent, non sans raison, comme les héritiers des régimes précédents (M. Roh était un général qui participa au putsch de 1980 aux côtés de Chun Doo-hwan).

Une mystique nationale

Les étudiants se nourrissent de deux idéologies : le marxisme et un courant de pensée plus flou, mais à fortes connotations nationalistes, que résume l'expression *minjung* (les masses). Le mouvement *minjung* s'enracine dans la culture contestataire nationale s'inspirant de la saga des révoltes paysannes. Il a commencé dans les années 60 et s'est renforcé pendant la période de dictature de Park Chung-hee, un lendemain des réformes « Yushin » de 1972.

Dans la pensée *minjung*, les déterminismes marxistes cèdent la place à une mystique nationale, non exempte de xénophobie, qui fait des « masses » (ouvriers et paysans) les seuls gouvernants légitimes du pays. Au cœur de la pensée *minjung* perce cette douleur incommensurable (que les Coréens nomment *han*) d'un peuple opprimé par les puissances étrangères et son élite. Très émotionnelle, le mouvement *minjung* est à l'origine d'un courant de la littérature coréenne contemporaine qui a donné des œuvres fortement imprégnées de populisme. Une partie des intellectuels et des étudiants coréens cherchent dans la pensée *minjung* les racines d'un nationalisme qui ne soit pas le fait des élites mais du peuple. C'est dans cette mystique que trouve son origine le caractère passionné des révoltes étudiantes dont les suicides par le feu sont une expression.

La xénophobie du mouvement *minjung* se traduit aujourd'hui dans un anti-américanisme de plus en plus virulent. Non seulement celui des étudiants, qui estiment que la Corée est un pays « occupé » par les États-Unis, mais aussi celui d'une paysannerie qui s'oppose

aux exigences américaines d'ouverture du marché agricole. En 1989, les « brigades de la mort » pour le salut de la nation » avaient attaqué la résidence de l'ambassadeur américain à Séoul.

Pour les étudiants, la démocratisation entreprise par M. Roh n'a que superficiellement changé les choses : les lois sur la sécurité publique qui autorisent l'arbitraire de la répression contre les dissidents n'ont toujours pas été modifiées, et plus d'un millier de personnes sont détenues pour des raisons politiques. Aucune lumière, estiment-ils en outre, n'a été faite sur le massacre de Kwangju. La « complicité » des Américains – selon la version des faits qu'en donnent les dissidents – dans ce qui reste la « grande plaie » de l'histoire moderne de la Corée a été un autre ferment de la vague d'anti-américanisme.

Opposés aux Jeux olympiques de 1988, favorables à une réunification des deux Corées menée à niveau des peuples et non pas des gouvernements, violemment critiques à l'égard de la visite de M. Gorbatchev en Corée – dont ils estiment qu'elle était à la fois une trahison de Pyongyang et un soutien au régime Roh –, les étudiants luttent pour le renversement du gouvernement.

Sans doute le noyau des étudiants radicaux ne dépasse-t-il pas en nombre quatre à cinq mille personnes. Beaucoup appartiennent à des cercles clandestins d'études marxistes (*ch'ha*). Les nouvelles recrues doivent faire leur preuve et sont envoyées à l'avant-garde des manifestations. L'organisation, désormais érudite, du Conseil national des étudiants, mis hors la loi, a cependant des capacités de mobilisation importantes. Dans l'atmosphère passionnelle qui règne dans les universités, il est très difficile aux étudiants moins politisés de ne pas prendre partie sans risquer d'être victime d'ostracisme. Il en va de même dans le corps enseignant. Aux étudiants peuvent se joindre en outre certains groupes de dissidents et de syndicalistes militants.

PHILIPPE PONS

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : reconnue coupable d'enlèvement et de complicité de coups et blessures

M^{me} Mandela a été condamnée à six ans de prison ferme

M^{me} Winnie Mandela, l'épouse du vice-président du Congrès national africain (ANC), a été reconnue coupable, lundi 13 mai, d'enlèvement et de complicité de coups et blessures et condamnée à six ans de prison ferme. Cette condamnation embarrasse la direction de l'ANC et risque d'affecter le processus de négociations.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Six ans de prison ferme : le verdict est tombé après trois mois d'audiences riches en rebondissements. De l'enlèvement d'un témoin à charge aux refus de témoigner des autres, en passant par la condamnation d'un journaliste (qui refusait de dévoiler ses sources), la justice sud-africaine ne s'est finalement pas laissée démon-

trée par le pays si son époux, M. Nelson Mandela, était du premier président noir de la République d'Afrique du Sud. Le juge n'en a pas moins mené le procès avec pondération et fermeté.

« M^{me} Mandela ment sous serment », a-t-il affirmé juste avant de rendre son verdict.

Un drame personnel pour son mari

A cinquante-six ans, celle que les militants anti-apartheid appelaient naguère « la mère de la nation » n'a rien perdu de sa superbe. « Comme vous le savez tous, je n'ai jamais participé à aucun enlèvement ni à aucune agression. Quant au reste, c'est l'affaire de mes crocs », a-t-elle lancé aux journalistes en sortant du tribunal. Son époux, en revanche, apparemment très affecté, a été refusé à tout commentaire.

Le vice-président du Congrès national africain (ANC), comme très souvent depuis l'ouverture du procès le 4 février, était dans la salle, lundi, se joignant ostensiblement aux défenseurs de son épouse. Profondément attaché à sa femme, dont il a été séparé pendant ses vingt-sept années d'incarcération, M. Nelson Mandela vit cette affaire comme un drame personnel. Il se reproche de n'avoir pas été assez présent pour guider celle qu'il avait épousée, en secondes noces, en 1958.

Alors qu'il était encore en prison, plusieurs de ses proches lui avaient suggéré de se séparer de Winnie, celle-ci devenant, selon eux, trop encombrante pour « la cause ». M. Mandela leur avait adressé une fin de non-recevoir. Quelques détracteurs de sa femme

peuvent actuellement leur outrecuidance par une traversée du désert au sein de l'ANC. L'unanimité ne règne pas parmi les militants de l'organisation. Celle que certains appellent péjorativement « la femme du chef » a le soutien ouvert d'une frange des membres « radicaux » de l'ANC et de la Ligue de la jeunesse, plutôt opposés aux négociations engagées avec le gouvernement.

Le chef d'état-major d'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation, branche armée de l'ANC), M. Chris Hani, qui passe pour être un camp des faucons, n'avait pas hésité à brandir, au cours d'une récente visite aux États-Unis, la menace d'une vaste campagne d'actions de masse si M^{me} Mandela était reconnue coupable. M. Hani – qui vit au domicile des Mandelas lorsqu'il est à Johannesburg – s'était également vanté de faire libérer immédiatement M^{me} Mandela si celle-ci était condamnée et emprisonnée et si l'ANC arrivait au pouvoir.

Récents revers politiques

La rapidité avec laquelle M^{me} Mandela a « pris du galon » au sein de l'ANC témoigne aussi de la faveur dont elle jouit encore parmi les dirigeants du mouvement. Nommée l'an dernier à la tête des affaires sociales de l'ANC, membre du comité exécutif dans le Witwatersrand, elle préside la fédération régionale de la Ligue des femmes. Fin avril, cependant, M^{me} Mandela a essuyé une cuisante défaite. En se faisant battre dans la course à la présidence de la Ligue des femmes, lors du congrès houleux de Kimberley, elle a perdu, du même

comp, la place réservée de droit au comité national exécutif – la plus haute instance de l'ANC. Ce revers politique est dû, en grande partie, à la personnalité très controversée de M^{me} Mandela et à la mauvaise publicité que lui a valu le procès en cours.

La reconnaissance de sa culpabilité et sa condamnation ne seront pas sans conséquences sur le processus de négociation engagé avec le pouvoir. Paradoxalement, l'indépendance dont la justice fait preuve dans cette affaire nuit aussi au gouvernement. En effet, dans cette période de troubles et d'incertitudes où les extrémistes jettent la carte de la violence pour faire entendre leurs voix, le président Frederik De Klerk a, plus que jamais, besoin d'avoir un interlocuteur fort, investi de la confiance des militants de l'ANC.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

■ **ALGÉRIE** : vingt-sept partis en lice dans la capitale pour les élections du 27 juin. - Vingt-sept partis politiques (sur trente-cinq ayant retiré les dossiers de candidature) se présenteront dans les circonscriptions de la capitale, lors des élections législatives du 27 juin, a annoncé lundi la préfecture d'Algier. Sept partis présenteront des candidats dans chacune des vingt et une circonscriptions : le Front de libération nationale (FLN), le Front islamique du salut (FIS), le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), le Mouvement de la société islamique (MSI), le Front des forces socialistes (FFS) et le Parti du renouveau algérien (PRA).

مجلس الامم المتحدة

صكنا من الامل

EUROPE

URSS

Nouveau report du vote de la loi sur l'émigration

Le vote du projet de loi sur l'émigration, déjà retardé en commissions depuis dix-huit mois, a de nouveau été reporté, lundi 13 mai, en raison de l'obstruction d'un groupe de députés conservateurs.

Le texte, qui doit considérablement libérer le droit des Soviétiques à voyager à l'étranger, à des fins touristiques, professionnelles ou d'émigration, a reçu le feu vert de l'une des deux Chambres du Parlement (Soviet suprême), le Soviet de l'Union, mais n'a pas été adopté par le Soviet des nationalités. Le président du Soviet suprême, M. Anatoli Loukianov, a alors proposé la création d'une commission de conciliation qui va revoir le projet de loi.

Revers pour M. Gorbatchev

Actuellement, pour sortir d'URSS, les Soviétiques doivent demander un visa de sortie et justifier leur voyage par une invitation émanant d'un organisme ou d'un ressortissant étrangers, ou bien par une mission professionnelle, même si l'application de ces règles se fait de manière beaucoup plus libérale que par le passé : près de 400 000 Soviétiques ont émigré l'août dernier et 3,7 millions ont voyagé à l'étranger.

Cet engouement pour les voyages fait évidemment craindre le pire aux tenants de l'ordre ancien, qui redoutent une émigration massive et une fuite des cerveaux, déjà commencée avec l'exode de la communauté juive. L'un des auteurs du projet de loi, M. Fiodor Bourlatski, estime à 500 000 le nombre de Soviétiques qui émigreraient chaque année si les restrictions actuelles étaient levées, mais pour l'agence Tass.

IRLANDE DU NORD : l'IRA revendique l'assassinat d'un ancien policier. — L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué l'assassinat à la voiture piégée qui a tué un ancien policier, Robert Orr, lundi 13 mai à Armagh (sud de l'Ulster). Selon l'IRA, la victime était un membre du Régiment de défense de l'Ulster (UDR, auxiliaire de l'armée britannique), ce qui a été démenti par la police locale. Cet attentat porte à 25 le bilan des victimes de la violence terroriste en Irlande du Nord depuis le début de l'année. — (AFP)

un million et demi à deux millions de gens tenteraient de quitter le pays dès l'adoption de la loi. La libre sortie d'URSS pose également des problèmes financiers à l'Etat soviétique, puisque chaque ressortissant voyageant à l'étranger doit acquiescer un minimum de devises, le rouble n'étant pas convertible.

Ce nouvel obstacle à l'adoption d'un projet de loi considéré comme hautement symbolique en Occident constitue un revers pour M. Gorbatchev, en particulier aux yeux des Etats-Unis, qui faisaient dépendre du vote de cette loi l'attribution à l'URSS du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. — (UPI, AFP, Reuters)



Affirmant sa solidarité face à la répression

Le PS condamne l'intervention de l'armée soviétique en Arménie

Le Parti socialiste a pris position, lundi 13 mai, par la voix de M. Pierre Guindon, chargé des relations internationales, contre l'intervention de l'armée soviétique en Arménie, qu'il « condamne fermement », en soulignant que « la brutalité des moyens employés pour dissoudre les forces d'autodéfense de la République d'Arménie est d'autant plus choquante que celle-ci avait, précisément, choisi de respecter les formes légales et constitutionnelles pour redéfinir ses rapports avec l'Union soviétique ».

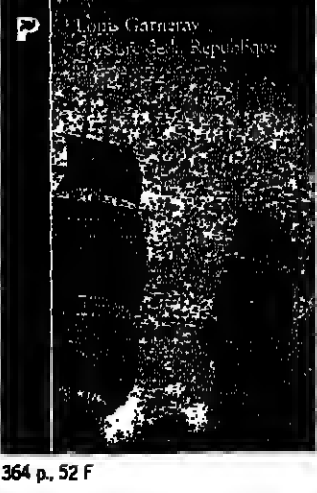
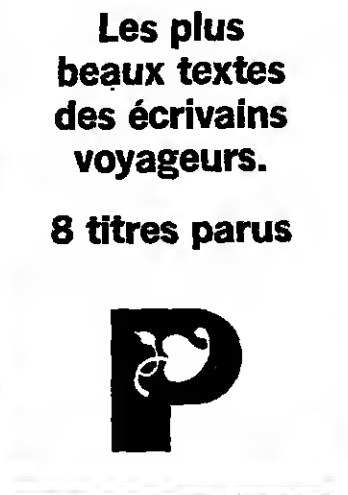
Rappelant qu'il avait reçu, le 7 mai, à Paris, le vice-président arménien, M. Babken Arakelian, le

PS « assure les autorités arméniennes, démocratiquement élues, et, notamment, le président Ter-Petrosian de la solidarité des socialistes français ». Il appelle les responsables soviétiques à « mettre fin immédiatement à la répression armée » et à « engager le dialogue avec les républiques caucasiennes, pour qu'elles puissent réaliser pacifiquement, dans le respect du droit, leurs aspirations nationales ».

décidée au moment même où M. François Mitterrand s'entretenait, à Moscou, avec M. Mikhaïl Gorbatchev. « Je crois savoir que le président de la République aura l'occasion de dire ce qu'il en pense dans les jours qui viennent », a indiqué M. Guindon, lundi, au cours du point de presse hebdomadaire du PS.

Le responsable des relations internationales a expliqué que, pour les socialistes, la période actuelle est celle d'un « tournant » dans le jugement qu'ils portent sur M. Gorbatchev. « Y aura-t-il approfondissement de l'évolution ou retour en arrière ? » a-t-il demandé.

Petite Bibliothèque Payot/Voyageurs



La télévision de Russie a commencé ses émissions

Une interview de M. Boris Eltsine, dix minutes de bulletin d'information, le drapeau tricolore de la Russie au bas duquel se trouve d'irrégulière anvers le pouvoir central : la première émission de la télévision de Russie a été diffusée, lundi 13 mai, à l'issue de longs mois de défilés politico-juridiques avec M. Gorbatchev et son très conservateur président de la télévision centrale, M. Leonid Kravtchenko.

« Aujourd'hui est un jour spécial, parce qu'aujourd'hui nous avons mis fin au monopole des ondes », a annoncé à l'antenne un des présentateurs de la Radio-télévision russe (RTR). L'ouverture de cette télévision intervient un mois avant l'élection au suffrage universel du président de la Fédération de Russie, prévue le 12 juin. M. Boris Eltsine apparaît comme le grand favori, mais il aura un rival sérieux en la personne de l'ex-premier ministre M. Nikolai Rykov, qui devrait être soutenu par les conservateurs et l'appareil du Parti communiste.

La « radio d'Eltsine » ?

La télévision russe dispose de six heures d'émission par jour en trois tranches, avec un bulletin d'informations principal — Vesti (Nouvelles) à 20 heures, avant de diffuser, comme toutes les chaînes soviétiques, le bulletin de la télévision centrale, Vremia, devenu un concentré du point de vue officiel au communisme. Les quelque 600 journalistes et techniciens de la RTR viennent presque tous de la télévision centrale, dont les émissions originales ont été progressivement supprimées.

Son directeur, M. Anatoli Lysenko, reconnaît qu'elle ne pourra pas être totalement indépendante. Elle est sous la contrôle du Parlement de Russie, qui lui accorde un budget de 622 millions de roubles

1373 millions de dollars, même si la chaîne compte aussi sur la publicité et des dons de programmes étrangers.

Mais les dirigeants de la télévision russe se défendent d'en faire un instrument au service de M. Eltsine. « Nous voulons tout simplement diffuser un vrai journal d'informations. Nous ne sommes pas des éditeurs », a souligné le directeur de l'information Igor Dobrodeev. Et M. Eltsine a déclaré lui-même lundi sur la chaîne russe qu'il ne convenait pas d'en faire « un monopole, mais de donner la parole à tous les parties ». « Il est facile de critiquer la télévision centrale, et-t-il ajouté, alors que maintenant, nous devons rivaliser avec elle ».

Guerilla technique

Ca qui semble plus facile à dire qu'à faire. La première édition du bulletin d'informations, composée de courts ajouts nationaux et internationaux, a été apparue sans grande originalité, copie à peine dépourvue du journal central. Mais les sujets choisis faisaient toute la différence : des images d'un village arménien détruit après une « perquisition » de l'armée soviétique, ou une interview américaine du président lituanien, M. Landsbergis, dans laquelle ce dernier évoquait de sombres manœuvres du Kramlin.

M. Eltsine a souligné qu'il a fait quatre rencontres avec le président soviétique pour le convaincre d'autoriser le lancement de la télévision russe, alors que les quatorze autres Républiques disposent de leurs propres canaux. Mais le nouveau compromis entre les deux hommes semble avoir joué là aussi, même si une guerre technique d'aujourd'hui maintenant à ouvrir pour permettre à la télévision russe d'atteindre ses quelque 180 millions de spectateurs potentiels.

S. Sh.

YUGOSLAVIE : un Croate non communiste président de la Fédération pour un an

« De longues négociations valent mieux qu'une guerre », nous déclare M. Stipe Mesic

M. Stipe Mesic, représentant de la Croatie, devient mercredi 15 mai, le chef de l'Etat yougoslave pour un an en vertu du principe de la rotation des cadres dirigeants. Premier membre non communiste de la présidence collégiale de la Yougoslavie, il succède au Serbe Borislav Jovic qui, durant son mandat, s'est battu pour sauvegarder une Yougoslavie unie sur les bases d'un modèle fédéral, en accusant à maintes reprises les républiques du Nord-Ouest, la Slovénie et la Croatie de vouloir désintégrer le pays. Celles-ci, déterminées à restaurer leur pleine souveraineté, prônent la création

d'une Alliance confédérale d'Etats souverains. Bien que le chef de l'Etat yougoslave n'ait guère plus de pouvoirs que ses sept autres collègues de la direction collégiale, l'arrivée à la tête de l'Etat de M. Mesic inquiète fortement les Serbes et les Monténégrins. Ces derniers jours, plusieurs journaux yougoslaves ont évoqué la possibilité que certains membres de la présidence fédérale réclament l'application d'un des articles du règlement interne, selon lequel la nomination du nouveau président peut être soumise à un vote.

optimiste, M. Mesic est convaincu qu'il achèvera son mandat et qu'il n'y aura pas de guerre civile dans le pays.

FLORENCE HARTMANN

BELGRADE

de notre correspondant

Juriste âgé de cinquante-sept ans, M. Stipe Mesic s'est toujours occupé de politique. Issu d'une famille communiste déclinée pendant la deuxième guerre mondiale, il s'est inscrit très tôt au parti, dont il fut membre pendant dix-sept ans. Maire de sa ville natale, et député au Parlement croate, il encouragea en 1968 la création d'une usine privée de textile sur sa commune, ce qui lui valut d'être traité par le président Tito de « petit maître qui veut restaurer le capitalisme ». Il est alors exclu de la Ligue des communistes et condamné quelques années plus tard à deux ans d'emprisonnement pour « propagande ennemie ».

« Le communisme est une maladie passagère, je suis immunisé à vie », explique M. Mesic avec un humour et un optimisme qui caractérisent bien la personnalité de ce barbu. Il réapparut sur la scène politique en 1990. Secrétaire de l'Union démocratique croate (HDZ), qui remporta triomphalement les élections libres d'avril 1990, il est nommé premier ministre du gouvernement de Zagreb. En août dernier, il se voit désigné pour remplacer le communiste Stipe Suvac, qui représentait la Croatie à la présidence collégiale de la fédération.

Fervent défenseur de la souve-

raineté croate, il essaye de convaincre ses collègues des avantages du modèle « confédéral » et prône le dialogue. Ces derniers mois, dans les débats de la présidence collégiale sur l'avenir du pays et les conflits interethniques qui se multiplient, il s'est opposé à l'instauration de l'Etat d'urgence, mais il a quand même approuvé le déploiement d'unités des forces armées lorsque celles-ci avaient pour mission d'empêcher l'escalade de la violence.

Un baril de poudre

Lors d'un entretien accordé au Monde, M. Stipe Mesic explique que la devise de son mandat sera : « De longues négociations valent mieux qu'une guerre, même de courte durée ». Ses priorités : la démocratie et la transformation de la Yougoslavie en une alliance d'Etats souverains qui satisfait les intérêts de tous. A ses yeux, le modèle yougoslave actuel ne coïncide plus à aucune des six républiques, et il ne partage pas l'inquiétude des Occidentaux quant au danger que représenterait le désintégration de la Yougoslavie. M. Mesic, au contraire, estime que le pays dans son organisation actuelle est un baril de poudre et qu'il vaudrait mieux, pour tous, que les membres de la fédération yougoslave « s'individualisent » pour ensuite s'associer sur la base d'intérêts communs. C'est pour

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 30 MAI 1991, à 14 h 30. EN UN LOT:
2 BUREAUX - 25 à 29, PLACE DE LA MADELEINE
S'adr. à M. S.C.F. BRUN, 40, rue de Liège, Tél. 42-93-50-40. Au greffe des criées du T.G.J. de Paris, où le cahier des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 30 MAI 1991, à 14 h 30. EN UN LOT:
ENS. IMMOB. sis à COMMIENY
(Allier) - rues de l'Embarcadere et du Progrès comp. imm. à us. d'atelier de confection - PARKING - Terrain de 7 400 m²
Mise à Prix: 200 000 F
S'adresser à M. Thérèse BURG, avocat à Paris (17) 42, rue Ampère, Tél. 46-22-26-15 - M. AYACHE, mand. liquid. C.C. de l'Est à Créteil, Tél. 43-99-04-04, à tous avocats près le T.G.J. de Paris

Vente sur saisie au Pal. de Just. de NANTERRE (92), le JEUDI 30 MAI 1991, à 14 h.
APARTTEMENT à BOULOGNE-BILLANCOURT (92100)
68, rue Gallieni - 2, rue de l'Est et 82, avenue Victor-Hugo.
1 PIERCE, ENTRÉE, CUISINE, SALLE D'EAU AVEC W.-C. ESCALIER A, AU 1^{er} ETAGE, 2 PORTES GAUCHE.
M. à P.: 120 000 F
S'adr. à M. WISLIN, avocat à Neuilly-sur-Seine (92200), 7, avenue de Madrid; M. G. JOHANET, ancien avocat, avocat associé de la S.C.P. Y. NEVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à 75008 PARIS. Tél. 47-66-43-40, poste 416. MINITEL 3616 JAVEN.

Vente sur saisie au Pal. de Just. de NANTERRE, le JEUDI 30 MAI 1991 à 14 h.
EN UN LOT, au rez-de-chaussée d'un immeuble
59 PARKINGS à VANVES (92)
72, rue Jean-Bleuven
(Lots n° 117 à 175 inclus de l'état descriptif de division)
Mise à prix: 200 000 F
S'adr. pour tous renseignements à M. DENNERY-HALPHEN, avocat à Boulogne (92), 12, rue de Paris, Tél. 46-05-36-94; M. Denis TALON, avocat à Paris-17, 20, quai de la Mégisserie, Tél. 40-26-06-47; M. RANCELLIN, avocat à Paris-16, 92, bd Flandrin, Tél. 45-33-14-30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 30 MAI 1991, à 14 h 30. EN UN LOT:
STUDIO - 44, RUE DE LA POMPE - PARIS-16^e
au rez-de-cha. à gauche, sur rue - CAVES n° 5 et 6 - Droit à la jouissance exclusive du jardin sur rue, devant la façade de ce lot et les parties communes correspondantes.
MISE À PRIX: 800 000 F
S'adr. pour tous renseignements à M. ROCHER, avocat à Paris (8) - 40, rue de Liège, Tél. 42-93-50-40. Au greffe des criées du T.G.J. de Paris, où le cahier des charges est déposé. - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur licitation, au Palais de Justice de Versailles, le MERCREDI 22 MAI 1991 à 9 h 30. EN UN LOT:
UNE PROPRIÉTÉ à VIROFLAY 78
20, rue Ruessec - Cont. 5 a 55 ca
MISE À PRIX: 1 000 000 de francs
S'adr. pour renseignements à SCP d'avocats MARTIN-BATAILLE, 14, r. Hoche 78000 Versailles - Tél. 39-51-78-32; M. GRAS, avocat, 6, rue de Provence 78000 Versailles - Tél. 39-50-18-71; M. SOLANET, avocat, 9, rue de la Paroisse 78000 Versailles - Tél. 39-50-21-98. Au greffe du T.G.J. de Versailles où le cahier des charges est déposé. - S'il vous plaît visiter en s'adressant à l'avocat.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 30 MAI 1991 à 9 h 30. EN UN LOT:
APARTTEMENT à IVRY-SUR-SEINE
(94) - 6-6 bis 8-10, rue Gaston-Monmousseau
Bil. A, esc. A, 15-20, porte E du plan n° 78, du type 4 - surf. : 66,91 m², comp. : entrée, cuisine, salle de séjour, 2 chambres, bain, w.-c. - une cave au 2nd sous-sol n° 78 - un GARAGE au 1^{er} sous-sol, 1^{er} niveau n° 13
Mise à Prix: 300 000 F
S'adresser pour tous renseignements: 1) au cabinet de M. Serge TACNET, avocat à Champigny, 20, rue Jean-Jaures; 2) à la SCP SCHMIDT, société d'avocats à Paris-17, 76, avenue de Wagram, Tél. 47-61-29-24, et au greffe du tribunal de grande instance de Créteil.

Vente sur licitation, au Pal. Just. Paris, le LUNDI 27 MAI 1991, à 14 h, EN 2 LOTS:
LOT APPARTTEMENT à PARIS (12^e)
95, boulevard de la Chapelle, au 9^{et} ET. GAUCHE, CAVES AU S.-S.
LOT PAVILLON COMMUNE de GUJAN-MESTRAS (Gironde)
88, avenue de Lattre-de-Tassigny, comprenant UN SIMPLE R.-D.-CH., 3 P. PRINC., + 1 BUNGALOW AVEC CONFORT. TERRAIN ALÉATOIRE. QUARTIER « MEYRAN » « LA HUMÈRE ». CONT. TOTALE 21 a 78 CA.
LES 2 LOTS SONT LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISES À PRIX: 1^{er} LOT 250 000 F - 2^e LOT 200 000 F
S'adresser: M. A. LE GLOAHEC, avocat à Paris (20), 57, rue Richelieu, Tél. 42-97-41-80. - S.C.F. LAMOTTE-BEAUX LAMOTTE, avocats à Paris (7), 100, rue Saint-Dominique, Tél. 45-55-61-10.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 30 MAI 1991, à 14 h 30.
en 72 LOTS:
APARTTEMENTS, LOGEMENTS
BOUTIQUES, CHAMBRES et caves
Dans divers immeubles sis
à PARIS-10^e
24, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000, 1002, 1004, 1006, 1008, 1010, 1012, 1014, 1016, 1018, 1020, 1022, 1024, 1026, 1028, 1030, 1032, 1034, 1036, 1038, 1040, 1042, 1044, 1046, 1048, 1050, 1052, 1054, 1056, 1058, 1060, 1062, 1064, 1066, 1068, 1070, 1072, 1074, 1076, 1078, 1080, 1082, 1084, 1086, 1088, 1090, 1092, 1094, 1096, 1098, 1100, 1102, 1104, 1106, 1108, 1110, 1112, 1114, 1116, 1118, 1120, 1122, 1124, 1126, 1128, 1130, 1132, 1134, 1136, 1138, 1140, 1142, 1144, 1146, 1148, 1150, 1152, 1154, 1156, 1158, 1160, 1162, 1164, 1166, 1168, 1170, 1172, 1174, 1176, 1178, 1180, 1182, 1184, 1186, 1188, 1190, 1192, 1194, 1196, 1198, 1200, 1202, 1204, 1206, 1208, 1210, 1212, 1214, 1216, 1218, 1220, 1222, 1224, 1226, 1228, 1230, 1232, 1234, 1236, 1238, 1240, 1242, 1244, 1246, 1248, 1250, 1252, 1254, 1256, 1258, 1260, 1262, 1264, 1266, 1268, 1270, 1272, 1274, 1276, 1278, 1280, 1282, 1284, 1286, 1288, 1290, 1292, 1294, 1296, 1298, 1300, 1302, 1304, 1306, 1308, 1310, 1312, 1314, 1316, 1318, 1320, 1322, 1324, 1326, 1328, 1330, 1332, 1334, 1336, 1338, 1340, 1342, 1344, 1346, 1348, 1350, 1352, 1354, 1356, 1358, 1360, 1362, 1364, 1366, 1368, 1370, 1372, 1374, 1376, 1378, 1380, 1382, 1384, 1386, 1388, 1390, 1392, 1394, 1396, 1398, 1400, 1402, 1404, 1406, 1408, 1410, 1412, 1414, 1416, 1418, 1420, 1422, 1424, 1426, 1428, 1430, 1432, 1434, 1436, 1438, 1440, 1442, 1444, 1446, 1448, 1450, 1452, 1454, 1456, 1458, 1460, 1462, 1464, 1466, 1468, 1470, 1472, 1474, 1476, 1478, 1480, 1482, 1484, 1486, 1488, 1490, 1492, 1494, 1496, 1498, 1500, 1502, 1504, 1506, 1508, 1510, 1512, 1514, 1516, 1518, 1520, 1522, 1524, 1526, 1528, 1530, 1532, 1534, 1536, 1538, 1540, 1542, 1544, 1546, 1548, 1550, 1552, 1554, 1556, 1558, 1560, 1562, 1564, 1566, 1568, 1570, 1572, 1574, 1576, 1578, 1580, 1582, 1584, 1586, 1588, 1590, 1592, 1594, 1596, 1598, 1600, 1602, 1604, 1606, 1608, 1610, 1612, 1614, 1616, 1618, 1620, 1622, 1624, 1626, 1628, 1630, 1632, 1634, 1636, 1638, 1640, 1642, 1644, 1646, 1648, 1650, 1652, 1654, 1656, 1658, 1660, 1662, 1664, 1666, 1668, 1670, 1672, 1674, 1676, 1678, 1680, 1682, 1684, 1686, 1688, 1690, 1692, 1694, 1696, 1698, 1700, 1702, 1704, 1706, 1708, 1710, 1712, 1714, 1716, 1718, 1720, 1722, 1724, 1726, 1728, 1730, 1732, 1734, 1736, 1738, 1740, 1742, 1744, 1746, 1748, 1750, 1752, 1754, 1756, 1758, 1760, 1762, 1764, 1766, 1768, 1770, 1772, 1774, 1776, 1778, 1780, 1782, 1784, 1786, 1788, 1790, 1792, 1794, 1796, 1798, 1800, 1802, 1804, 1806, 1808, 1810, 1812, 1814, 1816, 1818, 1820, 1822, 1824, 1826, 1828, 1830, 1832, 1834, 1836, 1838, 1840, 1842, 1844, 1846, 1848, 1850, 1852, 1854, 1856, 1858, 1860, 1862, 1864, 1866, 1868, 1870, 1872, 1874, 1876, 1878, 1880, 1882, 1884, 1886, 1888, 1890, 1892, 1894, 1896, 1898, 1900, 1902, 1904, 1906, 1908, 1910, 1912, 1914, 1916, 1918, 1920, 1922, 1924, 1926, 1928, 1930, 1932, 1934, 1936, 1938, 1940, 1942, 1944, 1946, 1948, 1950, 1952, 1954, 1956, 1958, 1960, 1962, 1964, 1966, 1968, 1970, 1972, 1974, 1976, 1978, 1980, 1982, 1984, 1986, 1988, 1990, 1992, 1994, 1996, 1998, 2000, 2002, 2004, 2006, 2008, 2010, 2012, 2014, 2016, 2018, 2020, 2022, 2024, 2026, 2028, 2030, 2032, 2034, 2036, 2038, 2040, 2042, 2044, 2046, 2048, 2050, 2052, 2054, 2056, 2058, 2060, 2062, 2064, 2066, 2068, 2070, 2072, 2074, 2076, 2078, 2080, 2082, 2084, 2086, 2088, 2090, 2092, 2094, 2096, 2098, 2100, 2102, 2104, 2106, 2108, 2110, 2112, 2114, 2116, 2118, 2120, 2122, 2124, 2126, 2128, 2130, 2132, 2134, 2136, 2138, 2140, 2142, 2144, 2146, 2148, 2150, 2152, 2154, 2156, 2158, 2160, 2162, 2164, 2166, 2168, 2170, 2172, 2174, 2176, 2178, 2180, 2182, 2184, 2186, 2188, 2190, 2192, 2194, 2196, 2198, 2200, 2202, 2204, 2206, 2208, 2210, 2212, 2214, 2216, 2218, 2220, 2222, 2224, 2226, 2228, 2230, 2232, 2234, 2236, 2238, 2240, 2242, 2244, 2246, 2248, 2250, 2252, 2254, 2256, 2258, 2260, 2262, 2264, 2266, 2268, 2270, 2272, 2274, 2276, 2278, 2280, 2282, 2284, 2286, 2288, 2290, 2292, 2294, 2296, 2298, 2300, 2302, 2304, 2306, 2308, 2310, 2312, 2314, 2316, 2318, 2320, 2322, 2324, 2326, 2328, 2330, 2332, 2334, 2336, 2338, 2340, 2342, 2344, 2346, 2348, 2350, 2352, 2354, 2356, 2358, 2360, 2362, 2364, 2366, 2368, 2370, 2372, 2374, 2376, 2378, 2380, 2382, 2384, 2386, 2388, 2390, 2392, 2394, 2396, 2398, 2400, 2402, 2404, 2406, 2408, 2410, 2412, 2414, 2416, 2418, 2420, 2422, 2424, 2426, 2428, 2430, 2432, 2434, 2436, 2438, 2440, 2442, 2444, 2446, 2448, 2450, 2452, 2454, 2456, 2458, 2460, 2462, 2464, 2466, 2468, 2470, 2472, 2474, 2476, 2478, 2480, 2482, 2484, 2486, 2488, 2490, 2492, 2494, 2496, 2498, 2500, 2502, 2504, 2506, 2508, 2510, 2512, 2514, 2516, 2518, 2520, 2522, 2524, 2526, 2528, 2530, 2532, 2534, 2536, 2538, 2540, 2542, 2544, 2546, 2548, 2550, 2552, 2554, 2556, 2558, 2560, 2562, 2564, 2566, 2568, 2570, 2572, 2574, 2576, 2578, 2580, 2582, 2584, 2586, 2588, 2590, 2592, 2594, 2596, 2598, 2600, 2602, 2604, 2606, 2608, 2610, 2612, 2614, 2616, 2618, 2620, 2622, 2624, 2626, 2628, 2630, 2632, 2634, 2636, 2638, 2640, 2642, 2644, 2646, 2648, 2650, 2652, 2654, 2656, 2658, 2660, 2662, 2664, 2666, 2668, 2670, 2672, 2674, 2676, 2678, 2680, 2682, 2684, 2686, 2688, 2690, 2692, 2694, 2696, 2698, 2700, 2702, 2704, 2706, 2708, 2710, 2712, 2714, 2716, 2718, 2720, 2722, 2724, 2726, 2728, 2730, 2732, 2734, 2736, 2738, 2740, 2742, 2744, 2746, 2748, 2750, 2752, 2754, 2756, 2758, 2760, 2762, 2764, 2766, 2768, 2770, 2772, 2774, 2776, 2778, 2780, 2782, 2784, 2786, 2788, 2790, 2792, 2794, 2796, 2798, 2800, 2802, 2804, 2806, 2808, 2810, 2812, 2814, 2816, 2818, 2820, 2822, 2824, 2826, 2828, 2830, 2832, 2834, 2836, 2838, 2840, 2842, 2844, 2846, 2848, 2850, 2852, 2854, 2856, 2858, 2860, 2862, 2864, 2866, 2868, 2870, 2872, 2874, 2876, 2878, 2880, 2882, 2884, 2886, 2888, 2890, 2892, 2894, 2896, 2898, 2900, 2902, 2904, 2906, 2908, 2910, 2912, 2914, 2916, 2918, 2920, 2922, 2924, 2926, 2928, 2930, 2932, 2934, 2936, 2938, 2940, 2942, 2944, 2946, 2948, 2950, 2952, 2954, 2956, 2958, 2960, 2962, 2964, 2966, 2968, 2970, 2972, 2974, 2976, 2978, 2980, 2982, 2984, 2986, 2988, 2990, 2992, 2994, 2996, 2998, 3000, 3002, 3004, 3006, 3008, 3010, 3012, 3014, 3016, 3018, 3020, 3022, 3024, 3026, 3028, 3030, 3032, 3034, 3036, 3038, 3040, 3042, 3044, 3046, 3048, 3050, 3052, 3054, 3056, 3058, 3060, 3062, 3064, 3066, 3068, 3070, 3072, 3074, 3076, 3078, 3080, 3082, 3084, 3086, 3088, 3090, 3092, 3094, 3096, 3098, 3100, 3102, 3104, 3106, 3108, 3110, 3112, 3114, 3116, 3118, 3120, 3122, 3124, 3126, 3128, 3130, 3132, 3134, 3136, 3138, 3140, 3142, 3144, 3146, 3148, 3150, 3152, 3154, 3156, 3158, 3160, 3162, 3164, 3166, 3168, 3170, 3172, 3174, 3176, 3178, 3180, 3182, 3184, 3186, 3188, 3190, 3192, 3194, 3196, 3198, 3200, 3202, 3204, 3206, 3208, 3210, 3212, 3214, 3216, 3218, 3220, 3222, 3224, 3226, 3228, 3230, 3232, 3234, 3236, 3238, 3240, 3242, 3244, 3246, 3248, 3250, 3252, 3254, 3256, 3258, 3260, 3262, 3264, 3266, 3268, 3270, 3272, 3274, 3276, 3278, 3280, 3282, 3284, 3286, 3288, 3290, 3292, 3294, 3296, 3298, 3300, 3302, 3304, 3306, 3308, 3310, 3312, 3314, 3316, 3318, 3320, 3322, 3324, 3326, 3328, 3330, 3332, 3334, 3336, 3338, 3340, 3342, 3344, 3346, 3348, 3350, 3352, 3354, 3356, 3358, 3360, 3362, 3364, 3366, 3368, 3370, 3372, 3374, 3376, 3378, 3380, 3382, 3384, 3386, 3388, 3390, 3392, 3394, 3396, 3398, 3400, 3402, 3404, 3406, 3408, 3410, 3412, 3414, 3416, 3418, 3420, 3422, 3424, 3426, 3428, 3430, 3432, 3434, 3436, 3438, 3

صكنا من الاجل

UE

sur le financement des par

POLITIQUE

La place de la Corse dans la République

Paoli l'autonomiste et Bonaparte le jacobin s'affrontent depuis deux cents ans

Le Journal officiel, daté lundi 12 - mardi 13 mai, publie la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse. Le texte, tel qu'il a été voté définitivement par l'Assemblée nationale, est amputé, notamment, de l'article premier, reconnaissant l'existence du « peuple corse composé du peuple français ». Cette notion avait été déclarée non conforme à la Constitution par une décision du Conseil constitutionnel du 9 mai.

Ce statut crée, à partir des élections régionales de 1992, une collectivité territoriale de Corse dont les organes seront une assemblée dotée d'un bureau et un conseil exécutif élu par l'assemblée en son sein. Ce conseil dirigera l'action de la collectivité. Cette loi prévoit aussi une refonte des listes électorales qui doit être achevée avant les élections de 1992.

Depuis 1789, date du rattachement de la Corse à la France, le pouvoir central a, alternativement, appliqué à la Corse une volonté d'assimilation ou, au contraire, une politique reconnaissant les spécificités de l'île. Le nouveau statut s'inscrit dans cette seconde orientation.

Parmi les motifs de fierté des Corsiens figure, en bonne place, la figure légendaire de Pascal Paoli : chef de guerre, c'est par les armes qu'il parvint, de 1755 à 1769, à faire reconnaître l'indépendance de la Corse, prise entre la pression des Génois et celle des Français. Trente-quatre ans avant la Révolution de 1789, Paoli donna à la Corse une éphémère Constitution démocratique, saluée par Jean-Jacques Rousseau, qui témoigne de son intérêt en écrivant, dans le *Contrat social*, la phrase fameuse : « J'ai quelque sentiment que, un jour, cette petite île donnera l'Europe. » A la demande de Paoli, le philosophe alla jusqu'à concevoir un projet de Constitution, resté inachevé.

Malgré sa brièveté, la République « paoline », inspirée « des idées de Montesquieu (adaptées) aux traditions démocratiques locales » (1), sera le mythe fondateur de la nation corse. La défaite écrasante de Ponte- Novo, le 8 mai 1769, met fin à la résistance de l'armée nationale corse. Pascal Paoli s'exile à Londres. Le traité de Versailles du 15 mai 1768, entre Gênes et la France (2), peut, alors, être appliqué : la Corse est, désormais, française. Le 30 novembre 1789, à la demande des députés corses à la Constituante, l'île est déclarée « partie intégrante de l'Empire » et devient un département comme les autres. Les barrières douanières avec le continent sont, néanmoins, maintenues. Cette ingérence de traitement marquera l'histoire des relations entre la Corse et le pouvoir central français jusqu'au début du vingtième siècle.

En juillet 1790, afin de calmer un

regain de résistance, la Constituante autorise le retour de Paoli dans l'île. Président du Congrès du nouveau département et commandant en chef des gardes nationaux, il finira, cependant, par rompre avec Paris. Après une brouille avec la Convention, il fut appelé au souverain aoglais George III. De 1794 à 1796, c'est la parodie du royaume anglo-corse, à l'issue de laquelle l'ancien héros républicain connaît un second exil, définitif celui-là. Le premier souci des Français est le rétablissement de l'administration, mais aussi le maintien des fameuses barrières douanières. De cette époque, date la première intervention dans l'histoire de la Corse de Napoléon Bonaparte : en 1793, demeuré fidèle à la France, il s'était enfilé de l'île précipitamment pour échapper aux paolistes qui le pourchassaient. En 1796, dans la foulée de ses succès militaires en Italie, il débarque en Corse, conquérant, et contraint les Anglais à la retraite.

En fait, « deux conceptions géopolitiques et constitutionnelles » de la Corse s'affrontent déjà, à en croire M. Louis Orsini, juriste et membre de la cour régionale des comptes : « Pour les uns, partisans de Paoli, la Corse doit être associée à la France, mais dans le cadre d'une certaine autonomie, en disposant d'institutions spécifiques assurant le respect d'une identité propre au peuple corse. Pour les autres, partisans de Bonaparte et jacobins dans l'âme, la Corse doit être fondue, purement et simplement absorbée dans la France, au même titre que les autres provinces, sans que l'on puisse admettre en sa faveur le moindre statut particulier, rien que l'application du droit commun (3). »

Contre la « dimension nationale »

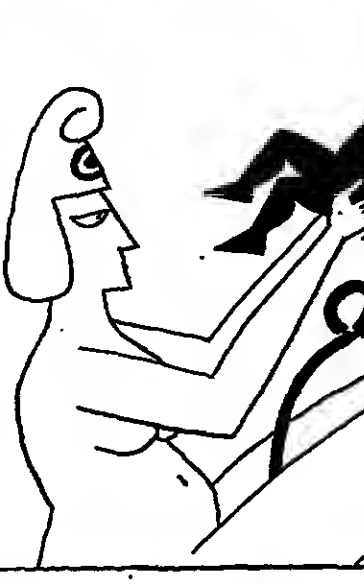
Opposés depuis la Révolution, ces deux courants restent en débat aujourd'hui : selon la définition de M. Orsini, le nouveau statut élaboré par le gouvernement socialiste se situe dans une filiation « paoline ». M. Pierre Joux, alors ministre de l'Intérieur et auteur du projet, n'avait-il pas rendu, à l'Assemblée nationale, un vibrant hommage au héros de la nation corse ? L'opposition, elle, se situe dans le droit fil des conceptions bonapartistes.

Tout Corse qu'il est, au demeurant, Napoléon Bonaparte, premier consul puis empereur, traite durement sa terre natale : ses conceptions sur l'administration de la Corse découlent de trois principes : « 1) Y maintenir toujours deux départements ; 2) n'employer dans les places à la disposition du gouvernement aucun Corse ; 3) choisir une cinquantaine d'enfants et les répartir dans les différentes maisons d'éducation de Paris (3). »

Le premier principe est mis en application dès 1793 : Bonaparte « veut éviter à tout prix qu'une révolte administrative ne confère à la Corse une dimension nationale », comme au temps de l'indépendance. L'île est scindée en deux départements (le Golo et le Liamone), qui correspondent aux deux régions traditionnelles antagonistes : « l'en deçà des monts » et « l'au-delà

des monts ». Cette division perdurera jusqu'en 1811. Ne connaissant aucune élection pendant la période napoléonienne, à l'exception des plébiscites, la Corse est mise « hors la Constitution » à partir du 13 décembre 1800, ce qui aboutit à la placer sous un régime d'exception, pendant lequel les généraux répriment dans le sang ses soubresauts. La guerre de Fiumorbo, en 1816, résulte de la dernière insurrection contre le rattachement à la France.

C'est pourtant sous le règne du premier empereur que voient le jour les fameuses « arrêtés Miot », qui octroient à la Corse un statut particulier, en principe provisoire, dans les domaines administratif, judi-



cière, fiscal et douanier. Ces arrêtés, au nombre d'une centaine, ont gardé le nom de l'administrateur général qui les mit en application en 1801 et en 1802. Ce provisoire, au moins en matière fiscale, durera jusqu'à aujourd'hui : « 1801 marque la pierre angulaire de la particularité fiscale... » Ainsi Napoléon Bonaparte donne-t-il naissance, sans le vouloir, à des entorses au droit commun, alors que l'objet primordial de la mission de Miot est, précisément, de « fonder la Corse dans la stricte légalité jacobine. La survivance des « arrêtés Miot », relatifs à la fiscalité, représente une cruelle revanche et un sérieux démenti à cette volonté d'assimilation (3). »

Autonomie administrative

Au-delà même de ces contradictions, les limites d'une telle politique d'assimilation apparaissent vite. En 1802, l'Empire entreprend une tentative d'assimilation douanière de la Corse. Trois ans plus tard, un décret impérial sursoit à l'emploi exclusif de la langue française dans les actes publics (cet usage exclusif ne sera véritablement acquis que sous la III^e République). Trois ans encore, et c'est un nouveau retour en arrière avec le rétablissement des barrières douanières, qui annule le décret impérial de 1811 et, surtout, celui de 1818, sous Louis XVIII : ces décisions consacrent, en ce qui concerne l'économie corse, une politique de type colonial, qui ne sera abandonnée qu'en 1912.

Le bonapartisme tardif, favorisé dans l'île par Napoléon III, vaudra aux insulaires quelques déboires avec les républicains. Le 4 mars 1871,

Georges Clemenceau, alors député radical, dépose, sous forme de pétition émanant du Club positiviste, une demande de séparation de la Corse et de la France. Le même jour, dans le *Cri du peuple*, Jules Vallès regrette que l'abandon de la Corse à la Prusse n'ait pas sauvé l'Alsace de son nouveau destin (4). Pourtant, c'est la III^e République, et tout particulièrement la guerre de 1914-1918, qui démontrera l'attachement de la Corse à la France : treize mille Corsiens périrent, soit 10 % de la population de l'île, qui ne se remettra jamais de cette saignée.

Avant la première guerre mondiale, en 1910-1911, « de violentes manifestations passent, déjà, le pro-

blème de la continuité territoriale ». On réclame l'alignement des tarifs maritimes sur ceux des chemins de fer afin de compenser les handicaps de l'insularité (5). Il faudra attendre 1976 pour l'obtenir.

Le 24 septembre 1908, le gouvernement crée une « commission extra-parlementaire et interministérielle », présidée par Georges Clemenceau, alors ministre de l'Intérieur. Elle débouche sur une loi qui met fin, en 1912, au régime douanier particulier et prévoit le rattachement économique de l'île grâce à une subvention annuelle de 500 000 francs or, à verser pendant cinquante ans (elle ne sera payée que jusqu'en 1941). Le rapporteur Delanay souligne même que les politiques douanières du dix-neuvième siècle « ont eu pour effet de considérer la Corse comme si elle n'était pas un département français et constituent un premier obstacle à la fusion des deux pays » (6). En 1921, à Ajaccio, le président de la République, Alexandre Millerand, lance : « Qu'il y ait-il de choquant à confier à la Corse, dont personne, à coup sûr, ne songe à faire une colonie, une autonomie administrative aussi complète que possible ? » (5) Ce souhait présidentiel ne sera pas réalisé.

La Corse de la fin de la III^e République, de grande couverture purgée de ses bandits en 1931, sera une terre vidée de ses forces vives par les pertes de la guerre et l'émigration massive provoquée par la misère, où se développent le clientélisme et le système modernisé des clans, qui s'imposent comme courroie de transmission locale pour l'attribution des subsides de l'Etat : « Dès l'entre-deux-guerres, l'agriculture est seulement en apparence la première ressource départementale ; dans la réalité, l'Etat, par ses pensions, ses secours, ses investissements, s'est

dit qu'il souhaitait que nous puissions déjeuner en tête à tête », a indiqué l'abbé Pierre, en ajoutant que les deux hommes n'avaient pas eu de conversation politique, mais qu'ils avaient abordé des sujets « beaucoup plus spirituels ».

□ Décès d'un ancien sénateur de Haute-Saône. — René-Jean Depreux, ancien sénateur de Haute-Saône, est décédé, vendredi 10 mai, à l'âge de quatre-vingt-huit ans (le Monde du 14 mai). Né le 27 avril 1903 à Epinal (Vosges), maire de Froideconche (Haute-Saône) de 1945 à 1959, René-Jean Depreux avait été élu sénateur de Haute-Saône en décembre 1946. Réélu en 1948, il avait siégé jusqu'en 1952 au palais du Luxembourg sur les bancs du Parti républicain de la liberté.

substitué à l'économie locale, qui est en pleine déconfiture (7). »

Les Corsiens, majoritairement antichrétiens, prouvent leur patriotisme républicain, en même temps que leur attachement à leur terre, contre les troupes allemandes et italiennes qui envahissent l'île en novembre 1942. La Corse devient une plaque tournante de la Résistance. En septembre 1943, l'insurrection est lancée par dix mille hommes, puis la Corse entière se soulève et commence à se libérer, seule, en moins d'un mois.

Les communistes ont certes joué un grand rôle dans ce combat, mais l'épisode marque surtout le début d'une histoire d'amour de près de vingt ans entre l'île de Beauté et le général de Gaulle, qui saluera « la leçon d'histoire que vient d'écrire la Corse française » (8). En 1958, des comités de salut public sont mis en place par les parachutistes, en écho à la manifestation du 13 mai à Alger, pour exiger le retour au pouvoir de l'homme du 18 juin. La Corse, massivement gaulliste, est avant tout « Algérie française » : de nombreux insulaires ont fait souche de l'autre côté de la Méditerranée à la grande époque de l'aventure coloniale. La Corse sera le seul département à voter contre les accords d'Evian, et de Gaulle ne sera plus, pour les Corsiens, qu'un « homme politique comme les autres » (8).

L'arrivée des rapatriés

On assiste, à partir des années 60, à la renaissance d'un sentiment régionaliste, qui s'exacerbera dans les années 80. Cette évolution se traduit par des maladresses politiques des gouvernements successifs, les occasions manquées, les malentendus sur le terrain de l'économie suscitant le ressentiment d'une partie des insulaires envers Paris. Premier département français libre, la Corse aura eu, pendant quelque temps, un statut économique particulier : pour lutter contre les trafiquants enrichis par la guerre, Paris dote l'île d'une monnaie propre, qui n'a pas cours légal hors de Corse.

Les gouvernements de la IV^e République, puis de la V^e République, mettent en œuvre des politiques économiques de planification, en Corse comme sur le continent : 1949, premier plan de mise en valeur de la Corse, premier échec, « faute de moyens adéquats de financement » (4). En 1957, bien que la Corse ne soit qu'un simple département à l'intérieur de la région de Provence-Côte d'Azur-Corse, elle bénéficie d'un programme d'action régionale qui définit deux axes d'action prioritaires : l'agriculture et le tourisme. En 1962, l'arrivée massive des rapatriés d'Algérie fait « l'effet d'un électrochoc » (7) sur les Corsiens, au moment même où les premières vagues touristiques commencent à déferler dans l'île. Le modèle social traditionnel s'en trouve déstabilisé, confronté à l'irruption de la « modernité ».

Sur le plan institutionnel, en 1961, lors de son dernier voyage dans l'île, le général de Gaulle affirme : « A situation géographique particulière, il faut une solution particulière. Soyez persuadés que j'en tiendrais compte. » Il faudra, pourtant, attendre 1970 pour que la Corse, détachée de la région, forme une circonscription d'action régionale spécifique. En 1972, alors que se met en place la régionalisation dans l'ensemble de la France, la Corse est le seul établis-

sement public régional monodépartemental : de ce fait, elle jouit, sans réelle intention politique dans ce sens, d'une ébauche de statut particulier, puisque tous les conseillers généraux y siègent, ce qui n'est pas le cas dans les régions continentales.

L'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing, en 1974, ne répondra pas aux attentes, toujours insatisfaites, de l'île, où se développe la violence et la revendication autonomiste. « [Au] dernier trimestre de 1974, les rapports de confiance entre la Corse et l'Etat ont atteint un degré de dégradation jamais connu sur le plan de la confiance (8). »

En accord avec une partie des élus, la Corse est de nouveau divisée, en 1975, en deux départements, tandis que le conseil régional est aligné sur le droit commun. La mission interministérielle pour l'aménagement et l'équipement de la Corse, sous la direction de M. Libert Bou, engage un dialogue tous azimuts. En juillet, le conseil régional élabore une charte de développement économique de la Corse, qui mentionne en toutes lettres le « peuple corse ». Cette charte est reprise à son compte par le gouvernement mais sans souffler mot du « peuple corse ». Le comité interministériel d'aménagement du territoire adopte un plan quinquennal pour la Corse, tandis que M. Giscard d'Estaing recommande à son premier ministre, M. Jacques Chirac, de prendre en compte la réalité de « l'âme corse ». L'année suivante, le principe de la continuité territoriale est enfin établi.

Toutes ces années sont des années de violence. En 1982, les socialistes dotent la Corse d'un véritable statut particulier, qui ne remédie pas à ses maux. Avec la mise en œuvre de la décentralisation sur le continent et l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel à partir de 1986, ce statut perd, d'ailleurs, une bonne part de sa spécificité. L'Assemblée régionale, paralysée par ses dissensions internes, est dissoute en 1984.

14 mai 1991 : la loi définitive du nouveau statut de la Corse est publiée au Journal officiel. Le débat Bonaparte-Paoli, entre assimilation et spécificité, a rebondi de manière passionnée, pendant toute la durée de la discussion parlementaire, entre le gouvernement et son opposant. Le nouveau texte de loi a consacré la spécificité de l'île. Sans l'intervention du Conseil constitutionnel, l'existence de « peuple corse » aurait été reconnue. Malgré tout, c'est Paoli, cette fois, qui a gagné.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et ISAURE DE RIVIÈRE

- (1) Janine Renucci, *La Corse, collection « Que-sais-je? »*, PUF, 1987.
- (2) Ce traité ne constitue pas, contrairement aux idées reçues, une vaine tentative par Gênes de la Corse à la France, mais une sorte de cession pour dette, un « dépit indéfini » de pages, garantissant les créances de la France sur Gênes. Toutes les dépenses faites pour l'administration de la Corse par la France viennent alourdir la dette génoise. A l'inverse, les recettes étaient déduites de cette dette, ce qui incitait la France à gérer la Corse de manière déficitaire. Cette précision ainsi que la plupart des éléments chronologiques sont extraits d'un document élaboré à notre intention par le Centre d'analyse juridique et politique de l'université de Corse (Haute-Corse).
- (3) Louis Orsini, *Les Arrêtés Miot*, éditions La Marge, Ajaccio, 1990.
- (4) Histoire de la Corse, collectif, éd. Privat.
- (5) Louis Comby, *Histoire des Corsiens*, Fayard, 1978.
- (6) Cité par Jacques-Louis Colombani, *Libertés publiques à la périphérie de la République*, l'exemple corse, mémoire de licence de droit, université de Sciences, 1990.
- (7) Pierre Taffani, *Géopolitique de la Corse*, Fayard-La Marge, 1986.
- (8) Paul Silvani, *Corse des années ardentes, 1939-1976*, éd. Albatros, 1976.

2550P

Jumbo

Aix-en-Provence: 42.26.04.11 Lille: 20.57.58.62

Et toutes agences de voyages.

3615 CHARTER Lyon: 78.37.47.87

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

SOCIÉTÉ

Commandée par le conseil régional

Une étude sur le nombre d'immigrés clandestins en Ile-de-France provoque une polémique

Combien l'Ile-de-France compte-t-elle d'immigrés en situation irrégulière ? La question, pour intéressante qu'elle soit, n'est pas politiquement neutre. Surtout lorsque c'est le Front national qui entend le poser publiquement, comme prix de son soutien à la majorité RPR-UDF du conseil régional. Ainsi apparaît la genèse de l'enquête réalisée par un bureau d'études privé à la demande de cette assemblée, enquête qui avalué entra 217 000 et 244 000 le nombre d'immigrés clandestins en Ile-de-France.

A l'automne 1988, le groupe Front national avait fait du lancement d'une étude sur l'immigration clandestine en Ile-de-France la condition de son approbation du budget 1989 de la région. Pressé d'accepter sous peine de ne pas pouvoir réunir une majorité sur son budget, M. Pierre-Charles Krieg, président (RPR) du conseil régional, avait accepté. Mais la région s'était heurtée au refus de collaborer d'organismes officiels comme l'Office des migrations internationales, le Bureau international du travail et l'INSEE. Elle s'était alors tournée vers le secteur privé,

lançant un appel d'offres, remporté en juin 1990 par le Bureau d'études techniques et de coordination opérationnelle (BETCO), une société basée à Blinis, spécialisée dans les études techniques de bâtiment, l'assistance et la maîtrise d'ouvrage, les études économiques et l'informatique.

Sur le budget de 300 000 F consacré à l'étude, 310 000 F (hors taxes) ont été facturés par BETCO. Ce travail, effectué sous la houlette d'un « comité de pilotage » composé de deux élus - MM. Clere, maire adjoint (RPR) d'Aulnay-sous-Bois, et Bernardin, maire adjoint (UDF) de Saint-Germain - et de trois hauts fonctionnaires du conseil régional, a été déposé vendredi 10 mai au conseil régional.

M. Krieg n'en a eu connaissance que lundi 13 mai, et, dans un communiqué publié aussitôt, il proteste contre l'indélicatesse de la société BETCO qui « avait divulgué les conclusions dans la presse dès vendredi ». Dans ce même communiqué, le président du conseil régional souligne aussi que « le phénomène de la clandestinité en Ile-de-France par son ampleur, tourne le droit en dérision et, par l'exploitation qui en est faite, porte atteinte à la dignité des immigrés et à leurs chances d'intégration ».

Selon ce document, l'Ile-de-France, avec 217 000 à 244 000 clandestins, soit un étranger sur cinq, regrouperait 57 % des étrangers en situation

irrégulière sur le territoire. Les Maghrébins seraient les plus représentés avec 41 % du total (dont 23,5 % d'Algériens), tandis que les étrangers originaires d'Afrique noire compteraient pour quelque 23 %. Paris intra-muros concentrerait près de la moitié des clandestins, principalement dans les 2^e, 3^e, 10^e, 11^e, 13^e et 19^e arrondissements, et serait suivi par la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne. L'étude indique que très peu de ces personnes passent les frontières clandestinement, la plupart arrivant en France avec un visa de tourisme et y demeurant au-delà de la période autorisée. Elle précise que près du quart des clandestins ont domiciliés dans les foyers de travailleurs immi-

Une « extrapolation » contestée

Ces chiffres, qui, rapportés au pays entier, correspondraient à environ 400 000 immigrés clandestins sur un total de 4,4 millions d'étrangers « légaux » recensés en 1986 par le ministère de l'Intérieur, ne sont ni confirmés ni infirmés par des statistiques officielles qui, par définition, n'existent pas. Pas plus que par les propos d'un spécialiste tel que M. Gérard Moreau, directeur de la population et des migrations au ministère des affaires sociales, qui

estime le nombre des clandestins entre 50 000 et 350 000, tout en soulignant que de tels chiffres ne sont « pas très sérieux », puisqu'ils ne sont « ni recensés ni non recensés ».

Quel crédit dès lors accorder à ces chiffres ? La réponse tient sans doute dans une appréciation de la méthode utilisée pour les obtenir. La société BETCO a appliqué grosso modo un raisonnement simple : sachant qu'en région parisienne 35 000 clandestins ont profité de l'opération de régularisation « exceptionnelle » décidée en 1982, soit huit ans après 1974, date de l'arrêt officiel de l'immigration, un nombre équivalent devrait être dénombré huit ans après, c'est-à-dire aujourd'hui. Appliquant « subjectivement » un taux de 11 % correspondant aux clandestins qui n'auraient pas demandé leur régularisation, puis ajoutant une estimation du nombre de demandeurs d'asile déboutés, le bureau d'études est parvenu à son estimation, qui qualifie lui-même d'« extrapolation et non de recensement ».

Une extrapolation contestée par M. Gérard Moreau, qui ne permet de prendre pour hypothèse que le nombre de clandestins établis durant les huit dernières années de crise économique serait strictement identique à celui de la période ayant précédé la régularisation de 1982, et parce que

la multitude des allers-retours, la complexité des phénomènes migratoires, interdisent de raisonner sur une situation figée. M. Moreau affirme que l'absence d'études officielles sur les étrangers clandestins ne résulte pas d'une filiosité politique. « C'est une vraie question, mais qui exige la confrontation de plusieurs méthodes de travail et une démarche scientifique à l'abri des pressions politiques », estime-t-il. Ce n'est pas une priorité actuelle, car nous manquons de données fiables et la question d'éventuels fichiers informatiques n'est pas réglée avec la Commission nationale Informatique et libertés ».

Il semble que la société BETCO ne se soit pas embarrassée de tant de scrupules. Elle a profité du contrat d'entretien qui la lie avec la SONACOTRA pour pénétrer dans les foyers de travailleurs immigrés afin de vérifier la présence de clandestins. Quant à l'étude finale, qui compte 155 pages et de nombreuses annexes, elle ne serait que la sixième version, revue et corrigée sur intervention des élus. Entre la première et la sixième livraison, l'estimation des immigrés clandestins franciliens est passée de 135 000 à 217 000. Les commanditaires auraient également insisté, selon BETCO, pour que les résultats définitifs soient remis avant le lancement de la campagne pour les élections régionales.

PHILIPPE BERNARD

FAITS DIVERS

A Nice

Un vétérinaire inculpé du meurtre de son enfant

M. Jean-Louis Turquin, un vétérinaire niçois de quarante et un ans, a été inculpé d'assassinat et placé sous mandat de dépôt, lundi 13 mai, par M. François Boisseau, juge d'instruction à Nice. Il est soupçonné d'avoir tué son fils, Charles-Edouard, huit ans, qui avait disparu il y a six semaines et dont aucune trace n'a, depuis, été retrouvée.

Entendu, longuement, à deux reprises par les enquêteurs de la brigade des mineurs, M. Turquin avait fait preuve d'un curieux détachement. Il avait brusquement pris la décision, la semaine dernière, de lancer un avis de recherche par voie d'affiches promettant une récompense de 100 000 francs « à qui permettrait de retrouver mon fils ». En fait, il s'agissait, le 27 avril dernier, à son épouse, Michèle, avec laquelle il est en instance de divorce, qu'il avait lui-même tué Charles-Edouard, puis il faisait des confidences plus détaillées que son épouse enregistrée et remis au magistrat instructeur. Le vétérinaire, s'il reconnaît bien avoir fait ces confidences, les explique par un désir de faire souffrir son épouse après que celle-ci lui eut confessé qu'il n'était pas le père de l'enfant.

RELIGIONS

La fin du voyage de Jean-Paul II à Fatima

Le pape estime qu'une nouvelle forme d'athéisme menace le monde

Après une visite de quatre jours au Portugal, le pape a regagné Rome lundi soir 13 mai. A Fatima, dernière étape de son voyage, il a appelé les peuples européens à lutter contre le matérialisme athée qui, pour lui, menace aujourd'hui de se substituer au marxisme vaincu.

FATIMA

de notre envoyé spécial

A Fatima, le pape est comme chez lui. Il aime ce catholicisme populaire, familial, fervent, qui adhère d'instinct et se pose peu de questions. Longues veillées de prière à l'éclat des bougies, processions de masse derrière la Vierge dans une nuée d'oriflammes, foule déshabillée d'une foi simple et vraie : le Portugal n'est pas loin de la Pologne, et Jean-Paul II fait de Fatima, promise « capitale spirituelle de l'Europe », un lieu de référence majeur de son pontificat.

Devant une assistance estimée à près d'un million de personnes, à l'issue d'une messe célébrée lundi

sous un soleil de plomb, le pape n'a pas seulement rendu grâce au Ciel de lui avoir sauvé la vie il y a dix ans jour pour jour place Saint-Pierre. En présence du laïque président de la République portugaise, M. Mario Soares - qui n'a pas manqué une seule cérémonie de ces quatre jours de visite pontificale, - et de toutes les autorités de l'Etat, Jean-Paul II a renouvelé « l'acte de consécration du monde à la Vierge », reprenant ainsi une tradition inaugurée par Pie XII en 1942 et que lui-même, quarante ans après, avait déjà honorée à Fatima.

Il n'a pas voulu s'en tenir à un geste formel. Dans une adresse un peu grandiloquente à la Vierge, il a fait de cet acte de consécration une sorte de méditation sur la liberté, dans l'esprit du message de Fatima. Liberté neuve, mais toujours menacée, pour les peuples de l'Est ; liberté, pour l'homme de la fin du vingtième siècle, de « céder ou non à l'illusion du faux bien-être » ; liberté enfin, pour le croyant, de répondre ou non aux appels nouveaux de l'Evangile. Jean-Paul II a remercié la « Mère

des nations » pour « les changements inespérés qui ont rendu confiance à des peuples très longtemps humiliés et opprimés » et demandé sa protection pour « les nations qui ont réacquis leur espace vital de liberté et sont maintenant engagées dans la construction de leur avenir ». Puis il a élargi son propos à l'ensemble de « l'Europe qui, de l'Est à l'Ouest, ne peut redécouvrir sa vraie identité sans redécouvrir ses racines chrétiennes ».

Et il a repris le thème majeur de sa récente encyclique sociale *Centesimus Annus*, en déclarant : « Les nouvelles situations des peuples et des Eglises sont encore précaires et instables. Il y a danger de substituer au marxisme une autre forme d'athéisme qui, admettant la liberté, tend à détruire les racines de la morale humaine et chrétienne ». Son discours n'épargne pas l'Eglise, qui, constate le pape, « est toujours tentée par l'esprit du monde » et « par la faiblesse ».

Par ces mots, sans le révéler officiellement, le pape venait, en quelque sorte, de percer le troisième secret de Fatima. Le marxisme, ou athéisme « scientifique », ayant été

mis à bas, une autre forme d'athéisme menacerait aujourd'hui le monde et l'Eglise : le matérialisme et l'indifférence religieuse de plus en plus diffuse, ou athéisme « pratique » qui, selon Jean-Paul II, nivellerait toutes les valeurs, gommerait les références morales, au risque de menacer l'homme et la vie.

La « croix » du vingtième siècle

Ainsi, la plupart de ses interventions au Portugal ont semblé une fois de plus, dans la ligne du message de Fatima, inspirées par la perspective d'un monde désenchanté et d'un nouvel avenir tragique pour l'humanité. Pour lui, le vingtième siècle a commencé en 1917, - l'année des apparitions de Fatima - avec la première guerre mondiale et la révolution communiste. Ce siècle a produit le meilleur et, plus souvent, le pire. Son principal crime, a dit Jean-Paul II dans son homélie de lundi, c'est d'« avoir transgressé les commandements de Dieu et nié l'héritage du péché ». L'homme du vingtième siècle, a-t-il ajouté, a voulu faire « comme si Dieu n'existait pas, comme si l'homme n'avait jamais existé, comme si Dieu n'avait jamais existé, comme si Dieu n'avait jamais existé, comme si Dieu n'avait jamais existé ».

Toujours dans la même veine, devant les cent mille spectateurs du stade Restelo, vendredi 10, à Lisbonne, ou l'auditoire plus intime, à Fatima, de la conférence épiscopale, il avait appelé les catholiques de ce pays à retrouver l'esprit missionnaire de l'époque des « découvertes » et à se mettre au service de la « nouvelle évangélisation » de l'Europe. A Fatima toujours, au cours d'une homélie consacrée à la famille, le pape a redoublé de violence contre « la mentalité antinataliste de la société contemporaine, qui nie la vie et va jusqu'à la tuer, dans le sein de la mère, à travers l'avortement, qui est un crime exécrable ».

Quelles chances ce nouveau défi lancé à l'athéisme et à la sécularisation a-t-il d'être relevé ? Le lieu de Fatima, récupéré depuis longtemps par la fraction la plus anti-moderne de l'Eglise, ne lui donne-t-il pas une coloration particulière ? Et peut-être tout à fait besoin d'être toujours appuyé par une condamnation globale de la société moderne, par une vision apocalyptique du troisième millénaire et, surtout, par ce culte marial qui atteint aujourd'hui un niveau inégalé dans l'Eglise du vingtième siècle ? Autant de questions qui, au Portugal, ont été mises sous l'éclairage, mais ne tarderont pas à resurgir.

HENRI TINCQ

Le business des Miséricordes

Le pape a retrouvé une Eglise qui, depuis son précédent séjour au Portugal, il y a juste neuf ans, s'est considérablement renforcée, tant du point de vue politique que du point de vue financier.

LISBONNE

de notre correspondant

Qu'elles sont loin les clameurs révolutionnaires de 1974-1976 ! Aujourd'hui, le premier ministre du Portugal exprime avec exubérance sa foi de catholique prébénédicte. La majorité parlementaire se réclame elle aussi du catholicisme. Et le président de la République, tout en soulignant sa formation laïque, prend soigneusement ses distances à l'égard des « radicalismes de tout poil », le déclenchement d'une « question religieuse » étant à son avis « aussi inutile qu'injustifiable ».

Des milliers de crèches, de cantines, de centres hospitaliers, de foyers pour le troisième âge, d'auberges de jeunesse, disséminées partout dans le pays, sont tenues par l'Eglise. Soit directement, soit par le biais de deux autres organisations également puissantes et étroitement liées au clergé : les Miséricordes et l'Union des institutions particulières de solidarité sociale (IPSS).

Le Loto et la télévision

L'origine des Miséricordes remonte au treizième siècle. Depuis lors, elles ont accumulé d'innombrables dons : des immeubles, des propriétés agricoles, des collections d'œuvres d'art. Leur patrimoine dépasserait, selon une étude publiée le 27 avril dernier par l'ahadomais *Expresso*, les 40 milliards de francs. Soucieuses de mieux rentabiliser leurs ressources, elles se sont regroupées en 1976 dans une association, dirigée par le prêtre Virgílio Lopes, une personnalité extrêmement discrète dont les attaches à l'Opus Dei sont pourtant connues. Première et grande initiative lancée dans le cadre de cette association : la constitution d'une holding dénommée Solidaritas, qui s'apprête à investir dans le domaine de la banque, des assurances, de l'immobilier et dans l'industrie

agroalimentaire. Ne disposant pas d'un patrimoine aussi riche, les institutions particulières de solidarité sociale sont, pour leur part, de fondation très récente. Elles datent en effet de la période qui a suivi la révolution aux œillets, beaucoup de curés ayant alors décidé, pour combattre les « tendances déviationsnistes » de l'époque, de créer dans leurs paroisses des « centres de réflexion et d'action » susceptibles de mobiliser les fidèles. Grâce à une importante subvention négociée annuellement avec le gouvernement, les IPSS développent une activité très vaste, en particulier dans l'enseignement et dans l'organisation des loisirs. Selon leur responsabilité, elles emploient environ 25 000 salariés et font bénéficier de leurs services plus de 500 000 personnes.

Dans les milieux de l'Eglise davantage tournés vers les affaires, on songe déjà à la réunion de toutes les Miséricordes et de toutes les institutions de solidarité sociale dans une confédération qui s'assurerait ainsi une capacité d'intervention encore plus grande dans l'économie portugaise. Tel a été du moins le contenu de la proposition récemment formulée à Fatima par le prêtre franciscain Vitor Melcias, le « banquier du peuple » qui est à la tête de la Miséricorde de Lisbonne, sans doute la plus importante du pays, chargée par l'Etat de gérer les recettes provenant de la Loterie nationale et du Loto.

Mais, pour le moment, toute l'attention se porte sur la candidature de l'Eglise à une des deux chaînes de télévision qui bientôt seront privatisées. Le dépôt des différents dossiers a eu lieu au début d'avril, et la décision du gouvernement doit être rendue publique vers la fin de l'année. Cependant, on fait jouer le jeu des influences. Supporteur enthousiaste du projet, le cardinal Antonio Ribeiro, archevêque de Lisbonne, compte, assure-t-on, sur l'appui du Vatican. Les programmes élaborés sous le contrôle de l'université catholique devront respecter deux principes considérés comme essentiels : l'interdiction du sexe et de la violence, et la défense des « valeurs traditionnelles du peuple portugais ».

JOSÉ REBELO

QUELS FLEUVES POUR DEMAIN ?

Colloque international
23-27 septembre 1991 à Orléans

La gestion des grands systèmes fluviaux, la préservation des milieux naturels aquatiques, la prise en compte de l'écologie, mais aussi de l'économie, du droit et de la sociologie dans la gestion des cours d'eau vont être au centre des conférences, des débats et visites organisés durant 5 jours à Orléans.

Organisé par le Ministère de l'Environnement, placé sous le haut patronage du Président de la République, patronné par la Commission des Communautés Européennes, le Conseil de l'Europe ainsi que par W.W.F. et U.I.C.N., ce colloque de haut niveau réunira 500 participants, experts, gestionnaires scientifiques et décideurs venus de 20 pays d'Europe, d'Asie, d'Amérique et d'Afrique.

Un rendez-vous à ne pas manquer.

Renseignements :

Bulletin à compléter et à retourner au Secrétariat Général du Colloque :
R.F.C. - 120, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS
Tél : 33 (1) 45.62.62.95 - Fax : 33 (1) 45.63.33.73

Nom Prénom Fonction
Raison sociale
Adresse
Code postal Ville

Merci de me faire parvenir le programme du colloque « Quels fleuves pour demain ? » et un formulaire d'inscription.

صلى الله عليه وآله وسلم

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Dans le nouveau bâtiment d'assemblage des Mureaux (Yvelines)

Ariane-5 lève la tête

M. Michel Rocard a inauguré, lundi 13 mai aux Mureaux (Yvelines), les nouvelles installations de l'Aérospatiale destinées à l'assemblage de la future fusée Ariane-5.

Ce qui frappe au premier regard, c'est la taille des bâtiments, leur masse imposante. L'Arc de Triomphe pourrait pratiquement y loger. Mais les records ne seront pas battus. Le fameux Vehicle assembly building où la Nasa assemble hier les 110 mètres de ses fusées lunaires, et où elle intègre aujourd'hui ses navettes, n'a rien à craindre. Dressé au-dessus de la Floride, il reste le symbole d'une époque : celle des pionniers de l'espace.

L'Europe, elle, a des ambitions plus modestes. Mais le tout nouvel ensemble d'intégration de 590 millions de francs (1) qu'elle vient de construire aux Mureaux (Yvelines) pour son futur lanceur lourd Ariane-5 impressionne par ses proportions. Avec ses 50 mètres de haut et ses 6 600 mètres carrés de surface au sol, le gros cube blanc gris du bâtiment d'assemblage surprend. On change d'échelle alors qu'avec les précédentes fusées Ariane, les installations étaient encore à taille humaine.

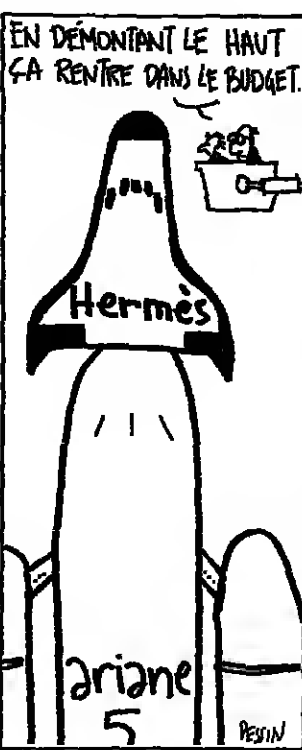
Désormais, on touche au gigantisme et il n'est que de se promener dans les bâtiments annexes (unités d'assemblage, ateliers de Cryospace où sont réalisés les réservoirs d'Ariane-5, installation de simulation de certains équipements) pour s'en convaincre. Là, d'énormes bidons en alliage d'aluminium sont en cours de soudage. Des « bou-

teilles thermo » géantes de 23 mètres de long et de 5,4 mètres de diamètre, qui attendent d'être « isolées », puis peintes et dans lesquelles seront emprisonnées les 158 tonnes d'oxygène et d'hydrogène liquides qui alimenteront le moteur du premier et unique étage d'Ariane-5 (2).

Bref, de quoi gaver le fameux moteur Vulcain de cent tonnes de poussée que la Société européenne de propulsion développe pour Ariane-5 dans ses ateliers de Vernon et sans lequel les Européens ne pourraient espérer dominer à la fin des années 90 le marché des services de lancement de satellites. Car, pour occuper demain une place aussi enviable que celle qu'ils détiennent aujourd'hui avec Ariane-4 (50 % du marché), il va leur falloir réduire les coûts de lancement de 10 % et ceux du prix du kilo de satellite mis en orbite de 40 %.

La compétitivité est à ce prix. Et personne en Europe ne songe donc aujourd'hui à discuter les 28 milliards de francs (prix 1988) que représente le développement du nouveau lanceur européen et dont l'essentiel (44,7 %) est financé par la France. Dans ces conditions, on comprend mieux l'empressement que le premier ministre, M. Michel Rocard, a mis à inaugurer le nouveau site d'intégration d'Ariane-5 et le futur port sur la Seine d'où partira, huit fois par an, l'étape principale de cette future fusée dont le premier vol est toujours prévu pour 1995.

Trompettes donc pour Ariane-5, pour laquelle le premier ministre éprouve « une profonde et vraie admiration ». Mais doute pour les



deux autres programmes phares de l'Europe spatiale, navette Hermès et station habitée Columbus, dont le coût (70 milliards de francs) paraît donner quelques soucis au gardien du budget 1992 qu'est M. Rocard.

La solidarité gouvernementale étant la règle, tout le monde va aujourd'hui d'un même pas et se déclare prêt à tenir, début juillet, une conférence spatiale européenne

au niveau des ministres pour décider notamment de l'avenir d'Hermès et de Columbus (le Monde du 24 avril). Mais tout est dans la nuance. Et M. Rocard ne s'est pas privé de rappeler que les décisions sur ces deux points ne seraient pas « faciles ».

« Les sommes en jeu, a-t-il dit, sont considérables et le ralentissement de la croissance nous a retiré toutes nos marges de manœuvre (...). Des centres d'intérêt nouveaux apparaissent ou prennent une importance accrue dans le domaine spatial : environnement, étude du climat, observation de la Terre et conséquences de la guerre du Golfe sur l'importance des moyens spatiaux ».

« Nous devons donc mettre tous ces programmes en perspective, a conclu M. Rocard, en évaluant l'intérêt, les retombées scientifiques, technologiques, industrielles et commerciales, en mesurant avec précision les coûts. Il faut que les ministres européens (...) puissent se prononcer sur la base d'analyses sérieuses et détaillées, contradictoires au besoin. Cela prendra du temps, mais je crois que nous devons être prêts assez vite. »

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Financé par l'Agence spatiale européenne, l'Aérospatiale et l'Air liquide.

(2) À titre de comparaison, le « bidon » des fusées Ariane-4 ne mesure que 5 mètres de long pour 2,6 mètres de diamètre. Quant à celui des navettes américaines, il dépasse les 8 mètres et « flirte » avec les 45 mètres de long. Ce bidon est pratiquement de corps à Ariane-5 qui est flanquée de deux importantes fusées à poudre (boosters) pour aider les 720 tonnes de l'ensemble à décoller.

DÉFENSE

Avec une hausse de 45 % des sursitaires

L'armée de terre incorporera deux fois moins d'appelés que prévu en juin prochain

L'armée de terre française aura environ deux fois moins d'appelés que prévu pour l'incorporation de juin prochain, ce qui devrait désorganiser le fonctionnement des unités et accroître les contraintes des recrues sous les drapeaux. A l'origine de cette situation, une augmentation sensible du nombre des reports d'incorporation - qu'on appelait jadis les sursis - et le choix que font certains jeunes Français d'attendre la réduction à dix mois de la durée du service militaire, promise pour 1992 par M. Mitterrand.

En 1990, à pareille époque, la direction centrale du service national, qui gère la ressource de la conscription, avait pu fournir quelque 27 000

recrues à l'armée de terre pour son incorporation de juin. Cette année, la fraction du contingent appelée dans quinze jours sera de quelque 14 000 hommes, quand les besoins de l'armée de terre sont du double. Pour les six premiers mois de 1991, cette même armée de terre enregistre un sous-effectif en appelés de l'ordre de 20 000, soit 11 % du total du contingent auquel elle a droit.

Ce déficit, qui est plus lourd que prévu, a plusieurs conséquences. D'abord, la direction centrale du service national est dans l'obligation de devoir appeler sous l'uniforme des Français dès l'âge de dix-huit ans quand la norme était de vingt ans précédemment. Ensuite, les formations de l'armée de terre doivent vivre, en quelque sorte, au ralenti - les compagnies se contentent de 100 hommes, au lieu des 120 à 150 habituels, et les sections fonctionnent avec 20 hommes à la

place de 30. La désorganisation qui s'ensuit est réelle dans la vie quotidienne des unités touchées par ce déficit en appelés.

Comment en est-on arrivé là ? L'incorporation de juin est traditionnellement difficile. Beaucoup de jeunes en âge de faire leur service s'apprennent à passer des examens - y compris dans la perspective de la session de septembre - et d'autres préfèrent penser aux longues vacances de l'été qui approchent avant de résoudre le problème de leur appel sous les drapeaux.

Mais, cette année, l'ampleur du phénomène est particulière au point qu'il faut rechercher des explications nouvelles, voire conjoncturelles, s'ajoutant aux raisons déjà énoncées.

Au total, on compte actuellement 1,3 million de jeunes en situation de report d'incorporation, contre 900 000 en 1990. Cette hausse de 45 % du nombre des « sursis » en un an est tout à fait exceptionnelle, mais elle a des causes.

La première est que l'ancien ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, en accord avec le gouvernement, a considérablement libéralisé les conditions dans lesquelles, désormais, un jeune Français peut obtenir un report d'incorporation. D'une manière générale, toutes les limites d'âge ont été repoussées d'un an. L'article L. 5 bis du code du service national permet, en effet, à quiconque, s'il justifie qu'il poursuit - et non qu'il achève, comme le précisait le texte précédent - des études, de bénéficier sur simple demande d'un « sursis » jusqu'à vingt-trois ans, et même entre vingt-quatre et vingt-cinq ans pour certains.

La seconde raison est l'annonce, par le chef de l'Etat, que la durée du service militaire sera ramenée de douze à dix mois en 1992. A l'époque, M. Chevènement avait modestement défendu cette idée : on sait aujourd'hui (le Monde du 23 avril) qu'il considère que « l'abandon de la conscription est inscrite dans la réduction de sa durée ». L'actuel ministre de la défense, M. Pierre Joxe, prépare un projet de loi, qui sera examiné à l'automne par le parlement, dans le sens indiqué par M. Mitterrand. Il est vraisemblable que de nombreuses recrues ont préféré retarder leur incorporation jusqu'à l'an prochain pour pouvoir bénéficier des avantages de la nouvelle loi.

Concrètement, cette explosion du nombre des « sursitaires » a un effet pernicieux. Elle contraint la direction centrale du service national à appeler sous les drapeaux des Français de dix-

huit ans - au lieu de vingt ans jusqu'à présent - puisque la seule façon de combler une partie du déficit en effectifs de l'armée de terre est d'incorporer d'office des recrues qui, pour divers motifs, n'ont pas demandé un report pour études.

Dans ces conditions, la plupart de ces jeunes incorporés à dix-huit ans relèvent du monde ouvrier ou agricole, dont les privilèges sociaux sont déjà moindres. Ce qui fait dire à des cadres d'active que les étudiants - au mépris de l'égalité de tous devant la loi - ont plus de chances que les autres Français d'échapper au service militaire : ainsi, on a pu observer que 78 % des titulaires d'un diplôme du second cycle de l'enseignement supérieur réussissent à passer outre aux obligations militaires, comme l'indiquait un rapport parlementaire de M. Guy-Michel Chauveau (député PS) en 1989.

JACQUES ISNARD

SPORTS

FOOTBALL : Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe

Rotterdam mobilise mille policiers pour la finale Barcelone-Manchester

Selon le « M. Sécurité » de la Fédération néerlandaise de football, la rencontre Manchester-Barcelone en finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe mercredi 15 mai est « une finale de rêve ». Elle n'en donne pas moins des cauchemars à Rotterdam, où l'« honneur » d'accueillir les supporters de la première équipe britannique à convoiter une coupe européenne depuis le drame du Heysel en 1985 n'est pas apprécié comme tel.

S'il n'avait tenu qu'aux milieux économiques de la ville portuaire, le match n'y aurait tout simplement pas eu lieu. Trois des principaux partis politiques représentés au conseil municipal auraient également préféré « débarrasser » du choc anglo-espagnol. Le maire de Rotterdam, M. Bram Peper (travilliste), est resté sourd à ces pressions. Toutefois, il a mobilisé un gros millier de policiers, dont la mission sera de tenir les supporters des deux camps éloignés les uns des autres comme du cœur de la ville. (Corresp.)

Paris - Singapour non-stop

Il est bon de savoir qu'UTA assure la liaison Paris - Singapour 3 fois par semaine, dont 2 en vol non-stop. et l'assure 4 fois en vol non-stop à partir du 29 août. Non-stop, n'importe quel habitué vous dira à quel point c'est appréciable. Finis les réveils en pleine nuit, finis les changements d'avion. Nos passagers bénéficient d'une nuit complète à bord. Ce n'est pas tout : avec l'arrivée au tout nouveau terminal Alitropolis Changi 2, vos voyages deviennent infiniment plus confortables.

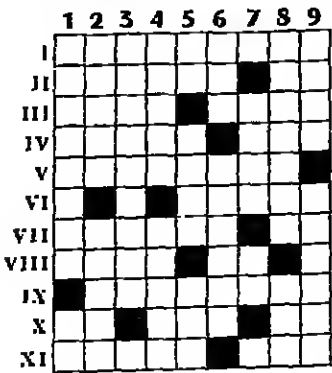
Et d'ailleurs ça se **UTA** GROUPE AIR FRANCE lit sur votre visage.

Aller très loin pour être plus proche de vous.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5519



HORIZONTALEMENT

I. Prend beaucoup sur lui. - II. Vend entre autres des tomates. Source de réflexion. - III. Expression ancienne. Qui n'a donc pas changé. - IV. Qui nécessite peut-être un éclaircissement. Gagne des batailles mais perd la guerre. - V. Nombreux sont ceux qui ont un balancier. - VI. Améliore le niveau. - VII. Fut l'ennemi des brigands. Préposition. - VIII. Un peu de noir pays. Fit des beaux jours. - IX. Sortir du liquide. - X. Note. Faisait fumer. Est souvent sur le papier. - XI. Pour répondre à un besoin. Est destiné à des gens qui ont l'habitude de frapper fort.

VERTICALEMENT

I. Travaille sur certains dossiers. Affaire à prendre en main. - 2. Fait du propre. Espèce de butor. - 3. Mena des gens en bateau. - 4. Taille que l'on n'y reviendra sans doute pas. Source de « nuages ». - 5. Article. Pousse à mordre. Nourriture animale. - 6. Preneur de son. Crée des ordres. - 7. Sont fort utiles mais ne font pourtant mettre à la porte. Interjection. - 8. Ne fait pas de restes. Nous réarve des heures chaudes. - 9. Parfois visible sous des ailes. Il nous fait souvent en passer par là.

Solution du problème n° 5518

Horizontalement

I. Souffrance. - II. Yttrium. - III. Laird. - IV. Lions. - V. Ornet. Esau. - VI. Go. Attise. - VII. Imita. - VIII. Serinent. - IX. Août. Jo. - X. Eminence. - XI. Set. Seint.

Verticalement

I. Syllabisme. - 2. Ota. Môme. Me. - 3. Utile. Irat. - 4. Irration. - 5. Lido. Ténues. - 6. Lu. Net. Etne. - 7. Ornement. Ci. - 8. As. Tien. - 9. Bègues. Ost.

GUY BROUTY

Cannes 91

de nos envoyés spéciaux

Folie de la guerre (*Hors la vie*), folie du corps (*Au lit avec Madonna*), folie nucléaire (*Rhapsodie en août*), autant de psychoses déclinées sur la Croisette. Le film de Marco Ferreri - *la Chair* - les ramasse toutes dans un éclat de rire. Mais, en décaissant le prix Rossellini à la Cinémathèque française, Bernardo Bertolucci a rendu un hommage sérieux au metteur en scène italien.

SÉLECTION OFFICIELLE

Beyrouth, à la folie

A travers la captivité d'un otage au Liban, un terrifiant portrait de la guerre civile

HORS LA VIE
de Maroun Bagdadi

Des cris. Du sang. La mort. Des ruines. Un verger, une maison. Le feu. Encore des morts. C'est le générique de *Hors la vie*, une manière de gifle qui met le regard en place. Plus jamais au cours du film de Maroun Bagdadi on ne se demandera ce qui a vraiment été tourné à Beyrouth ou reconstruit. On est à Beyrouth, dans l'enfer de la guerre civile.

Au milieu du cyclone, un jeune homme. Il s'appelle Perrault, comme le conteur. Lui a choisi de raconter la guerre en images, avec ses photos. Patrick Perrault, correspondant d'agence, en train de devenir cinglé à force d'enregistrer la folie qui l'entoure. A bout,

Patrick voile son ultime pellicule. Il va rentrer en France. Des mains l'agrippent, un sac sur la tête, jeté dans une voiture, bandé sur les yeux, attaché. Otage. Pourquoi lui? Il ne sait pas, ses gendres non plus.

Jusqu'ici, c'est terrifiant, effrayant, mais encore simple: inspiré du récit de Roger Auque, qui fut enlevé au Liban, le kidnapping d'un jeune homme sympathique (Hippolyte Girardot) par une bande de terroristes. Maroun Bagdadi ne se satisfait pas de cette simplicité. Son film, chronique de la captivité du photographe, sera la minutieuse mise à sac de toute forme de repère. Dans *Hors la vie*, les clés s'ouvrent pas les serrures, le bandage soulève ne permet de voir qu'un mur martyrisé, ce ne sont pas seulement les bâtiments qui sont en ruine. Puisque « libanisation » est devenu synonyme de chaos, c'est la libanisation de la conscience qu'il filme.

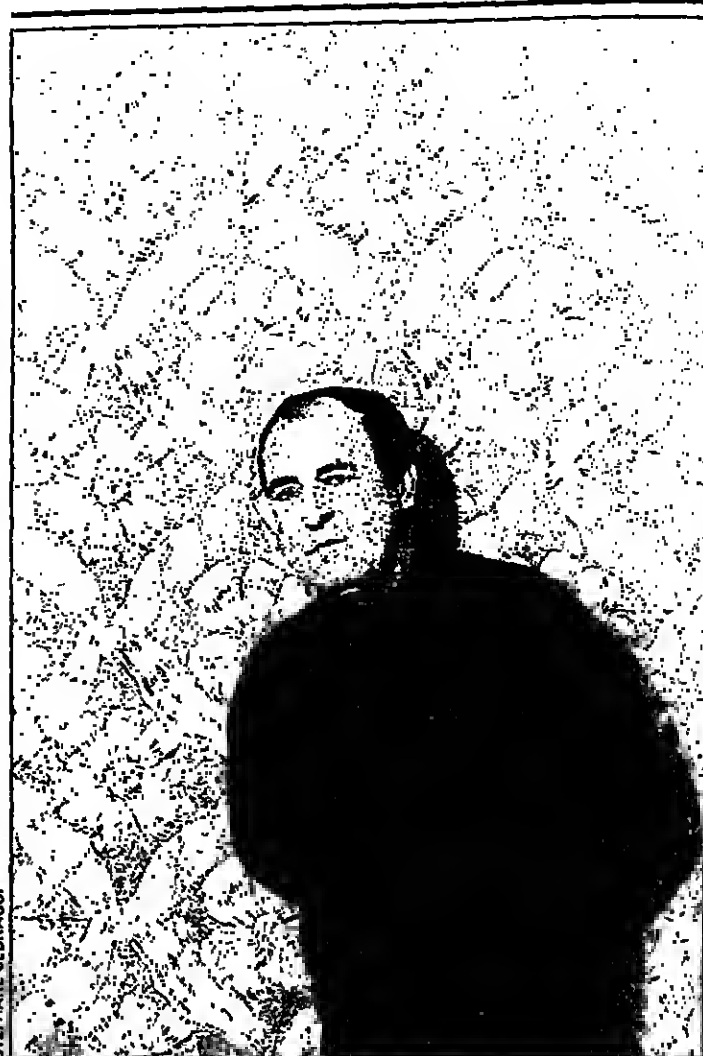
Battu puis soigné, baladé telle une statue, emmêlé, de papier adhésif comme une momie, infantilisé par la dépendance totale vis-à-vis de ses kidnappeurs, cherchant vainement la faille dans les murs qui l'enferment et dans l'hostilité ou l'indifférence de ceux qui le gardent, Patrick, avec ou sans bandeau sur le nez, avengle d'une fable racontée par un idiot et ne signifiant rien. Ceux d'en face non plus n'y comprennent pas grand-chose, braves types peumés, enfants guerriers-nés, comme on dit mort-oté. C'est l'obscurité du film de ne pas faire des kidnappeurs un ramassis de brutes - tout

a volé en éclats, le mal comme le bien. Le temps aussi a explosé. Personne, ni l'otage ni les ravisseurs, n'en maîtrise le durcissement. Instants de pure baine. Instants vides. Jusqu'à sa bouleversante conclusion, le film distille des fragments, scote une hypnose à laquelle on ne peut et, peut-être comme l'otage lui-même, on ne veut plus échapper.

Maroun Bagdadi, cinéaste français d'origine libanaise, avait consacré à son pays natal ses deux premiers films, *Les Petites guerres* (1982) et *L'Homme voilé* (1987), et sur une trame voisine de celle de *Hors la vie*, l'épisode de la série *Médées des hommes* en 1988, déjà pour le producteur Jacques Perrio. Autant d'esquisses avant cet implacable tracé d'un pentagramme qui enferme les personnages et captive les spectateurs, déjouant tous les pièges de la complaisance, du voyeurisme et du film à message.

Hippolyte Girardot est plus que le formidable comédien de cette tragédie moderne et sans âge: avec son visage, son corps, ses gestes et ses regards il incarne le délire d'une guerre sans nom, sans but, sans fin. Depuis le début du Festival, Caen et accueilli sur ses écrans ombre de fous: ille américain, psychiatre russe, écrivain viennois, contrôleurs allemands ou paumés français. C'est la folie-même qu'il accueille cette fois, en un constat terrible.

JEAN-MICHEL FRODON
Sortie nationale le 15 mai



Bernardo Bertolucci

Viva Rossellini

Le cinquième Prix Rossellini, fondé par le délégué général Gilles Jacob et Isabella Rossellini afin de distinguer une personne, une action, une idée, une institution qui lutte pour la vie (la survie?) du cinéma, a été décerné le 13 mai au cours d'un dîner au Carlton. Le prix est allé à la Cinémathèque française. Arrivé à Cannes, Bernardo Bertolucci, membre fondateur du prix avec Fellini, Olmi, les frères Taviani, Louis Malle, Agnès Varda, Jacques Rivette, a aimé se souvenir: « La première fois que je suis allé à la Cinémathèque à Paris, c'était pour un film de Rossellini. Henri Langlois avait fait sortir l'écran du cadre, disant: « avec lui on ne sait pas, les plans peuvent s'élargir en haut, en bas, à droite, à gauche. Au cinéma, souvent les plans sont des cages, avec Rossellini, la plupart du temps, ils sont libres ». Il se rappelle aussi comment il est devenu « un éditeur de l'auteur de Paola » avec le sentiment délicieux d'appartenir à une minorité culturelle, comment il a été jusqu'à mettre dans un de ses propres films *Prima della Rivoluzione* un personnage de cinéphilie qui délire en hurlant « Non si può vivere senza Rossellini! » (On ne peut pas vivre sans Rossellini).

Rossellini est, selon lui, le fondateur du cinéma moderne, celui qui expliquera plus tard tranquillement ce qu'aureit pu devenir la télévision, une grande université populaire, celui qui se foutait d'où venait l'argent pourvu qu'il puisse s'exercer son inextinguible besoin d'indépendance. « Pour moi, dit encore Bertolucci - qui s'opprime à « peut-être essayer de faire un grand film impossible », - son génie venait de la distance magique qu'il savait mettre entre sa caméra et les personnes ». La distance Rossellini. D. H.

Ceci est son corps

Suite de la première page

Paolo (Sergio Castellitto, qui n'a jamais été meilleur), divorcé, deux enfants, une ex-épouse hoonie qu'il appelle « la byène », et un vieux saint-bernard, Giovanni, dont il souffre beaucoup d'être séparé, régresse doucement dans une hypocondrie nourrie de bricoles trempées de lait. Pour gagner sa vie, il est pianiste de boîte de nuit. Là, il rencontre des amis, dont Philippe Léotard, assez mal en point, et Farid Chopel, très à l'aise, sur le point d'aller jouer quelque part le *Banquet de Platon*. Justement, à l'époque, Ferreri tournait le *Banquet* pour la télé. Léotard était Socrate. On peut imaginer que la *Chair* a été une bouffée d'air, une récréation volée à la télévision.

Une petite bouffée ironique

En tout cas, Paolo rencontre aussi dans la boîte un monument de féminité en mouvement, la très impressionnante Giovanna, tétons béton, le reste à l'avenant, belle à croquer (Petra Reinhardt, taillée aux mesures de son rôle). Et brave avec ça, un peu paumée, sortant d'une histoire avec un gourou qui ne lui a laissé qu'un jargon vaguement tantrique et un sari bleu. Paolo enlève Giovanna, la cloître dans une maison au bord de la plage. (Récurrentes les plages chez Ferreri, la plage de *Rêve de singe*, la plage de *Pépicoledone*, la plage de *Histoire de Piero*.)

Paolo et Giovanna vont rester là trois mois et cinq jours, « manger et baisser » tout le temps. Mais ce n'est plus la grande bouffe suicidaire et désespérée, c'est une petite bouffe ironique et distancée. Quoique Giovanna soit parfois bien gourmande, de deux coups de pouce sidérants à

la base du cou, la voilà qui bloque Paolo dans une érection monumentale, permanente, marmoreenne. Scènes vigoureuses mais jamais obscènes. Même la visite des enfants à leur père ainsi cloué, même le regard de la petite fille sur la couverture soulevée comme une voile par un mal de misère, est drôle, traitée avec une galité inusitée.

Manitas de Plata a beau s'égosiller à chanter *Bella Giovanna*, vient pourtant le moment où le temps se couvre. Paolo dit parfois de bizarres choses à sa Giovanna: « Si on te coupait en morceaux, les araignées recoudraient les morceaux ». Paolo, ne nous le dissimulons pas plus longtemps, n'a pas non plus tiqué son Edipe. Il parle souvent à la photo de sa mère punalisée sur le mur, et puis il y a cette histoire de première communion que son père - anarchiste - lui refusait. Cette histoire d'hostie que le prêtre a hésité à lui donner, à lui Paolo, qui ne voulait pas manger « un petit bout de Dieu mais Dieu tout entier ».

Le sexe étant devenu ce qu'il est, et Dieu prenant de plus en plus le relais, Ferreri pousse le jeu à son terme. Avec une légèreté nouvelle, une désinvolture comique qu'il n'aurait pas particulièrement su marquer. Des cigognes, messagères de migration, apparaissent, Giovanna veut s'en aller. Paolo ne veut pas qu'elle s'en aille. Il la tue assez gentiment pour la garder. La drappe dans son sari bleu. La place debout dans le réfrigérateur, et, faute d'avoir pu manger Dieu, mange la femme...

C'est une fable, on rit beaucoup. Le rire s'étrangle à peine à la première bouchée du *carpaccio* de bien-aimée...

DANIELÉ HEYMANN

Le maître de l'éclair

Un pamphlet contre la bombe et des images somptueuses

RHAPSODIE EN AOÛT
d'Akira Kurosawa

Elle court, l'ancêtre folle sous l'orage, et trébuchant dans la boue, apophytée, ses enfants et petits-enfants courent derrière elle. C'est la séquence finale du vingt-neuvième film d'Akira Kurosawa, une pure splendeur. Kurosawa, à peine moins âgé que son interprète (il a quatre-vingt-un ans, l'actrice - sublime - Sachiko Murase en a quatre-vingt-six) court encore à la pointe du cinéma.

Rhapsodie en août ressemble à Kane, sa vénérable héroïne. Maladroit au début avec son besoin d'explications laborieuses, le frère de Kane, dont elle se souvient à peine, est parti dans les années 30 s'établir à Hawaï. Il y a fait fortune et s'est marié à une Américaine dont il a eu un fils qui n'a plus grand-chose de japonais (Richard Gere!). Ses enfants à elle (les parents des quatre adolescents) viennent de se rendre pour la première fois chez ces « cousins américains », avec l'espoir d'en tirer profit.

Deux arbres morts enlacés

Comme la vieille dame, le film porte la trace brûlante et traumatisante du pikaro, l'éclair qui tue. Kane était à la campagne le 9 août 1945. Mais son mari était, lui, à Nagasaki, quand la seconde bombe atomique a explosé, à 11 h 02. Son souvenir hante la cour de l'école où il enseignait, tenant compagnie aux fantômes de ses élèves anéantis. C'est dans cette cour d'école aujourd'hui irradiée du seul soleil que les quatre petits-enfants de Kane vont se recueillir, dans la révélation d'un passé tragique auquel ils n'avaient jusqu'alors guère songé.

Comme le précédent film de Kurosawa, *Rives*, dont les messages pacifistes ou écologiques trop apparents paraissent par moments la somptuosité visuelle, la condamnation de la bombe et l'appel à une réconciliation sans annexion avec les Américains prend parfois des allures de prêche empressé - et, à propos d'annexion, le film reste très discret sur le militarisme japonais de l'époque.

Ce premier degré déclamatoire agace d'autant plus que Kurosawa demeure, à combi, capable de faire passer ses idées par de purs moyens cinématographiques. Deux arbres morts enlacés au milieu d'un parterre de fleurs rouges, deux vieilles femmes silencieuses, comme en prière sur le parvis d'une maison traditionnelle, une colonne de fourmis prenant d'assaut une rose... tout est dit, compris, senti. *Seisen*, le maître, règne toujours sur ses images.

Sa *Rhapsodie* ne se réduit d'ailleurs pas à ce thème principal, mais s'enrichit d'harmoniques étranges. Les allusions à la symbolique des noms propres intriquent les esprits occidentaux, mais le motif de l'œil - œil divin, œil d'un cyclone d'Armageddon, l'hymne panthéiste à la nature aux visages et aux postures sont autant de clés secrètes. Qui sait aujourd'hui filmer les nuages, les rides

châtelet
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Wolfgang Amadeus Mozart
Die Entführung aus dem Serail

Opéra en trois actes
Livret de Gottlieb Stephanie d'après Bretzner

Direction musicale : John Eliot Gardiner
Mise en scène : Luis Pasqual
Décors : Carlo Tommasi
Costumes : Franca Squarciapino

Luba Orgonasova, Cyndia Sieden,
Stanford Olsen, Uwe Peper, Cornelius Hauptmann,
Hans Peter Minetti

The English Baroque Soloists
The Monteverdi Choir

Nouvelle production
Coproductio Teatro Nacional de San Carlos de Lisbonne

23, 28, 31 mai et 2 juin 1991 20h
26 mai 1991 15h

Renseignements 42 33 00 00
Minitel 3615 Châtelet
Mairie de Paris

صلى الله عليه وسلم

صحنه من الاجل

Cannes 91

Ma-do-nna

Il n'y a pas eu de morts, c'est déjà ça. Et c'est fini, quel soulagement ! « L'événement » Madonna a été géré au mieux des intérêts de Mies Porte-jarretelles, qui a entouré d'elle un commando d'agents de sécurité, d'agents de célébrité redoutablement efficaces. Mele on a flirté avec l'indécence. Elle était arrivée à l'aéroport de Nice. Brune. A côté du cyclone au Bangladesh, l'information n'a pas tenu la route, mais presque. Pendant deux jours, ce fut un flot de non-images diffusées pour faire monter la tension. Elle était prisonnière de la suite princière à l'Hôtel du Cap. Sur le balcon, saisi au téléobjectif, on a pu voir un peravert vert « contre les paperezzis ». Pssionnant. Puis quelques secondes de son jogging matinal, cernée de gerdas du corps. Capital.

Le veille de la projection de son film, dîner intime au Palm Beach. Deux cents couverts. Des types en harnais et string de cuir avec des plumes à la brette. La logistique des invitations était éignée par un général Schwarzkopf des Relations publiques. Les « happy few » avaient reçu un carton sans indication de

date, d'heure, ni de lieu. Ils devaient se rendre à un bureau avec leur passeport pour retirer un badge. Puis, arrivés au Palm Beach après un dernier barrage, franchir le deuxième contrôle, montrer le badge plus le passeport.

Enfin, lundi, le grand jour. La liasse populaire à orchestrer. On laisse filtrer de touchantes anecdotes : deux petites Marseillaises étaient venues tout exprès lui apporter des roses, elles ne savaient où aller. Ce n'est plus Madonna, c'est Fatima. Le soir, il y a dix mille personnes sur le perron du Palais, il est tout de même tard, plus de 23 heures. Les photographes interdits, de clichés jusqu'à sont des centaines, une émeute en smoking à quelques secondes de l'essai mortel.

Le look geisha sobre

Un double cordon de gardes fait une heie d'honneur qui ressemble plutôt à un rempart anti-casseurs. Soudain une clameur : « Ma-do-mne ». Ruée, terribles mouvements ondulants de la foule, le montage des marches est un immense chaos. D'où la star émerge, impeccable,

rayonnante, petite vempresse nourrie aux vitamines de la gloire. Elle est brune, en effet, elle s'est fait la coiffure, le maquillage, le look geisha sobre.

L'entourage a tant meguouillé avec les cartons d'invitation - le service de presse du Festival au milieu de la journée ne disposait plus que de soixante-six cartons pour les trois mille journalistes venus du monde entier - que le salle était au quart vide. Au lit avec Madonna, d'Alek Kashishian, un « clipmen » de vingt-six ans, commence. Ce n'est pas mal du tout. 16 mm noir et blanc pour les scènes intimes, 35 mm couleur pour les concerts.

On voit l'ex-homme de sa vie, Warren Beatty, dire : « Elle ne supporte pas d'être hors champ. » On la voit porter se main à son pubis en chantant, et les autorités de Toronto vouloir la lui interdire. On le voit chanter sous la neige à Bruxelles et rendre une visite au cimetière, se coucher gracieusement sur le tombeau de sa mère. On la voit faire une prière avec ses danseuses avant d'entrer en scène. On voit une sacrée petite pro.

D. H.
► Au lit avec Madonna, d'Alek Kashishian, sortie nationale le 15 mai.

Colomb contre Colomb

Qui incarnera à l'écran Christophe Colomb pour le 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique ? Gérard Depardieu, qui défend les couleurs du film de Ridley Scott (*Le Monde* du 28 avril), est désormais en concurrence avec Timothy Dalton, qui vient d'accepter le rôle dans la production montée par Alexander et Ilya Salkind. Cette dernière serait écrite par Mario Puzo, l'auteur de *Le Parrain*, réalisée par George Cosmatos (*Rambo II*) et coûterait quelque 50

millions de dollars. Plus modeste, le projet de Ridley Scott se monte à 35 millions de dollars.

Les deux films doivent boucler leur financement à Cannes en trouvant des distributeurs dans tous les pays. Tâche particulièrement difficile car les investisseurs préféreraient de beaucoup voir l'un des Christophe Colomb s'effacer devant l'autre pour limiter les risques. Les partisans des deux projets se livrent donc sur la Croisette à une bataille de rumeurs

et de promotion pour se déstabiliser mutuellement. Les frères Salkind, grands spécialistes de la publicité aérienne au-dessus de Cannes, attendent cette fois un soutien venu de la mer. Quinto Centenario, la mission gouvernementale espagnole du 500^e anniversaire, envoie en effet dans le port de Cannes les répliques des trois caravelles de Christophe Colomb pour soutenir le projet de Timothy Dalton.

J.-F. L.

du 17 mai
au 8 juin
Location
42742050

41 bd du Temple
M^o République

TLP DEJAZET

Herman
van Veen



OPERA
DE PARIS
BASTILLE

24, 27, 29 MAI 1, 3, 5, 7, 10, 13, 15 JUIN 19H30

SAMSON ET DALILA

Camille Saint-Saëns

Direction musicale Myung-Whun Chung

Mise en scène
décors et costumes Pier-Luigi Pizzi

NOUVELLE PRODUCTION

ORCHESTRE ET CHŒURS DE L'OPERA DE PARIS

LOCATION : (1) 40 01 16 16

AGENCES AGRÉÉES : FNAC, VIRGIN, MINTEL 3615 THEA ET SUR PLACE
RENSEIGNEMENTS : (1) 43 43 96 96

Tarifs : de 40 à 520 F. Première (24 Mai) : de 100 à 850 F.

FR3 ET TÉLÉRAMA CONTINUENT LEUR CINÉMA

LES 8 ET 9 MAI, FR3 RASSEMBLAIT TOUS LES CINÉPHILES. ET TÉLÉRAMA, DANS SON NUMÉRO EXCEPTIONNEL, SALUAIT LA RELÈVE DU CINÉMA FRANÇAIS.

Cette semaine

Sur FR3, chaque jour, après Soir 3, Cannes en direct avec Henry Chapier. Le 16 mai, une soirée inoubliable avec « Les oiseaux » d'Alfred Hitchcock et « Le messager » de Joseph Losey. Et le 17 mai un 19-20 spécial en direct de Cannes.



LA TÈLE POUR DE VRAI



exceptionnellement en vente jusqu'au 22 mai son numéro du 7 mai « Cannes 91 » (15 F.) Et sort aujourd'hui son nouveau numéro consacré aux grands films de Cannes déjà visibles dans les salles.

Télérama

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS 51, av. d'Iéna 75116 Paris Jeudi 16 mai 20 h 45 (p.c. Valmaison)	BURMESTER PIANO J.-S. BACH Variations Goldberg
THEATRE CHAMPS-ÉLYSÉES Du mardi 21 au samedi 25 mai 20 h 30 (p.c. Valmaison)	MARK MORRIS Philippe HERREWEGHE L'ALLEGRO Il penseroso ed il moderato HAENDEL LA CHAPELLE ROYALE FREIBURGER BAROCKORCHESTER
AUDITORIUM CHATELET Mardi 21 mai 19 heures (p.c. Valmaison) Bibi	ZEHEMMAIR Violon EMANUEL AX Piano MOZART, BRAHMS SCHONBERG CHOPIN
OPERA DE PARIS BASTILLE Mardi 22 mai 20 h 30 PACES (p.c. Valmaison) Tél. 307 43-01-18-18 (p.c. Valmaison) O. S.	ORCHESTRE PHILHARMONIQUE Dir. : Marek JANOWSKI CHOSTAKOVITCH BRAHMS
OPERA DE PARIS BASTILLE Mardi 23 mai 20 h 30 (p.c. Valmaison) Tél. 307 43-01-18-18	LES MUSICIENS DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS ET LA MUSIQUE DE CHAMBRE MOZART, MARTINU
CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS Samedi 25 mai 20 h 30 (p.c. Valmaison)	ORCHESTRE du CONCERTGEBOUW D'AMSTERDAM Dir. : Riccardo CHAILLY Bruckner (5 Symphonies)
THEATRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 21 mai 20 h 30 Tél. 307 43-01-18-18 (p.c. Valmaison)	ORCHESTRE de Philadelphie Dir. : Riccardo MUTI HINDEMITH STRAUSS, BRAHMS

PIANO
Mardi 28 Mai 1991
MURRAY PERAHIA
MOZART • BRAHMS • CHOPIN • BEETHOVEN
6 et 14 Juin 1991
2 récitals
MAURIZIO POLLINI
BEETHOVEN • CHOPIN • BERG • STRAVINSKY
PLEYEL 45 61 06 30

CHŒUR ET ORCHESTRE COLONNE
Lundi 27 mai 1991 à 20h30
SALLE PLEYEL
PIERRE DERVAUX
VERDI REQUIEM
SYLVIE BRUNET
BEATRICE URIA-MONZON
BERNARD LOMBARDI
FRANCISCO VOUTSINOS
Rens. 42 33 72 89

Le Monde
est en vente
le soir même
à Cannes
pendant la durée
du Festival
9 - 20 MAI 1991

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
ARTS et SPECTACLES

ARTS

Dessins d'Espagne

Comment dessinaient Velazquez, Ribera, Murillo et leurs contemporains ?
Réponse en cent trente-sept exemples

LE DESSIN ESPAGNOL
au pavillon de Flore

A l'origine, une idée fautive : les peintres espagnols du Siècle d'or pratiquaient peu le dessin, où ils n'excellaient pas, à la différence des Flamands, des Italiens et des Français. Pour rétablir la vérité, le Louvre a conçu avec l'aide des musées espagnols une exposition de dessins madrilènes et sévillans. Il l'a voulue nombreuse et exhaustive, si bien qu'elle compte précisément cent trente-sept œuvres, ce qui n'est pas loin du pléthorique. Et sur ces cent trente-sept, cent dix ou cent vingt aux sujets religieux, esquisses pour des retables et des plafonds d'église, pieuses images de miracles et de martyrs.

Le saint fourmillement, la sainte pulchritude, le bienheureux abonde. Un frère chartroux échappe à un diable à museau de crocodile grâce à la

Vierge, saint Charles Borromée intercède en faveur des pestiférés et saint Herménégilde s'agenouille devant l'autel. Cette tyrannie du religieux ne surprend certes pas : on sait avec quel zèle, du roi aux moines et aux marguilliers, l'Espagne du seizième et du dix-septième siècle a couvert les murs de ses palais et de ses cellules d'images sacrées. Encouragée par le Contre-Réforme, soutenue par les exemples italiens et nordiques, la peinture espagnole s'est vouée à la célébration du catholicisme.

A cette spécialisation, si l'on ose dire, elle a gagné en ampleur et en habileté. Les dessins le montrent. Signés d'artistes fort peu connus pour certains, ils sont adroits, bien faits, très correctement exécutés, avec science, avec vigueur pour les meilleurs d'entre eux. Mais ils précèdent par gestes et attitudes stéréotypés. L'extase exige un corps à demi renversé, le stupeur la tête

tournée en arrière, l'émotion les genoux pliés et les bras en angle droit. Il faut que les robes des anges s'arrondissent en petits plis et que leurs cheveux bouillent sur le cou. Les martyrs sourient tranquillement à leurs bourreaux inévitablement féroces. De l'éloquence, de l'ambition, compositions et figures de Coello, de Miranda ou d'Herrera Barreto n'en manquent pas. Pour l'énergie et la singularité, c'est autre chose.

L'apothéose
de l'artifice

De Murillo, qui n'est assurément pas le moins ingénieux de la compagnie, une collection d'anges à la plume et au lavas porte à son apothéose l'artifice. Les instruments allégoriques sont à leur place, les symboles employés selon la norme et rien ne se passe, on ne voit que des mannequins de mode qui brandissent mollement la lance de la Passion et présentent d'un air languissant la couronne d'épines, la tunique et les dés. De la crucifixion ne subsiste qu'un défilé d'adolescents ennuyés. On en dirait autant de bien des « visions de la naissance mystique des saints jumeaux » et autre saint Sébastien soigné par sainte Irène. Ces croquis n'ont ni sentiment ni force. Ils préparent des images arrêtées et minutieuses, des illustrations des Évangiles où l'inspiration fait défaut.

Dans cette phalange d'artistes sacrés, le meilleur est sans doute l'un des premiers, Carducho, natif de Florence il est vrai, qui introduisit à Madrid autour de 1600 le goût des allégories à grand spectacle et effets de foule. Ses diables sont plus grotesques que ceux de ses contemporains, ses martyrs moins complaisants. Son *Expulsion des Morisques* a du mouvement, qui se souvient des leçons de Michel-Ange et des maniéristes.

Il n'empêche : la vue s'arrête plus volontiers sur les très rares feuilles, portraits et scènes de genre, qui s'efforcent de figurer l'époque sans accessoires répertoriés ni allusions théologiques. Quatre Velazquez font comme un trou dans l'accrochage. A la rhétorique du style ondoyant et fleuri, ils opposent leurs traits appuyés et nets et l'étrangeté des visages qu'ils fixent. La *Tête de jeune fille* trahit la crainte du modèle, qui cherche à se dérober au regard et baisse les yeux sans se douter qu'elle se livre d'autant plus qu'elle veut fuir son portraitiste. La *Cathédrale de Grenade* est un formidable paysage d'architecture, mais le seul de l'exposition.

Elle finit mieux qu'elle ne commence, par le vertu de Valdes Leal et de Ribera, l'un sévillan l'autre valencien, tous deux excessifs, violents, indifférents à la bienséance et superbement bébiles. Les *Acrobates sur une corde* de Ribera, égarés entre les tortures et les agaceries qui étaient ses sujets ordinaires, préfigurent Degas. C'est pour le moins inattendu.

PHILIPPE DAGEN

Pavillon de Flore, Musée du Louvre ; tél. : 40-20-51-51. Jusqu'au 22 juillet.

Van Gogh, Renoir
et l'éternité

Le propriétaire du *Portrait du docteur Gachet*, de Van Gogh, et du *Moulin de la Galette*, de Renoir, aurait la ferme intention de les emporter avec lui dans sa tombe. Selon le *Daily Telegraph*, les deux œuvres risquent donc de partir en fumée, la crémentation étant très répandue au Japon.

Ryoei Setto, soixante-quinze ans, s'était porté acquéreur de ces deux toiles en mai 1990 pour près de 1 milliard de francs. M. Jacques Sallois, directeur des Musées de France, s'est ému de l'affaire. « *Même les pharaons les plus pharaoniques avaient la souci des œuvres avec lesquelles ils se faisaient enterrer (...)* », a-t-il déclaré. Cela pose le problème du droit de l'humanité à la protection de son patrimoine.

Que M. Sallois se rassure. Réflexion faite, M. Ryoei Setto a renoncé à son projet. Il léguera ses tableaux à l'État japonais.

MUSIQUES

Un Don Juan chat de gouttière

La première mise en scène d'opéra de Matthias Langhoff. Méorable

DON GIOVANNI
au Grand Théâtre
de Genève

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Les atouts de ce *Don Giovanni* genevois ? Dans l'ordre : un décor monument, une mise en scène inspirée du cinéma, une direction d'acteurs à l'événement, de jeunes et bons chanteurs. Mais rien à signaler dans le fosse sous la baguette d'Armin Jordan. Faut-il forcément faire preuve dans Mozart d'une conception musicale originale ? Il l'eût fallu cette fois. Car Matthias Langhoff, Allemand explosif et baroque, n'a pas fait des infidélités au théâtre pour laisser l'opéra en état. Il a fait résonner le mythe d'échos concrets de notre siècle, remplaçant les traditionnels paysages par des prostituées dénuées et des punks inquiétants. Il a revêtu Don Juan en James Dean (1), en bombe sexuelle, avec perruque poudrée et lunettes de soleil. Il a laissé son imagination galoper sans quitter, à la lettre, le livre de De Ponte. Homme de théâtre, bonhomme du détail vrai, il a situé dans quelque ville italienne somptueuse et délabrée deux actes où tout s'emballe sur un rythme impitoyable, où l'on sait à chaque instant ce qui se passe exactement dans le corps et dans la tête des gens, deux actes violents, « physiques », triviaux parfois, oïstiques le plus souvent. Comme chez Peter Sellers, Mozart émerge brutalement des nébuleuses de la convention. Mais sans modernisation gratuite ni vides provocations.

Le monde
à l'envers

D'où la nostalgie, pour la fosse, d'un orchestre autrement vif et juvénile, partenaire idéal d'un plateau pétulant que le très sérieux Orchestre de la Suisse romande ne pouvait pas être et qu'on ne trouve même pas au disque, soyons franc. Beisser le rideau abruptement après la mort de Don Juan, c'était sacrifier la partition au théâtre. Soit. Mais c'était revenir également à des mœurs d'un autre âge : on ne se contentait pas, au dix-neuvième siècle, de couper au besoin la dernière scène de *Don Giovanni*, on la remplaçait par quelques mesures du *Requiem* ! Aujourd'hui, on grave sur le même enregistrement, comme viennent de le faire les Suédois de Drottningholm (2), la version pragoise originale et la variante viennoise de 1788.

Meis revenons au décor mobile, magnifique, de Jean-Marc Stéhlé. C'est un pont de 35 mètres qui défile à vue selon les besoins de l'action. L'une des arêtes, formée d'une grille, abrite au premier tableau la demeure de Donna Anna (Don Juan s'enfuit après le viol sur une échelle de fer, pour suivi par le Commandeur qui s'emparait de la grille comme sur un croc de bouclier). Chassement de plan : apparaissent au tableau suivant une buvette ambulante, un clochard sur un banc et, à l'étage au-dessus, sur le pont cette fois, la station d'autobus qui verra débarquer Elvire avec ses valises, puis la noce des petits-bourgeois Zerline et Masetto.

Nouveau travelling : Elvire, accompagnée d'une infirmière hystérique, emménage au second acte dans un hôtel borgne. C'est l'heure des quiproquos. Nous voici tout au

bout du pont. Avant que la scène recule et que tout bascule : Don Juan pique-nique à la belle étoile en attendant le châtimement ; scintillant comme un flipper, le Commandeur s'est changé en automate manchot ; Leporello plonge jusqu'à la taille dans le trou du souffleur. C'est le monde à l'envers. C'est l'enfer.

Les deux niveaux superposés du décor donnent aux tableaux les plus compliqués - la scène du bal en particulier - cohérence et fluidité (l'apparition magiquement suspendue des masques puis leur réapparition réaliste au milieu des danseurs sont construites beaucoup plus solidement que dans le film de Losey, comme un montage de cinéma). Mais la trouvaille, c'est le pont, évidemment : mariage du pavé et de l'eau, lieu où l'on passe et où l'on se cache, symbole du mélange des classes, le pont est un décor naturel pour le séducteur aux semelles de vent.

Il n'y a plus de grande voix pour Don Giovanni. Mais il y a le beau Thomas Hampson, qui, s'il n'a pas la puissance des grands anciens, dépasse de très loin un Samuel Ramey, un Thomas Allen, un Ruggero Raimondi en présence, en intelligence, en trouvailles décoratives (vocales ou gestuelles : chez le jeune Américain, ça marche ensemble). Américain encore, Nancy Gustafson est une Elvire vocalement très satisfaisante, une passionaria lumineuse, élégante lors même qu'elle se saoule au mauvais vin rouge pour supporter l'air du catalogue - remplacé par un album de photos pornos, Américaine toujours, Marilyn Mims incarne pour la première fois une Donna Anna de soap opera, bourgeoise friquée traînant avec quelque vulgarité un petit chien frissonnant et un fiancé glacé (John Aler, Ottavio de grand style).

Un Leporello jamaïcain (Willard White), une Zerline britannique (Della Jones), un Commandeur danois (Carsten Høbe Stæbel) complètent très convenablement une distribution sans stars ni caïques : comme les aime Hugues Gall. Le patron du Grand Théâtre de Genève a même deviné en François Harismendy (jeune Bordelais oûgure découvert par Malgoire à Tourcoing) le Mascito français qu'on n'osait espérer.

ANNE REY

(1) La référence à l'acteur américain était à l'origine explicitée par la présence en scène d'une Cadillac mue silencieusement par un moteur électrique et pesant près de 2 tonnes. L'engin a basculé lors de la pré-général, blessant un technicien. Restent le costume de chauffeur de maître de Leporello et le générique initial.

(2) Direction Arnold Oestman : 3 CD Oiseau-Lyre.

Prochaines représentations les 16 et 18 mai, 20 heures. Tél. : 19/41-22-21-23-18.

GALERIE JACQUELINE
FELMAN - BASTILLE
expose
PIERRE NIVOLLET
Peintures et sculptures
Du 14 mai au 21 juin 1991
Nouveaux espaces d'exposition
Nouveaux artistes
Nouveaux publics
Nouveaux contacts
Nouveaux échanges

Princesses
de Fatima Gallaire
Mise en scène de Jean-Pierre Vincent
14 mai - 16 juin
Tél. 47 21 18 81 - 5 Fnac - Biffetel

ORCHESTRE DE PARIS

SEMYON BYCHKOV DIRECTEUR MUSICAL

SAISON 1991/1992

BROCHURE DISPONIBLE SALLE PLEYEL
252, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ 75008 PARIS
OU AU 45 63 07 96

صلى الله عليه وسلم

صحن من الاجل

MUSIQUES

Un Don Juan chat de

MIN GIOVANNI

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

77 46 12

CULTURE

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

HUSSONNET vend de la communica-
tion ; Regimbart enseigne obscuré-
ment. Tous deux régnaient sur la
Sorbonne occupée, en mai 1968. Ils ne sont
d'accord sur rien, mais ils déjeunent réguliè-
rement pour s'en assurer.

- Tu t'es vu ? glapit Hussonnet.
- Ça t'est-ce que j'ai ? s'inquiète Regimbart.
Regimbart se retourne vers la glace contre
laquelle il était assis, et cherche sur son
visage ce qui pouvait justifier la question nar-
quoise d'Hussonnet.

- Rien, re-glapis Hussonnet, en attendant
son saumon à l'eneth. Si tu ne vois rien, c'est
tant mieux pour toi !

Hussonnet était coutumier de telles agres-
sions minuscules. Son métier de communicant
avait développé chez lui un petit sadisme por-
tatif, déjà présent dans ses provocations gau-
chistes. Il excellait à déstabiliser l'interlocuteur
avec des remarques inattendues, qu'il se ren-
gaine ses piques au premier sens.

Et Regimbart, comme son nom ne l'indiquait
pas, dormait dans la pique. Il ne trouvait que
tard dans la soirée la réplique qui l'eût sauvé
sur le moment et l'eût dispensé de se voir
tout l'après-midi en « dernière des mardes »,
victime de son bas salaire, etc.

- Cette fois, je ne te lâcherai pas, s'énerve
Regimbart. Qu'est-ce que j'ai qui ne va pas ?

- Ça n'a aucune importance, répète Hus-
sonnet. Passons. Il y a tellement plus grave :
les Kurdes, la Bangueladeh, le feim en Ethio-
pie...

- Pas drôle ! bouda Regimbart.

Hussonnet avait cet autre don d'interdire
toute futilité aux gens plus altruistes que lui,
au nom des drames dont ceux-ci ne man-
quaient pas de se désoler.

Le déjeuner avait mal commencé, par de
vaines violences maquillées en compliments.
Hussonnet s'était émerveillé que se maintint
chez Regimbart la passion de transmettre du
savoir. Il se souvenait d'avoir vu pleurer un
prof des années 50, ce qui s'appelle : pleurer,
parce qu'un cancer stupide, bouffeur de
gommes et gribouilleur de femmes à poil,
refusait d'apprendre sept fois huh.

- Vous pleurez encore pour ces choses ?
avait demandé perfidement Hussonnet.

- Sinon, on deviendrait margoulin comme
toi, avait répondu Regimbart, conscient que
l'indignation ne l'aidait pas à rendre les coups.

Rinçages

- Encore faudrait-il savoir être margoulin !,
observa Hussonnet. Si le mot e encore un
sens !

Une discussion avait suivi, usée à la corde
comme une bisbille de vieux époux, sur la
manière dont la gauche, en se ralliant au profit
et à la gauche, s'était privée des préjugés anti-
franc qui conféraient du clinquant chaleureux à
ses discours d'avant l'exercice du pouvoir.

- Qu'est-ce que j'ai donc ? inéte Regim-
bart.

Hussonnet eut le front de se donner le beau
rôle. Il allait dire à Regimbart ce qu'il « avait ».

- Tu t'es laissé rouler par ton coiffeur, dit
Hussonnet. Si tu t'imagines que « ça » ne se
voit pas !

Regimbart rougit. Il devait l'avouer : ses
cheveux gris s'affligeaient (plus que sa femme,
à qui ce signe d'âge était égal). Moyennant un
quart d'heure de « rinçage », et le prix d'une
leçon particulière, son coiffeur lui avait certifié
qu'il retrouverait l'album soutenu de ses
trante ans, ni vu ni connu.

Hussonnet enfouit le clou.

- Tu es raison, dit-il. C'est un fait de
société : acteurs et leaders médiatisés se font
tous décolorer. Pourquoi pas toi ou moi !

Hussonnet énuméra les comédiens,
hommes d'Etat, ministres, délégués et
experts de tous poils dont les cheveux, d'une
émission télévisée à une autre, viraient du
blanc au violet, blond vénitien, roux teinture
d'iodé, noir corbeau. Pattes et sourcils
n'échappaient plus aux badigeons.

- C'est la sonate des spectres, dit Husson-
net. Encadrées de neuf, les rides jaunes des
visages accusent doublement leur âge. Et nos
poupées de cirque ne voient pas que nous
voyons, les pauvres ! Cet apprenti mine leur cré-
dibilité, leur dignité. Comment ajouter foi,
comment obéir, à un homme teint !

- Tu es raison, consentit Regimbart. Ma
femme m'a d'ailleurs dit la même chose. Mais
si je me laisse repousser en gris, c'est alors
que l'artifice se verra !

- Voilà bien la malice des vendeurs de cos-
métiques : vous êtes accrochés à vie !

Regimbart se promit, en secret, de se faire

couper en brosse, le temps de recouvrer un
naturel auquel il avait toujours tenu, et qu'il
avait bradé par étourderie. (Nulle part il ne se
sentait aussi lâche que sous un peignoir de
coiffeur.)

La conversation put repartir d'un pied moins
frivole : le dernier Le Giez, le règne des Sult-
zer et des Topic, la Sécurité sociale, les
retriches... La routine !

Quand vint le moment de sortir les agendas
pour fixer la prochaine rencontre, Regimbart
sentit son esprit d'escalier devancer les délais
habituels. A défaut de devenir gagnant-tueur,
comme le lui conseillait l'idéologie nouvelle,
ne pouvait-il pas prendre, sur-le-champ, une
revanche sur son ami, si effrontément bien
dans sa peau ?

Cette tignasse merron d'Inde d'Hussonnet,
qui lui barrait le front non sans une raideur
suspecte, dont la raie zigzagante évitait soi-
gneusement de laisser voir le cuir chevelu, et
qui rebiquait sur une nuque glabre, ne
serait-ce pas un poétique ? Cet autre « fait de
société » : Regimbart en avait constaté les
ravages chez les hommes publics, même éco-
logistes, comme chez d'humides chauves à
qui le choc redonnait visiblement du moral.

On était loin des grands problèmes de
l'heure. Mais ces tricheries vénielles venues
du tout-spectacle n'étaient-elles pas des
signes du temps, signes d'être notés et noté
devrait se souvenir l'histoire, comme des per-
ruches de Louis XIV et de Boileau ? Regimbart
réva soudain d'écrire une histoire des
« manies ». Il y décrirait leurs voisins de res-
taurant qui, telles la plupart des jeunes filles
des années 90, rajustaient leurs cheveux der-
rière l'oreille, d'une caresse de l'index, toutes
les vingt secondes environ...

- Tu ne t'es pas regardé... avec te mou-
noute !, lança Regimbart.

Hussonnet se pencha vers la glace du res-
taurant, et tenta d'effleurer la calotte de tar-
tane qui, avait-il cru jusque-là, lui éviterait à
jamais les injures de l'âge.

- Pourquoi ? Ça se voit ? s'affole-t-il, le
voix brisée.

Regimbart ne ferme pas l'oeil, le nuit sul-
vante. De honte.

43257032



DU 14 MAI
AU
16 JUIN

18 h 30

QUATRE
HEURES
À CHATILA

de JEAN GENET

mise en scène Alain Milionti
avec Clotilde Mollet

Coproduction :
Le Volcan • Odeon-Théâtre de l'Europe
Conseil régional de Haute-Normandie

ODEON

NUIT PARIS BEAUBOURG

80 lieux d'art contemporain

MERCREDI 15 MAI JUSQU'À MINUIT

tarif d'entrée : 40 52 02 02

LA MAISON DE LA POÉSIE



présente
Vendredi 24 mai 20 h 30

LIEDER
POUR
TRAKL

par
L'ENSEMBLE ERWARTUNG
ADDRNO • SCHREYER • EISLER
APOSTEL • WEBER
HINDEMITH • HENZE

L'AUDITORIUM
CHATELET
NOUVEAU FORUM DES HALLES
LOCATION
42.36.13.90



24 mai

Charlène
Couture

25 mai

Malavoi

49 80 18 88

1,54 F DU KM, ENTRETIEN COMPRIS :
VOICI LE DIESEL DE CEUX QUI PRATIQUENT
LA ROUTE AU QUOTIDIEN.



CITROËN XM diesel séduction. Désormais,
conquérir les kilomètres est un vrai plaisir. Avec la
cylindrée longue durée CITROËN, roulez pour
1,54 F du km pendant 30 mois et 75000 km entre-
tien inclus. LLD CITROËN 3300,05 F par mois.
135 : 265,93 F TTC plus option d'entretien
367,12 F TTC. Cette offre est valable sur les
CITROËN XM année modèle 91 immatriculées

avant le 30 juin 91 sous réserve d'acceptation du
dossier par Créditpar. Les loyers longue durée
CITROËN sont également possibles sur toute la
gamme de la CITROËN XM 2 litres à la CITROËN
XM V6 24 soupapes. CITROËN XM, découvrez
une nouvelle façon de pratiquer la route.

Relations clientèle 05.05.34.24 (appel gra-
tuit) ou 01.61.36.13.90.



CITROËN XM. LA ROUTE MAÎTRISÉE.

SPECTACLES

Programmes du mercredi 15 au mardi 21 mai

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

MERCREDI

Les Archives du film présentent : Totte et sa Chance (1928), d'Augusto Genès, 16 h ; Les Érudits de la FEMIS présentent : Tu, toi, moi (1990), de Catalina Villar : Au bord de l'eau (1990), d'Agnès Moreau : La Sœur de la sœur (1990), de Nathalie Maudru : Un souvenir de soleil (1990), de Lætitia Masson : Partition (1990), d'Agnès de Sacy, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI

Les 8 Boncontres art et cinéma de Dumortier : Capitole (1959), v.o. traduction simultanée, de Zoltan Huszark : Expédition pénitentiaire (1970), v.o. traduction simultanée, de Ozerio Maggari : Saint-Sylvester (1974), v.o. traduction simultanée : Quatre bagatelles (1975), v.o. traduction simultanée : Mouvements pendulaires relatifs (1975), v.o. traduction simultanée, de Dora Maurer : Moszkop Analiz (1977), de Peter Timmer, 18 h ; Crépuscule (1990), v.o. s.l.f., de Georgy Fakh, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (47-78-37-29)

MERCREDI

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : Tachkent, ville du palm (1988), v.o. traduction simultanée, de Choukrat Abbassov, 14 h 30 ; Un petit poisson amoureux (1989), v.o. traduction simultanée, d'Abas Karimov, 17 h 30 ; La Corneille (1987, v.o.), de Saparov Molanazarov : La Vallée des ancêtres (1989), v.o. s.l.f., de Kadirjan Kadirjanov, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

MERCREDI

Paris en quatuor : Jeune Public : Paris go... (1972) de A. Basnier, E. Chourquillat et D. Lévy, Traña (1971) de Jacques Tati, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Éclair Journal, 16 h 30 ; Séquences : Actualités Gaumont, le Petit Vieux des Batignolles (1970) de Jean-Pierre Marchand, 18 h 30 ; Jeunes : Antoine et Colette (1952) de François Truffaut, L'Esprit (1984) de Serge La Perron, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.o.) (A., v.o.)

Cincoch, 8 (45-33-10-82). AKIRA (Jap., v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40). ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; Action Ecologie, 5 (43-26-72-07) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gendarme, 20 (45-38-10-35).

AN ANGEL AT MY TABLE (Jap.-français, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-86) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-82-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-88-52).

ARACHNOPHOBIE (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).

LES ANACRÉONTES (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cincoch, 8 (45-33-10-82). AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucania, 6 (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47). LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-28-84-65). BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48).

BUSINESS DÉLICE (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48). LE CERCLE DES POÈTES DIPLOMATES (A., v.o.) : Cincoch, 8 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-55).

CLASSACON (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

UGC Maillet, 17 (40-88-00-18) ; v.l. :

Rex, 2 (42-36-83-93) ; Rex le Grand Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DELICATESSSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Max Linder Parnasse, 8 (45-24-98-88) ; Paramount Opéra, 9 (45-42-58-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). DO THE RIGHT THING (A., v.o.) :

Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09). LES DOORS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; v.l. : Pathé Française, 6 (47-20-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-05) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

LES FILMS NOUVEAUX

DARKSIDE. (1) Film américain de John Harrison, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-62-16-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE. Film franco-polonais de Krzysztof Kieslowski, v.o. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Germain-des-Près, 3 (42-22-72-80) ; Saint-André-Arte II, 6 (43-26-80-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-80) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.l. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

GÉNÉRATION OXYGÈNE. Film français de Georges Trillat : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-82-41-48). HORS LA VIE. Film franco-italien de Marcel Marouin : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-33-88) ; Pathé Française, 6 (47-20-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-05) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; v.l. : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31).

JACQUOT DE NANTES. Film français d'Agnès Varda : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-André-Arte II, 6 (43-26-80-80) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-88-00-18) ; v.l. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43).

LE PORTEUR DE SERVIETTE. Film italo-français de Daniela Luchetti, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; v.l. : Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01).

RHAPSODIE EN AOUT. Film japonais d'Akira Kurosawa, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Le Pegode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-74-93-40) ; UGC Maillet, 17 (40-88-00-18).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.l. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52). MERCI LA VIE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LA FIEVRE D'AIMER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; v.l. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-05) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-84-65). LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucania, 6 (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.) : Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-55).

GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00). GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47). HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-68-00) ; Elyées Lincoln, 6 (43-59-36-14).

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.l.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ;

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Grand Pavois, 15 (45-54-48-55) ;

Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).

L'HOMME IMAGINÉ (Fr., v.o.) : Les

Trois Luxembourgs, 6 (47-70-33-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

HOT SPOT (v.o.) : Épis de

Bois, 5 (43-37-57-47).

HOUSE PARTY (A., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; Épis de

Bois, 5 (43-37-57-47) ; v.l. : Para-

mount Opéra, 9 (47-42-58-31).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE

L'ÈRE (A., v.o.) : Cincoch, 8 (46-33-10-82).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-

des-Arts II, 6 (43-26-80-80) ; Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) :

Cincoch, 8 (46-33-10-82) ; Grand

Pavois, 15 (45-54-48-55).

LUNG TA (Fr., v.o.) : Épis de Bois, 5

(43-37-57-47).

MADAME BOVARY (Fr.) : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; 14 Juil-

let Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC

Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Para-

mount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; 14

Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Maillet, 17 (40-88-00-18) ;

La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

LA LISTE NOIRE - A PARTIR DU

17 MAI. Film américain d'Irwin Win-

kler, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC

Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Para-

mount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; 14

Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Maillet, 17 (40-88-00-18) ; v.l. : UGC

Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Para-

mount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Les

Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC

Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;

Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ;

Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC

Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé

Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Saint-Lazare-

Pasquier, 8 (43-87-35-43).

LE PORTEUR DE SERVIETTE. Film

italo-français de Daniela Luchetti, v.o. :

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; UGC

Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rondo, 6

(45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8

(43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40)

; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; v.l. : Pathé

Wepler II, 18 (45-22-46-01).

RHAPSODIE EN AOUT. Film

japonais d'Akira Kurosawa, v.o. :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Le

Pegode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé

Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;

Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

Bienvenue Montparnasse, 15 (45-74-93-40) ;

UGC Maillet, 17 (40-88-00-18).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) :

George V, 8 (45-82-41-48) ; Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.l. :

Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

MERCI LA VIE (Fr.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ;

Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ;

Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LA FIEVRE D'AIMER (A., v.o.) :

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ;

v.l. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ;

Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé

Montparnasse, 14 (43-20-12-05) ;

Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ;

La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Studio

des Ursulines, 5 (43-28-84-65).

LA FRACTURE DU MYOCARDE

(Fr.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47) ;

Lucania, 6 (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.) : Fauvette, 13 (47-07-55-88) ;

Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15

(45-54-48-55).

POUR SACHA (Fr.) : UGC Danton, 6

(42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6

(45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-

62-20-40) ; Pathé Française, 6 (47-70-33-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ;

La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

POUSSIERES DANS LE VENT

(Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-84-65).

PREDATOR 2 (v.o.) : Forum

Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC

Normandie, 8 (45-83-18-18) ; v.l. :

Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montpar-

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Lumières d'électrons

Formidable outil à sonder la matière, le synchrotron européen de Grenoble devrait avoir deux ans d'avance sur ses concurrents américain et japonais

CONCÉE entre le Drac et l'Isère, au bout de cette étroite bande de galets qui héberge les nombreux laboratoires du polygone scientifique de Grenoble, l'installation européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) déroule ses anneaux. Un premier, modeste, de quelques dizaines de mètres de diamètre, presque invisible, se dissimule sous des buttes de terre brune tandis que le second étale, tel un gigantesque savarin blanc, les 830 mètres de ses imposants bâtiments.

Objet d'une vive polémique, au début de l'été 1984, entre les villes de Grenoble et de Strasbourg qui toutes deux voulaient accueillir la nouvelle machine européenne, l'ESRF sort donc de terre. Discrètement. Sans fanfare, sûre d'être, pour les toutes prochaines années, la première et sans doute la meilleure des sources de rayonnement X qu'attendent impatiemment les physiciens, les biologistes, les métallurgistes ou les fabricants de composants électroniques.

Sur place, des centaines d'ouvriers mettent la dernière main au bâtiment principal tandis que de nombreux techniciens achèvent l'installation des deux accélérateurs de particules — des électrons d'une énergie de 6 GeV — et du grand anneau de 250 mètres de diamètre (1) qui permettra de les stocker pendant plusieurs heures, croisant tranquillement à une vitesse proche de celle de la lumière (environ 300 000 kilomètres par seconde).

De mystérieuses boîtes de métal

Dans les longs couloirs de béton qui abritent ces accélérateurs se succèdent de mystérieuses boîtes de métal. Des « wigglers » et des « onduleurs » de couleur bleue et rouge, sortes de dispositifs magnétiques permettant de façonner la trajectoire des électrons pour qu'ils restent dans le tube « plein de vide » de quelques centimètres de diamètre qui leur sert d'anneau de stockage et... de prison. Les travaux vont bon train et sont même si bien engagés que les responsables du projet peuvent aujourd'hui affirmer qu'ils ont six mois d'avance sur le calendrier.

De fait, l'accélérateur linéaire qui produit les électrons devrait commencer ses essais en juin de cette année alors qu'on pensait les effectuer en janvier 1992. L'accélérateur circulaire qui lui succède devrait tourner à la fin de cette année (neuf mois d'avance) et l'anneau de stockage en décembre 1992 au lieu de juillet 1993. Prudents, les promoteurs de l'ESRF se refusent toutefois à avancer la date de mise en service de la machine, qui reste donc fixée à la mi-94.

Sait-on jamais ? Les technologies utilisées sont si jeunes, si capricieuses, si tellement innovantes ! Il n'est donc pas question de brûler les étapes ou de s'offrir un bien éphémère succès de victoire, mais simplement d'assurer la mise en ser-

vice de l'installation dans les meilleures conditions pour bénéficier pleinement de l'avance qu'aura l'ESRF sur ses futurs concurrents américain et japonais.

Une avance comptée lorsque l'on sait que la machine de 7 GeV des Américains, l'APS (Advanced Photon Source), qui doit être construite au Laboratoire national d'Argonne, non loin de Chicago, n'entrera au mieux en service qu'en 1996 et que celle de 8 GeV des Japonais, le SP-8 (Spring-8), dont l'installation est prévue près de Kobé, ne délivrera ses premiers faisceaux qu'en 1998.

Un vrai casse-tête pour les physiciens, qui savent que des vibrations parasites provoquant un mouvement de seulement un dixième de micron entraîneraient un déplacement inacceptable du faisceau de 100 microns. A la veille des premiers essais d'injection de particules dans certaines parties de la machine, on comprend donc mieux la relative satisfaction du direc-

teur général de l'ESRF, M. Ruprecht Haensel. En effet, ses équipes ont jusqu'ici triomphé d'obstacles difficiles tout en respectant les coûts et les délais qui leur étaient imposés. De fait, la construction de la machine a tenu son devis à 1 % près, et seules les dépenses consacrées aux bâtiments ont « mangé » les 10 % d'autorisation de dépassement inscrits dans le budget initial.

Si rien ne vient contrarier la construction des lignes de lumière de la machine, ces dispositifs le long des-

quels se propage le rayonnement synchrotron destiné aux utilisateurs, l'ESRF ne dépassera pas les 2 200 millions de francs (alors compris) qui lui étaient alloués pour la période 1988-1994 (2). Dans ce cas, les premières expériences pourraient commencer à la mi-94. Ce qui permettrait à la communauté scientifique européenne de défricher et de moissonner dans des domaines de recherche qui, au mieux, ne s'ouvriraient à ses concurrents américains et japonais que dans deux à quatre ans.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU



Les Européens pourraient cependant bénéficier d'un répit supplémentaire, car l'APS semble en butte à des difficultés budgétaires et le SP-8 à des problèmes de site, les Japonais ne sachant pas encore s'ils le construiront autour d'une colline qu'il faudra en partie niveler ou au sein d'une cité technologique totalement artificielle encore à créer.

Un faisceau de la taille d'un cheveu

Ces deux à quatre ans d'avance dont disposent les Européens ne sont pas de trop lorsque l'on voit les difficultés d'un tel projet. Difficultés liées à la nature des technologies mises en œuvre. Mais difficultés aussi dues à la machine elle-même qui, bien qu'outil de laboratoire et de recherche, devra être « d'une fiabilité et d'une disponibilité totales pour les quelque soixante

stockage de 830 mètres de long est contrôlée au millième de millimètre près. La température des bâtiments, dont le volume occupe quelque 30 000 mètres cubes, ne varie pas, quant à elle, de plus de 2 degrés. Une performance nécessaire « lorsque l'on sait », explique Jean-Louis Laclaire, directeur du projet, qu'une augmentation de 1 degré sur une poutre de fer de 1 mètre entraîne un allongement de 10 millimètres de millimètres — ce qui serait catastrophique pour les centaines de mètres de structures métalliques qui composent la machine.

Reste enfin les vibrations parasites de toutes sortes qu'il e fallu éliminer, puis maîtriser pour garder au faisceau sa stabilité. Celles dues à la présence proche de l'autoroute Lyon-Grenoble et de la voie ferrée sur laquelle circule le TGV Paris-Grenoble; celles provoquées par les tirs de mines des carrières situées à quelques kilomètres de

(1) Un premier accélérateur linéaire de petite taille permet de fabriquer des paquets d'électrons qui sont ensuite injectés dans un accélérateur circulaire destiné à leur fournir l'énergie — jusqu'à 6 GeV — nécessaire aux expériences des utilisateurs. Ces paquets sont progressivement injectés dans le grand anneau de stockage où environ 3 500 d'entre eux vont tourner pratiquement sans arrêt (une dizaine d'heures pour les électrons positifs ou positrons) avant d'être utilisés.

(2) Il s'agit d'un prix exprimé en francs 1987, pour une machine à rayonnement synchrotron équipée de 7 lignes de lumière. Le financement de cette machine est assuré par : la France (34 %), l'Allemagne (24 %), l'Italie (14,5 %), la Grande-Bretagne (12,5 %), l'Espagne (4 %), la Suisse (4 %), le syndicat des pays nordiques (4 %), la Belgique (3 %). De nouvelles lignes de lumière — de 21 à 23 — seront installées entre 1994 et 1998. Il en coûtera alors 1 385 millions de francs supplémentaires. Mais le potentiel de l'ESRF est bien supérieur puisque il est possible de porter, si nécessaire, le nombre de lignes à 60.

Un scalpel pour la matière

Source de lumière exceptionnelle, le rayonnement synchrotron fut longtemps considéré par les physiciens comme un phénomène gênant des accélérateurs de particules. Les électrons, lorsqu'ils sont fortement accélérés le long d'une trajectoire circulaire, perdent une partie de leur énergie et émettent tangentielle à celle-ci un rayonnement, appelé synchrotron, fait de particules de lumière (photons) d'une grande énergie.

Mis à profit et amplifié, ce phénomène permet en fait, en jouant sur l'énergie des électrons, d'obtenir des sources de lumière allant de l'ultraviolet aux rayons X. Sources qui sont d'autant plus recherchées que les faisceaux de lumière produits sont très brillants (des milliers de fois plus que les sources existant dans le domaine des X), très directionnels et extrêmement bien focalisés.

Foisonnement d'idées

Pour toutes ces raisons, le rayonnement synchrotron offre donc à la communauté scientifique un moyen d'investigation de la matière inégalé, dans des domaines de recherche allant de la physique à la biologie en passant par la chimie, la métallurgie, l'électronique ou même l'astronomie. Car si la lumière ordinaire joue un rôle majeur dans notre perception des propriétés macroscopiques des choses, la lumière X du rayonnement synchrotron permet, par diffraction, cristallographie ou spectroscopie, d'étudier leurs microstructures au niveau atomique ou moléculaire dans d'excellentes conditions.

S'ouvrant alors pour les chercheurs des possibilités inégalées de déterminer la structure de molécules biologiques (protéines, virus), les microdépôts dans les solides (métaux, alliages, semi-conducteurs); d'étudier l'ordonnement de matériaux amorphes (verres) ou mal cristall-

sés (cristaux liquides, polymères); de comprendre les phénomènes de catalyse, où les arrangements d'atomes et de molécules dans la matière varient rapidement dans le temps; de « radiographier » des domaines de recherche qui, au mieux, ne s'ouvriraient à ses concurrents américains et japonais que dans deux à quatre ans.

Au point que certains n'hésitent pas à dire qu'avec le rayonnement synchrotron produit par l'ESRF, « machine d'énergie idéale » selon M. Ruprecht Haensel, « les chercheurs passeront d'une époque où ils étudiaient la matière avec un couteau de boucher à une autre où ils disposent d'un scalpel de chirurgien ».

L'image est sans doute un peu forte. Mais on constate que l'appétit des chercheurs pour cette toute nouvelle machine est aiguisé. Au point que cinq laboratoires européens (à quand les industriels ?), dont des Français (CEA-CNRS) et des Italiens, ont demandé s'il leur était possible de disposer de leurs propres lignes de lumière.

D'autres proposent que cette installation, essentiellement dédiée aux rayons X et, pour une moindre part, aux ultraviolets, soit améliorée avant même d'avoir prouvé ses qualités, en lui adjoignant un dispositif laser permettant de produire une source de rayons gamma extrêmement brillante. Une opportunité que beaucoup jugent prématurée. Mais il est clair que l'ESRF stimule les esprits. Il n'est que d'écouter M. Massimo Aherelli, directeur scientifique de l'ESRF, pour s'en convaincre. Comme Ruprecht Haensel, ce n'est pas le manque de propositions d'expériences qu'il craint, mais plutôt leur trop grand nombre.

J.-F. A.

Capucins aux ordres

Une expérience, lancée en Bretagne, vise à former des petits singes pour les personnes gravement handicapées

« **U**N coup de cœur ! » L'idée d'élever un petit singe destiné à une personne gravement handicapée a tout de suite séduit M. Denise Orhan. Aujourd'hui, Cozig, cinq mois, 25 centimètres, à peine 1 kilo, est le cinquième enfant de la famille. Très turbulent. Dès que sa maîtresse s'assoit, il saute de meuble en meuble, entraîne ce qu'il trouve à sa portée, se jette sur les visiteurs et les laboure gentiment de ses petites mains. Dès qu'elle se lève, il se niche sur son dos et reste sagement accroché en suivant d'un œil curieux les occupations de sa « mère adoptive ».

Car c'est un véritable « transfert d'affectivité » que Cozig a dû effectuer quand il a quitté, à cinq semaines, sa vraie mère. Après deux mois et demi dans sa famille d'accueil, il a réussi son intégration et fait des progrès considérables. Depuis peu, il essaie de saisir lui-même la cuillère qu'on porte à sa bouche. Pourtant, l'élevage d'un singe capucin n'est pas une sinécure. Chaque jour, sa maîtresse doit lui

donner un bain, changer ses couches — l'éducation à la propreté viendra plus tard, — le faire manger et surtout lui apprendre à être obéissant. Il faudra environ trois ans avant de « socialiser » le petit animal.

Léger (5 à 7 kilos à l'âge adulte), petit (60 cm), adroit de ses mains, d'une espérance de vie honorable (une trentaine d'années), le singe capucin — ou sapajou — s'est imposé comme l'animal le plus apte à faciliter le vie quotidien de personnes totalement dépourvues de l'usage de leurs membres comme les tétraplégiques. Depuis novembre 1989, le docteur Michel Busnel et M. Hervé Prud'homme, du centre mutualiste de rééducation et de réadaptation fonctionnelles de Kerpape (1), à Ploumery (Morbihan), ont placé six singes dans six familles bénévoles de Bretagne dûment sélectionnées suivant les conseils de la société protectrice des animaux de Lorient. Nés en captivité à l'université de Namur (Belgique), les capucins y retourneront après leurs séjours en famille d'accueil pour y subir un dressage de six à douze mois. Ce n'est qu'ensuite qu'ils seront attribués, mais en

aucun cas vendus, à une personne tétraplégique.

Au terme de son apprentissage, le petit animal pourra effectuer certaines gestes de la vie courante, ouvrir ou fermer une porte, apporter un livre sur le lutrin, tourner ses pages, aller chercher un objet désigné par un rayon laser, etc. Il pourra ramasser le « bâton buccal », seul moyen d'action volontaire du tétraplégique qui lui permet de composer un numéro de téléphone, d'appuyer sur un interrupteur ou une télécommande.

La méthode américaine

Hervé, vingt-cinq ans, ancien jockey, est devenu tétraplégique à la suite d'une chute de cheval. Il devrait être le premier à bénéficier d'un animal. « Avec un petit singe, je vais pouvoir débambuler partout dans la maison, explique-t-il. Il me permettra de limiter mes demandes à une tierce personne. Je serai plus autonome. Et puis, sa compagnie est un « plus » par rapport à un appareil-

lage électrique, et cette présence compte énormément. » Actuellement, deux types d'aide, humaine et technique (contrôles techniques d'environnement, système robotisé d'aide), s'offrent aux tétraplégiques. Toutefois, l'allocation de tierce personne accordée par les services sociaux aux invalides à plus de 80 % ne leur permet de disposer que d'une aide de quatre heures au mieux. Le petit singe ne remplacera pas une personne mais pourra avoir un rôle de compagnie et d'aide dans les moments de solitude.

Pour lancer leur expérience d'aide humaine aux handicapés, ses promoteurs se sont inspirés du modèle américain lancé en 1977. Après des années de tâtonnement, M. Mary Joan Willard a développé, à Boston, une méthode de socialisation et de dressage du petit capucin.

MARTINE LARONCHE
Lire la suite page 18

(1) Etablissement de l'Union mutualiste du Morbihan.

DROITS

REVUE FRANÇAISE DE THEORIE JURIDIQUE
DIRECTEUR: Stéphane Rials.
SOUS-DIRECTEURS: Denis Alard, Olivier Beaud, Olivier Cayla.

13 biologie, personne et droit

labrusse-riou : survie de la personne
edelman : génétique et liberté
ferry : humanisme juridique
edelman / ferry : controverse
sériaux : savoir juridique
janicaud : droit de mourir
favoreu : justice constitutionnelle
bourg : sujet, personne, individu
callié : bioéthique et démocratie
lemennicier : propriété du corps humain
rials : délibération sans prudence
kelsen : norme et proposition

Publiée avec le concours du Centre National des Lettres.

pu

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Supplices sans gravité

Pour comprendre les effets de l'apesanteur, les astronautes en val disposeront bientôt d'un véritable laboratoire d'investigation

QUAND la Terre était plate, et la géographie chrétienne, les explorateurs en quête du lieu où « la Terre rejoint le Ciel » affrontaient les loups, les pillards et les épidémies. Quelques siècles plus tard, le prince Henri, le Navigateur, ouvrait à l'Europe la route des Indes. Partis du Portugal, ses marins venaient de doubler le mytique cap Bojador, en bravant la fureur, la peur et le scorbut.

En prenant le chemin de l'espace, les nouveaux conquérants se sont inventés un martyre à l'image de leur temps : moderne, technologique et médical. Electrodes, cathéters, appareils de dépression sont leurs prochains instruments de torture. Un supplice savamment orchestré par l'Agence spatiale européenne (ESA) - elle lui a consacré, depuis 1984, près de 200 millions de francs courants (1) - devenu aujourd'hui un véritable laboratoire spatial de physiologie humaine. Destinée à étudier les effets de l'apesanteur sur le corps humain, il vient d'être présenté par l'Agence spatiale européenne, dans ses locaux de Bordeaux. Mais c'est en vol, en orbite autour de la Terre à plusieurs centaines de kilomètres d'altitude, que les astronautes feront sa connaissance. Embarquer sur une navette américaine, le laboratoire de l'ESA fera partie intégrante de la mission D-2 du Spacelab européen (2), prévue pour le début de l'année 1993.

Son nom, *Anthracite*, évoque un héros de bande dessinée japonaise. De prime abord, son aspect aussi : un géant d'acier (2,80 mètres de haut, 1,22 m de large, 160 kilos) bardé de protections, bourré de puces électroniques. Dans le détail, cela devient moins simple. On reconnaît le clavier de l'ordinateur, mais on s'étonne devant tant de manettes, d'écrans, de câbles électriques. On s'interroge surtout sur ce tuyau spiralé, énorme et enroulé, qui surmonte l'appareil : la « ligne de vie », apprend-on, par laquelle seront évacués les gaz respirés par les astronautes.

Car *Anthracite*, une fois installé dans le Spacelab, n'aura d'autre souci que la santé de ses compagnons de voyage. Il effectuera des mesures simultanées sur leurs systèmes respiratoire, cardio-vasculaire, endocrinien et neuro-sensoriel, surveillera le volume de leurs muscles, sondera leur « mal de l'espace », analysera leur sang et leurs urines.

« Le corps humain, c'est comme un missile », affirme-t-on à l'Aérospatiale. Une machine sophistiquée, précise et fragile, à laquelle on doit haute surveillance et « contrôles non destructifs ». *Anthracite* s'en charge, donc. Grâce à ses milliers de mesures, on comprendra mieux les bouleversements que connaît l'organisme placé hors de la gravité terrestre. Et l'on pourra peut-être élaborer les contre-mesures physiologiques et médicales nécessaires au maintien en bonne condition physique des astronautes, qui s'engageront, au siècle prochain, dans des vols spatiaux longs de plusieurs années.

« Si nous procédons à toutes ces tortures, c'est pour trouver des remèdes aux maux de l'espace et compenser les anomalies liées à l'apesanteur », confirme le professeur Léandre Pourcelot, responsable du laboratoire de biophysique médicale de l'université de Tours. « Contrairement aux apparences, les astronautes ne sont pas des animaux de laboratoire ». A mesure que se dérouleront dans l'espace les expériences médicales, leurs résultats seront transmis en temps réel, à raison de 10 000 données par minute, au centre de contrôle munichois DLR (Deutsche Luft Raumfahrt). Ainsi les scientifiques pourront-ils suivre en permanence les activités du Spacelab, converser avec les astronautes, et, pourquoi pas, les guider vers de nouvelles aventures. Mais le laboratoire sera saut : « L'équipage, grâce au volant », *Warning* qui s'allumera devant lui, aura à tout moment la possibilité de refuser ces modifications de protocole », précise M. Guichard, responsable du programme microgravité à l'Aérospatiale-Aquitaine.

Pièce maîtresse d'*Anthracite*, l'« As de cœur » sera également la seule à travailler réellement en douceur, sans créer de traumatismes.

Développé par Matra en étroite collaboration avec le professeur Pourcelot, cet appareil d'échographie Doppler, qui permet aux astronautes de suivre sur eux-mêmes un certain nombre de paramètres cardio-vasculaires, n'en est d'ailleurs pas à son premier vol. Embarqué à bord de la station soviétique Mu en décembre 1988, il y avait longuement ausculté l'astronave français Jean-Loup Chrétien, enregistrant au fil des jours ses palpitations et ses coups de cœur.

Gaz toxiques

Plus novateurs et plus volatils : les gaz toxiques (acétylène et oxyde de carbone) qu'*Anthracite* fera respirer à ses cobayes volontaires. Inalables, exhalés, puis captés par un spectromètre de masse, ils permettront d'établir les capacités de diffusion et de métabolisation des poumons soumis aux lois de l'apesanteur. « Leur volume - quelques décilitres - a été soigneusement calculé par la NASA pour que les occupants du Spacelab ne soient pas en danger en cas de fuite généralisée », précise-t-on à l'Aérospatiale. Les procédés de compression de l'oxygène et de l'acétylène, quant à eux, présenteront toutes les garanties de sécurité. Ils ont été spécialement mis au point pour que ce mélange, explosif, ne puisse pas exploser.

La première mission d'*Anthracite*, c'est promis, aura seulement pour but d'étudier « au repos et sous effort » les systèmes cardio-vasculaire et respiratoire des astronautes. Ces derniers en perdront-ils la « grosse tête », cet afflux ascendant de sang qui se produit spontanément en apesanteur ? Pour en savoir plus, il leur faudra s'introduire dans le système de « dépression du bas du corps », sorte de gigantesque poubelle transparente capable de faire varier sa pression de 0 à 0,80 millibars. « Si l'explosion, explosif, ne puisse pas exploser ».

S'évanouit, l'astronaute peut en être extrait en quelques secondes », précisent les spécialistes. D'ailleurs, le danger est minime. A l'instar des électrodes, requises pour d'autres mesures et élaborées de façon à ne pouvoir « en aucun cas » griller le peau, le système est doté de multiples vannes de sécurité. Aucun risque, donc, de voir la dépression s'emballer.

Testé pour la première fois dans l'espace au cours de la mission D-2, *Anthracite* donnera par la suite le maximum de ses possibilités. Plusieurs centaines d'expériences sont prévues au total, pour un programme qui l'occupe pendant tout le vol. Mais, dans son ensemble, le livre est accessible aux lecteurs non géophysiciens mais pleins de bonne volonté.

Sont ainsi successivement abordés l'histoire de la sismologie, les causes et la localisation des tremblements de terre avec l'incontournable tectonique des plaques, les processus sismologiques et la sismicité du globe, les essais toujours déçus de la prévision, les méthodes de prévention contre les « désastres dus aux séismes... Une telle énumération ne doit surtout pas faire penser que le livre est ennuyeux. Apprendre n'est jamais ennuyeux, ni inutile. En outre, les *Tremblements de terre* sont très illustrés ; les rappels et les anecdotes faisant référence à des séismes du passé (particulièrement l'abondant, permettant au profane de « recréer » ses toutes nouvelles connaissances. Adolphe Nicolas (université des sciences et techniques du Languedoc, Montpellier) a pour sujet de préférence les *Montagnes sous la mer*, c'est-à-dire les dorsales océaniques, dans l'axe desquelles la nouvelle croûte océanique se crée. Encore une fois, la sixième personne, un rôle essentiel, mais aussi un rôle spectaculaire, comme le montrent plusieurs superbes photos, dont celle de la cou-

CATHERINE VINCENT

(1) La répartition industrielle de ce programme à l'ESA des différents pays européens : France 31 %, Allemagne 27 %, Danemark 18 %, Belgique 6,7 %, Suisse 7 %, Angleterre 5 %, Espagne 3,5 %.

(2) Financée par l'Allemagne à raison de 40 millions de Deutschmarks (plus de 1 million de francs), la première mission habitée (D-1) du laboratoire européen Spacelab avait eu lieu en novembre 1982, les dix-huit derniers vols de la navette américaine. De nombreuses expériences scientifiques y avaient été effectuées, la plupart portant sur l'élaboration de matériaux dans l'espace.

POINT DE VUE

La médecine libérale sous tutelle financière

par le professeur Etienne Martin

DEPUIS quelques mois, différents spécialistes médicaux et, depuis quelques jours, les anatomo-cyto-pathologistes, dont je préside le syndicat, sont soumis à une série de propositions ministérielles visant à encadrer les dépenses de santé. Rarement jusqu'à ce jour les médecins avaient eu un tel marché à la main. Certaines de ces propositions constituent une remise en cause fondamentale de la médecine libérale en France et nous conduisent à la fois à porter ce problème devant l'opinion publique et à poser des questions.

« La globalisation ou le plafonnement des dépenses » propose que le chiffre d'affaires d'une spécialité soit calculé nationalement sur la base des dépenses réelles de l'année précédente et ne puisse pas être dépassé au cours de l'année suivante.

Il est, certes, proposé que les professionnels déterminent ce chiffre avec la tutelle en se basant sur tous les indicateurs de dépenses connus en France, sur leurs estimations internes et en intégrant tous les frais et prévisions qui concernent l'application de technologies nouvelles ou les investissements d'équipements modernes. Il est aussi proposé que ces chiffres soient réajustés chaque année avec les professionnels en fonction d'index liés à la progression du coût de la vie ou d'autres types d'index qui sont en cours de discussion.

La volonté proclamée du ministère est de freiner le taux de croissance des dépenses de santé, qui reste effectivement régulièrement plus élevé que le pourcentage de croissance du PNB et du coût de la vie (environ 10 % à 12 % contre 3 % à 4 %). Cette croissance continue des dépenses est analysée et dénoncée depuis plusieurs années et toutes les mesures proposées jusqu'à ce jour

n'ont effectivement pas réussi à la freiner. Il ne faut pas oublier que ce ne sont pas les revenus individuels des médecins qui sont la cause essentielle de cette progression et rappeler qu'il y a derrière ces chiffres les investissements nécessaires à l'apparition de techniques sophistiquées de plus en plus performantes dans tous les domaines du diagnostic et de la thérapeutique.

L'ensemble du corps médical est conscient que la croissance rapide des dépenses de santé pose à la nation un problème lourd. Peu nombreux sont ceux qui refusent de s'intéresser à ce problème et qui ne veulent pas admettre qu'il faille trouver et mettre en place des mesures de ralentissement de ces dépenses. Les questions et les inquiétudes des médecins sont beaucoup plus fondamentales.

Un freinage trop brutal et trop important de la progression des dépenses, surtout pour les praticiens comme les anatomo-cyto-pathologistes, qui ne peuvent travailler qu'avec un nombre irréductible de techniciens et de secrétaires, non seulement de diminuer leurs revenus mais aussi de diminuer leurs moyens de travail, tel le recours à des techniques d'investigation performantes et onéreuses, qui permettent une plus grande précision et sécurité des diagnostics.

Certes, on peut admettre que des mesures de réduction des dépenses obligent à mieux penser les indications et à réduire l'importance de la médecine de préventions et d'attente. La réduction trop importante de la médecine de préventions et d'attente, la réduction des prestations médicales aux dépens de la sécurité des malades. Comment, dans le cadre d'une enveloppe globale annuelle, les jeunes diplômés pourront-ils s'installer ? L'anxiété des jeunes générations de médecins, déjà fortement proclamée il y a quelques mois, risque d'être réactivée.

« La proposition d'une généralisation du tiers payant pose encore beaucoup plus de problèmes fondamentaux et déclenche les réactions les plus vives. Les médecins, dans leur majorité, considèrent qu'il y a dans cette mesure une atteinte fondamentale de la médecine libérale, une tentative d'encadrement et de surveillance étroite et une évolution vers la socialisation de la profession. D'autres soupçonnent des arrière-pensées politiques et élec-

toralistes derrière cette proposition un peu démagogique de tiers payant généralisé.

« La dernière proposition est une menace qui vient peser de façon abusive sur la sérénité d'une négociation et qui donne l'impression d'un marché forcé. Les anatomo-cyto-pathologistes sont les spécialistes sur qui repose la responsabilité, lourde, de porter formellement le diagnostic de tous les cancers avant toute décision thérapeutique. Ils jouent aussi un rôle essentiel dans la détection des cancers au début de leur évolution. Ce sont eux, à ce titre, qui examinent tous les frottis cervico-vaginaux pour proposer de détecter le cancer du col utérin. Cet examen difficile et long, lourd de conséquences, de plus en plus souvent pratiqué en double avec l'aide de techniciens spécialisés, coûte actuellement 96,80 F.

La menace, non volée, est de réduire automatiquement le prix de cet acte, alors que le ministre a reconnu le bien-fondé de la cotation. Une telle atteinte nuirait tous les efforts faits par la profession au cours des dix dernières années pour assurer la meilleure formation permanente et, plus récemment, pour organiser, à la demande du ministère lui-même et de la commission nationale des cancers, le contrôle de qualité en cytologie cervico-vaginale et la collecte des données en cancérologie cervico-vaginale. Cela signifierait aussi la mort des registres officiels de l'INSERM en cancérologie, dont les anatomo-cyto-pathologistes sont les principaux pourvoyeurs.

Les responsables politiques ont, certes, le devoir de contrôler au mieux et de freiner les dépenses de santé, mais ce contrôle ne sera réalisable que si l'on a pour partenaires des médecins confiants et motivés. Le risque serait grand de déclencher ou d'aggraver la défiance des médecins à l'égard du pouvoir politique en général et des mesures inadéquates et hâtives édictées au-delà de la simple maîtrise des problèmes économiques et visés, sous ce couvert, à une mise sous tutelle de la médecine, avec les risques de démotivation professionnelle et donc de régression de la qualité de la médecine.

Le professeur Etienne Martin (hôpital Bicêtre, Le Kremlin-Bicêtre) est président du Syndicat des médecins anatomo-cyto-pathologistes français.

Tomes de Terre

Des mystères sérieusement expliqués

LA Terre intéresse. Elle l'a toujours fait. Après tout, cette modeste planète nous fait vivre. Et, en l'état actuel des connaissances, elle est la seule où la vie s'est développée. Il est donc normal qu'elle suscite des vocations de chercheurs qui sont nombreux à essayer de comprendre comment elle « fonctionne ». Les sciences de la Terre, d'ailleurs, ont énormément progressé depuis quelques vingt-cinq ans. Il est donc pas inutile que des spécialistes fassent le point.

Deux sismologues, Guy Perrier (université Joseph-Fourier, Grenoble) et Raoul Madariaga (université Paris-VII), viennent d'écrire les *Tremblements de terre*, un livre qui explique ce que sont les séismes et montre tout ce que la sismologie nous apprend sur la structure interne de notre planète. Certains chapitres sont un peu arides. Mais, dans son ensemble, le livre est accessible aux lecteurs non géophysiciens mais pleins de bonne volonté.

Sont ainsi successivement abordés l'histoire de la sismologie, les causes et la localisation des tremblements de terre avec l'incontournable tectonique des plaques, les processus sismologiques et la sismicité du globe, les essais toujours déçus de la prévision, les méthodes de prévention contre les « désastres dus aux séismes... Une telle énumération ne doit surtout pas faire penser que le livre est ennuyeux. Apprendre n'est jamais ennuyeux, ni inutile. En outre, les *Tremblements de terre* sont très illustrés ; les rappels et les anecdotes faisant référence à des séismes du passé (particulièrement l'abondant, permettant au profane de « recréer » ses toutes nouvelles connaissances. Adolphe Nicolas (université des sciences et techniques du Languedoc, Montpellier) a pour sujet de préférence les *Montagnes sous la mer*, c'est-à-dire les dorsales océaniques, dans l'axe desquelles la nouvelle croûte océanique se crée. Encore une fois, la sixième personne, un rôle essentiel, mais aussi un rôle spectaculaire, comme le montrent plusieurs superbes photos, dont celle de la cou-

verture. Qui de plus étonnant, en fait, que les « fumeurs » noirs ou blancs qui jaillissent sous plusieurs milliers de mètres d'eau, entourés d'extraordinaires oasis géologiques de vie et que l'auteur a eu le privilège d'aller voir - en petit sous-marin - sur divers fonds océaniques. Et quoi de plus étonnant, aussi, que ces anciens fonds océaniques que la tectonique a fait émerger et que l'on trouve maintenant perchés - ce sont les « ophiolites » - ici où là sur plusieurs continents.

Pour profane

L'auteur explique donc, avec l'aide de très nombreux schémas et cartes, les mécanismes de l'activité des dorsales et ceux des « fumeurs », la composition et la structure de la croûte océanique et des ophiolites, l'évolution de tous ces phénomènes au cours des âges géologiques. Il a trouvé un moyen simple de ne pas rebouter les « ornements » : les niveaux de lecture sont clairement indiqués par des feux verts (faciles) et oranges (un peu plus difficiles). Ces passages oranges - les moins nombreux - peuvent être sautés, car ils sont résumés plus simplement au début du paragraphe suivant. Et les termes vraiment techniques, signalés par un astérisque, sont expliqués dans l'index.

Le troisième ouvrage, *Glaces de l'Antarctique. Une mémoire, des passions*, est différent, car il combine les informations scientifiques sur les « archives climatiques » de la Terre qu'est la calotte glaciaire du système continent et les récits de voyage. Claude Lorius (CNRS), en effet, est allé dix-sept fois en Antarctique, soit cinq ans passés en tout à travailler sur le terrain. Il peut donc raconter de façon très vivante les difficultés qu'il a connues pour forer la glace ou, tout simplement, pour aller à l'endroit voulu, par voie terrestre et même par avion. Un de ses voyages aériens a même valu à Claude Lorius de battre, probablement, un record : le 15 janvier 1975 à 19 heures, puis le 16 janvier 1975 à 19 heures, il s'est trouvé successivement dans deux avions (de gros C-130 américains montés sur saisis) qui ont été accidentés au décollage, sans que personne soit même blessé. Au troisième essai, le 16 janvier à 3 heures, un troisième C-130 décolla tout expert - on s'aide sans rechigner dans l'Antarctique - réussit à décoller, le même jour vers 3 heures, avec quarante-trois personnes (son équipage, ses passagers normaux et ceux des deux avions accidentés), tandis que les deux derniers C-130 disponibles en Antarctique tournaient au-dessus pour la sécurité, ou cas où.

Le livre de Claude Lorius n'est pas fait que de ses histoires d'hivernage, d'« estivage » ou de trajet. Il nous apprend comment on retrouve dans les glaces de l'Antarctique les variations climatiques du passé - les 150 000 dernières années pour le moment - et comment la connaissance de celles-ci est indispensable pour comprendre le climat actuel et le climat futur. Grâce à lui, on est convaincu que la recherche glaciologique, en Antarctique ou au Groenland, est primordiale pour l'avenir de l'humanité. Ces trois ouvrages permettent vraiment à leurs lecteurs de pénétrer quelques-uns des mystères de notre planète. Mais avec eux, on est sûr de ne pas être entrainé dans l'ésotérisme : les auteurs sont compétents. Et après les avoir terminés, le lecteur profane se sent beaucoup plus intelligent. Ce qui n'est jamais désagréable.

YVONNE REBEYROL

► Les *Tremblements de terre*, de Raoul Madariaga et Guy Perrier, aux Presses du CNRS (211 pages, très nombreuses illustrations, 130 F).

► Les *Montagnes sous la mer*, d'Adolphe Nicolas, aux Editions du BRGM (187 pages, très nombreuses illustrations, tout beaucoup en couleurs, 150 F).

► *Glaces de l'Antarctique, une mémoire, des passions*, de Claude Lorius, aux Editions Odile Jacob (301 pages, nombreuses illustrations, dont des dessins charmants de Michel Creveur, 150 F).

Capucins aux ordres

Suite de la page 17

« Aux Etats-Unis, sur dix-sept premiers placements de singes auprès de tétraplégiques, onze se sont avérés efficaces et les six autres ont dû être interrompus, principalement pour des raisons indépendantes de l'animal », explique M. Bertrand Dupuit, primatologue au CNRS (station biologique de Paimpont).

Un capucin a été confié à tort à un enfant, trop jeune pour lui donner des ordres cohérents. Trois tétraplégiques ont trouvé un travail à temps plein, condition qui n'est pas sans importance. Un de ses voyages aériens a même valu à Claude Lorius de battre, probablement, un record : le 15 janvier 1975 à 19 heures, puis le 16 janvier 1975 à 19 heures, il s'est trouvé successivement dans deux avions (de gros C-130 américains montés sur saisis) qui ont été accidentés au décollage, sans que personne soit même blessé. Au troisième essai, le 16 janvier à 3 heures, un troisième C-130 décolla tout expert - on s'aide sans rechigner dans l'Antarctique - réussit à décoller, le même jour vers 3 heures, avec quarante-trois personnes (son équipage, ses passagers normaux et ceux des deux avions accidentés), tandis que les deux derniers C-130 disponibles en Antarctique tournaient au-dessus pour la sécurité, ou cas où.

A la différence du programme américain, les Français ont décidé de conserver les dents des petits singes et de ne pas utiliser les méthodes de conditionnement par stimulations électriques. L'agressivité des capucins

sera-t-elle suffisamment inhibée par des méthodes plus douces d'apprentissage pour éviter d'éventuelles morsures ? Les promoteurs du programme français, qui ne peuvent pas l'assurer, s'efforcent de deviner l'issue de la denture des singes.

C'est (il nécessite près de 5 millions de francs pour dix singes jusqu'en 1995), long (quatre années sont nécessaires pour former l'animal), le programme français fait figure de gageure. S'il réussit, il faudra trouver des financements, public, associatif ou privé, pour le pérenniser et prendre le relais des financements actuels (2). A terme, ses responsables estiment entre 100 000 et 150 000 francs le prix de revient d'un petit singe, soit deux à trois fois plus qu'un chien pour aveugle, dont la durée de vie n'excède pas, il est vrai, une dizaine d'années.

MARTINE LARONCHE

(2) L'expérience est financée par l'Association française contre les myopathies, la Fondation de France, IBM France, ainsi que la caisse régionale d'assurance-maladie de Bretagne et le Crédit agricole du Morbihan.

De bons chiens sous tous rapports

On connaît les chiens guides pour les aveugles. On découvre bientôt les chiens d'assistance pour les handicapés moteurs. La première « promotion » française de labrador et de golden retriever, des chiens « de rapport » choisis pour leur aptitude particulière à rapporter et pour leur robustesse, devrait être opérationnelle le mois prochain. Il aura fallu deux ans de formation pour inculquer à ces animaux près de cinquante commandes. Aujourd'hui, ils sont capables de ramasser une paire de lunettes, d'appeler un ascenseur, de marcher à reculons, d'aider à la traction d'un fauteuil roulant ou encore de poser un billet sur un guichet.

Comme pour les petits singes, l'expérience française, développée par l'Association nationale d'éducation des chiens d'assistance pour handicapés (ANECAH), est inspirée du modèle américain développé depuis une quinzaine d'années par l'association Canine Companion for Independence. Les chiens passent dix-sept mois dans une famille d'accueil pour être « socialisés » et recevoir une édu-

cation de base, puis environ sept mois dans un centre où l'on achève leur dressage. En France, une vingtaine de chiens suivent actuellement une « formation » dans deux lycées d'enseignement professionnel agricole à Alençon (Orne) et Saint-Gervais d'Auvergne (Puy-de-Dôme).

Le 15 juin, quatre premiers chiens seront remis à leur destinataire. Ces personnes handicapées, qu'elles soient à leur domicile ou en institution, doivent disposer d'un chien valide et de la capacité de s'exprimer correctement pour prétendre bénéficier d'un animal. Elles ne payent rien, mais il leur suffit de déposer un dossier à l'ANECAH (1), dont les moyens financiers sont toutefois très limités. On estime entre 50 000 et 70 000 francs le prix de revient d'un chien.

M. L.

(1) ANECAH, 47, rue du Général-Ledon, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : (1) 40-93-63-12.

ÉCOLE D'ÉTÉ DE MUSÉOLOGIE

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

LES STRATÉGIES COMMUNICATIONNELLES DES EXPOSITIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

28 août - 6 septembre 1991

Inscriptions : Mission Musées, 142, rue du Bac, 75007 Paris

سكينة الامال

صحة من الامل

de Terre

SCIENCES • MEDECINE

La Colombie résiste au choléra

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays d'Amérique du Sud les autorités colombiennes ont réussi à enrayer le fléau

SURGISSANT après un siècle d'absence, le choléra semble aujourd'hui un défi insurmontable aux autorités sanitaires des pays concernés. Atteignant le port de Chimbote au Pérou en janvier 1991, l'épidémie s'est étendue aux pays limitrophes, touchant le 27 février l'Équateur et le 8 mars la Colombie. Une mission organisée par l'Assistance publique-hôpitaux de Paris, en collaboration avec l'Institut Pasteur de Paris (professeur André Dodin), vient de se rendre dans ces deux pays où, après deux mois d'évolution, l'épidémie semble évoluer de façon très différente. En effet, le 3 mai 1991, alors qu'on dénombrait en Colombie moins de 500 malades, le nombre officiel de cas recensés en Équateur à la même date était de 9 048. Ces chiffres reposent essentiellement sur le nombre de patients admis dans les hôpitaux et ne comprennent pas les formes peu graves et asymptomatiques (90 % des personnes contaminées par le vibron cholérique ne présentent aucun symptôme) qui, pourtant, participent à la diffusion du fléau (1).

Le réflexe habituel des gouvernements au cours des épidémies de choléra est de minimiser, voire de nier les risques de contagion. Au contraire, les autorités colombiennes ont courageusement décrété l'état d'alerte, dès notification officielle de l'arrivée du vibron cholérique au Pérou, et ont entrepris une campagne nationale d'information et d'éducation sanitaire, fondée sur des mesures d'hygiène corporelle et de désinfection des eaux de boisson. Suite à la catastrophe du volcan el Ruiz en 1985, qui avait entraîné la destruction de la ville d'Armero (25 000 morts), le gouvernement colombien a créé une cellule d'urgence et de catastrophe dotée d'un fond propre de 4 à 5 millions de dollars. Dès l'arrivée du choléra à Chimbote, le 4 janvier 1991, le fond de

cette cellule d'urgence, présidée par le docteur Camillo Cardenas, a permis le financement des programmes de lutte contre le choléra, organisés par le ministre de la santé Camilo Gonzales Posso et par le directeur de l'Institut national de la santé, le docteur Antonio Iglesias Gamarra.

Dès le mois de février, des messages radio et télédiffusés, la large diffusion de tracts et d'affiches et des campagnes de « casa a casa » ont informé la population des risques et des mesures de prévention. Parallèlement, des stocks de médicaments et de matériels nécessaires à la réhydratation des patients ont été constitués et distribués dans le sud de la côte Pacifique, région la plus exposée à l'épidémie sévissant au Pérou et en Équateur.

La campagne d'information semble avoir porté ses fruits : il n'est pas de village où l'on ne puisse voir des affiches et la peur du choléra est ressentie profondément dans la population interrogée. Le docteur Alberto Vargas, directeur de l'hôpital de Tumaco (port de la province du Narino) émit allé jusqu'à prévoir une simulation de l'arrivée du choléra dans son établissement pour le 12 mars 1991.

Conditions d'hygiène déplorables

Le vibron l'a devancé le 8 mars : alors qu'il s'était rendu à une veillée mortuaire dans son village d'Inguapit-Guastal (à quinze minutes en bateau de Tumaco), un pêcheur de cinquante-trois ans a été pris de violentes crampes abdominales avec vomissements et diarrhées incoercibles. Amené d'urgence à l'hôpital de Tumaco, le diagnostic a été établi par le portier de l'hôpital et un traitement a pu être mis en œuvre d'urgence par voie parentérale. Dans les semaines qui suivent, l'épidémie a défilé à Tumaco et dans sa région.

Tumaco ? Un hasard ? Certainement pas. Dans cette zone de mangroves au climat chaud et humide, vit une population presque exclusivement noire, malnutrie, apparaissant abandonnée, sans eau potable, dans des conditions d'hygiène déplorables. Foutassée dans des cités lacustres, vivant de la pêche et se déplaçant en bateau, cette population très jeune (80 % a moins de 15 ans) a subi de



plein fouet la vague épidémique. Actuellement, le choléra progresse lentement, au rythme des pirogues, le long de la côte et dans l'intérieur des terres en suivant les rivières. Elle a atteint les villages de Salabooda, Colorado, Chajal, San-José, Roberto Payan, et enfin El Charco, proche de la région du Cauca, le 23 avril 1991. La lenteur de la progression de l'épi-

démie pourrait résulter à la fois des mesures prophylactiques et des difficultés de communication de cette région. Cependant, la maladie semble progresser inévitablement vers le port de Buenaventura (agglomération de 280 000 habitants), dont les bidonvilles sont très exposés au fléau. Cette ville n'est qu'à deux heures de Cali par une route très fréquentée, ouvrant ainsi un accès facile à l'ensemble du pays. Il est remarquable de noter la faible mortalité (1 %) du choléra dans le foyer de Tumaco. Ceci peut être attribué au dévouement et à la compétence des médecins travaillant dans les postes de santé isolés, qui sont parvenus à faire face à l'afflux massif des malades.

Situation différente en Équateur

La situation en Équateur est très différente. La première réaction des autorités a été la fermeture des frontières et la mise en place de protections (fumigations) destinées à prévenir l'entrée du vibron dans le pays à partir de leur voisin péruvien. Malheureusement le 28 février 1991, le choléra est apparu dans un groupe d'une cinquantaine de travailleurs saisonniers d'une entreprise de culture de crevettes, au lieu dit la Puntilla, dans la province del Oro.

Peu après, au cours de la semaine sainte, ces employés regagnèrent leurs familles, disséminant d'un coup le choléra à l'ensemble du territoire équatorien. A la différence de la région difficile d'accès de Tumaco, le réseau routier est bien développé en Équateur, favorisant ainsi la marche rapide du choléra. La maladie s'est étendue à toute la côte Pacifique de l'Équateur jusqu'à Esmeraldas, et a donné lieu à des foyers localisés en de nombreux villages de la Sierra. L'épidémie, qui aurait atteint près de 50 000 personnes, semble marquer le pas. Cependant, l'arrivée de la saison

sèche (mai-juin), qui peut favoriser la concentration des vibrios dans les lagunes, et la prochaine rentrée des classes, le lundi 13 mai, font redouter une recrudescence de l'épidémie et les autorités sanitaires de la région de Quayas ont décidé d'entreprendre des mesures prophylactiques de fumigations dans les écoles.

Par-delà les différences épidémiologiques observées ou les divergences d'attitudes des autorités sanitaires, le choléra est un révélateur des conditions sanitaires catastrophiques qui existent en Amérique du Sud. La situation est d'autant plus grave que toutes les conditions sont réunies pour que le choléra persiste à l'état endémique pour de nombreuses années sur ce continent, donnant lieu à des résurgences épidémiques imprévisibles. Les conséquences néfastes sur les économies de l'Équateur et de la Colombie, fondées sur l'exportation de produits alimentaires, risquent d'aggraver la situation précaire de ces populations. Comme en Europe et aux États-Unis à la fin du dix-neuvième siècle, seule la mise en place d'un réseau d'eau potable et d'égouts accessibles à l'ensemble de la population permettra de faire disparaître le vibron cholérique de ces régions. L'aide internationale permettra-t-elle aux gouvernements d'Amérique latine de relever ce défi ?

Dr Olivier Weil
et Dr Patrick Berche

(1) Selon les statistiques officielles l'épidémie aurait fait 1 300 morts au Pérou et 134 en Équateur. Les îles Galapagos seraient, d'autre part, touchées.

(2) Le docteur Olivier Weil est directeur des affaires internationales de l'Assistance publique de Paris. Le docteur Patrick Berche est professeur de microbiologie à l'hôpital Necker-Enfants-malades de Paris.

Pour votre épargne, nous savons que vous n'avez pas les mêmes besoins que votre voisin.



Monsieur V. veut épargner sans contrainte, en fonction de ses rentrées d'argent.
Le Conseiller du Crédit Agricole lui a proposé un **Pep's Jaune**. Une épargne en souplesse avec un rendement intéressant.



M. et Mme A. désirent mettre de l'argent de côté, de façon régulière pour se constituer un petit capital. Compte tenu de leur situation actuelle, le Conseiller du Crédit Agricole leur a recommandé un **Pep's Mauve**, une épargne régulière à rendement élevé.



Madame T. a un peu d'argent de côté et elle aimerait recevoir des revenus réguliers de cet argent, tout en conservant un libre accès à son capital. C'est donc un **Varius Vert** qu'elle a choisi avec son Conseiller du Crédit Agricole.



Monsieur D. s'est constitué un petit capital et il aimerait que son argent fructifie à l'abri des impôts. Parmi les solutions possibles, c'est un **Carré Bleu à 5 ans** que lui a proposé le Conseiller du Crédit Agricole.



L'ÉPARGNE GARANTIE. VOUS ALLEZ VOUS SENTIR BIEN DANS VOTRE ÉPARGNE. Le bon sens

De bons chiens sous tous les aspects

ÉCONOMIE

21 La grève à la SNCF.
22 Nations unies et démographie

23 Le PMU va vendre son siège parisien
24 Marchés financiers

25 Bourse de Paris
26 Communication

Un mois d'audit pour définir les conditions de la survie du groupe textile

Le surf du pompier

La crise du groupe textile VEV a contraint les pouvoirs publics à reprendre leur rôle de « pompiers » de l'industrie privée. Mais en essayant une nouvelle interprétation, qui évite les erreances des années 70. Le paysage, il est vrai, a bien changé.

En fin politique, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, fortement sigillonné par les élus socialistes du Nord, a vite compris qu'il ne fallait pas laisser filer ce dossier. Car au moment où les bilans du dixième anniversaire de M. François Mitterrand insistent sur l'échec dans le domaine de l'emploi, c'est un comble de devoir gérer le dépôt de bilan du troisième groupe textile français.

D'autant que, par plusieurs de ses aspects, cette affaire avait un caractère exemplaire. VEV fait en effet partie de ces entreprises qui ont connu les modes économiques des années 80 : bêtise boursière (contre le groupe Chergue), développement par croissance externe (acquisitions de sociétés), tout cela au prix d'un endettement faramineux contracté auprès de banques qui ont un peu rechigné à en assumer les conséquences. Il est aujourd'hui victime du retournement général de conjoncture.

Pour ce qui est de l'aide publique, il faut désormais compter avec les inévitables de Bruxelles, qui sont prêts à sanctionner tout ce qui peut apparaître comme une entrave à la libre concurrence. Enfin, les mauvais souvenirs laissés par la sidérurgie ou Bussac rendent l'Etat plus pernicieux dans l'utilisation de l'argent du contribuable.

Pour tenir compte de tous ces paramètres, les collaborateurs de M. Bérégovoy ont mis au point une technique de surf pour éviter les excès du sauvetage d'entreprise. Il s'agit, disent-ils, de défendre l'emploi au bon sens du terme, c'est-à-dire lorsque l'appareil de production est viable. Mais pas question pour autant d'être trop généreux, d'où l'idée d'une sorte de calendrier du redressement et du partage de la charge avec les acteurs privés, les banquiers en l'occurrence.

Il était d'autant plus important de trouver une solution au cas VEV qu'il se servait d'exemple pour d'autres dossiers qui sont actuellement traités au CIRI (Comité interministériel de reconstruction industrielle). Celui notamment du constructeur d'ordinateurs Goupil pour le sauvetage duquel l'ensemble Siemens est actuellement sollicité.

FRANÇOISE CHIROT

L'Etat et les banques sauvent la société VEV-Prouvost du dépôt de bilan

Au cours de la journée du 13 mai, les actionnaires et les élus du comité d'entreprise de VEV (Vitos Etablissements Vitou) ont été informés des mesures du plan de sauvetage destiné à sauver du dépôt de bilan le groupe textile héritier des empires Bousac et Prouvost. L'Etat et les banques ont en effet fini par tomber d'accord pour assurer la trésorerie à court et moyen terme de VEV, en attendant qu'un audit permette de décider des conditions de sa viabilité.

Il aura fallu deux semaines pour éviter la catastrophe. C'est en effet le 25 avril que s'est tenue, sous la houlette du Comité interministériel de reconstruction industrielle (CIRI), la première des cinq réunions qui ont permis d'aboutir à cet accord. Au total, une quinzaine de personnes, représentant les banques, les pouvoirs publics et la direction de VEV, ont été mobilisées pour tenter de sauver ce groupe de 6,6 milliards de

chiffre d'affaires, 10 000 salariés (dont 6 000 en France) et dont le montant des pertes n'est même pas réellement connu. Elles approcheraient plusieurs centaines de millions de francs.

La solution présentée le 13 mai équivaut à faire partager le sauvetage entre les pouvoirs publics et les banques, dont le chef de file est le Crédit lyonnais. Dans un premier temps, ils assurent les besoins immédiats de trésorerie : 250 millions chacun pour faire face aux échéances. Dans un deuxième temps, les banques acceptent un abandon de créances sur le court terme de 250 millions de francs et la consolidation de 500 millions de francs sur le moyen terme sous forme de prêts participatifs.

En ce qui concerne la renonciation aux « garanties et sûretés », les banques ont fini par obtenir d'en abandonner seulement 50 %, alors que le CIRI leur demandait d'y renoncer totalement. Ce compromis a permis d'arracher l'accord final mais il laisse le problème en suspens. Enfin, un

audit sera confié à un cabinet qui n'a pas encore été désigné et qui devrait permettre, d'ici un mois, d'établir les conditions de viabilité du groupe.

En attendant, M. Régis Bello, directeur général, assure la direction de l'entreprise en remplacement de M. Christian Derveloy, l'ancien PDG, qui aurait accepté de céder ses actions pour le franc symbolique. D'autre part, en application de la loi de 1985, un conciliateur devrait être nommé par le tribunal de commerce de Roubaix.

A terme, la « vente par appartements » est la solution la plus probable pour ce groupe, dont la logique industrielle n'était pas évidente : elle pourrait se faire sous forme de cessions classiques ou de REES des différentes sociétés. Mais, dans cette hypothèse, le cas le plus difficile à régler sera celui de la Lainière de Roubaix, victime de la crise du fil à tricoter et dont certains estiment que les effectifs sont encore trop nombreux. Difficile d'être certain, comme le font croire les pouvoirs publics, que tout cela sera réglé en un mois.

F. Ch.

Les négociations commerciales au sein de la Communauté européenne

La France durcit sa position pour limiter les importations de voitures japonaises

La France invite la Commission européenne à négocier avec une grande fermeté l'ouverture progressive du marché de la CEE aux importations de voitures japonaises. Paris est décidé à bloquer tout accord, autrement dit à imposer au-delà du 1^{er} janvier 1993 un strict contingentement de ses importations si Tokyo n'accepte pas un certain nombre de principes, parmi lesquels la prise en compte des « transplants » - c'est-à-dire des voitures japonaises construites en Europe - dans le calcul des importations autorisées. Tel est le message que M^{me} Elisabeth Guigou, ministre chargée des affaires européennes, a transmis lundi aux commissaires européens. Le même jour, M. Jacques Calvet, le PDG de Peugeot-Citroën, était reçu par M. Delors et mettait en garde, une fois de plus, contre le danger japonais.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le raidissement français, dont on ignore jusqu'à quel point il bénéficie de l'appui des autres pays membres producteurs d'automobiles, a toutes chances de provoquer de sérieux remous, tant il introduit d'éléments nouveaux. « Les conditions indispensables à un accord » énumérées par M^{me} Elisabeth Guigou, ministre français

des affaires européennes, tournent autour de deux idées : d'une part, l'ouverture du marché communautaire, d'autre part, la réciprocité de la part des Japonais.

Paris demande que les modalités de la période de transition pendant laquelle les Japonais s'engageront à automatiser leurs exportations vers la CEE se rapprochent davantage de ce que préconise l'association des constructeurs. Cette période de transition devrait être plus longue (se terminant fin 1999 plutôt que fin 1997 ou 1998) et les livraisons - « transplants » compris - porter sur une fraction moins importante du marché : plutôt 15 % que 16 % ou 17 %. « Les montants qui ont été publiés après la réunion de la Commission, et dans un non officiel à Bruxelles qu'ils n'ont jamais été proposés aux Japonais, seraient pour nous inacceptables », précise M^{me} Guigou.

La réciprocité comme un dû

Les exportations supplémentaires japonaises ne devront pas se concentrer sur les marchés aujourd'hui les moins ouverts, dont celui de la France (on réclame à Tokyo ce qu'on appelle un engagement de « non-ciblage »), et l'arrangement devrait prévoir une clause de sauvegarde permettant aux Européens de se prémunir contre un retournement du marché.

Exigence nouvelle : la France demande que pendant la période de transition les constructeurs européens obtiennent l'assurance que leurs ventes continueront à

occuper une part croissante du marché japonais. Cette exigence intervient alors que, pour la première fois depuis longtemps, leurs exportations (encore modestes et parmi lesquelles les marques allemandes se taillent la part du lion) sont en diminution. La réciprocité que Paris considère comme un dû ne devrait pas se limiter à l'automobile : la Commission est invitée à réclamer des engagements précis concernant l'ouverture du marché japonais.

Enfin, mais ceci ne concerne plus directement Tokyo, la France réclame la mise en route rapide de programmes communautaires concernant la recherche et la formation afin que le répit que donnera la période de transition puisse effectivement permettre aux constructeurs européens de rattraper leur retard de compétitivité par rapport à leurs concurrents japonais.

M^{me} Guigou, pour indiquer qu'on est encore loin de conclure, a qualifié d'« exploratoires » les pourparlers que va reprendre maintenant la Commission avec le Japon. « La France se déterminera au vu de ces résultats. S'il le faut, il y aura plusieurs allers et retours ». Pourquoi cette reprise en main tardive ? « Nous souhaitons un accord, c'est dans l'intérêt de tous, mais nous serons extrêmement vigilants... Je crois qu'il y a eu une évolution dans les esprits. L'existence du marché unique constitue déjà une formidable opportunité pour les pays tiers. Il devient plus facile d'y exporter et de s'y implanter. Nous sommes donc en droit de demander des contreparties », a-t-elle expliqué.

PHILIPPE LEMAÎTRE

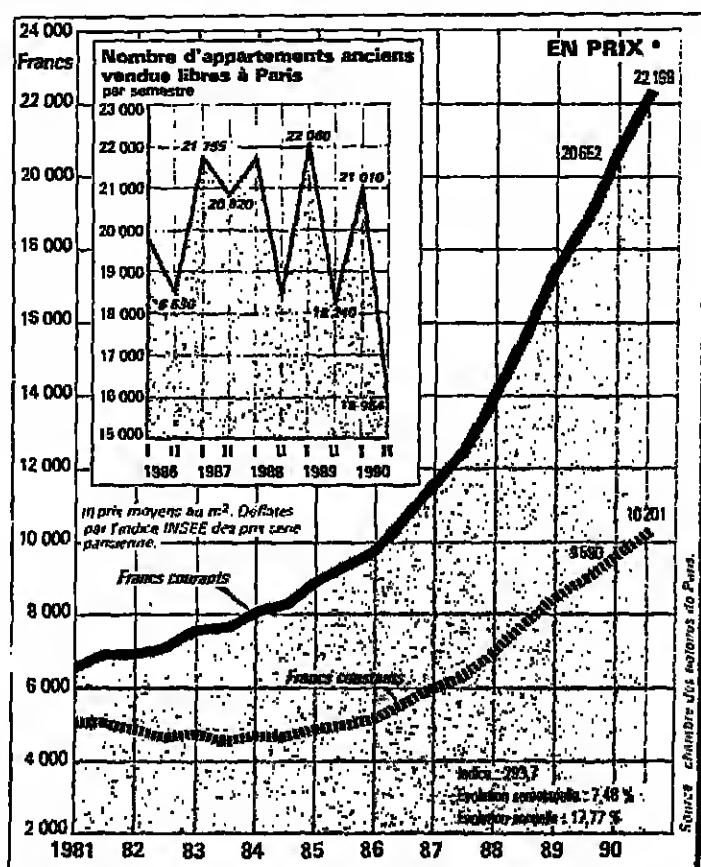
Une étude de la chambre des notaires de Paris

La hausse des prix de vente des appartements parisiens se ralentit

Est-ce la fin de l'embellissement des prix des appartements constaté depuis 1987 à Paris ? Pour la première fois, la décélération est vraiment sensible. Au second semestre 1990, en effet, le prix moyen des appartements anciens vendus à Paris n'a augmenté « que » de 7,48 % en francs courants (soit 17,8 % tout de même sur l'ensemble de l'année 1990), contre 9,5 % au semestre pré-

cedent. Le II^e, le IX^e et le X^e, et l'on constate même des baisses légères dans les VII^eme (-0,6 %) et VIII^eme (-2,2 %).

Toutefois, dans chaque arrondissement, l'éventail des prix est large, selon l'exposition, la proximité des transports ou des commerces. La flambée des prix au cours des dernières années a, semble-t-il, accusé cette dispersion : l'éventail tend à



cédent. Il a même très légèrement baissé dans deux des arrondissements les plus huppés de la capitale (les VII^e et VIII^e).

Cette hausse est encore bien supérieure à l'inflation générale : elle est de 14 % sur l'année en francs constants, et de 6,37 % sur le seul second semestre. La demande de logements sur l'agglomération parisienne reste toujours supérieure à l'offre. En quatre ans, le prix moyen a ainsi doublé en francs courants, et il a atteint 22 198 francs le mètre carré au second semestre 1990, les « seuils » symboliques des 10 000 et des 20 000 francs ayant été franchis respectivement au premier semestre 1986 et au premier semestre 1990.

Baisse des transactions

Les évolutions sont comme toujours différentes selon la localisation des appartements, les prix moyens variant du simple au double selon les arrondissements, allant de 15 592 francs dans le XVIII^e, ou 15 667 francs dans le X^e, à 37 564 francs dans le VII^e. Mais - est-ce l'hironde qui annonce le printemps de la stabilisation des prix, voire du retournement de conjoncture déjà constaté dans d'autres capitales, comme Londres ou Tokyo ? - les prix moyens se sont quasiment stabilisés dans plusieurs arrondissements,

s'élargir, bien que l'essentiel des transactions (plus des deux tiers) continue à porter sur les petits appartements (deux pièces, studios et chambres), dont la surface tend à se réduire. Aussi n'est-il pas surprenant que le motif principal d'achat d'un appartement soit l'évolution de la famille.

Deuxième phénomène nouveau du second semestre 1990 : la baisse marquée du nombre des transactions : 15 954 contre 21 010 au premier semestre, soit - 24 %. Cette baisse peut être en partie conjoncturelle (l'effet Noël), mais elle est pour l'essentiel le résultat même de la hausse des prix : depuis 1987, date du « décollage » des prix parisiens, le nombre annuel d'appartements vendus n'a cessé de baisser. La demande ne peut suivre le rythme de la hausse : celui-ci fait hésiter même les catégories socio-professionnelles aisées (cadres ou professions libérales).

Les ménages moins favorisés peuvent se retourner vers la banlieue, mais là, la hausse continue, et elle est d'autant plus forte que le prix était jusque-là moins élevé. Les prix moyens ont atteint 17 332 francs au mètre carré dans les Hauts-de-Seine (+ 3,8 %), 12 063 francs dans le Val-de-Marne (+ 6,6 %) et 7 793 francs en Seine-Saint-Denis (+ 8,3 %).

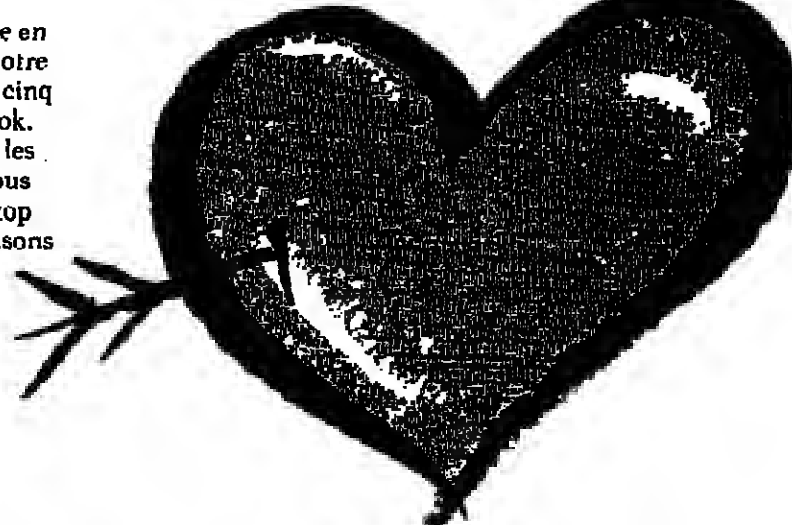
G. H.

Asie: vous allez loin, allez-y vite.

Vous aimez gagner du temps ? Vous aimerez voler vers l'Asie en EuroClass SAS. Toutes les semaines, depuis Copenhague notre plaque tournante, SAS vous propose deux vols vers Pékin, cinq vers Tokyo, et des vols quotidiens vers Singapour et Bangkok.

Pour limiter au maximum la durée de votre voyage, tous les vols vous assurent des correspondances rapides. En fait, vous constaterez très vite que les deux vols Paris - Pékin, non-stop au départ de Copenhague, figurent parmi les meilleures liaisons express avec la Chine.

Pour connaître les horaires et effectuer les réservations, appelez nos agences à Paris, au (1) 47 42 06 14, Lyon (16) 78 63 64 56, Nice (16) 93 21 34 55.



21 vols hebdomadaires vers l'Asie.

SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

صدا من الامم

صكاز من الامل

ÉCONOMIE

REPÈRES

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

La Maison Blanche pourrait resserrer son contrôle sur les achats étrangers

Selon une proposition de loi soumise à la Chambre des représentants lundi 13 mai, la législation sur les investissements étrangers aux États-Unis pourrait être prochainement renforcée. L'administration américaine peut actuellement s'opposer à une prise de participation seulement dans le cas où celle-ci met en cause la sécurité nationale du pays. Si la proposition est votée, le champ des contrôles sera élargi pour y inclure la notion d'intérêt économique. L'administration pourrait s'opposer à des investissements étrangers susceptibles d'entraîner une participation étrangère trop importante dans une branche de l'industrie, ou touchant des entreprises ayant reçu des aides gouvernementales. Le secteur des technologies de pointe serait particulièrement visé.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Reprise en avril aux États-Unis

La production industrielle aux États-Unis a augmenté de 0,1 % en avril par rapport à mars, l'indice, calculé sur la base 100 en 1987, étant passé de 105,1 à 105,2. C'est la première fois depuis six mois que la production augmente, après avoir atteint son niveau le plus haut en août 1990 (indice 110,5). En un an (avril 1989 comparé à avril 1990), la baisse est de 3,3 %.

La légère progression enregistrée en avril fait suite à une forte baisse en mars (-0,6 %) et en février (-0,8 %). Si l'amélioration est faible, elle ajoute tout de même un nouveau signe tenu supplémentaire aux statistiques qui commencent à indiquer que le creux de la récession aux États-Unis est maintenant atteint, peut-être dépassé : remontée des commandes dans l'industrie (enquête auprès des directeurs d'achats), stocks assez bas dans le commerce, baisse du chômage en avril.

Les cheminots craignent une remise en cause d'avantages acquis en matière de retraite

A la SNCF, grève de la FGAAC et de la CGT

La CGT et la Fédération générale autonome des agents de conduite (FGAAC) ont entamé, mardi 14 mai, un mouvement de grève qui perturbe fortement le trafic ferroviaire (voir nos informations page 28). Les grévistes s'opposent aux propositions du Livre blanc sur les retraites présenté ce même jour à l'Assemblée nationale par le premier ministre, M. Michel Rocard (lire page 8) et protestent contre le fait que la réforme de la grille des salaires ne concerne que les cheminots actifs.

La date fixée par les préavis de grève déposés par la FGAAC et la CGT est sans ambiguïté : elle coïncide avec l'ouverture de la discussion parlementaire consacrée au Livre blanc du gouvernement sur l'avenir des retraites. Bien qu'il ne s'agisse que d'un débat d'orientation sans vote - les éventuelles décisions

d'aurent pas lieu avant le printemps 1992, au terme d'une vaste concertation - les deux organisations craignent pour les avantages spécifiques du régime de retraite SNCF.

En effet, à condition qu'ils justifient de vingt-cinq années de service, les cheminots sédentaires peuvent prendre leur retraite à cinquante-cinq ans. De son côté, le personnel roulant peut partir à cinquante ans après être resté quinze ans en service effectif. Quant au calcul de la pension de l'ensemble des 206 000 agents de la SNCF, il est effectué non pas sur les dix meilleures années (comme pour le régime général de la Sécurité sociale) ou sur l'ensemble de la carrière (comme pour les régimes complémentaires du secteur privé) mais, de même que les fonctionnaires, sur les six derniers mois. Compte tenu des règles d'avancement en vigueur dans les chemins de fer, il s'agit en fait des six meilleurs mois de salaire.

Le Livre blanc du gouvernement (le Monde du 25 avril) propose que les retraites du régime général soit progressivement calculées sur les vingt-cinq meilleures années au lieu des dix meilleures et que la durée de cotisation pour l'ouverture des droits à taux plein passe de 37,5 à 40 ou 42 ans. Il suggère des mesures comparables pour les régimes spéciaux (SNCF, EDF-GDF, Banque de France...) et les fonctionnaires, sans toutefois avancer de disposition précise.

Réaction disproportionnée

On peut certes comprendre les préoccupations des cheminots, notamment des 18 000 agents de conduite, face à ces projets. En revanche, la réaction des syndicats - vingt-quatre heures de grève pour la FGAAC, quarante-huit heures pour la CGT - paraît particulièrement disproportionnée. Ces deux organisations paraissent oublier que les mesures envisagées concernent tous les futurs retraités sans exception.

Que des salariés qui ne figurent pas parmi les plus défavorisés et ne sont pas particulièrement visés par le Livre blanc réagissent en perturbant le trafic ferroviaire fait un peu désordre.

S'ils sont plutôt avantagés, les cheminots ne sont pas des « nantis » (le niveau moyen des pensions atteignait 83 766 francs par an, soit près de 7 000 francs par mois en 1990). Néanmoins, la CGT et la FGAAC devraient être bien plecées pour savoir que le financement des retraites coûte cher. En 1991, la subvention d'équilibre versée par le budget de l'État pour le régime de la SNCF atteindra 14,2 milliards de francs (13,6 milliards en 1990), alors que les autres régimes versent 3,2

milliards au titre de la compensation démographique. Ces aides extérieures s'expliquent pour l'essentiel par la contraction continue des effectifs de la société nationale (qui compte actuellement 206 000 cotisants pour 380 000 retraités).

Compte tenu de la solidarité financière dont fait preuve la collectivité, on comprendrait mal que les cheminots refusent de participer à une adaptation progressive des règles du jeu de la retraite, qui devra s'appliquer à tous. Sans oublier que, puisqu'il faudra un jour ou l'autre payer l'addition, retarder l'heure des choix aboutit à repousser les efforts sur les actifs - et donc les cheminots - les moins âgés.

JEAN-MICHEL NORMAND

EN BREF

○ **Pétrole : accord de coopération** entre le Japon et l'Arabie saoudite. - La compagnie pétrolière saoudienne Aramco et trois entreprises japonaises ont conclu un accord pour raffiner conjointement du pétrole au Japon, a indiqué le 13 mai l'agence Kyodo News Service. Les partenaires japonais d'Aramco sont deux sociétés spécialisées dans la vente de produits pétroliers, Nippon Oil Co. et Kyodo Oil Co., et une entreprise de raffinage, Nippon Mining Co. Le brut d'Arabie saoudite sera raffiné dans des installations de Nippon Mining et vendu au Japon grâce aux réseaux de distribution de Nippon Oil et de Kyodo Oil. Saudi Aramco pose qu'environ 300 000 barils de brut pourront être raffinés quotidiennement dans le cadre de cette coopération. - (AFP.)

○ **Le chômage a doublé en un an en Suisse.** - Le chômage a doublé en un an en Suisse, où l'on dénombrait 33 660 chômeurs fin avril, soit 1 390 de plus qu'en mars et 17 026 de plus qu'en avril 1990. Le taux de chômage reste toutefois à un faible niveau : il est passé de 1 % en mars à 1,1 % en avril, selon l'office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIATM). C'est le canton de Genève qui connaît le chômage le plus élevé, avec un taux de 2,9 %.

○ **L'austral argentin change de nom.** - L'Argentine a décidé, pour la cinquième fois en vingt et un ans, de changer le nom de sa monnaie. L'austral, né le 15 juin 1983, sera prochainement remplacé par le peso (un peso équivalait à

10 000 australs, soit 1 dollar US). Le montant de billets en circulation à changer est de 50 000 milliards d'australs, soit 5 milliards de pesos.

○ **Le conseiller industriel de M. Mitterrand chez CMB-Packaging.** - M. Didier Oury, conseiller du président de la République depuis mai 1988 pour les questions industrielles, les nouvelles technologies, les transports et l'aménagement du territoire, rejoint le privé. Ancien normalien, cet ingénieur du corps des mines âgé de trente-sept ans va prendre en effet des fonctions de directeur général délégué au sein du groupe franco-britannique d'emballage CMB-Packaging, où il assistera le PDG, M. Jean-Marie Descarpentries.

SCIENCES-PO FORMATION POLITIQUE ECONOMIQUE FRANÇAISE Quel contexte mondial ? Quels choix en 1991 ? Quelles conséquences pour les entreprises ?

12 et 13 JUIN 1991

Ce séminaire s'adresse aux membres des directions générales. Il est placé sous la direction de Michel PEBEREAU, Président du Crédit Commercial de France, Professeur à l'Institut d'Études Politiques.

Avec le concours de : Isabelle BOULLOT, Directeur du Budget, Jean LEMERRE, Directeur Général des Impôts, Jean-Claude TRICHET, Directeur du Trésor, Bernard VIAL, Secrétaire Général du Comité Interministériel pour les questions de coopération économique européenne.

Programme détaillé et conditions d'inscriptions : I.E.P. - Service de Formation Continue TEL : 45.49.11.73 ou 45.49.50.97 - FAX : 42.22.80.79.

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS



LA CONFIANCE PARTAGÉE

46 millions d'épargnants détiennent 700 milliards de francs sur leurs livrets A, chez l'Écureuil ou à La Poste. La Caisse des dépôts et consignations, à qui la gestion de cette épargne est confiée, préserve leur capital, en assure la rémunération, garantit à tout instant la disponibilité des sommes déposées.

Pour 654 offices et sociétés d'HLM, la Caisse des dépôts et consignations est le banquier du logement social. Elle finance chaque année 65 000 nouveaux logements.

36 653 maires peuvent compter sur nous. Avec le Crédit Local de France, nous finançons les équipements locaux : aménagement d'espaces verts, assainissement, équipements scolaires et culturels, hôpitaux et infrastructures. Avec nos filiales techniques, nous proposons aux collectivités locales une gamme de services spécialisés pour améliorer les conditions de la vie quotidienne et mieux préparer l'avenir.

14 millions d'assurés choisissent la CNP. Ils en font l'un des deux premiers groupes français de l'assurance-vie et de la capitalisation. La CNP s'adresse aussi bien aux particuliers par l'intermédiaire de La Poste, de l'Écureuil et du Trésor Public, qu'aux groupes tels que collectivités locales, établissements financiers, mutuelles et entreprises.

1 retraité sur 7 est en relation directe avec la Caisse des dépôts et consignations. Elle a reçu le mandat de gérer deux grandes caisses de retraite publiques : la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) et l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC).

600 000 clients souscrivent, à La Poste, chez l'Écureuil et chez les comptables du Trésor, aux Sicav dont la Caisse des dépôts et consignations est le dépositaire et le co-gérant. Il s'agit de placements de premier ordre : nos Sicav monétaires et court terme viennent de recevoir la notation AAA, attribuée par Standard and Poor's-Adel.

Choisie en 1990 comme chef de file associée dans plus de 80 émissions nationales et internationales, la Caisse des dépôts et consignations confirme son rôle de premier plan sur les marchés financiers.



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

La Caisse des dépôts et consignations est née le 28 avril 1816.
- 1816-1991 - 175 ans de confiance partagée.

Allez-y vite

SAS

Renault Crédit International

Premier Etablissement de Crédit Automobile en Europe

Renault Crédit International (RCI) regroupe l'ensemble des filiales de financement des ventes et de services de Renault dans le monde. Avec un total de bilan de 73 milliards de FRF, le nouvel ensemble, créé le 1^{er} janvier 1990, constitue le premier groupe de financement automobile en Europe. Il assure le financement d'un tiers des ventes de Renault et propose à sa clientèle l'ensemble des services liés à l'automobile: contrat d'entretien, extension de garantie, assistance, assurance.

Activité et Résultats 1990

Nombre de nouveaux financements clientèles accordés	658 851
Montant des nouveaux financements clientèles (millions de FRF)	34 722
Encours financier à fin 1990 (millions de FRF)	68 024
dont :	
- Clientèle	54 201
- Réseaux de concessionnaires	11 823
Fonds propres (millions de FRF)	6 313
Résultat net consolidé (millions de FRF)	300

Un certain nombre de facteurs ont marqué le développement de l'exercice 1990 :

- Un développement des activités de services, en France et à l'étranger.
- En recul commercial du produit LSA (location avec option d'achat) consécutif au réajustement de sa fiscalité en France.
- Une augmentation du coût du risque, provenant essentiellement de la dégradation de l'environnement économique.
- Des charges exceptionnelles non récurrentes, liées aux exercices antérieurs et aux frais de restructuration.

En 1990, RCI a renforcé sa structure de bilan et présenté un ratio de solvabilité consolidé de 9,2%, soit un niveau supérieur à la norme applicable à partir du 31.12.1992.

RENAULT
Finance et Services

Politique Financière

Renault Crédit International développe sa politique financière autour de 3 axes essentiels :

- L'optimisation du coût du refinancement et le contrôle des risques.
- La sécurité et la diversité des ressources.

Dans ce cadre, les opérations les plus marquantes de l'année 1990 ont été :

- En janvier 1990, la première titrisation européenne de crédits automobiles, CARS n° 1.
- Le développement des différents programmes de papier commercial en France et aux Etats-Unis.
- La DIAC, principale filiale de RCI, est le premier émetteur de BSF (Bons de Sociétés Financières) sur le marché français.
- L'émission de deux emprunts euro-obligataires assimilables.

Les premiers mois de l'année 1991 ont vu :

- L'octroi à RCI des ratings A1 et P1 par Standard & Poor's et Moody's.
- L'accession de RCI au statut de Banque.

Renault Crédit International se dote ainsi des outils lui permettant d'optimiser le refinancement du groupe à l'échelle internationale, et se donne un accès direct à l'ensemble des marchés nationaux et internationaux de capitaux, dans le cadre d'une Europe monétaire unifiée de 1993.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE VOUS INFORME

Actionnaires de la Société Générale, le 31 mai, nous serons heureux de vous retrouver.

Nous vous donnons rendez-vous le vendredi 31 mai à 9 h 30 à Paris, Palais des Congrès (Porte Maillot) pour participer à nos Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire.

Vous pouvez demander une carte d'admission et les documents nécessaires pour vous informer à l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées vos actions. Nous vous invitons à faire cette demande avant le 25 mai, date à laquelle vous devez avoir justifié de votre qualité d'actionnaire pour voter.

Sachez que vous pouvez également voter par correspondance ou par procuration. Les documents sont disponibles auprès de votre intermédiaire financier et devront nous être renvoyés au plus tard le 28 mai.

Pour tout complément d'information, nous vous invitons à consulter notre service Relations avec les Actionnaires.

INFORMATION DES ACTIONNAIRES
PAR TÉLÉPHONE :
36 14 GÉNÉRALE
PAR TÉLÉPHONE :
(1) 40.98.52.16

36 14 GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

CRICA PREVOYANCE

Institution de Prévoyance approuvée par arrêté ministériel du 31 décembre 1986.

CRICA

Institution de l'AGIRC n° 6

Les délégués des Adhérents et des Participants sont convoqués respectivement :

- en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire le Mercredi 12 Juin 1991 à 10 heures, pour CRICA PREVOYANCE.
- en Assemblée Générale Ordinaire le Mercredi 12 Juin 1991 à 15 heures, pour CRICA.

dans le salon Vendôme de l'Hôtel George V, 31 avenue George V, 75008 Paris, 1^{er} étage, par l'escalier 103 av. des Champs Élysées.

Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi, date dimanche, lundi

ÉCONOMIE

5,4 milliards d'êtres humains aujourd'hui, 6,4 milliards en l'an 2000

Les Nations unies plaident pour un contrôle renforcé de la croissance démographique mondiale

Quatre milliards et demi de dollars, c'est ce qu'il faudra trouver, d'ici à l'an 2000, selon le rapport annuel du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP), publié lundi 13 mai, si l'on veut contrôler le rythme de la croissance démographique. C'est en effet la somme nécessaire, selon les calculs du FNUAP, pour étendre les programmes de planification familiale, d'éducation et de santé si l'on veut être sûr de ne pas dépasser en l'an 2000 le chiffre de 6,4 milliards d'habitants dans le monde - contre 5,4 milliards aujourd'hui, - qui correspond à l'hypothèse médiane des projections faites par la division de la population des Nations unies (voir le Monde du 24 juillet 1990).

Ces objectifs de population ne signifient rien en eux-mêmes. Le contrôle des naissances, que défend le FNUAP, n'est pas un but en soi ; il est seulement le moyen d'assurer aux enfants - ceux qui sont déjà nés comme ceux à naître - dans les pays en voie de développement, l'emploi, l'éducation, la santé, et tout simplement, dans certains pays, de les nourrir. Il est en fait le prix de la liberté, en particulier pour les femmes, qui portent en la matière le poids le plus lourd (le rapport souligne notamment les taux élevés de mortalité liés à la grossesse et à l'accouchement, allant parfois jusqu'à un décès pour 1 000 naissances vivantes, en Afrique et en Asie du Sud).

Cela répond aussi aux desiderata d'un nombre croissant de couples : selon différentes enquêtes citées par le rapport du FNUAP, au cours des années 80, la proportion de femmes mariées ne voulant plus d'enfant a augmenté sensiblement : elle dépasse aujourd'hui 50 % dans des pays comme le Mexique, la Colombie, la Thaïlande ou l'Égypte, et la taille souhaitée de la famille tend à revenir au-dessous de 4 enfants dans de nombreux pays en voie de développement.

Cependant, si la croissance de la population mondiale tend à se ralentir, la situation est fort inégale selon les continents, la progression étant de 2 % par an en Amérique du Centre et du Sud, et surtout de 3 % pour l'Afrique, qui risque d'être déborder par cette croissance. Les faits sont connus : entre les années 1960-1965 et les années 1985-1990, le taux de fécondité est tombé de 6,1 enfants par femme en âge d'en avoir à 2,7 en Asie de l'Est - la Chine, en particulier, a pris des mesures drastiques pour réduire la croissance de sa population - de 5,9 à 3,1 en Amérique latine ; mais il est revenu de 6,1 à 4,7 en Asie du Sud - c'est-à-dire dans le sous-continent indien, dont les catastrophes récentes au Bangladesh ont mis en évidence la surpopulation dans certaines régions et la situation précaire des familles - et de 6,6 à 6,2 seulement en Afrique.

Comme le souligne M. Lamine N'Diaye, directeur de la division Afrique du FNUAP, qui présente le rapport à Paris, lundi 13 mai, c'est cette vitesse de croissance qui fait problème, qui ne permet ni aux États ni aux familles de faire face.

Pourtant, selon le FNUAP, les signes encourageants ne manquent pas aujourd'hui. Presque tous les pays d'Asie, sauf le Cambodge et le Laos, ont mis en place des programmes de planification familiale, ou se sont donnés des objectifs en matière de population. En Afrique même, les pays qui n'ont pas adopté de politiques de population, comme le Gabon, tendent à devenir l'exception. La proportion de couples recourant à la contraception dans les pays en voie de développement est passée de 43 % en 1983 à 51 % en 1990, le taux atteignant les 70 % en Asie de l'Est. En Afrique, elle n'est encore que de 17 %, mais le développement des programmes de population dans les pays du Maghreb, au sud du Sahara, au Kenya, au Sénégal, ou au Zimbabwe, permet aux Nations unies de prévoir une baisse de la fécondité à 5,7 pour l'ensemble de l'Afrique vers les années 1995-2000 et même à 3,04 pour les années 2020-2025, beaucoup plus lointaines.

Mais, pour être sûr de respecter ces projections, compte tenu de l'augmentation actuelle de la population, il faudrait, estime les responsables du FNUAP, faire passer de 51 % à 59 % d'ici à l'an 2000 la proportion de couples utilisant la contraception dans les pays en voie de développement, c'est-à-dire porter leur nombre de 381 millions à 567 millions : une augmentation de près de 50 %. Cela exige d'accroître considérablement les moyens consa-

crés aujourd'hui aux programmes de population ; en fait, il faudrait, selon le FNUAP, doubler les dépenses, pour porter celles-ci de 4,5 milliards de dollars à 9 milliards.

En effet, il ne faut pas seulement mettre des moyens supplémentaires à la disposition d'un nombre plus important de femmes, mais il faut aussi diversifier ces moyens, pour en assurer le succès. Actuellement le moyen « contraceptif » le plus couramment utilisé - par près de la moitié des couples - est la stérilisation, notamment en Asie et à un moindre degré en Amérique latine ; 24 % seulement recourent à des dispositifs intra-utérins, autant à la pilule et près de 10 % (37 millions) emploient des méthodes peu sûres. La diversification des techniques entraîne toujours un accroissement des utilisateurs, tandis que le recours systématique à la stérilisation, parfois plus ou moins forcé, est souvent le meilleur moyen de provoquer l'opposition contre la planification familiale.

Augmentation de l'aide

De plus, celle-ci n'est pas le seul moyen d'amener une baisse de la fécondité : les progrès de la santé, notamment la baisse de la mortalité infantile, amènent en effet les couples eux-mêmes à souhaiter des familles moins nombreuses. Les progrès de l'éducation jouent aussi un rôle non négligeable : au Zimbabwe, par exemple, les femmes non scolarisées ont en moyenne sept enfants alors que celles ayant suivi une édu-

cation secondaire en ont moins de quatre. Le FNUAP lui-même ne consacre guère qu'un peu plus de la moitié de ses ressources à des programmes de contrôle des naissances.

L'augmentation des ressources signifie aussi un accroissement considérable de l'aide internationale. Aujourd'hui, en effet, le plus clair des dépenses (environ les deux tiers) est fourni par les pays eux-mêmes, la proportion variant considérablement, il est vrai, de 28 % en Tunisie à plus de 85 % pour la Chine, 73 % pour l'Indonésie, en passant par 52 % pour la Colombie, certains États bénéficiant d'une aide extérieure importante. Le reste des dépenses est apporté par les organismes internationaux (le FNUAP lui-même fournissant 250 millions de dollars), l'aide bilatérale ou les organisations non gouvernementales.

Or les pays concernés aujourd'hui sont souvent les pays les plus pauvres. Le FNUAP estime qu'à la fin du siècle la moitié seulement des dépenses pourront venir des pays eux-mêmes. Le FNUAP plaide sans doute pour lui-même, mais il estime que sa participation s'élèvera seulement à 1 milliard de dollars. Reste donc à fournir le reste, par des participations privées ou des accords bilatéraux, même si d'autres institutions internationales, comme la Banque mondiale, se sont déclarées disposées à porter leurs contributions à 500 millions de dollars, notamment sous forme de prêts.

GUY HERZLICH

Pour tenter de ralentir la natalité en Inde

Des « horloges de population » seront installées à Delhi

NEW-DELHI

de notre correspondant

Les projections mathématiques donnent des cauchemars aux démographes. Si les tendances actuelles se poursuivent, l'Inde dépassera un milliard d'individus dans huit ans et en comptera 1,445 milliard en 2025, date à laquelle elle sera le pays le plus peuplé de la planète. Selon le Fonds des Nations unies pour les activités de population (FNUAP), les résultats du recensement effectué en mars dernier, selon lesquels l'Inde comptait 843 millions d'habitants au 1^{er} mars 1991 (le Monde du 29 mars) sont inférieurs d'un million à 10 millions à la réalité. Il y aurait en fait 853 millions d'Indiens. Cela signifie que la population s'accroît de 19 millions par an et que les conséquences, tant sur le plan social, économique, ainsi que sur l'environnement, seront catastrophiques si rien n'est fait pour inverser cette évolution.

Le FNUAP s'est engagé à financer - à concurrence de 90 millions de dollars - un programme quinquennal destiné à aider le gouvernement à atteindre ses objectifs en matière de planning familial, notamment une augmentation du taux d'utilisation des méthodes contraceptives (de 43 % à 53 % en 1995), une réduction du taux brut de

natalité (de 30,7 % à 26,7 %), etc. Ces résultats permettraient d'abaisser le taux d'augmentation annuelle de la population de 2,03 % à 1,76 % en cinq ans. Afin de sensibiliser le public au « risque de la natalité », cinq grandes « horloges de population » vont être installées dans la capitale, dans le cadre du programme du FNUAP. À l'aide d'ordinateurs, elles indiqueront l'augmentation de la population indienne minute par minute (alors que le chiffre du recensement était estimé à 830 millions d'habitants, il naissait un Indien toutes les 1,2 seconde, 50 par minute, 3 000 par heure et 72 000 par jour...).

Ces « compteurs » démographiques afficheront également différents slogans favorables à la limitation des naissances, le « cible » étant en priorité la population migrante et les habitants des bidonvilles, dont les familles sont très nombreuses. Une horloge de ce type sera installée à l'intérieur ou à l'extérieur du Parlement, non pour dissuader les élus du peuple de procréer, mais pour les inciter à ne pas adopter des lois natalistes, voire tout simplement à voter des mesures tendant à rendre effectives les lois existantes.

LAURENT ZECCHINI



CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MAGISTÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Formation de haut niveau en 8 ans sur l'économie internationale et les pays en développement

combinant théorie, expériences, stages à l'étranger associant universitaires, chercheurs et praticiens

ouverte sur concours à Bac 2

associée à licence, maîtrise, DEA ou DESS

prolongement possible par doctorat

Dossier à déposer :

avant le 25 juin pour l'accès direct en 3^e année

65, BOULEVARD GÉROVIA
93000 CLERMONT-FERRAND
TEL. 73-43-12-04 FAX 73-43-12-38

ESSEC
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
MANAGEMENT

ÉCONOMIE

Enregistrant un ralentissement de ses recettes

Le PMU va vendre son siège parisien

La progression ralentie - du fait de la guerre du Golfe notamment - des recettes du PMU provoque des tiraillements entre les sociétés de courses et les ministères de tutelle (les finances et l'agriculture). M. Jean Farge, le président, s'efforce de moderniser l'institution.

A la fin de 1990, les budgets prévisionnels du Pari mutuel urbain (PMU) avaient été établis sur la base d'une croissance de 4 % pour 1991. En mars, au vu des mauvais résultats du début de l'année, ils étaient rectifiés à la baisse, à 2 %. Mais les sociétés de courses avaient préalablement inscrit dans leurs programmes une augmentation des tarifs qu'elles facturent au PMU, supérieure à 8 %.

Les dirigeants du PMU, les organisations hippiques et les ministères de tutelle, finances et agriculture, sont aujourd'hui dans une impasse. Une fois de plus, les professionnels du cheval demandent à l'Etat de diminuer la part des recettes du PMU qui leur échappe. Sur un chiffre d'affaires qui avait été de 34 milliards de francs en 1990 (en hausse de plus de 8 % sur 1989), il n'en revient que 11 % environ au secteur cheval, le reste étant réparti entre les parieurs gagnants (72 %) et l'Etat (17 %) pour différents prélèvements.

Pour l'instant, M. Michel Charasse, ministre du budget, n'a rien lâché. Ses services estiment que les gestionnaires des sociétés de courses n'ont fait preuve d'une certaine légèreté, ceci sous la pression des propriétaires entraîneurs-éleveurs : les « comités » n'auraient jamais dû voter une telle augmentation des prix sans être assurés de pouvoir les autofinancer. Pendant plusieurs semaines, on a cru que ces pro-

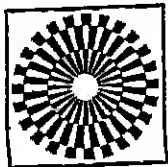
grammes ne recevraient pas l'aval du Quai de Bercy et du contrôle d'Etat auquel ils sont soumis. Finalement, le ministère du budget a décidé de laisser faire mais en précisant qu'une telle situation ne devrait plus se reproduire, ayant déjà fixé aux responsables un rendez-vous en septembre comportant l'engagement de présenter pour 1992 des comptes en équilibre. Avec, à la clé, pour frapper plus fort, la perspective d'une éventuelle réforme des statuts des sociétés de courses.

Le dernier texte réglementaire avait déjà démocratisé la composition des instances avec davantage d'élus que de cooptés dans les comités et des contrôles plus stricts pour ces associations loi 1901, surtout pour le PMU qui, de simple subordonné des sociétés organisatrices, devenait prestataire de services fonctionnant en groupement d'intérêt économique (GIE).

Cette évolution a donné de bons résultats. Actuellement présidé par M. Jean Farge et sous l'impulsion du directeur, M. André Cormier, l'organisme collecteur de paris s'est modernisé dans tous les domaines, notamment au plan de l'informatique et de la publicité. Si bien qu'après la baisse du chiffre d'affaires, au moment de la guerre du Golfe (- 3 %), on en est revenu pratiquement à niveau par rapport à fin avril 1990. L'organigramme du PMU est complètement revu. Toutes les dépenses de fonctionnement inutilisées sont réduites. L'immeuble du siège, rue La Boétie, sera vendu dès que la conjoncture immobilière sera meilleure. Les services seront transférés en banlieue. Enfin, et surtout, le président, qui se veut plus proche des parieurs, répond lui-même au courrier des touristes.

GUY DE LA BROSSE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE GÉNÉRALE DE CHAUFFE

Résultats de 1990

Le Conseil d'Administration de la Compagnie Générale de Chauffage, tenu le 30 avril sous la Présidence de Bernard FORTERRE, a arrêté les comptes consolidés du Groupe pour l'année 1990.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 8,02 milliards de francs (1,4 milliard à l'étranger), en progression de 14,5 % sur celui de 1989. Le bénéfice consolidé (part du Groupe) s'élève à 188 MF, en hausse de 20 % par rapport à celui de l'année précédente.

La capacité d'autofinancement du Groupe représente 851 MF en 1990 contre 737 MF en 1989, en progression de 15,4 %.

Les perspectives de développement sont encourageantes. Elles sont notamment orientées vers :

L'environnement, au niveau du traitement global des déchets urbains. Contrats récents de Desnerville, Nancy, Nantes et Vaujours.

Le froid alimentaire où sa filiale MC International, déjà fortement implantée en France, vient de réaliser une acquisition importante en Belgique, et atteindra un chiffre d'affaires de plus de 800 MF en 1991. D'autres projets sont à l'étude en Europe.

Les télécommunications et l'utilisation des potentialités des techniques de télégestion industrielle, automatisée, filaire et domestique. Dans ce domaine Synforic Développement, filiale du Groupe, a été lauréate du concours lancé par le Plan construction pour définir une nouvelle génération d'équipement modulaire.

Les prestations à l'industrie par la gestion des utilités dans le cadre de contrats de résultat qui ont été adoptés notamment par Valeo, ICI, Citroën, Amiot, Roussel Uclaf.

A l'étranger, le Groupe renforce son implantation en Grande-Bretagne, redéploie ses moyens dans le Bénélux, s'implante en Allemagne, Italie, Espagne et en Suisse. Plusieurs projets sont également en négociation en Europe de l'Est.

(Publicité)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1991 : 6, 9, 10 septembre 1991.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1991.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC - Admissions BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00
ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Dynamisme dû aux nouveaux Länder

Sur les marchés internationaux, le contexte conjoncturel est devenu moins favorable. Par rapport à la même période de l'exercice précédent, Siemens a néanmoins pu augmenter sensiblement l'ensemble des commandes du premier semestre de l'exercice en cours, à savoir de 15 pour cent. Près de la moitié de cette progression est due à la première consolidation de nouvelles sociétés. On note une réorientation, qui fait du marché intérieur le vecteur de croissance. Le chiffre d'affaires a progressé de 9 pour cent et le bénéfice net de 6 pour cent.

Commandes enregistrées

Au cours de la période considérée (du 1^{er} octobre 1990 au 31 mars 1991), Siemens, c'est-à-dire Siemens AG et les filiales consolidées en Allemagne et dans le monde, a réalisé un montant de commandes, en hausse de 15 pour cent, qui passe de 35,8 à 41,4 milliards de DM. Les ordres pris en Allemagne ont même augmenté de 30 pour cent. Trois divisions, Réseaux publics de télécommunications, Production d'énergie/KWU et Médical ont réalisé des scores supérieurs à la moyenne. La dynamique intérieure a également bénéficié aux divisions Transport et distribution d'énergie ainsi que Transports. L'ensemble des divisions a obtenu dans les nouveaux Länder des commandes d'un montant de 1,4 milliard de DM concernant avant tout l'extension des infrastructures locales. La faiblesse conjoncturelle ressentie sur les principaux marchés internationaux s'est traduite par une stagnation des affaires.

à l'étranger, la croissance de 6 pour cent qui porte leur volume à 22,7 milliards de DM, résulte essentiellement de l'extension du périmètre de consolidation (notamment la première consolidation de Siemens Nixdorf Informations-systeme AG et des activités de Plessey reprises par Siemens).

En milliards de DM	du 1.10.89 au 31.3.90	du 1.10.90 au 31.3.91	Variation
Commandes enregistrées	35,8	41,4	+ 15 %
Marché allemand	14,4	18,7	+ 30 %
Marché étranger	21,4	22,7	+ 6 %

Chiffre d'affaires

Durant la période considérée, le chiffre d'affaires a augmenté de 9 pour cent, passant de 30,4 à 33,1 milliards de DM. Nettement en-deçà de la dynamique des commandes, ce chiffre s'explique par une concentration exceptionnelle des facturations de grands ensembles au cours des six premiers mois de l'an dernier. Les C.A. en Allemagne (15,0 milliards de DM) et à l'étranger (18,1 milliards de DM) ont donc tous deux progressé de 9 pour cent. L'accroissement a été particulièrement vif dans les divisions Réseaux publics de télécommunications, Transports et Industrie. L'extension du périmètre de consolidation se traduit par 7 points dans le pourcentage du chiffre d'affaires.

En milliards de DM	du 1.10.89 au 31.3.90	du 1.10.90 au 31.3.91	Variation
Chiffre d'affaires	30,4	33,1	+ 9 %
Marché allemand	13,8	15,0	+ 9 %
Marché étranger	16,6	18,1	+ 9 %

Personnel

En hausse de 9 pour cent, soit 35 000 personnes, les effectifs ont atteint 407 000 salariés au cours de la période considérée. Cette augmentation est exclusivement due à la variation du périmètre de consolidation. Des adaptations de personnel ont été inévitables dans certains secteurs. En progression de 14 pour cent, les charges de personnel sont passées de 13,2 à 15,0 milliards de DM.

En millions	30.3.90	31.3.91	Variation
Personnel	373	407	+ 9 %
Allemagne	230	246	+ 7 %
Etranger	143	161	+ 13 %

En milliards de DM	du 1.10.89 au 31.3.90	du 1.10.90 au 31.3.91	Variation
Prés de personnel	13,2	15,0	+ 14 %

Investissements/Bénéfice net

Les investissements, réduits de plus de 30 pour cent par rapport à la même période de l'exercice précédent, sont tombés de 3,1 à 2,1 milliards de DM. Les immobilisations corporelles se sont légèrement accrues alors que le montant des prises de participations est cette fois-ci très faible. Le bénéfice net, en augmentation de 6 pour cent, a été porté de 749 à 793 millions de DM.

En milliards de DM	du 1.10.89 au 31.3.90	du 1.10.90 au 31.3.91	Variation
Investissements	3,1	2,1	- 32 %
Bénéfice net	749	793	+ 6 %

Siemens AG, Berlin et Munich

MARCHÉS FINANCIERS

Avant la réunion jeudi du conseil de la banque Les rumeurs de démission du président de la Bundesbank s'intensifient

Circulaient depuis plusieurs mois, les rumeurs de démission du président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, se sont intensifiées depuis quelques jours. Lundi 13 mai, le porte-parole du gouvernement allemand, M. Dieter Vogel, a pourtant une nouvelle fois déclaré que le président de l'institut d'émission n'avait pas fait part d'une telle intention aux autorités de Bonn.

Selon le quotidien allemand *Die Welt*, dans son édition du mardi 14 mai, M. Poehl quitterait son poste au cours du deuxième semestre de cette année. *Die Welt* estime que M. Poehl pourrait être remplacé soit par son actuel vice-président, M. Helmut Schlesinger, soit

par l'ancien secrétaire d'Etat aux finances, M. Hans Tietmeyer.

M. Poehl dirige la Bundesbank depuis onze ans et son mandat se termine en 1996. Des rumeurs concernant son départ circulent depuis l'époque de la préparation de l'union monétaire allemande, au printemps dernier. M. Poehl s'était opposé au taux de conversion de 1 mark de l'Ouest pour 1 mark de l'Est voulu par l'équipe du chancelier Helmut Kohl et avait récemment déclaré que les effets de l'unification allemande étaient « désastreux » (*le Monde* du 21 mars). Plus récemment, le Bundestag a rejeté son projet de réforme de la Bundesbank.

Suez va poursuivre sa politique de désinvestissement en 1991 et 1992

M. Gérard Worms, PDG de la Compagnie de Suez, a annoncé lundi 13 mai que le programme de désinvestissement du groupe se poursuivra en 1991 et 1992. Des cessions d'actifs de l'ordre de 2,5 milliards de francs ont déjà eu lieu entre octobre 1990 et mai 1991. Elles continueront sur les douze prochains mois de manière à procurer 5 milliards de francs de liquidités. Entre octobre 1990 et mai 1992, le groupe Suez devra donc avoir dégagé 7,5 milliards de francs d'argent frais.

La Société générale de Belgique, pole industriel de Suez, devra pour-

suivre sa cure d'amalgamisme en réduisant le nombre de ses métiers. En tout, les cessions d'actifs devront rapporter 2,5 milliards de francs. Grâce à la cession d'activités périphériques, les investissements dans la banque pourront ainsi être autofinancés et le holding désendetté. M. Worms n'est pas entré dans le détail des cessions d'actifs. La stratégie du groupe sur le moyen terme sera tout entière consacrée à la rationalisation d'un ensemble d'actifs (banque, assurance, industrie) conquis à la hussarde à la fin des années 80.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS — BERGER S.A.

Le conseil d'administration de BERGER S.A. réuni le 30 avril 1991, a examiné les comptes consolidés du groupe et arrêté les comptes sociaux de l'exercice 1990.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les principales données consolidées pour l'exercice 1990 font ressortir un chiffre d'affaires de 737 112 KF.

Le résultat courant bénéficiaire s'établit à 27 180 KF. Le résultat net s'élève à 18 357 KF.

COMPTES SOCIAUX

Le résultat net s'est établi à 5 096 KF. Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale de fixer le dividende à 12 francs par action au titre de l'exercice 1990. Le revenu global de l'action serait donc de 18 francs, compte tenu de l'avoir fiscal.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires se tiendront le 24 juin 1991 à 11 heures au siège social : Z.I. La Grande Marine - Route nationale 100 - L'ISLE-SUR-LA-SORGUE (84800).

Les actionnaires pourront obtenir les documents d'information ainsi que les formulaires de procuration et de vote par correspondance en se présentant au siège social ou sur demande écrite de leur part, par lettre recommandée avec accusé de réception reçue au siège social cinq jours au moins avant la date de l'assemblée.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte Bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir note)	Nbre de rns
2 semaines	115 F	165 F	13
4 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	310 F	310 F	28
2 mois	520 F	550 F	52
3 mois	790 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION : NOUS CONTACTER AU (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1 place, Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement nécessite un délai de 10 jours

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÉGLEMENT : ☐ CHÉQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à la fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

NEW-YORK, 13 mai ↑

Légère hausse

La tendance a été très irrégulière, lundi, à la Bourse de New-York, reflétant l'indécision des opérateurs après la publication des premières statistiques concernant l'évolution de la croissance économique en avril.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 824,42, en hausse de 4,25 points (0,15 %) dans un marché calme. Quelques 130 millions d'actions ont été échangées. Le marché est sorti de sa torpeur au début et en fin de séance à la suite d'une chasse aux bonnes affaires après les fortes baisses subies par le coté vendredi dernier. Entre-temps, les valeurs fluctuaient dans les deux sens, malgré une baisse des bons du Trésor à 9,27 % (8,27 % contre 9,34 % vendredi soir) et l'annonce de la progression de 0,1 % de la production industrielle en avril, chiffre voisin des prévisions.

Selon Larry Wachtel, vice-président de Prudential Securities, il ne faut pas s'attendre à une reprise décisive à Wall Street tant que l'économie américaine ne donnera pas de signes évidents de sortie de la récession. Square D, qui a accepté une OPA déclinée en faveur du groupe français Schneider, a progressé de 6 3/8 pour parvenir à 87 3/8.

VALEURS	Cours du 10 mai	Cours du 13 mai
Alcoa	71 3/8	69 1/4
AT&T	35 7/8	36 1/2
Chrysler	18 3/4	17 7/8
Chrysler Bank	42	43
Exxon	41 3/8	41 1/8
General Motors	38 1/2	37 1/2
IBM	103 1/4	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	58 1/4	57 1/8
Merck	57 1/2	57 1/2
Microsoft	67 1/2	67 1/2
Motorola	67 1/2	67 1/2
Novartis	67 1/2	67 1/2
Oracle	67 1/2	67 1/2
Schering-Plough	67 1/2	67 1/2
Union Carbide	28 1/8	27 1/8
USX	28 1/8	27 1/8
West Corp.	58	55 3/4

LONDRES, 13 mai ↓

Vif recul

Après avoir évolué dans la rouge dans le sillage de la chute de Wall Street vendredi 10 mai, les valeurs ont accusé leurs pertes en fin de séance lundi au Stock Exchange avec l'ouverture à nouveau en baisse de New-York. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 37,7 points, soit 1,5 %, à 2 486,6. Le volume des échanges a atteint 353,8 millions de titres contre 421,7 millions vendredi.

Ce fort recul est aussi la traduction du pessimisme sur le marché d'une prochaine réduction des taux d'intérêt britanniques. L'attente de nombreux résultats de sociétés et d'une florissante activité économique ont conduit à une nouvelle déception législative partielle, jeudi, n'a pas incité les opérateurs à prendre des initiatives.

FAITS ET RÉSULTATS

□ La SOFCO cotée à la fois sur le second marché français et sur le marché libanais, a annoncé, le 22 mai, à l'initiative de Lyon Finance et Industrie, la SOFCO, un holding aux activités allant de la construction à l'automobile en passant par la santé, sera introduit sur le second marché de la Bourse de Lyon et sur le marché libanais. Le capital de la SOFCO est de 100 000 actions, soit 10,1 % du capital, seront proposées au public à cette occasion. Une opération analogue a déjà eu lieu au début du mois de mars avec l'inscription de Com 1, une PMI gironnoise, simultanément en France et en Allemagne.

□ L'Oréal prend le contrôle de l'allemand Dral. — La filiale allemande du groupe L'Oréal va prendre le contrôle du groupe allemand Dral A.G., spécialisée dans les soins capillaires, annonce le groupe français. Le rachat, qui requiert l'approbation de l'administration allemande, concernera l'ensemble de Dral à l'exception de la société Ryl-Couffeur. Le chiffre d'affaires de Dral avoisine les 150 millions de marks, soit 150 millions de francs.

□ Le Fox et le MATIF pourraient fusionner leurs marchés financiers. Les marchés à terme londonien et parisien, les Futures and Options Exchange (Fox) et le MATIF, sont en train d'étudier la possibilité de fusionner leurs activités sur le sucre, a annoncé lundi 13 mai un communiqué du Fox. Le Fox, dont les marchés du sucre brut et blanc fonctionnent grâce à un système électronique, n'a voulu ajouter aucun détail à ce stade préliminaire.

PARIS, 14 mai ↓

Poursuite de l'effritement

La Bourse de Paris était victime d'un nouvel accès de faiblesse mardi, dans un marché calme, le courant des affaires restant faible. En recul de 0,14 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 abandonnait 0,51 % en fin de séance. En début d'après-midi, peu avant l'ouverture de Wall Street, il se maintenait à -0,70 %. Le marché manquait toujours de ressort, les nouvelles étant bien monétaires que financières ou économiques françaises et internationales ne permettant pas, selon les experts, de dépasser des idées reçues.

Sur le marché à règlement mensuel, les plus fortes progressions étaient enregistrées par UCB, Major, Scos et Truffaut. Du côté des obligations, on notait le certificat Rhône-Poulenc et Cédélec. La cotation des actions Nouvelles Galeries, qui devait reprendre mardi 15 mai, a été de nouveau suspendue. Cette décision a été prise en raison de l'appel interjeté par le groupe d'avoir contre la décision du CBV d'imposer aux Galeries Lafayette une OPA sur 66 % du capital des Nouvelles Galeries.

Pour le mois d'avril, l'Europe a enregistré une bonne progression du rendement des obligations, mais une stagnation des valeurs monétaires et une baisse des actions. Ces derniers voient leur rendement diminuer de 3,1 milliards de francs.

TOKYO, 14 mai ↓

Echec à la reprise

Une tentative de reprise a été enregistrée mardi 14 mai au Kabuto-cho. Mais elle a échoué et l'indice Nikkei, après avoir monté à mi-séance de 54,90 points (+0,25 %), a reperdu tout le bénéfice gagné pour finalement s'établir à la cote 26 030,08, soit à 63,12 points (-0,24 %) au-dessous de son niveau de mardi.

Selon les professionnels, le marché nippon manque d'encouragements. La meilleure tenue de Wall Street n'a pas suffi à rassurer, et même la détente enregistrée sur le front des taux ne convainait pas. Surtout, les investisseurs attendent avec impatience les résultats des entreprises pour l'exercice clos le 31 mars dernier, dont les premiers devraient commencer à être publiés. Certains craignent de mauvaises surprises. Difficile encore à dire avec précision. Mais la prudence est d'actualité, comme en témoigne le niveau toujours assez bas des échanges. Les analystes japonais semblent au moins certains d'une chose : le marché devra rebondir au niveau 26 000 de l'indice Nikkei. Les graphiques sont, paraît-il, formels.

CHANGES

Dollar : 5,81 ↓
Mardi 14 mai, à Paris, le dollar a été coté au fixing en léger repli, à 5,81 F, contre 5,8290 F à la clôture des échanges interbancaires de lundi 13, et 5,8390 F en fixing du même jour. La séance de lundi a été marquée par des prises de bénéfices et par des rumeurs de démission du président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl (*lire ci-contre*).

FRANCFORT 13 mai 14 mai
Dollar (en DM) 1,729 1,7175
TOKYO 13 mai 14 mai
Dollar (en yen) 139,03 139,03

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (14 mai) 9 - 9 1/8 %
New-York (13 mai) 5 13/16 %

BOURSES
PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)
10 mai 13 mai
Valeurs françaises 120,20 119,50
Valeurs étrangères 114,20 113
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 40 489,09 487,65
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1898,27 1894,45

NEW-YORK (indice Dow Jones) 13 mai
Industriel 2 920,17 2 924,42
LONDRES (indice Financial Times) 13 mai
10 mai 13 mai
100 valeurs 2 524,30 2 486,60
30 valeurs 1 974,50 1 942,60
Mines d'or 145,70 144,20
Fonds d'Etat 84,94 84,78

FRANCFORT 13 mai 14 mai
Das 1 628,63 1 610,90
TOKYO 13 mai 14 mai
Nikkei Dow Jones 26 030,08 26 030,08
Indice général 1 977,70 1 973,06

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse
\$ E.-U.	5,7975	5,7995	+ 158	+ 295	+ 315	+ 860
\$ can.	5,0391	5,0420	+ 68	+ 38	+ 72	+ 156
Yen (100)	167,12	167,41	+ 42	+ 80	+ 100	+ 313
DM	3,3674	3,3905	- 5	+ 11	- 6	+ 16
Florin	3,0659	3,0677	- 5	+ 3	- 9	+ 16
FR (100)	16,4990	16,4990	- 5	+ 50	- 30	+ 60
FR	4,0227	4,0269	+ 31	+ 47	+ 57	+ 171
£ (1 000)	4,2650	4,2683	- 78	- 58	- 153	- 217
Franc	10,0420	10,0520	- 260	- 230	- 430	- 968

TAUX DES EUROMONNAIES

COURS	1 MOIS		3 MOIS		6 MOIS		1 AN	
	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse
\$ E.-U.	5,1916	5,1916	5,1916	5,1916	5,1916	5,1916	5,1916	5,1916
DM	3,34	3,34	3,34	3,34	3,34	3,34	3,34	3,34
FR	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990
Yen	167,12	167,12	167,12	167,12	167,12	167,12	167,12	167,12
£	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650
FR (100)	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990	16,4990
FR	4,0227	4,0227	4,0227	4,0227	4,0227	4,0227	4,0227	4,0227
£ (1 000)	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650	4,2650
Franc	10,0420	10,0420	10,0420	10,0420	10,0420	10,0420	10,0420	10,0420

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

PARIS : 13 mai

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3725	3780	LCI	250 20	250 10
Amstel Associated	280	287	EDF	368 70	368 20
B.A.C.	158	158	Idemco	135	135
Bouygue	881	880	Immob. Hoville	501	891
Bouygue Lyot	382	372	LP&M	100	100
Bouygue Lyot	211	211	Loca invest.	285	285
CAL-de-Fr. (CCU)	1100	1098	Locom	81 50	91 50
Calson	405	405	Mara Comm.	135	128 60
Canal	674	688	Molay	148	148
CEGEF	179	171 50	Presbourg	85	85
C.F.P.I.	310	310	Publ. Filippucci	380	384 80
C.N.I.M.	920	920	Ranz	650	651
Codex	258	258	Rhône-Alp. Eau (Ly.)	301	301
Confiance	841	835	St-H. Megaron	183	178
Credac	228 50	244 80	Select Invest (Ly.)	97	97
Dagblin	455	442	Serbis	452	452
Delfin	370	364	S.M.T. Socopl.	130	115
Demachy Worme Cal	400	400	Sups	275	275
Desquignes et Gir.	283	285	TFI	265 50	276
Devalley	1245	1200	Thomson H. Ly.	285	285
Dewille	400	400	Unilog	228 90	225 10
Dolac	140	140 50	Val et Co.	101	103 50
Edisons Belland	225	225	Y. St-Laurent Groupe	794	790
Emp. Propulsion	340	331			
Financ	129	129			
Frankopris	134 50	135			
FFI Group (en L.)	300	280			
Grand Univ.	281	289			
Grograph	218	218			
Groupe Ony	735	740			
Guinot	1080	1085			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 mai 1991

Nombre de contrats : 25 992

COURS ÉCHÉANCES

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat Options de vente

107 0,41 1,15 0,55

CAC 40 A TERME

Volume : 4 164 (MATIF)

COURS

Dernier 1 843,5

Précédent 1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

1 843,5

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 MAI

Compo- sition	VALEURS					Règlement mensuel					Compo- sition					VALEURS					Compo- sition					
	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compo- sition	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compo- sition	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compo- sition	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compo- sition	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compo- sition	
3590	CNE 3%	4120	4130	+0.24																						
150	B.M.T. T.P.	880	880	-0.06																						
918	O Lyon T.P.	928	928	0.00																						
1350	Renaik T.P.	1918	1920	-1.22	215	2130	210	-2.33	380	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
1570	Rhone Poul T.P.	1838	1838	0.00	140	140	140	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
980	Thomson T.P.	1130	1130	0.00	140	140	140	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
170	ACCOR	803	800	-0.75	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
890	Al. Liquides	676	676	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
525	Al. Liquides	676	676	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
1740	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
220	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
1180	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
236	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
1030	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
106	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Lafarge	375	370	365	-1.35	560	Sauguet (M)	1535	1530	1520	-0.68	350	Echo Ryb	45 80	45 50	47	+0.11
132	AL. S.P.	388	388	0.00	1070	1070	1070	0.00	370	Laf																

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du mont.	% du dispo.	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations									Etrangères		
Emp.Ét. 8,95/77	122 05	6 58	CLM	971	950	Magnat	750	....	A.E.E.	730	650
Emp.Ét. 9,95/78	100 80	8 21	CLT.A.R.M. (P)	2425	....	Midat Dépt.ry	570	....	Alcan Inc. Sci.	390	360
10,00/79/84	100 80	8 21	Coligny	256	....	Alcan	135 20	139 80	Alcan Alumin.	111	112
Emp.Ét. 12,4/83	100 80	8 21	Comptex	376	375	Novor	220	220	América Brandt	108	110
Emp.Ét. 11,5/85	100 80	8 21	De Coligny	561	566	Novor (Int.)	300	308	América Brandt	246	265
10,20/85 mes 85	111 19	2 27	Cot. Lays Almond	368	387 10	Ordy (CI)	285	285	Armstrong	168	....
OAT 10,5/2000	105 20	1 78	Comptex	880	850	Ordy Descom	1080	1122	Armstrong	565	570
OAT 9,95/21/1997	105 36	4 12	Comptex	310	306	Palat Novosel	1100	1090	Armstrong	24750	24800
OAT 9,95/1/1996	105 75	2 73	Comptex	711	716	Palat Novosel	592	585	Armstrong	168	....
OAT 10,30/1985	1787	....	Cot. Lays Almond	127 80	126 10	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
PTT 11,25/85	101 85	2 98	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
GF 10,30/85	105 30	1 68	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
GF 10,25/85 mes 80	105 30	1 68	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
CSA 10,5/1975	....	2 07	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
CNB Paris 5000F	99 76	3 73	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
CNB Paris 5000F	99 76	3 73	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
CNB Suez 5000F	99 76	3 73	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
CNE 11,55/85	102 41	9 78	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
CN 1/82 5000F	88 78	3 73	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
CNT 9 9/85	107 20	3 82	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
CNT 10,80/85 dec 85	145 80	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
CHRG 50F 3% 100	995	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
CHRG 50F	2055	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Alcatel 0 1% gov. 89	555	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
L. Eise 0 5,5/85	805	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Thom. 0 5,25/85	880	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
VALEURS	Cours princ.	Dernier cours									
Actions											
Agache Inc. (ex)	1085	1080	CLM	971	950	Magnat	750	....	A.E.E.	730	650
Applications Hydr.	1442	1444	CLT.A.R.M. (P)	2425	....	Midat Dépt.ry	570	....	Alcan Inc. Sci.	390	360
Ardal	610	806	Coligny	256	....	Alcan	135 20	139 80	Alcan Alumin.	111	112
Banc C. Monzon	1260	1269	Comptex	376	375	Novor	220	220	América Brandt	108	110
B. Hypoth. Econ.	394 10	....	De Coligny	561	566	Novor (Int.)	300	308	América Brandt	246	265
B.N.P. Intercom.	310	308	Cot. Lays Almond	368	387 10	Ordy (CI)	285	285	Armstrong	168	....
Bright Star (C.)	358	....	Comptex	880	850	Ordy Descom	1080	1122	Armstrong	565	570
Bridemore Internat.	512	....	Comptex	310	306	Palat Novosel	1100	1090	Armstrong	24750	24800
B.T.P. (Querc.)	9132	....	Cot. Lays Almond	127 80	126 10	Palat Novosel	592	585	Armstrong	168	....
Cardifco	74 10	74	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Carbone Lorraine	700	680	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Cass. Pochet	13 50	13 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
C.E.G.F. Frigor J.	441	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Centrale Briey	62 60	63 00	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Chempac Hy.	127	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
	107 10	107 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
VALEURS	Cours princ.	Dernier cours									
Actions											
Agache Inc. (ex)	1085	1080	CLM	971	950	Magnat	750	....	A.E.E.	730	650
Applications Hydr.	1442	1444	CLT.A.R.M. (P)	2425	....	Midat Dépt.ry	570	....	Alcan Inc. Sci.	390	360
Ardal	610	806	Coligny	256	....	Alcan	135 20	139 80	Alcan Alumin.	111	112
Banc C. Monzon	1260	1269	Comptex	376	375	Novor	220	220	América Brandt	108	110
B. Hypoth. Econ.	394 10	....	De Coligny	561	566	Novor (Int.)	300	308	América Brandt	246	265
B.N.P. Intercom.	310	308	Cot. Lays Almond	368	387 10	Ordy (CI)	285	285	Armstrong	168	....
Bright Star (C.)	358	....	Comptex	880	850	Ordy Descom	1080	1122	Armstrong	565	570
Bridemore Internat.	512	....	Comptex	310	306	Palat Novosel	1100	1090	Armstrong	24750	24800
B.T.P. (Querc.)	9132	....	Cot. Lays Almond	127 80	126 10	Palat Novosel	592	585	Armstrong	168	....
Cardifco	74 10	74	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Carbone Lorraine	700	680	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Cass. Pochet	13 50	13 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
C.E.G.F. Frigor J.	441	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Centrale Briey	62 60	63 00	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Chempac Hy.	127	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
	107 10	107 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
VALEURS	Cours princ.	Dernier cours									
Actions											
Agache Inc. (ex)	1085	1080	CLM	971	950	Magnat	750	....	A.E.E.	730	650
Applications Hydr.	1442	1444	CLT.A.R.M. (P)	2425	....	Midat Dépt.ry	570	....	Alcan Inc. Sci.	390	360
Ardal	610	806	Coligny	256	....	Alcan	135 20	139 80	Alcan Alumin.	111	112
Banc C. Monzon	1260	1269	Comptex	376	375	Novor	220	220	América Brandt	108	110
B. Hypoth. Econ.	394 10	....	De Coligny	561	566	Novor (Int.)	300	308	América Brandt	246	265
B.N.P. Intercom.	310	308	Cot. Lays Almond	368	387 10	Ordy (CI)	285	285	Armstrong	168	....
Bright Star (C.)	358	....	Comptex	880	850	Ordy Descom	1080	1122	Armstrong	565	570
Bridemore Internat.	512	....	Comptex	310	306	Palat Novosel	1100	1090	Armstrong	24750	24800
B.T.P. (Querc.)	9132	....	Cot. Lays Almond	127 80	126 10	Palat Novosel	592	585	Armstrong	168	....
Cardifco	74 10	74	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Carbone Lorraine	700	680	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Cass. Pochet	13 50	13 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
C.E.G.F. Frigor J.	441	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Centrale Briey	62 60	63 00	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Chempac Hy.	127	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
	107 10	107 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
VALEURS	Cours princ.	Dernier cours									
Actions											
Agache Inc. (ex)	1085	1080	CLM	971	950	Magnat	750	....	A.E.E.	730	650
Applications Hydr.	1442	1444	CLT.A.R.M. (P)	2425	....	Midat Dépt.ry	570	....	Alcan Inc. Sci.	390	360
Ardal	610	806	Coligny	256	....	Alcan	135 20	139 80	Alcan Alumin.	111	112
Banc C. Monzon	1260	1269	Comptex	376	375	Novor	220	220	América Brandt	108	110
B. Hypoth. Econ.	394 10	....	De Coligny	561	566	Novor (Int.)	300	308	América Brandt	246	265
B.N.P. Intercom.	310	308	Cot. Lays Almond	368	387 10	Ordy (CI)	285	285	Armstrong	168	....
Bright Star (C.)	358	....	Comptex	880	850	Ordy Descom	1080	1122	Armstrong	565	570
Bridemore Internat.	512	....	Comptex	310	306	Palat Novosel	1100	1090	Armstrong	24750	24800
B.T.P. (Querc.)	9132	....	Cot. Lays Almond	127 80	126 10	Palat Novosel	592	585	Armstrong	168	....
Cardifco	74 10	74	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Carbone Lorraine	700	680	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Cass. Pochet	13 50	13 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
C.E.G.F. Frigor J.	441	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Centrale Briey	62 60	63 00	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Chempac Hy.	127	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
	107 10	107 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
VALEURS	Cours princ.	Dernier cours									
Actions											
Agache Inc. (ex)	1085	1080	CLM	971	950	Magnat	750	....	A.E.E.	730	650
Applications Hydr.	1442	1444	CLT.A.R.M. (P)	2425	....	Midat Dépt.ry	570	....	Alcan Inc. Sci.	390	360
Ardal	610	806	Coligny	256	....	Alcan	135 20	139 80	Alcan Alumin.	111	112
Banc C. Monzon	1260	1269	Comptex	376	375	Novor	220	220	América Brandt	108	110
B. Hypoth. Econ.	394 10	....	De Coligny	561	566	Novor (Int.)	300	308	América Brandt	246	265
B.N.P. Intercom.	310	308	Cot. Lays Almond	368	387 10	Ordy (CI)	285	285	Armstrong	168	....
Bright Star (C.)	358	....	Comptex	880	850	Ordy Descom	1080	1122	Armstrong	565	570
Bridemore Internat.	512	....	Comptex	310	306	Palat Novosel	1100	1090	Armstrong	24750	24800
B.T.P. (Querc.)	9132	....	Cot. Lays Almond	127 80	126 10	Palat Novosel	592	585	Armstrong	168	....
Cardifco	74 10	74	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Carbone Lorraine	700	680	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Cass. Pochet	13 50	13 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
C.E.G.F. Frigor J.	441	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
Centrale Briey	62 60	63 00	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	24750	24800
Chempac Hy.	127	....	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	168	....
	107 10	107 80	Cot. Lays Almond	1035	1035	Palat Novosel	188	170	Armstrong	565	570
VALEURS	Cours princ.	Dernier cours									
Actions											
Agache Inc. (ex)	1085	1080	CLM	971	950	Magnat	750	....	A.E.E.	730	650
Applications Hydr.	1442	1444	CLT.A.R.M. (P)	2425	....	Midat Dépt.ry</					

SICAV (sélection)[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

COMMUNICATION

Mise au point par Vidéotron au Canada La télévision interactive arrive en Grande-Bretagne

MONTREAL

de notre correspondante

Les téléscripteurs britanniques de Londres, Southampton et Winchester, abonnés au réseau câblé de la société canadienne Vidéotron, auront l'autonomie prochaine quelques raisons supplémentaires de s'installer devant leur petit écran, qu'ils regardent déjà en moyenne beaucoup plus souvent que les autres Européens. Grâce à un nouveau système baptisé Vidéoway, dont ils seront équipés gratuitement dans un premier temps, ils pourront bénéficier, sur leur poste de télévision, d'une partie des avantages de la télématique et de la vidéo « en prime » la possibilité d'adapter ou de modifier à leur guise le contenu d'émissions dites « interactives », premiers pas vers une télévision sur mesure.

L'introduction au Québec, en 1989, de ce système a sonné le glas d'une ère où le téléscripteur se contentait de zapper entre la trentaine de chaînes canadiennes ou américaines qui lui sont offertes sur le câble local. La télévision interactive permet à ces câblés nouvelle manière de choisir, pendant certaines émissions, d'une simple pression sur un bouton de leur télécommande : une vue d'ensemble d'une scène de spectacle par exemple, gros plans sur le chanteur, le guitariste ou le batteur. Si un match de hockey sur glace — en direct comme en différé — leur est proposé en mode interactif, ils peuvent suivre le plan global du jeu, se concentrer sur les déplacements du joueur vedette de l'une ou l'autre équipe ou encore revoir instantanément les sept dernières secondes de jeu.

Plusieurs versions du journal télévisé

Les téléscripteurs montrealais, qui ont les premiers bénéficié de cette technologie développée par Vidéotron (deuxième plus importante compagnie de télédiffusion au Canada), ont même depuis un an la possibilité de composer chaque soir leur propre menu en regardant le journal télévisé de la chaîne Télé-tropique (contrôlée par Vidéotron depuis 1988) : deux ou trois des grands sujets d'actualité sont proposés en version plus développée, de même que les nouvelles sportives. Le téléscripteur peut opter pour un de ces suppléments d'information puis revenir au cours normal du journal ou encore préférer un résumé, s'il a l'impression d'avoir raté des nouvelles importantes pendant son vagabondage. Appliquée à des jeux télévisés, la même technologie permet à l'utilisateur, grâce au préenregistrement de différentes versions, d'obtenir un scénario « personnel », en fonction des réponses justes ou fausses qu'il a données à partir de sa télécommande. Même chose pour certaines fictions, que le téléscripteur peut faire évoluer en fonction des rebondissements qu'il a lui-même choisis.

André Chagnon, le président-fondateur de Vidéotron, n'en doute pas : un seul instant, la télévision interactive est la voie de l'avenir parce que les téléscripteurs de l'an 2000 n'accepteront plus de rester « passifs » devant l'écran du foyer. L'ancien électricien, aujourd'hui à la tête d'un groupe qui a réalisé l'an passé des bénéfices nets de 18 millions de dollars canadiens (1) sur un chiffre d'affaires de 421 millions de dollars estime par ailleurs que les enchères d'images devront aller au-delà de

ces nouveaux besoins pour d'égaler le marché de la télévision traditionnelle, y compris sur le plan de la publicité. La télévision interactive n'a-t-elle pas déjà permis à quelques annonceurs québécois de mieux cibler leurs campagnes, en offrant notamment aux abonnés le choix entre différents types de spots, publicitaires ou promotionnels ?

75 000 abonnés au Québec

Les premiers bilans effectués au Québec tendent à lui donner raison. Expérimentés en 1989 auprès de quelques centaines de foyers, le système Vidéoway a déjà 75 000 abonnés dans la province où il a été lancé commercialement sans tambour ni trompette au début de l'an passé, les terminaux, fabriqués par la firme américaine Zenith au Mexique, n'étant pas livrés en quantités suffisantes pour répondre à la demande. Ce problème d'approvisionnement réglé, les campagnes publicitaires viennent à peine de commencer.

La grande originalité du terminal Vidéoway, pour la mise au point duquel Vidéotron a investi plus de 30 millions de dollars canadiens au cours des dix dernières années, est qu'il renferme à la fois, dans une boîte plate et peu encombrante, un sélecteur de câble, des décodeurs pour la télévision payante, le vidéo-texte, le télétexte, la télévision interactive ainsi qu'une mémoire d'une capacité de 256 K. Son succès, qui s'est affirmé à partir du moment où les premiers matches de hockey et de base-ball, sports nationaux canadiens, ont été présentés en mode interactif, tient aussi au coût relativement modeste de l'abonnement.

Le système revient à environ 45 dollars canadiens par mois (20 dollars de plus qu'un abonnement au seul câble, quel que soit le temps d'utilisation de la télévision payante ou interactive et des vingt-quatre familles de services télématiques ou vidéo offerts (2). L'objectif visé est d'atteindre 250 000 utilisateurs d'ici 1992 au Québec, où Vidéotron compte 1,1 million d'abonnés au seul câble, ce qui représente un taux de pénétration de 66 %.

Le plus proche concurrent de Vidéoway, le terminal Alex, du géant Bell Canada, largement inspiré du Minitel français, plétine, trois ans après un lancement à grand renfort de publicité. Environ 20 000 personnes l'ont gardé, alors qu'il offre l'accès à des banques de données et à des services télématiques (courrier électronique bidirectionnel, consultation de l'annuaire téléphonique, transactions bancaires) que Vidéotron ne proposera pas avant au moins deux ans. Les expériences menées au Québec avec le Minitel français ont, elles, carrément mené leurs auteurs à la faillite.

« Ces terminaux sont arrivés en Amérique du Nord dix ans trop tôt, à un moment où seules les nouvelles générations n'avaient aucune référence devant un clavier. La télévision, elle, fait partie de la culture locale depuis des lustres. Nous n'avons fait qu'ajouter quelques touches, simples à utiliser, sur des télécommandes que le commun des téléscripteurs canadiens sait manipuler depuis plusieurs années », dit Jean-Claude Galarneau, l'un des directeurs de Vidéotron.

MARTINE JACOT

Le déficit d'A 2 - PR 3

Le CSA se déclare en faveur d'une augmentation de la redevance

Le Conseil supérieur de l'audio-visuel (CSA) estime, dans la dernière livraison de sa lettre mensuelle, que « le déséquilibre affectant les finances des chaînes publiques depuis 1986 est (...) structurel » et résulte d'une « conjonction de l'inflation du coût de la grille, de la baisse en France des coûts de la concurrence des chaînes privées sur le marché publicitaire ». Le CSA affirme que « ce n'est pas en combinant tous les deux ans les déficits accumulés qu'il pourra être résolu de façon durable ». Le CSA suggère en conséquence de résorber ce déséquilibre permanent par une hausse de la redevance à des niveaux voisins atteints chez nos voisins et par l'attribution d'une dotation budgétaire compensant intégralement les exonérations de redevance consenties aux personnes âgées.

EN BREVE

■ M. Jean-François Lemoine, PDG de Sud-Ouest, blessé dans un accident de la route. M. Jean-François Lemoine, quarante-huit ans, PDG du groupe de communication Sud-Ouest (Bordeaux), a été victime, dimanche 12 mai, d'un accident de voiture sur la route de Saint-Paul-lès-Dax. Grièvement blessé, M. Lemoine a été hospitalisé à Bordeaux. Son état a justifié une intervention chirurgicale qui, selon le communiqué de l'hôpital, « s'est bien déroulée ». L'état du PDG de Sud-Ouest est qualifié de « stationnaire ».

■ L'Italien Rizzoli s'associe avec le producteur américain Carolco. Rizzoli-Corriere della Sera Video (RCS Video), filiale du groupe Rizzoli (Fiat), vient de s'associer au producteur indépendant américain Carolco en achetant 3,3 % de son capital pour 15 millions de dollars (environ 82 millions de francs). RCS Video va bénéficier des liens du producteur de *The Doors* et de *Rambo* avec Canal Plus, le japonais Pioneer ou le britannique Carlton.

CARNET DU Monde

Naissances

— Julia
a la joie d'annoncer la naissance de sa sœur

Flora,

le 7 mai 1991, chez
Florence et Henri NEUSTADT,
6, rue Proudhon,
25000 Besançon.

— Sylvie MARSAUDON

Bernard LUMINEAU
ont la joie d'annoncer la naissance de

Lorris,

le 5 mai 1991.

30, passage de la Main-d'Or,
75011 Paris.

— M. et M^{me} Albert SIMANOV,
M. et M^{me} Joseph LEVI,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Marlino

au foyer de leurs enfants,
Anne et Didier LEVI,
le 26 avril 1991.

— Clarisse et Franck SYLVAIN
ont la joie d'annoncer la naissance de

Noëlle,

née le 11 mai 1991, à Paris.
140, avenue Jean-Jaurès,
94200 Ivry-sur-Seine.

Mariages

— Martine TARDY
et
Bruno DUFOUR

sont heureux de faire part de leur
mariage, qui a eu lieu à la mairie
d'Ecully (Rhône), le 11 mai 1991, dans
l'intimité familiale.

Cette annonce tient lieu de faire-
part.

— Le docteur et M^{me} Pierre ROCHE,
M. et M^{me} Léopold LE POGAM,
sont heureux de faire part de leur mariage
de leurs enfants.

Catherine-Sophie et Michel,
à Grimaud, le 18 mai 1991.

4, place de l'Eglise,
83100 Grimaud.
29, avenue Duplessis-de-Grenadan,
83100 Toulon.

Décès

— François BAILLOT,
architecte DPLG,
(11 décembre 1917-9 mai 1991).

Françoise Baillolet-Ripert,
Frédérique, Christophe, Bertrand,
Et leurs familles.

Cérémonie religieuse 16 mai,
15 heures.

« Sur le Mont »,
71110 Aazy-le-Duc.

— On nous prie de rappeler le décès
accidental, survenu le 10 mai 1991, de

M. Eugène BARATTE.

Une messe à son intention sera célé-
brée le jeudi 16 mai, à 18 heures, en
l'église Saint-Pierre-du-Gros-Cailloir,
92, rue Saint-Dominique, Paris-7.

De la part de :
M^{me} Eugène Baratte
Et toute sa famille.

10, rue du Pré-aux-Clercs,
75007 Paris.

— Le conseil d'administration,
le comité exécutif,
Et le personnel de la société Solvay
et Co.,
ont la tristesse de faire part du décès
accidental de leur directeur général
pour la France,

M. Eugène BARATTE,

survenu le 10 mai 1991.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu dans l'intimité fami-
liale.
Une messe sera célébrée le jeudi
16 mai, à 18 heures, en l'église Saint-
Pierre-du-Gros-Cailloir, 92, rue Saint-
Dominique, Paris-7.

— Le Musée national des arts asiatiques
(Guimet)
a le regret d'annoncer le décès de

Henriette BERNARD,

conservateur en chef honoraire,
chevalier
de l'Ordre national du Mérite,
officier des Arts et des Lettres.

Entrée dans les musées en 1936,
Henriette Bernard-Demoulin devient
conservateur au Musée Guimet en
1950, où elle anime le Centre d'histoire
des religions. Chargée des travaux de
renovation du musée, elle fut nommée
conservateur en chef en 1979.

— M. Lucien Bernard,
M. et M^{me} Alain Bernard,
Sophie et Marion, Romain et Mathilde,
M. et M^{me} Etienne Bernard,
Guillaume, Laurent, Joanne, Arnaud
et Alice.

M. et M^{me} Georges Demoulin,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Françoise Demoulin,
M. et M^{me} Bernard Demoulin,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Nicolas Demoulin,
M^{me} Gérard Demoulin,
ses enfants et sa petite-fille,
Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lucien BERNARD,

née Henriette Jeanne Marie Demoulin,
conservateur en chef honoraire
des musées nationaux,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
officier des Arts et des Lettres,

survenu le 11 mai 1991, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 15 mai, à 11 heures, en
l'église d'Achy (Oise).

— M^{me} Madeleine Bouquié,
son épouse,
Françoise Bouquié et Simone
Feignier,
ses filles,
Caroline, Marianne et Patricia,
ses petites-filles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel BOUQUIÉ,

directeur honoraire
de la Régie autonome
des transports parisiens,

survenu accidentellement le 27 avril
1991, dans l'avenue, où les obsèques
ont été célébrées dans l'intimité.

Un service religieux sera célébré le
jeudi 23 mai, à 17 h 45, en l'église
Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

40, rue de Seine,
75006 Paris.

« Le Seigneur est tendresse et
pitié, lent à la colère et plein
d'amour. »
Psaume 103.

Isabelle DEFANCE,
chef de clinique, assistante
à l'hôpital pédiatrique Debrousse,
à Lyon,

nous a quittés le vendredi 10 mai 1991,
dans sa trentième année.

Thierry et Marie-Alex Defance,
son épouse,
Renaud, Cécile, Marie-Bérénice,
Jean-Guillaume,
ses frères, sœur et belle-sœur,
Madeleine Defance,
sa grand-mère,
Guy de Merle,
son grand-père,
Ses oncles et tantes,
Jean-Paul, Chantal, Bruno, François,
Evelyne, Dominique et Anne-Marie du
Merle
et leurs enfants,
Hubert et Claudie, Jean-Claude et
Claude Defance,
Georges et Chantal Reille
et leurs enfants,
Ses amis de Paris et de Lyon,
vous prient d'assister à la cérémonie
religieuse qui aura lieu le vendredi
17 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Cer-
main de Châtigny, Châtigny-Malahy
(Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Les Sorbiers »,
18, rue Louis-Léautaud,
77500 Boissy-le-Roi.

— M. René Thomas,
président de la Banque nationale de
Paris,
Et les collaborateurs de la banque,
ont le profond regret de faire part du
décès de

M. Marc MANIFACIER,

officier de la Légion d'honneur,
directeur général honoraire de la BNP,

survenu le 16 avril 1991.

— M^{me} Fernande Schu,
M. et M^{me} Jacques Schu
et leurs enfants,
M^{me} Denise Nicole,
M. Jean-Rémy Nicole
et ses enfants,
M. et M^{me} Marcel Dubois,
Les familles Nicod, Pierrard, Carret,
Bourgeois, Mariage,
Les familles Mirikellam, Danos,
Proteau,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Bernard SCHU

animateur de RTL et Europe 2,
survenu le 11 mai 1991, dans sa qua-
rante-cinquième année.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 15 mai, à 14 heures, en
l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal (porte
de Saint-Cloud), par le Père Kerzonen
OMI.

L'inhumation aura lieu ensuite au
cimetière d'Achères.

12, rue du Sergent-Maginot,
75016 Paris.

Intéressé à RTL en 1987, Bernard Schu a animé de nombreuses émissions musicales de cette station jusqu'en 1983, parmi lesquelles RTL Disco, le hit-parade des clubs... Après avoir monté sa propre entreprise d'animation, il avait rejoint l'équipe d'Europe 2 dès 1987, au lancement de cette radio FM.

— La direction générale de l'Union
des assurances de Paris
Et l'ensemble des collaborateurs du
groupe de l'UAP,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert POUPART-LAFARGE,

directeur général adjoint de l'UAP,
président de COGIFI,
directeur général de FINEXTEL,

survenu à la suite d'un accident le
10 mai 1991.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le mardi 21 mai, en l'église de
l'Assomption, 88, rue de l'Assomption,
à Paris-16^e, à 18 heures.

— Le président
Et les membres du conseil d'adminis-
tration de FINEXTEL,
Ainsi que l'ensemble des collabo-
rateurs de la société,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert POUPART-LAFARGE,

directeur général de FINEXTEL,
survenu à la suite d'un accident le
10 mai 1991.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le mardi 21 mai, en l'église de
l'Assomption, 88, rue de l'Assomption,
à Paris-16^e, à 18 heures.

— Le conseil d'administration de
COGIFI,
Ainsi que l'ensemble des collabo-
rateurs de la société,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert POUPART-LAFARGE,

président de COGIFI,
survenu à la suite d'un accident le
10 mai 1991.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le mardi 21 mai, en l'église de
l'Assomption, 88, rue de l'Assomption,
à Paris-16^e, à 18 heures.

— M^{me} Marcelle Lebar,
née Nakach,
M. et M^{me} Edouard Lebar,
M. et M^{me} Robert Ensallem,
M. et M^{me} Philippe Knaoui,
M. et M^{me} Léon Boujo,
ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
M. et M^{me} Gaston Lebar
et leurs enfants,
M^{me} veuve Bessaid
et ses enfants,
Les familles Nakach, Guenoun,
Ensallem, Ananou et Caddous,
ont la douleur de faire part de la dispo-
sition finale, le 11 mai 1991, dans sa
soixante-dix-neuvième année, de leur
époux, père, grand-père, frère chéri,

M. Marcel LEBHAR.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Montrouil-cous-Bois (Seine-Saint-
Denis), le mercredi 15 mai, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Marc Manifacier,
M. et M^{me} Louis Lacroix,
Laurent, Anne-Marie et Bruno
Lacroix,
ont la douleur de faire part du décès de
leur époux, père et grand-père,

M. Marc MANIFACIER,

directeur général honoraire de la BNP,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 avril 1991, à Fontaine-
bleau, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité, le 25 avril, au temple de Val-
lon-Pont-d'Arc, son village natal.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Les Sorbiers »,
18, rue Louis-Léautaud,
77500 Boissy-le-Roi.

— M. René Thomas,
président de la Banque nationale de
Paris,
Et les collaborateurs de la banque,
ont le profond regret de faire part du
décès de

M. Marc MANIFACIER,

officier de la Légion d'honneur,
directeur général honoraire de la BNP,

survenu le 16 avril 1991.

— M^{me} Fernande Schu,
M. et M^{me} Jacques Schu
et leurs enfants,
M^{me} Denise Nicole,
M. Jean-Rémy Nicole
et ses enfants,
M. et M^{me} Marcel Dubois,
Les familles Nicod, Pierrard, Carret,
Bourgeois, Mariage,
Les familles Mirikellam, Danos,
Proteau,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Bernard SCHU

animateur de RTL et Europe 2,
survenu le 11 mai 1991, dans sa qua-
rante-cinquième année.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 15 mai, à 14 heures, en
l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal (porte
de Saint-Cloud), par le Père Kerzonen
OMI.

L'inhumation aura lieu ensuite au
cimetière d'Achères.

12, rue du Sergent-Maginot,
75016 Paris.

Intéressé à RTL en 1987, Bernard Schu a animé de nombreuses émissions musicales de cette station jusqu'en 1983, parmi lesquelles RTL Disco, le hit-parade des clubs... Après avoir monté sa propre entreprise d'animation, il avait rejoint l'équipe d'Europe 2 dès 1987, au lancement de cette radio FM.

— La direction générale de l'Union
des assurances de Paris
Et l'ensemble des collaborateurs du
groupe de l'UAP,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert POUPART-LAFARGE,

directeur général adjoint de l'UAP,
président de COGIFI,
directeur général de FINEXTEL,

survenu à la suite d'un accident le
10 mai 1991.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le mardi 21 mai, en l'église de
l'Assomption, 88, rue de l'Assomption,
à Paris-16^e, à 18 heures.

— Le président
Et les membres du conseil d'adminis-
tration de FINEXTEL,
Ainsi que l'ensemble des collabo-
rateurs de la société,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert POUPART-LAFARGE,

directeur général de FINEXTEL,
survenu à la suite d'un accident le
10 mai 1991.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le mardi 21 mai, en l'église de
l'Assomption, 88, rue de l'Assomption,
à Paris-16^e, à 18 heures.

— Le conseil d'administration de
COGIFI,
Ainsi que l'ensemble des collabo-
rateurs de la société,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert POUPART-LAFARGE,

président de COGIFI,
survenu à la suite d'un accident le
10 mai 1991.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le mardi 21 mai, en l'église de
l'Assomption, 88, rue de l'Assomption,
à Paris-16^e, à 18 heures.

— M^{me} Marcelle Lebar,
née Nakach,
M. et M^{me} Edouard Lebar,
M. et M^{me} Robert Ensallem,
M. et M^{me} Philippe Knaoui,
M. et M^{me} Léon Boujo,
ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
M. et M^{me} Gaston Lebar
et leurs enfants,
M^{me} veuve Bessaid
et ses enfants,
Les familles Nakach, Guenoun,
Ensallem, Ananou et Caddous,
ont la douleur de faire part de la dispo-
sition finale, le 11 mai 1991, dans sa
soixante-dix-neuvième année, de leur
époux, père, grand-père, frère chéri,

M. Marcel LEBHAR.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Montrouil-cous-Bois (Seine-Saint-
Denis), le mercredi 15 mai, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Marc Manifacier,
M. et M^{me} Louis Lacroix,
Laurent, Anne-Marie et Bruno
Lacroix,
ont la douleur de faire part du décès de
leur époux, père et grand-père,

M. Marc MANIFACIER,

directeur général honoraire de la BNP,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 avril 1991, à Fontaine-
bleau, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité, le 25 avril, au temple de Val-
lon-Pont-d'Arc, son village natal.

Cet avis tient lieu de faire-part.

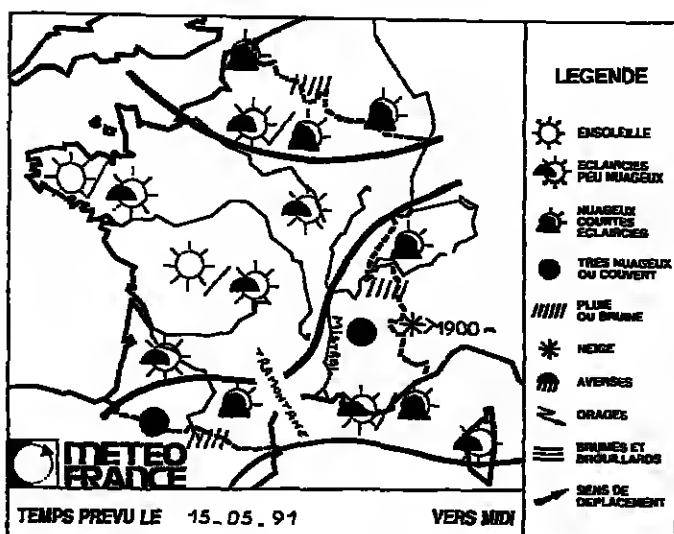
« Les Sorbiers »,
18, rue Louis-Léautaud,
77500 Boissy-le-Roi.

— M. René Thomas,
président de la Banque nationale de
Paris,
Et les collaborateurs de la banque,
ont le profond regret de faire part du
décès de

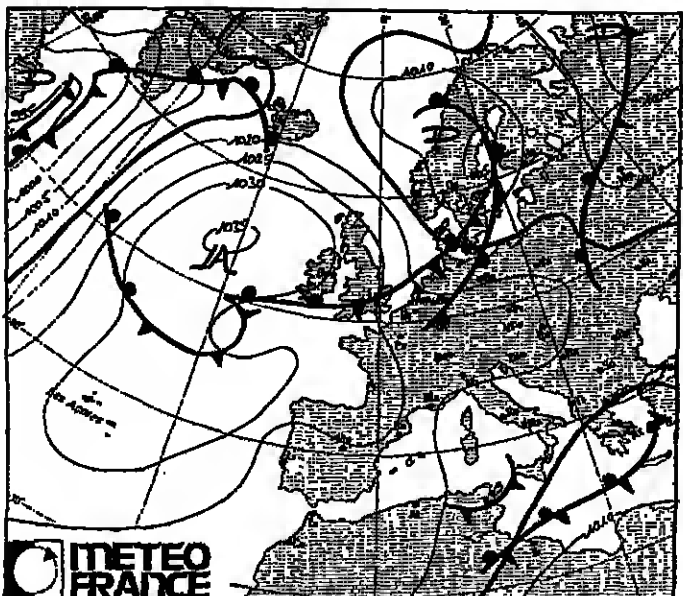
صباحنا من الامم

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 15 mai 1991
Assez belle journée.

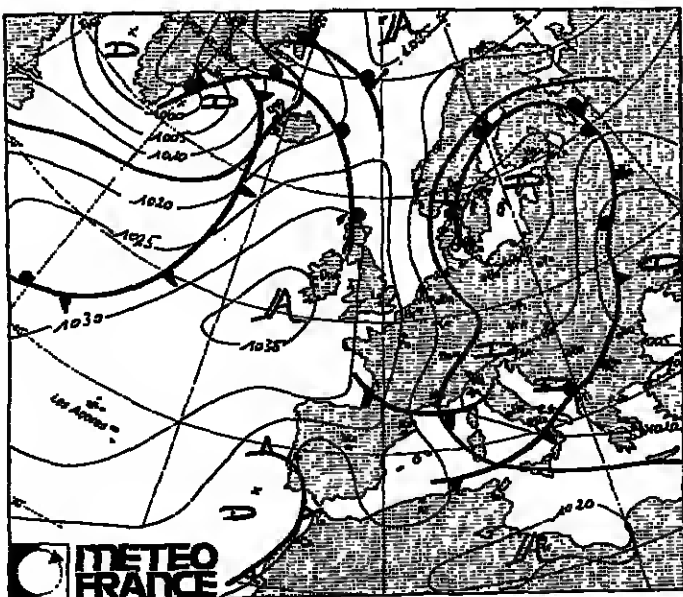


SITUATION LE 14 MAI 1991 A 0 HEURE TU



Jeu de fraîcheur agitée. Les nuages seront fréquents jeudi. Les éclaircies seront rares sur toute la façade est du pays et d'autant plus nombreuses que l'on se dirige vers l'ouest. Sur une bonne moitié est, c'est-à-dire jusqu'au Bassin parisien et au Massif Central, les passages nuageux fréquents s'accompagneront d'averses. Ces averses auront un caractère orageux le matin dans le Nord-Est, à la mi-journée sur les Alpes puis en soirée dans le Sud-Est. Sur ces dernières régions les orages pourront être localement assez forts. Les mistral et la tramontane souffleront fort. Les températures minimales seront en général comprises entre 2 et 5 degrés, mais elle atteindront localement 9 degrés sur les côtes méditerranéennes. Les températures maximales ne dépasseront pas 10 à 13 degrés sur la moitié nord et 12 à 15 degrés sur la moitié sud, localement 16 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 16 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé									
le 13-5-1991 à 18 heures TU et le 14-5-1991 à 6 heures TU									
le 14-5-91									
FRANCE									
ALACCIO	20	9	D						
BARCEL	12	10	C						
BORDEAUX	18	10	C						
BOURG	20	9	C						
BREST	15	10	P						
CAR	17	10	C						
CHERBOURG	17	10	C						
CLERMONT-F	18	10	C						
DIJON	19	10	C						
GRENOBLE	20	6	D						
LILLE	18	9	P						
LYONS	16	9	P						
MARSEILLE	22	6	D						
NANCY	18	11	C						
NANTES	17	10	C						
NICE	20	13	D						
PARIS-MONTS	20	12	C						
PAU	18	10	C						
PERPIGNAN	21	14	D						
RENNES	17	10	C						
ST-ETIENNE	16	4	N						
STRASBOURG	19	8	C						
ÉTANGER									
TOULOUSE	19	11	C						
TUNIS	20	8	C						
PORT-AUTRE	32	24	A						
ÉTANGER									
ALGER	21	10	N						
AMSTERDAM	18	8	P						
BARCELONE	23	15	N						
BANGKOK	36	25	C						
BARCELONE	19	10	D						
BREGRAD	12	10	C						
BERLIN	19	10	C						
BRAZILIA	15	11	C						
COPENHAGUE	13	8	P						
DAKAR	22	17	D						
DIJON	18	15	N						
GEORGETOWN	17	4	D						
HONGKONG	28	21	D						
ISLANDE	17	12	C						
JERUSALEM	32	20	N						
LE CAIRE	40	29	D						
LONDON	27	14	D						
LONDRES	21	9	C						
LOS ANGELES	19	12	D						
LUXEMBOURG	19	11	C						
MADRID	23	4	D						
MARRAKECH	29	21	C						
MEXICO	27	11	D						
MONTREAL	22	8	S						
MUSCAT	27	20	D						
NAGASAKI	22	12	C						
NEW DELHI	41	27	D						
NEW YORK	28	19	D						
OSLO	14	4	P						
PALESTINE	22	16	D						
PARIS	22	15	D						
RIO-DE-JANEIRO	30	16	D						
ROME	20	13	P						
SINGAPOUR	27	11	C						
STOCKHOLM	17	9	C						
SYDNEY	17	11	A						
TOKYO	34	27	D						
TUNIS	20	11	D						
VALENCIA	19	14	C						
VERONE	19	9	D						
VIENNE	16	7	C						
* neige									
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
averse	brume	ciel	ciel	N	P	P	T		
		ciel	ciel	ciel	orage	pluie	tempête		
		ciel	ciel	ciel	orage	pluie	tempête		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

L'ordre règne au Crazy Horse Saloon

C'EST fut, sur TF 1, une image furtive, dans les coulisses du Crazy Horse Saloon. A 19 h 15, chaque soir, et impérativement sous peine, on la suppose, d'amende ou de licenciement, les danseuses pointent. Une fiche, la machine, cling, Jazzy Positive présente, Rita Symphony présente, Miss Candida présente. Vingt-quatre clings, vingt-quatre jeunes femmes au rapport, s'agit pas de rigoler avec la Gai Paris. Lova Moor la platine, ex-pensionnaire des bar d'Af du coquin sophistiqué devenu, bonheur suprême, l'épouse du fondateur et père sévère, Alain Bernardin, l'a dit : « Vingt-quatre femmes ense-

ble, toutes capricieuses, il faut un chef pour tenir cela ! » L'ordre règne au Crazy Horse Saloon, Alain Bernardin y veille si bien que, c'est tout dire, les Japonais lui ont proposé de prendre son établissement en viager, sûrs de la qualité du placement. L'ordre règne et depuis quarante ans, depuis la fondation de cet institut du nu son et lumière, de cette académie des courbes parfaites. A raison de deux spectacles par soir, deux cent trente danseuses, plus belles que l'ordinaire, ont, depuis mai 1951, eu l'honneur d'exposer leurs avantages. Pour célébrer l'événement, les vingt-quatre vestales nues, héritières de Maria Tupolev, de Viola

Vibrato, de Rita Cadillac et de Dodo de Hambourg ont investi Michel Drucker. Le bataillon a officié en direct, un quadrille de squaws vêtues, ou plutôt coiffées, des quelques plumes d'un Geronimo saisi par le nudisme. Le bataillon a opéré en images, d'une parade poivrée des Horse Guerds au Porte-jarretelles blues. La Crazy Horse Télévision, qui n'existait guère que les nuits de la Saint-Sylvestre, sorte de récompense coquine pour les masses laborieuses, venait, en pleine lumière, célébrer son mémoriel. Le malheur, dans la perfection des formes, est qu'on ne saurait être et avoir été. Être, Alain Bernardin, - « Mon pygmalion » roucoula la

douce Lova Moor - indique comment cela se pouvait. Un grand moment de télévision. Il fit venir sa dernière pensionnaire, Jazzy Positive, polonaise, lui dit « câmbraza », sortit un maître de couturière et dévoila le grand secret. N'est digne du Crazy que la femme qui se débrouille, outre sa beauté, pour avoir le pubis à équidistance du sommet du crâne et de la plante des pieds. Avoir été, Rita Cadillac, pionnière de l'équidistance et élégie d'Alain Delon atteint d'une crazy et historique passion, le prouva. Elle est devenue astrologue en Normandie, ce qui est, on en conviendra, une manière de revanche contre le temps.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 14 mai

- TF 1**
- 20.50 Cinéma : Love Story. ■ Film américain d'Arthur Hiller (1970).
22.40 Magazine : Ciel, mon mardi ! Invité : Claire Nadeau. Sujet : le vivisection ; Les collectionneurs.
0.30 Magazine : C'est à Cannes.
0.40 Au trot.
0.45 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Cinéma : Mort d'un poutri. ■ Film français de Georges Lautner (1977).
22.50 Magazine : Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ? Invité : Alain Delon.
23.50 Journal et Météo.
0.10 Cinéma : Le Passage. ■■ Film français de René Marzor (1987).
- FR 3**
- 20.45 Feuilleton : Le Roi Mystère (dernier épisode).
22.15 Journal et Météo.
22.40 Télévision régionale.
23.40 Variétés : Eurotop.
0.35 Magazine : Espace francophone. ■■ Interview d'Orlando (rediff.).
1.05 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.45 Cinéma : Liaison fatale. ◻

- Film américain d'Adrian Lyne (1987).
22.40 Flash d'informations.
22.42 La Journal du Festival.
22.50 Cinéma : Quelle heure est-il ? ■■ Film franco-italien d'Ettore Scola (1988) (v.o.).
0.25 Cinéma : Vacances à Ibiza. Film français classé X, de Gérard Kikoïne (1981).
1.35 Cinéma : Et Dieu créa la femme. ■ Film français de Roger Vadim (1956).
- LA 5**
- 20.50 Cinéma : Les Sous-Doués. ◻ Film français de Claude Zidi (1980).
22.30 Magazine : Ciné Cinq.
22.45 Téléfilm : Tendre libertine.
0.20 Magazine : Bruits de Cannes.
0.30 Journal de la nuit.
0.40 Demain se décide aujourd'hui.
0.45 Le Club du Télé-achat.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : La Fantôme des Canterville.
22.15 Téléfilm : Un amour d'été.
23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Magazine : Dazibao.
0.00 Musique : Boulevard rock and hard.

- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 21.00 Concert. Clovis et Clotilde, Symphonie en ut majeur, l'Arlésienne, de Bizet.
22.35 ► Documentaire : Pierre Jemot, un siècle de harpe. De Michka Gorki.
23.10 Danse : Les Chaises. Chorégraphie de Maurice Béjart d'après la pièce d'Eugène Ionesco.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel médecine. Les législations européennes face aux toxicomanes.
21.30 Profession cinéaste (rediff.).
22.40 Les nuits magnétiques. Robert Kramer : atelier de l'artiste.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 3 novembre 1990 lors du Festival de jazz de Paris) : Œuvres de Greene, Miles Davis, M. Miller, McCreasy, Hyman, Erin Davis, Lukassor, Larsen, par Miles Davis, trompette, Kenny Garrett, saxophone, Kai Akagi, claviers, Folen McCreasy, Rick Paterson, guitares basses, Ricky Wellman, batterie, Erin Davis, percussion.
23.07 Poussières d'étoiles.

Mercredi 15 mai

- 14.30 Club Dorothée.
16.55 Magazine : Y'a pas... d'été... Invité : Florent Pagny.
17.25 Série : Chips (rediff.).
18.15 Jeu : Une famille en or.
18.45 Feuilleton : Santa Barbara.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Pas folles les bêtes !
19.55 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.50 Variétés : Sacré soirée.
22.50 Magazine : Perdu de vue.
23.50 Magazine : C'est à Cannes.
0.00 Au trot.
0.05 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 14.25 Téléfilm : La Seconde Voyage.
16.15 Hit NRJ.
17.05 Magazine : Giga.
17.35 Jeu : Des chiffres et des lettres junior.
18.00 Série : Alf (rediff.).
18.30 Série : Mac Gyver (rediff.).
19.25 Sport : Football. Finale de la Coupe des vainqueurs de coupe : Barcelone-Manchester United, en direct de Rotterdam.
20.10 Magazine : Catherine de Médicis.
22.25 Journal et Météo.
23.45 Magazine : Prolongations. Spécial tennis (60 min.).
- FR 3**
- 14.20 Magazine : Montagne (rediff.).
14.50 Magazine de l'Assemblée nationale.
15.00 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
17.05 Magazine : Une pêche d'enfer. Spécial grandes vacances.
17.30 Amuse 3.
18.10 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : La Marche du siècle. Au nom du père. Invités : Maurice Béjart, Yvan et Henri Quénecq, Alain Boscquet, Katherine Pancel, Dominique Fernandez, Françoise Hurstel, Annette Kahn.
22.20 Journal et Météo.
22.45 Magazine : Faut pas rêver. Mexique : la tortillerie de Chiluhua ; France : Good Morning Chamblay ; Came-

- ron : un sultan du Moyen Âge.
Magazine : Alice.
0.35 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 14.50 Le Journal du Festival (rediff.).
14.55 Dessin animé : Les Simpson.
15.20 Surprises spécial Cannes.
15.25 Téléfilm : La Vénus à Lulu.
17.00 Dis Jérôme...
17.10 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.30
18.30 Ça cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : Commando. ◻ Film britannique d'Ian Sharp (1991).
23.00 Flash d'informations.
23.02 La Journal du Festival.
23.10 Cinéma : Le Prix de la passion. ■ Film américain de Leonard Nimoy (1988).
0.50 Cinéma : New York Stories. ■■ Film américain de Martin Scorsese, Francis Ford Coppola, Woody Allen (1988) (v.o.).
- LA 5**
- 15.25 Série : Soko, brigade des stupés.
16.20 Youpi ! L'école est finie.
17.20 Série : Star Trek.
18.10 Série : Mission casse-cou.
19.00 Jeu : La Ligne de chance.
19.40 Série : Les aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Histoires vraies.
Un quartier d'enfer.
22.15 ► Débat : Les Ripoux et les Zorro de l'administration.
0.00 Magazine : Bruits de Cannes.
- M 6**
- 14.05 Téléfilm : Graine de champion.
15.40 Jeu : Quiz cœur.
18.25 Série : Drôles de dames.
17.15 Jeu : Hit hit hit heures !
18.15 Série : Espion modèle.
19.10 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.

- 20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : La Croisée des chemins.
22.15 Série : Equalizer.
23.05 Documentaire : Les Doors.
23.55 Six minutes d'informations.
0.00 Magazine : Dazibao.
- LA SEPT**
- 17.00 Magazine : Avis de tempête.
19.00 Documentaire : Histoire perilleuse.
19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 23.00).
20.00 Documentaire : De Gaulle ou l'éternel défi.
21.00 Documentaire : Tha Store.
23.05 Cinéma : La Faim. ■■ Film danois de Henning Carlsen (1966).
0.55 Court métrage : Voyage vers la naissance.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Antipodes. La parole crôle.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques d'après Edgar Allan Poe.
22.40 Les nuits magnétiques. La jeune cinéaste française.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 3 mai 1990 lors du Printemps de Lugano) : Le pigeon des bois, poème symphonique op. 110, de Dvorak ; Le chant de la Terre, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Eliahu Inbal ; sol : Jari Van Nes, contralto, Thomas Moser, ténor.
23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club.
- Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « le Monde ».

La grève de la CGT et de la FGAAC

La SNCF prévoit un retour à la normale mercredi matin

L'ensemble du trafic ferroviaire était sensiblement perturbé mardi 14 mai en fin de matinée en raison d'un mot d'ordre de grève lancé par la CGT et les agents de conduite de la FGAAC (Fédération générale autonome des agents de conduite).

Selon la SNCF, un TGV sur deux circulait sur le réseau ouest. Sur le réseau sud-est, un TGV sur deux était assuré entre Paris et Lyon, mais un sur quatre dans les autres directions. Pour les autres grandes lignes, le trafic est réduit (un train sur deux à un train sur quatre) hormis à Paris-Saint-Lazare, où l'activité est normale.

Sur la banlieue parisienne, le trafic est réduit de moitié (gares Saint-Lazare et Montparnasse) mais il n'atteint que 20 % sur Paris-Nord, où l'activité devait être pratiquement nulle mardi soir. La ligne B du RER sera elle aussi pratiquement paralysée dans la soirée, alors qu'une rame sur quatre circule sur la ligne C du RER.

Enfin, le trafic régional est assuré à 25 % dans la région de Marseille.

Selon la SNCF, le trafic devrait être pratiquement normal mercredi matin sur l'ensemble du réseau, hormis quelques perturbations limitées en tout début de matinée. Le mouvement de grève de la CGT (qui appelle à cesser le travail jusqu'à jeudi matin) et de la FGAAC (dont le mot d'ordre se termine mardi soir) est destiné à s'opposer au Livre blanc sur les retraites (lire page 21 l'article de Jean-Michel Normand).

Deux semaines après le cyclone

Les secours américains commencent à arriver au Bangladesh

Une première équipe de cent soixante-dix militaires américains et de cinq hélicoptères est arrivée lundi 13 mai à Dacca à bord d'un avion gros porteur C-5 Galaxy. Dès leur débarquement, les Américains ont commencé à se déployer le long des côtes ravagées par le cyclone tropical des 29 et 30 avril pour évaluer les dégâts et pour préparer l'arrivée prochaine des douze mille hommes de la «Task Force» détournée sur leur chemin de retour du golfe Persique vers la Californie. Une des principales tâches des Américains sera d'installer des stations de purification d'eau.

«Nous sommes équipés de matériel permettant d'obtenir de l'eau pure à partir de l'eau de mer et de l'eau contaminée. Nous pouvons quasiment transformer de la boue en eau potable», a expliqué David Sebastian, un commandant des marines. Les Américains devront aussi réparer les routes, prendre en charge le contrôle aérien, répartir et éliminer les secours.

Dès son arrivée, le 13 mai, le général Henry Stimpole, commandant en chef de la force américaine au Bangladesh, a rencontré le général Mohammad Noor Uddin Khan, chef des armées bangladaises. Il devait ensuite faire une tournée de quatre jours en allant, notamment, dans la région de Chittagong, une des plus touchées par le cyclone. Le porte-hélicoptères américain Tarawa, et huit véhicules amphibies devaient arriver à Chittagong mercredi 15 mai. La situation des survivants est toujours aussi dramatique. Sur l'île de Sandwip submergée lors du cyclone, et où quarante mille personnes auraient été noyées, les habitants qui ont survécu ont dû manger les feuilles de bananier et boire de l'eau de mer. Mais l'arrivée des secours américains provoque une querelle politique au Bangladesh : l'opposition y voit une atteinte à la souveraineté du pays. — (AFP, AP)

Hostiles à la guerre du Golfe

Les créateurs de la Jeune Gauche veulent représenter une nouvelle génération

Les jeunes du courant de M. Jean Popper et ceux de Socialisme et République, partisans de M. Jean-Pierre Chevènement, ont en commun d'avoir été également hostiles à l'engagement de la France dans la guerre du Golfe, les premiers en désaccord avec leur chef de file, les seconds, au contraire, en pleine harmonie avec le leur.

Les uns et les autres ont décidé d'unir leurs modestes forces dans le Mouvement de la jeune gauche, qui se propose de rassembler «tous les jeunes socialistes attachés à leur idéal et partisans résolus de la transformation sociale».

Ils prévoient de publier un périodique, autant que possible mensuel, et d'organiser une «université d'été», en septembre prochain, à Saint-Nazaire, ville dont le maire est M. Jean-Claude Balleux, proche de M. Chevènement. Se réclamant du manifeste Refonda-

tions, esquisse de rapprochement entre socialistes atypiques, opposés communistes, syndicalistes originaux et écologistes penchant à gauche, la Jeune Gauche veut être l'expression d'une nouvelle génération, après celle du 10 mai et après la «génération morale» des manifestations d'étudiants et de lycéens de 1986.

Critiques, mais affectueux, ils ont tenu à fêter, eux aussi, le dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de M. François Mitterrand en déposant à l'Élysée, à son intention, lundi 13 mai, trois cadeaux : un jeu de Monopoly, pour célébrer les noces de la gauche et de la Bourse ; un War Game, ce souvenir de la guerre du Golfe ; un exemplaire — rarissime — du Coup d'Etat permanent, le pamphlet dans lequel le futur président de la République dénonçait, en 1964, les institutions et la pratique de la République gaullienne.

Mort de l'organiste Jean Langlais

L'organiste Jean Langlais est mort mercredi 8 mai à Paris à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Né le 13 février 1907, à La Fontaine, Jean Langlais fut frappé de cécité dès son plus jeune âge.

Entré à l'âge de dix ans à l'Institut des jeunes aveugles de Paris, il y étudia l'orgue avant de rejoindre, en 1930, le Conservatoire de Paris. Il y reçoit l'enseignement de Marcel Dupré (orgue) et de Noël Gallon (contrepoint), puis quatre ans plus tard celui de Paul Dukas (composition).

En 1945, il succède à Charles Tournemire à la tribune de l'église Saint-Clément, à Paris. Il restera quarante-trois ans titulaire du Cavallé-Coll touché au siècle précédent par César Franck. Jean Langlais était réputé pour sa virtuosité héritée de l'enseignement de Dupré et pour son talent d'improvisateur.

Sur cet orgue, il avait enregistré l'intégrale de l'œuvre d'orgue de Franck (Arlon). Habilement composées, ses pièces pour orgue ont éclipsé le reste de sa production.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La faute à qui ?

ELLE grince, elle râle, là, aujourd'hui, la France, bloquée sur des quais de gare à guetter l'arrivée d'improbables trains. Déjà qu'elle avait le moral à zéro, si ça recommence, les grèves, où on va ? On n'en sait rien, justement, on s'interroge. Pendant la guerre du Golfe, tout était au point mort, normal, mais bon, trois mois après, c'est pareil, elles reprennent pas, les affaires, elles stagnent.

Pourquoi ? Je vais vous le dire, moi. C'est la faute à la Tempête du désert, elle a tout dérangé. A commencer par le temps. Un temps de chien. Au lieu de s'asseoir en terrasse, les gens courent se réfugier sous les auvents des cafés. Pas la peine d'avoir échappé à un attentat si c'est pour choper un rhume de cerveau. Quant à leurs robes d'été, à leurs articles de plage, les magasins peuvent se les garder.

C'est la faute à ces interminables, à ces grotesques vacances scolaires arc-boutées entre le week-end de Pâques et le pont de l'Ascension. Elles ont vidé les boutiques, les taxis et les ciné-

mas parisiens sans remplir les tiroirs-caisses des petits commerçants en province. Alors, où ils passent, les clients de passage ? Cherchez pas, ils foncent sur les caddies des supermarchés. L'ennui, c'est qu'elles travaillent pas non plus, les grandes surfaces. La faute à quoi ? Aux caudines d'entreprises. Arrivent le samedi et le dimanche, dégoûtés, au lieu d'acheter à manger, on va se payer une bouffe dans un bon resto. Surtout qu'ils sont vides eux aussi. La faute à qui ? Aux bistros qui cassent les prix en effaçant des menus à moins de cent balles, vin et service compris.

C'est la faute aux touristes. Où ils sont, qu'est-ce qu'ils foutent ? Eux qui cernaient le tour Eiffel et Notre-Dame avec leurs cars d'assaut, voilà qu'ils désertent en masse, ces pétochards, ces minables. C'est la faute au chômage. Ou on y est ou on y sera. C'est la faute à l'épargne. S'agit de faire des économies, nos sous pour permettre aux autres d'en gagner. On n'est pas fous !

Controverse à propos du travail informatique effectué par des détenus

Selon des informations publiées par l'Agence France-Presse, des détenus, répartis dans trois établissements pénitentiaires, traitent dans le cadre du travail pénal des données informatiques nominales concernaient les fichiers de clients de plusieurs grandes entreprises. Ainsi, à Bagneux (Seine-St-Denis), une quinzaine de détenus saisissent des données informatiques sur micro-ordinateur, une vingtaine feraient de même à Poissy (Yvelines) et à la maison d'arrêt de la Santé à Paris. Selon l'AFP, les clients concernés sont les Wagons-Lits, EDF et la Régie Renault.

La société des Wagons-Lits nous a expliqué qu'elle ignorait complètement que le traitement du fichier de premier compte qu'elle avait confié — après un avis favorable de la Commission nationale de l'informatique et des libertés — à une entreprise parisienne de traitement informatique avait ensuite été sous-traité par celle-ci à une deuxième entreprise qui aurait fait exécuter le travail en prison par l'intermédiaire de l'administration pénitentiaire. Cette deuxième société aurait exigé une totale confidentialité et signait un contrat avec l'administration. La société des Wagons-Lits, si tôt informée, a décidé de rompre le contrat qu'elle avait passé avec son sous-traitant, expliquant dans un communiqué qu'elle «ne peut tolé-

rer que la confiance que lui témoignent ses clients soit ainsi mise en cause par des manœuvres clandestines».

L'entreprise concernée, que nous avons pu joindre par téléphone et qui a requis l'anonymat, s'étonne de ces attaques et précise en ce qui concerne les Wagons-Lits que les données qui parvenaient aux détenus comportaient certes des indications précises d'adresses, mais qu'elles étaient stockées, qu'après, que le voyage des clients des Wagons-Lits avait été effectué et qu'il pouvait donc en aucune manière permettre à qui que ce soit de repérer ainsi d'éventuels appartements vides — du fait des vacances de leurs occupants — afin de les cambrioler, comme certains membres du personnel de surveillance Foot l'ont laissé entendre. Par ailleurs, cette société a formellement démenti traiter en milieu pénitentiaire une partie du fichier clients de Renault, pas plus que les données d'EDF. A l'administration pénitentiaire on estime qu'il ne convient pas de tirer de «conclusions abusives» de cette affaire. On

souligne en effet que «le mode de fonctionnement des ateliers d'informatique est soumis à de très strictes règles de sécurité : les détenus sont fournis à la sortie des ateliers et n'ont pas le moyen d'emporter de disquettes, ni de récupérer les fichiers. Ces mesures assurent en réalité des conditions de confidentialité qui rendent minimes les risques de fuite que si ces données étaient traitées à l'extérieur».

M. Marc Ringle était président des Unions de jeunes avocats — M. Marc Ringle, avocat au barreau de Marseille, a été élu président de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) à l'issue du 47^e congrès de cette formation, qui a eu lieu à Montpellier du 9 au 12 mai. M. Ringle, âgé de trente-huit ans, succède à M. Didier Dalin, trente-quatre ans, avocat au barreau de Paris. La FNUJA, qui regroupe la majorité des avocats de moins de quarante ans, élit tous les ans un nouveau président parmi les vice-présidents de l'année écoulée.

L'ESSENTIEL

Le Golfe en questions

De l'embargo à la guerre..... 2

ÉTRANGER

Les négociations

sur les armes chimiques

Les Etats-Unis renoncent à

conserver un stock de sécurité..... 4

Les élections au Népal

Démission du premier ministre..... 6

Les réformes en URSS

Nouveau report du vote de la loi

sur l'émigration..... 7

POLITIQUE

La succession

de M. Barthélemy

à Saint-Denis

La direction du PCF cherche à

ménager ses meilleurs contestataires..... 8

Le nouveau statut

de la Corse

Deux cents ans d'histoire..... 9

SOCIÉTÉ

Immigrés clandestins

Polémique à propos d'une étude

en Ile-de-France..... 10

Religions

Jean-Paul II dénonce une nouvelle

forme d'athéisme..... 10

CULTURE

Festival de Cannes

Rhapsodie en août, de Kurosawa ;

le Châli, de Marco Ferreri ; Hors le

vis, de Maroun Bagdadi ; le prix

Rosellini, etc., Madonna..... 12

Diagonales

«Rings» , par Bertrand Poirot-

Delpach..... 15

SCIENCES ♦ MÉDECINE

● Lumière d'électrons ● Cap-

teurs aux ordres ● Supplées

sans gravité ● Le Calomine

résiste au choléra..... 17 à 18

ÉCONOMIE

Le prix des logements

à Paris

Une dévalorisation sensible, selon

la Chambre des notaires..... 20

Le sauvetage

du groupe textile VEV

L'Etat et les banques évitent le

dépôt de bilan..... 20

Services

Abonnements..... 4

Carnet..... 26

Marchés financiers..... 24-25

Météorologie..... 27

Mots croisés..... 11

Radio-Télévision..... 27

Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Les annonces classées sont

insérées dans le supplément

initiales folio de 1 à XXVI.

Le numéro du « Monde »

daté 14 mai 1991

a été tiré à 514 654 exemplaires.

Centre formation professionnelle avocat.

C.F.P.A.

Préparation intensive

4 semaines, à partir fin août

80 % à 90 % de REÇUS

chaque année

CEPES

32, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly

Tél : 47-46-09-19 ou 47-22-94-94

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-85-81-82.

Poste 4 138

LE BRÉSIL A PRIX CHARTER

AVEC

EL CONDOR

4990 F Fortaleza le vol A/R
5350 F Rio de Janeiro le vol A/R
Chaque semaine à partir du 2 juillet
Vol Spécial AIRBUS A310-300
MULHOUSE - PARIS - FORTALEZA - RIO

EL CONDOR : 28, rue Delambre

75014 Paris Tél : 43 20 90 46

Et toutes agences de voyages.

L.C. ABBE

JEUNES-ETUDIANTS SEJOURS EN FAMILLE **UN MOIS AUX U.S.A : 4900 FRANCS**

TRANSPORT FACULTATIF - TARIF DE GROUPE - CALIFORNIE OU VIRGINIE

STAGES ANALOGUES EN CAMPUS AUX U.S.A OU A OXFORD EN ANGLETERRE.

Pour recevoir gratuitement une brochure contactez :

BRITISH EUROPEAN CENTRE

5, RUE RICHELIEU - 75008 PARIS

TEL : (1) 42.60.35.57

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

IRELLI

incalculable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale

CAPELOU

37, rue de la République 75011 PARIS - TEL 324.47.75 - METRO PANTIER

LE PRIX, LE DÉLAI !

Plus vite, moins cher

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite.

PEUGEOT NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52 • 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎46.21.60.21

SOMMAIRE

Recherche

en extérieur

Des sociétés de

offrent leur

et leur savoir

aux entreprises

qui n'ont pas

les moyens

de développer

des services

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

صكنا من الامل

Le Monde

INITIATIVES

EMPLOI

SYNDICALISTES

EN RECONVERSION



Les responsables syndicaux n'ont plus très envie de consacrer toute leur vie active au militantisme. Mais les années passées à cette activité rendent la réintégration dans l'entreprise quelquefois difficile. Même si l'expérience qu'ils ont acquise est jugée positivement.

Pages IV et V

SOMMAIRE

Recherche en extérieur

Des sociétés spécialisées offrent leur matière grise et leur savoir-faire aux entreprises qui n'ont pas les moyens financiers de développer des services de recherche.

Un mode d'emploi du bulletin de paye

Face au casse-tête des rémunérations et des charges sociales, des spécialistes ont réalisé un dictionnaire pour aider les entreprises et les salariés à s'y retrouver.

STAGES EN ENTREPRISE

20 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

3èmes CYCLES

Admissions sur titre (Bac + 4)

3ème Cycle spécialisé : 4 filières - 7 mois à plein temps

Ingénierie d'Affaires Internationales
Management Avancé
Marketing et Communication Pharmaceutiques
Organisation des entreprises - Consulting

MBA Program : une formation au Management International en 16 mois

5 mois à Paris - 5 mois à New York - 10 semaines à Tokyo
10 semaines en Asie (Taïpeh, Chine, Hong Kong, Singapour)
4 semaines en Europe Centrale (URSS, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie)



INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur
6/8, rue de Lota - 75116 Paris - Téléphone : (1) 45.53.60.00
Pour de plus amples renseignements, contacter Isabelle de BATZ. Poste : 66-44

ÉCHOS

« Opération nouveaux potentiels »

Fort des résultats obtenus l'an passé, le cabinet d'audit et de conseil BDA/Deloitte & Touche réédite son « opération nouveaux potentiels ». Après une sélection intervenue en avril, une vingtaine de jeunes diplômés, d'un niveau bac + 5, seront recrutés définitivement à compter du 21 août, bien qu'ils n'aient aucune compétence en matière d'audit ou de conseil. Comme dans l'expérience précédente, ils seront formés en cinq jours, au début du contrat, par le groupe ESSEC, puis suivront un stage de dix jours, organisé par le cabinet cette fois, et destiné à les initier aux techniques de l'audit. Cette méthode originale est justifiée par la situation de pénurie, les cabinets éprouvant des difficultés pour recruter des diplômés préparés à l'exercice de ces métiers. Mais elle a une autre vertu, parfaitement assumée par BDA/Deloitte & Touche : démontrer que la technicité ne constitue pas une barrière insurmontable et que, malgré une formation initiale éloignée, des étudiants en médecine, en philo ou des scientifiques peuvent aborder la gestion.

► Groupe ESSEC, « Opération nouveaux potentiels », CNIT B.P. 230, 92053 Paris-La Défense.

Le recrutement de chercheurs

L'Association Bernard Gregory organise pour la troisième fois, après 1987 et 1989, un forum européen de recrutement de jeunes chercheurs. Dénommée Eurospore 91, cette manifestation aura lieu du 6 au 8 novembre 1991 à Hyères et devrait rassembler 3 000 participants, 600 chercheurs venus des douze pays de la Communauté et 800 entreprises. Son objectif est de mettre en contact les uns et les autres, pour un premier emploi ou une expérience professionnelle dans les entreprises.

► Eurospore 91, Université de Toulon et du Var, B.P. 132, 83957 La Garde Cedex. Tél. : (16) 94-08-33-33.

Rectificatif

Une imprécision s'est glissée dans les chiffres publiés dans « Le Monde Initiatives » du 17 avril, dans l'article intitulé « S'expatrier sans douleur ». En effet, dans le décompte des 100 000 francs que coûte à son entreprise un expatrié, les 60 000 francs attribués aux charges sociales correspondent en réalité à 40 000 francs de salaire brut et 20 000 francs de charges sociales.

TRIBUNE

L'Europe de la formation : discours et réalité

par Jean-Maurice Esnault

LE 1^{er} janvier 1993 doit voir l'avènement d'un marché unique à l'échelle des douze pays de la CEE. Cette échéance est un défi, mais elle constitue aussi une formidable occasion de nous rassembler, nous rencontrer et apprendre — apprendre l'autre, apprendre à l'autre.

Or, après les premiers élans d'enthousiasme, la France, plus que d'autres grands pays industriels, semble prise à contre-pied par ce passage à une Europe en mouvement. Pour faire face au durcissement des échanges internationaux, il aurait fallu affirmer plus nettement la spécialisation de notre économie. Or l'idée d'abandonner des positions pour en renforcer d'autres nous inspire a priori une extrême réticence. La spécialisation nous fait peur et nous lui avons résisté de tous nos réflexes — décalage entre le souhaitable et la réalité.

Cette distance entre le discours et les faits se retrouve en matière de formation. La libre circulation des personnes et des idées constitue l'un des principes de base de la Communauté ; de ce fait, l'éducation et la formation devraient fournir les qualifications, linguistiques et autres, nécessaires pour tirer pleinement parti de l'espace européen. Or moins de 2 % des étudiants de la CEE effectuent leur formation hors des frontières de leur pays et seul un établissement sur six est partie prenante d'un programme d'échange d'étudiants.

De plus, les formations à l'international, selon un rapport du BIPE, ne sont pas suffisamment adaptées aux besoins actuels et futurs des entreprises françaises. Si ces dernières sont plutôt satisfaites de l'enseignement des techniques export (douanes, transport, garanties,

changes), les diplômés formés leur semblent généralement orientés vers les fonctions administratives plus que vers les techniques de marketing — écart là encore entre le discours et la réalité.

Constat qui ne doit pas pour autant se transformer en « catastrophisme ». D'aucuns se délectent périodiquement de l'énumération renouvelée des raisons qui justifieraient notre médiocrité à l'exportation. Tout y passe : mauvais vendeurs, délais non tenus, peu de connaissance des langues étrangères, faiblesse du service après-vente, marchés étrangers mal connus. Or soyons réalistes : comment un pays qui serait si peu doué pour l'exportation pourrait-il compter parmi les quatre premières puissances exportatrices ?

Restons également lucides en matière de formation. La France n'est ni meilleure ni pire que d'autres pays européens. La comparaison des différents systèmes éducatifs mis en œuvre dans la CEE tourne plutôt à l'avantage des formateurs français qui ont un devenir européen soit comme instructeurs de formation soit comme prestataires de services. Encore faut-il pour cela que soit organisée une coordination des efforts et des moyens.

Qualité et ouverture

Quelles devraient alors être les grandes lignes d'une stratégie nationale face à l'Europe de la formation ?

Trois grandes directions s'imposent :
• La Communauté économique européenne doit devenir une zone favorisant la mobilité des capitaux et l'investissement international. La seule contrainte qui

s'imposera véritablement à l'activité des entreprises sera la rentabilité, pas la nationalité. Celles-ci devront donc rechercher une symbiose entre cultures de pays différents. Tout cadre, quelle que soit sa fonction, devra être performant sur deux points : l'adaptation « culturelle » et la connaissance des langues étrangères.

• L'interdépendance croissante des économies va transformer le contenu même des activités et des responsabilités. Ainsi, le nouveau « manager européen » s'investira de plus en plus dans le marketing, dimension décisive pour l'animation des réseaux de vente et pour la définition de stratégies de pénétration. Ainsi vont apparaître de nouvelles disciplines et donc de nouvelles formations. Ne voit-on pas depuis quelques années émerger des fonctions de spécialiste du droit et de l'information communautaires, pendant que se développent des équipes pluridisciplinaires... ?

• La maîtrise de la technologie et le développement de la recherche, demain plus encore qu'aujourd'hui, seront les éléments clés de la compétitivité. Pour jouer leur rôle, les organismes de formation devront prendre des risques. Toute recherche et tout investissement sont un risque, mais sans eux le système éducatif ne saurait se renouveler. Tant sur le plan de la pédagogie que sur celui de la recherche pure, il faut créer une dynamique, des structures, un état d'esprit qui favorisent le développement de la recherche.

Mais, diront certains, comment investir dans ce domaine quand les enjeux européens sont mal définis, quand les besoins des entreprises évoluent au point qu'une même génération assiste à

la naissance et à la mort de certains métiers ?

La réponse tient en deux mots : qualité et ouverture. « Qualité », car la recherche ne se satisfait pas de la médiocrité ; elle exige les esprits les plus solides et les plus brillants ; elle exige des moyens. « Ouverture », car il faut ouvrir les fenêtres et accueillir les vents du large qui parfois bousculent mais toujours vivifient. Les centres de recherche et les organismes de formation doivent apprendre à construire des relations d'échange avec leur environnement, les entreprises d'abord, mais aussi les collectivités locales, notamment les régions.

Voilà pourquoi l'ambition de tous les responsables de la politique menée par notre pays en matière de formation devrait être de travailler et d'encourager les partenariats, à l'intérieur de l'Hexagone comme au sein de la Communauté européenne.

Mais bâtir l'Europe de la formation ne veut pas dire « passer du tout-national au tout-communautaire ». Une économie nationale n'est pas un bloc qui, par fragmentations successives, pourrait être mis en fine poussière. Elle est faite d'hommes, de capitaux, d'entreprises de toutes tailles, qui lui sont plus ou moins attachés, en sont plus ou moins solidaires. Parmi ces éléments, ce sont les hommes qui paraissent aujourd'hui le plus fermement liés à l'espace national. Former des équipes pluriculturelles tout en préservant l'enracinement local, voilà le défi à relever.

► Jean-Maurice Esnault est président de l'Institut français de gestion (IFG).

LIBRAIRIE

Le Comité d'entreprise au quotidien

sous la direction de Monyenne Lignon, Jean-Paul Lignon et Gérard Guigourès

Treize chapitres pour tout savoir sur le fonctionnement de cette institution. Depuis le mode d'élection jusqu'au rôle économique et financier en passant par la manière d'établir le budget, cet ouvrage se présente sous la forme d'un guide où se mêlent les références juridiques et les conseils pratiques. Par exemple, un des chapitres s'intitule : « Comment établir le dialogue entre comité et chef d'entreprise », un autre : « Comment choisir un programme d'activités sociales et culturelles ». Un index en facilite l'utilisation.

Présenté sous forme de classeur, il permet une actualisation au fur et à mesure de l'évolution de la législation.

► Dunod, « Les référentiels », 450 F jusqu'au 30 juin 1991, 650 F ensuite.

Textile : la renaissance... en France ?

de Marc Bret

En dépit de la crise qu'il traverse depuis vingt ans, le secteur textile est le deuxième employeur industriel de France après l'automobile. Sa modernisation et sa reconversion se sont faites au prix de nombreuses suppressions d'emplois, mais aussi de profondes transformations au sein des entreprises. L'auteur s'applique à décrire ces transformations à travers l'exemple de la bonneterie, notamment dans la ville de Troyes.

« Au-delà de la mise en évidence des blocages, Marc Bret dessine avec pragmatisme des perspectives d'amélioration décisive de la compétitivité des entreprises à travers un changement en profondeur de l'organisation du travail, l'adaptation des systèmes de qualification et de rémunération, l'association des salariés et de leurs syndicats à la gestion prévisionnelle de l'emploi et de la formation », écrit dans la préface de ce livre Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.

Après avoir brossé un tableau du contexte économique et concurrentiel du secteur ainsi que de l'organisation de la production, Marc Bret conclut à la nécessité d'une politique de « qualité totale » à laquelle doit être intégré le personnel. Dans ce but, il préconise quatre axes d'une politique de personnel : changements de l'organisation du travail, évolution des systèmes de qualification et de rémunération, association des salariés et de leurs syndicats à la gestion prévisionnelle de l'emploi et de la formation, et enfin, l'aménagement du territoire et des reconversions.

Il faut donc une politique de personnel, une politique de formation, une politique de qualification et de rémunération, des associations des acteurs concernés, gestion prévisionnelle de l'emploi débouchant sur la formation. Tous ces thèmes sont illustrés par des exemples glanés dans les entreprises de la région.

► Les Cahiers d'information du directeur du personnel.

Comment négocier une augmentation de salaire avec votre patron

de Patrick Le Quéau

Tout le monde en rêve, mais rares sont ceux qui le font aisément... et surtout y réussissent. Que ce soit parce qu'il vient d'avoir un petit dernier ou qu'il se charge de travail augmenté, tout salarié a envie, à un moment ou à un autre de sa carrière, d'aller réclamer une revalori-

sation de son salaire. Consultant en management et animateur de séminaires de relations interpersonnelles, Patrick Le Quéau a écrit 144 pages pour vous aider à trouver le bon moment et les bons arguments permettant de réussir cette opération délicate. Mieux vaut prévoir les objections et, c'est une évidence, argumenter sur son poste, ses performances et son potentiel. Mais, suivant que votre supérieur hiérarchique est « country club », « outtrache », « outcoute » ou « éclairé », vous pourrez choisir entre des tactiques « marinade », « sphynx » ou « éducation » ainsi qu'entre quelques autres. A la fin de certains chapitres, quelques exercices vous permettront de vérifier que vous êtes bien dans la peau du personnage.

► Dunod éditeur, 80 F.

DIPLOMES GRANDES ECOLES - DEA - DESS BAC + 4 AYANT UNE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE CADRES RECHERCHANT UNE SPECIALISATION

MANAGEMENT EUROPEEN des RESSOURCES HUMAINES

Maîtrise Spécialisée du Groupe ESC CLERMONT

Avec l'appui de FIAT (Fondation Agnelli), EDF, Limagrain, Michelin, Rhône-Poulenc, Ibermatia, Liaisons Sociales, Quaternaire Education, KPMG Fidat.

Début du programme 1991 : 5 novembre 1991

RENSEIGNEMENTS : ☎ 73 92 39 71 ou 4 Bd Trudaine - 63037 CLERMONT Cedex

I.F.M.I

INSTITUT DE FORMATION AU MANAGEMENT INTERNATIONAL

3^e Cycle du Groupe ESC CLERMONT

Aspects juridiques, financiers, fiscaux et sociaux des opérations internationales des entreprises

Groupe ESC CLERMONT

I.F.M.I
4, Boulevard Trudaine
63037 CLERMONT Cedex
(16) 73 91 16 08

Un Métier d'avance pour les gestionnaires

L'Ecole nationale supérieure de la Poste et des Télécommunications ouvre une nouvelle filière "Entreprises" à des candidats qui recherchent des postes de cadres supérieurs et dirigeants dans les grandes entreprises de réseau, publiques ou privées (transport, énergie, informatique, banque, communication...).

Carrières
Des carrières mobiles à des postes stratégiques : ressources humaines, finances, gestion de la production, marketing, contrôle de gestion, communication, affaires européennes et internationales...

Cours de formation-action
Economie des entreprises de réseau / droit de la communication / gestion des systèmes d'information et de communication / management des organisations complexes / gestion des ressources humaines / finances et gestion financière / marketing / comptabilité et contrôle de gestion /

gestion de la production / outils et techniques de la communication / langues étrangères... [14 mois]

Conditions d'accès
Ouvert aux diplômés des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, d'IEP, aux universitaires titulaires d'un 2^e cycle, avec de bonnes connaissances en gestion.

Sélection et inscriptions
• Sélection sur dossier et entretiens.
• Date limite de dépôt des dossiers : 24 mai 1991.
• Entretiens : 2^e quinzaine de juin 1991.

ENSPTT

LE MANAGEMENT DES ENTREPRISES DE RESEAU

POUR VOTRE INFORMATION, NUMERO 05 22 82 82

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
37/39 rue Dareau - 75014 Paris - Direction de la communication - Tél. (1) 42 79 44 76 / 44 91

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION JEUNES DIPLOMES (BAC + 4) AVEC PREMIERE EXPERIENCE

Proposées par l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE à temps plein (8 mois dont 2 en entreprise), elles préparent aux fonctions de :

- Direction de personnel et formation à la gestion sociale,
- Management et développement des ressources humaines,
- Informatique et gestion du personnel.

Ouverture : Septembre / Octobre 1991.

Envoyer lettre de motivation + CV + photo à :
IGS - Mme FLOIRAC
120 rue Danton - 92300 LEVALLOIS
Tél. : 47.57.31.41.

GROUPE IGS

UNIVERSITE DE PARIS

EUROPE - ENTREPRISE
Acquérir, maîtriser les enjeux du marché intérieur

Diplôme de 3^e cycle :
270 h - 3 fois par semaine à partir de janvier 1992 ou séminaires de 70 heures.

CONTACT : M^{me} Martine BAUMANN
au 43-54-67-80 ou 43-29-67-80

صلى الله عليه وسلم

cours et réalité

Recherche en extérieur

Spécialistes en matière grise, les SRC offrent leurs services aux entreprises



S. PIERRE

QUI sait que la conception de la superbe voiture de course qui a gagné le Rallye des pharaons en septembre 1990 a été étudiée dans les locaux de SERA, une petite SRC (société de recherche sous contrat) de quatorze personnes, située dans la région parisienne ? Pas le grand public, en tout cas, qui ne retiendra du holoïde avant les dunes que le nom de son constructeur : Lada.

Inconnues du grand public, mal connues des PME, les SRC sont pourtant appelées à jouer un rôle non négligeable dans le développement technologique d'entreprises qui n'ont pas forcément les moyens de s'offrir un service de recherche et développement maison. « Leur mission, explique Georges Mordochelles-Régier, directeur général de Bertin et Cie, la plus grosse des SRC françaises avec sept cent dix personnes, consiste à accroître la compétitivité des industriels, à leur apporter des solutions technologiques pour les rendre plus performants que leurs concurrents ». Pour cela, les SRC, dont les clients sont issus de tous les secteurs, doivent être capables de leur apporter des ressources technologiques complémentaires, venant parfois d'autres secteurs industriels. Elles doivent être capables par exemple de transposer, en les adaptant à l'industrie automobile, des technologies habituellement utilisées dans l'industrie spatiale, ou encore d'inventer des technologies nouvelles.

Il est difficile de chiffrer le nombre de SRC en France. Selon Georges Mordochelles-Régier, président de l'Association des sociétés indépendantes de recherche et développement industriel (ASIRDI) qui regroupe la majorité des SRC, il y aurait aujourd'hui de vingt à vingt-cinq SRC « pures » et une bonne dizaine de SRC « académiques », c'est-à-dire associées à de grandes écoles ou à des universités. Si la profession ne s'est pas autant développée qu'aux Pays-Bas ou dans l'ex-RDA, elle croît indéniablement. Ainsi, alors que l'ASIRDI recensait quelque mille personnes travaillant dans les SRC en 1984, aujourd'hui elle en compte plus de mille six cents. Son chiffre d'affaires s'élève à un milliard de francs environ.

ADAPTABILITÉ. Les SRC, qui emploient à plus de 50 % des ingénieurs et cadres, attirent dans leurs rangs essentiellement des jeunes issus d'écoles d'ingénieurs. C'est le cas de Bertin, dont le recrutement se compose de 90 % de jeunes ingénieurs et de 10 % d'ingénieurs confirmés, susceptibles d'occuper des postes de chefs de projet ou de responsables sectoriels. Les universitaires sont plus rares mais il y en a. « Dans certains domaines comme l'intelligence artificielle, ils ont un haut niveau de compétence », reconnaît Jean-Louis Favero, gérant de SERA.

Au-delà des connaissances techniques de base, les SRC exigent beaucoup de leurs jeunes recrues. Notamment une formidable adaptabilité intellectuelle, car les ingénieurs se portent sans cesse d'un projet à un autre, d'un secteur industriel à un autre, d'un niveau de difficulté à un autre. « Ce ne sont pas pour autant des

touchés-à-tout dans le mauvais sens du terme, précise Joël Médée, car les SRC concentrent leur activité sur quelques créneaux ». Par ailleurs, ces ingénieurs doivent pouvoir accompagner un projet de sa phase d'études jusqu'à la réalisation concrète, aux essais. Cela suppose qu'ils soient capables de travailler en équipe, d'apprendre en permanence et d'assurer les relations avec le client. De fait, ils sont amenés à se frotter au marketing et à la gestion.

Si certaines entreprises comme Bertin ou Metravib n'hésitent pas à proposer à leurs ingénieurs des formations économiques complémentaires, dans la plupart des sociétés les ingénieurs se forment sur le tas. Consciente de cette faiblesse, l'ASIRDI envisage en collaboration avec EACRO, l'association européenne des SRC, de monter une formation sur le plan européen dans les domaines du marketing et de la gestion de projets innovants.

PASSION. La formation plutôt riche qu'apportent quelques années d'expérience professionnelle au sein d'une SRC permet aux jeunes ingénieurs d'envisager l'avenir avec une certaine sérénité. Si le turn-over dans la profession est important, il n'a pas la connotation négative qu'on lui connaît dans certains secteurs. Les raisons d'en sont pas strictement financières. Jean-Louis Favero est presque choqué lorsque l'on tente de le lui suggérer. « Pour la plupart des gens qui travaillent sur une technique pointue, rétorque-t-il, la composante salaire-revenu n'est pas primordiale. Ce qui les intéresse c'est d'intégrer l'équipe, l'entreprise qui leur permettra de concevoir, développer, et d'essayer les machines qu'ils rêvent ».

Ainsi certains ont quitté le Moteur moderne quand celui-ci a arrêté de travailler sur des voitures de compétition. « Ils sont partis là où ils pourraient assouvir leur passion », reconnaît Joël Médée. D'autres, après des années de recherche et développement, souhaitent avoir une expérience industrielle en vraie grandeur. Ils partent prendre la responsabilité d'un secteur, d'une activité. « Cela correspond presque toujours à une promotion », estime Georges Mordochelles-Régier.

D'autres encore, qui se sont complètement investis dans un projet, passent dans l'entreprise cliente pour suivre ce qu'ils considèrent comme leur enfant. Et puis, il est vrai que compte tenu de la petite taille des SRC et de la relative jeunesse des équipes dirigeantes, il est difficile d'envisager des carrières en interne. Certaines SRC possèdent bien des filiales industrielles, parfois plus grosses qu'elles, qui leur permettent d'offrir un minimum de déroulement de carrière, mais dans l'ensemble, les possibilités sont relativement minces. Reste à aller tenter une nouvelle aventure à l'extérieur. Il arrive d'ailleurs que l'ingénieur de recherche se transforme en créateur d'entreprise.

Catherine Leroy

Les premiers pas de l'Institut des affaires Paris-Moscou

La CEGOS et l'Ecole supérieure de commerce de Moscou vont former des cadres soviétiques au commerce international et à la gestion

MÊME si les projecteurs médiatiques ne sont plus braqués sur les marchés d'Europe de l'Est comme il y a deux ans, certaines démarches lancées à cette époque trouvent seulement maintenant un début de concrétisation. Ainsi, après vingt et un mois de laborieuses négociations, la CEGOS et l'Ecole supérieure de commerce de Moscou ont récemment porté sur les fonts baptismaux une nouvelle entreprise mixte : l'Institut des affaires Paris-Moscou.

Principale originalité de cette opération : ces deux entreprises ne sont en fait que des vides de pont de consortiums nationaux. Derrière la CEGOS se trouvent, entre autres, France Télécom, le Crédit lyonnais, Bull, la Compagnie générale maritime, Interagra, la chambre de commerce et d'industrie de Paris, les Editions d'organisation et, plus surprenant, l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFDT. Côté soviétique : l'Intourist, Aeroflot et la chambre de commerce et d'industrie de l'Union soviétique sont les partenaires les plus connus.

Les objectifs de cet institut sont sans surprise : perfectionner les cadres dirigeants de sociétés soviétiques au commerce international et à la gestion d'entreprise. Parallèlement, des séminaires seront organisés pour des hommes d'affaires français, afin de les initier aux particularités des affaires sur le marché soviétique et dans les pays d'Europe centrale.

Les responsables de la CEGOS ne le cachent pas : « L'institut doit être le reflet de ce qu'on fait en France », explique Daniel Bollinger, maître d'œuvre de ce projet. Le



S. PIERRE

directeur général est soviétique, mais ce n'est pas un hasard si les statuts accordent surtout un grand pouvoir à son adjoint et au directeur des programmes qui, eux, sont français.

MILLE CADRES. La CEGOS ne manque pas d'ambition. Mille cadres devraient suivre un séminaire de deux semaines cette année, le dou-

ble l'an prochain et le triple les années suivantes. Si, aux yeux des Soviétiques, les tarifs peuvent paraître relativement élevés (2 000 roubles, soit cinq mois de salaire moyen plus 4 000 francs français en devises), ils défient toute concurrence sur le marché français de la formation. Seul moyen de rattrapper la quadrature du cercle : les formateurs français formeront des homo-

logues soviétiques qui, eux-mêmes, formeront leurs compatriotes.

C'est également à ces niveaux qu'interviendront les entreprises françaises membres du consortium. Leur participation financière (environ 200 000 francs) est parfois théorique. La plupart apporteront en fait leur savoir-faire, non sans bien sûr quelques arrières-pensées. Bull formera les cadres à l'informatique en espérant sans doute décrocher quelques contrats ; les Editions d'organisation traduiront en russe quelques fleurons de la littérature managériale, tentant par la même occasion de s'introduire sur ce marché prometteur, et l'UCC-CFDT animera les séminaires sur la gestion des hommes. Un marché à l'assaut duquel elle n'a pas encore osé se lancer dans l'Hexagone.

Comme si les difficultés ne paraissaient pas suffisantes, les pères fondateurs de l'entreprise mixte ont aussi ajouté une autre qui prend chaque jour de l'importance : malgré son nom, l'Institut des affaires Paris-Moscou entend tenir des séminaires dans une dizaine de villes, dont Leningrad, Vladivostok, Kazan, Kiev et Riga.

L'éclatement de l'empire et les nouvelles lois restreignant l'autonomie des entreprises mixtes n'effraient-ils pas les responsables de la CEGOS ? Daniel Bollinger fait officiellement preuve d'un optimisme inébranlable : « Nous devons avoir une stratégie à long terme et participer aux changements en cours », explique-t-il. Une façon indirecte de reconnaître que rien n'est encore gagné.

Frédéric Lemoine

Un mode d'emploi du bulletin de paye

Un dictionnaire veut aider les entreprises et les organismes de recouvrement à s'y retrouver dans le dédale du salaire

OUF ! Trois mois après l'entrée en application de la contribution sociale généralisée (CSG), les services de paye des entreprises et des organismes de recouvrement commencent à respirer. Car, si la CSG ne s'est traduite in fine que par une seule ligne supplémentaire sur le bulletin de paye des salariés, elle s'est rapidement révélée être un épouvantable casse-tête dès lors qu'elle devait s'appliquer à des travailleurs en situation particulière : employés à temps partiel, par exemple, rémunérés par plusieurs employeurs, travailleurs frontaliers, salariés bénéficiant d'un abattement fiscal et percevant des remboursements de frais professionnels, etc. Autant de cas qui ont obligé les responsables de la paye à éprouver en un temps record les circulaires d'application et toutes les notes explicatives obligamment fournies par les organismes de Sécurité sociale et les branches professionnelles.

PIÉ D'ARIANE. Pour ce type de travail, les services comptables des entreprises bénéficient certes, le plus souvent, d'un allié de poids : l'informatique. Néanmoins, les logiciels ne peuvent pas intégralement se substituer au droit, et les méandres des codes du travail, de la Sécurité sociale ou des impôts sont toujours susceptibles de receler des exceptions, des vides, et autres pièges jurisprudentiels. Sur quelle base, par exemple, doit-on rémunérer les travailleurs intermittents ou saisonniers ? A quelles charges sociales sont assujettis les fonctionnaires ou détachés dans le secteur privé ou les salariés expatriés ? Comment calculer les indemnités de fin de contrat ou rémunérer les heures de délégation exceptionnelles des représentants du personnel ?

Afin d'aider à s'y retrouver dans cet effroyable dédale, les éditions Lamy viennent de publier un véritable fil d'Ariane : le Lamy paye. Présenté sous

forme de huit cents feuillets mobiles réunis dans deux classeurs, ce mémento propose également une étude sur les différents logiciels de calcul de salaires, précisant les caractéristiques minimales auxquelles ceux-ci doivent répondre pour être homologués.

En aval de l'opération de paye, l'ouvrage démonte aussi les mécanismes de la saisie-arrêt sur salaire et les modalités selon lesquelles les entreprises peuvent accorder des prêts à leurs salariés. L'intérêt de cet ouvrage réside surtout dans la présentation claire et agréablement de nombreux exemples, de toutes les particularités liées à la nature tant du contrat de travail (CDD, temps partiel, retour à l'emploi), que de l'emploi exercé (de l'apprenti au dirigeant de société en passant par des représentants du person-

nel ou des branches d'activités spécifiques (agriculture, bâtiment, hôtellerie, arts...). Tous les incidents inhérents au contrat de travail sont aussi passés au crible : depuis le paiement des congés payés jusqu'à celui des mesures d'accompagnement du licenciement économique. Les terrains d'application de la paye sont si vastes que les éditions Lamy n'ont certes pas encore fini d'en faire le tour. Ainsi des études spécifiques relatives au versement des droits d'auteur, à la paye dans les DOM, aux rémunérations des handicapés sont en préparation.

Valérie Devillechabrolle

► Le Lamy Paye, 1 600 pages, 1 100 F (+ 300 F d'abonnement annuel pour recevoir les mises à jour). Editions Lamy, 187-189, quai de Valmy, 75490 Paris Cedex 10.

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(Écoles d'Ingénieurs et de Commerce, Maîtrises et Bac + 5 universitaires, Cadres)

CHOISISSEZ LE 3^{ème} CYCLE QUI NE SANCTIONNE PAS VOS ÉTUDES MAIS VOTRE ESPRIT D'ENTREPRISE

Formation du 1^{er} octobre 1991 au 30 juin 1992.
Admission sur dossier et entretiens.
Inscriptions avant le 14 juin.

Instituts Européens des Entrepreneurs
ANGERS-ANGOUTÈME - BEAULIEUX - GRENOBLE - LIMOGES - MONTPELLIER - MULHOUSE - NANCY - ROUEN

LE 3^{ème} CYCLE DE MANAGEMENT TERRAIN

en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et la Fondation Internationale des Entrepreneurs pour obtenir une documentation et un dossier d'inscription :
Service Commun d'Informations - Instituts Européens des Entrepreneurs, rue Edouard Chamberland 87100 Limoges

Tel. 55 79 86 51

Les carrières syndicales à l'épreuve de

Le grand public, qui ne voit les syndicalistes qu'à travers les médias, n'a retenu que les reconversions les plus spectaculaires, celles des « vedettes ». Edmond Maire est passé du secrétariat général de la CFDT à la présidence de FO à l'ANPE. Dans l'ombre, d'autres reconversions s'opèrent plus discrètement. Elles posent même des problèmes plus difficiles lorsqu'il s'agit de faire le grand saut pour exercer un « vrai » métier au terme d'une carrière plus ou moins réussie dans le syndicalisme.

En France, les salariés protégés — membres du comité d'entreprise (CE), délégués du personnel, délégués syndicaux, etc. — représentent l'équivalent de cent mille emplois à temps plein. Faute de candidats, ces syndicalistes d'entreprise cumulent souvent, comme ils en ont le droit, des fonctions de

délégué syndical, de délégué du personnel et de membre du CE. Accumulation de crédits d'heures aidant, ils délaissent souvent leurs carrières et n'ont qu'une activité professionnelle réduite. A ces représentants du personnel s'ajoute une autre population, qui, hors entreprise, est celle des permanents. Ou bien ils sont détachés de leur entreprise ou de leur administration — et alors rémunérés par elle. — ou bien ils sont salariés de leur organisation syndicale. Mais, dans un cas comme dans l'autre, ils ont fait le grand saut du militantisme et deviennent dès lors difficilement reclassables quand ils se reconvertisent, surtout pour ceux qui ne sont pas en haut de la hiérarchie syndicale.

DES ACCORDS NOUVEAUX. La première difficulté est de revaloriser la carrière des élus dans les entreprises, quitte à ce que, à la faveur de regroupements des institutions représentatives, les différents mandats donnent lieu à un crédit d'heures globalisé

ou forfaitisé, leur permettant de consacrer plus de temps à leur activité professionnelle, en étant ainsi davantage à l'écoute des salariés. Un moyen de mettre fin à ce que Martine Aubry, directeur général adjoint de Pechiney et surtout architecte des lois Auroux, appelle le « coupage entre ceux qui travaillent et ceux qui militent ». Une façon de montrer qu'on peut aussi bien travailler et bien militer.

Dans quelques entreprises — Pechiney, Elf-Aquitaine, Usinor-Sacilor, le Crédit mutuel, — des accords très novateurs ont été signés dans ce sens. Ainsi celui conclu chez Axa, il y a dix mois, et plus connu pour la création du chèque syndical, a institué une « obligation générale de non-discrimination à l'encontre des représentants du personnel ». Il est indiqué explicitement qu'une responsabilité syndicale ne doit pas constituer pour l'intéressé « une entrave dans son épanouissement professionnel ni un

frein tant à la progression de sa carrière qu'à l'obtention de promotions et/ou d'augmentations individuelles de salaire ». En d'autres termes, un syndicaliste doit pouvoir évoluer professionnellement comme les autres salariés. Ni mieux ni plus mal. De tels accords sont toutefois trop récents pour annoncer un réel changement des entreprises par rapport à la carrière de ces salariés toujours jugés à part. Il serait donc prématuré de nourrir trop d'illusions : les entreprises qui valorisent aujourd'hui la carrière des élus, en tenant compte de leurs compétences acquises, sont bien moins nombreuses que celles qui les pénalisent, les « placardisent » ou les pourchassent. Le vide syndical n'a pas encore favorisé le choc salutaire souhaitable.

DOUBLE RÉVOLUTION CULTURELLE. Le problème du reclassement des salariés est encore plus redoutable. Il suffit d'écouter les conseils en recrutement pour avoir la confirmation qu'une carte de visite de syn-

Changer d'image

Les anciens militants ont généralement du mal à « blanchir leur passé »

THOMSON n'a plus de secret pour lui. « Ouvrier parisien de base » de 1963 à 1974, Michel Boursat, devenu syndicaliste, continuera notamment à travailler pour ce groupe. En devenant ensuite secrétaire national de la Fédération de la métallurgie CFDT, il suivra pendant neuf ans le dossier de restructuration de celui-ci. En 1982, les nationalisations lui donnent l'audace de frapper à la porte du nouveau directeur général adjoint de Thomson, Pierre Cabanes, qui fut longtemps directeur des relations du travail auprès de différents ministères du travail. L'ancien métallier entre alors à la direction de la communication de Thomson, avant d'être propulsé à celle des ressources humaines. Certains camarades voient en lui un « social-traitre » ; il opère non sans « difficultés personnelles » la fermeture d'usines. Mais, globalement, même s'il s'est « un peu souillé les mains », Michel Boursat, aujourd'hui consultant, estime avoir « fait bouger beaucoup de choses dans la gestion du personnel du groupe ».

Si peu de permanents accèdent comme lui à des postes de direction, ils sont plus nombreux à se reconvertir dans les cabinets-conseils. C'est le cas de Roger Faist, ingénieur et ancien secrétaire général des cadres CFDT, qui, après huit années à Berlin à la tête du Centre européen pour la formation professionnelle, est entré comme consultant à Développement et emploi. Ou encore de Francis Zuamabar, employé du Crédit lyonnais de Bordeaux, devenu permanent CFDT « de fait » dans son entreprise. Après avoir obtenu par la formation permanente une maîtrise en sciences sociales, il démissionne pour créer le Centre de recherche et d'études



S. PIERRE

du travail. Premier client : le Crédit lyonnais avec un contrat de plus de 400 000 francs ! La gestion des restructurations, les reclassements après fermeture d'usines, pour lesquels il affirme obtenir « 10 % de réussite », sont ses spécialités. D'anciens camarades le taxent lui aussi de « traître », tandis que sur les sites les futurs licenciés l'accueillent « au départ comme leur bête noire ». Mais pas les chefs d'entreprise. « Quand je leur dis que je suis un ancien syndicaliste et que je peux traiter leurs problèmes, ça les intéresse vraiment ! »

LOUP BLANC. Pour ceux qui ne disposent pas de formation suffisante, qui manquent de culot ou de relations bien placées, la reconversion dans les entreprises s'avère plus douloureuse. « Les élus syndicaux devenus des quasi-permanents sont

les plus touchés, car ils ont perdu le contact avec leur métier », constate Michel Offerté, professeur en sciences politiques à Paris-L. Ils portent une pancarte sur le dos et il leur faut blanchir leur passé syndical. Mais le blocage provient aussi de permanents eux-mêmes. « Ils ont du

mal à accepter l'idée qu'après avoir milité pour une cause collective ils pourraient en tirer un profit personnel. » Du coup, bon nombre se retrouvent dans les municipalités ou bien dans l'économie sociale. Une insertion qui ne leur permet pas toujours de mettre à profit les connaissances en économie et droit du travail acquises grâce au militantisme.

La CGT ressent encore plus durement ce handicap. « En province c'est pire », déplore Edmond Amiable, de la commission exécutive de la CGT. Le permanent est connu comme le loup blanc. Ce n'est quand même pas une tare d'avoir exercé une activité syndicale pendant des années ! Au Bureau international du travail (BIT), dont le directeur général adjoint est lui-même un ancien syndicaliste autrichien, c'est au contraire un atout pour entrer dans des services tels que les relations avec les travailleurs ou l'éducation ouvrière. En revanche, à la Commission européenne, on n'en compte qu'une poignée. Pour cette ancienne permanente « heureusement reclassée » dans un autre organisme, « en France, le glissement des compétences touche malheureusement bien des gens, pas seulement des syndicalistes ».

Franches Alzouvi

Permanent : un métier provisoire

« **U**N jour, je me suis aperçu que mon gamin mentionnait toujours la profession de sa mère à l'école, pas la mienne. Il m'a dit : « Je ne sais même pas ce que tu fais. Les copains, ils disent que c'est pas un vrai métier. » Ce jour-là je me suis dit qu'il fallait peut-être enfin faire quelque chose dont mon fils pourrait parler. » Daniel Labbé est entré chez Renault à vingt-trois ans sur une chaîne comme retoucheur. Délégué syndical CFDT en 1975, il devient secrétaire général du syndicat en entreprise en 1977.

« Le syndicalisme, à l'époque, raconte Daniel Labbé, c'était une façon d'échapper à la loi de l'entreprise, de s'évader. » En 1987, l'arrêt de la 4L signe l'arrêt de son activité. Il n'a plus de poste de travail, et devient permanent malgré lui. Il termine sa mission, c'est-à-dire la gestion de la fermeture du site de Billancourt en 1992. Et après ? « Se reconvertir à quarante ans, c'est dur dans sa tête ; on n'a peur de changer de vie, de changer de camp, de devenir une autre personne. Et puis, dix ans de syndicalisme, c'est comme un mariage, on est attaché, on a la fois envie de partir et de rester. Pourtant, c'est la limite

d'âge pour se refaire une image professionnelle, pour se trouver enfin une identité. » Limite d'âge ? C'est le souci général des permanents.

« **ON SE SCLÉROSE.** » Daniel Croquette, centralien, était cadre chez Total après un début chez BSN, lorsqu'il a pris des responsabilités à la fédération CFDT de la chimie en 1976. Pendant six ans, il a été secrétaire général de l'Union des ingénieurs et cadres UCC - CFDT. Dans quelques semaines, il prendra la direction d'un centre de formation du CSEI : « Il ne faut pas être syndicaliste à vie. On se sclérose. La moyenne, c'est six à dix ans. Je suis resté quinze ans, c'est le grand maximum. J'ai quarante-sept ans, après cinquante ans, on est inclassable. » Pour lui, le reclassement, cela se travaille : « On ne revient jamais à l'état antérieur après un passage dans le syndicalisme. On a acquis des compétences, des savoir-faire fabuleux, on sait faire plein de choses : négocier, communiquer, gérer. J'ai l'impression ici d'être un patron de PME. » Difficile de se reclasser ? Non, pas à son niveau. « On se fait beaucoup de relations en tant que responsable syndical. On connaît tous ceux qui comptent dans l'entreprise. Cela aide. » Comme dans toute profession, mieux on est placé dans la hiérarchie, moins on a de mal à se reclasser.

Pour les militants CGT, il y a un problème d'image de marque. Daniel, quarante ans, ancien professeur de mathématiques dans un lycée technique, est devenu permanent CGT en 1982. Après quatre années dans sa région, en Picardie, où il était chargé des problèmes d'emploi, il est monté au siège de la confédération à Montreuil pour s'occuper de formation professionnelle. « Dix ans, ça suffit. Si on ne part pas, on reste jusqu'à la retraite. Tout le monde se pose la question à un moment. Le tout est de retrouver un job. Mais si les collègues de la CFDT sont assez sollicités par les entreprises, nous, à la CGT, on est plutôt mal vu. Sur un CV, permanent CGT, ça fait fuir. » Daniel a trouvé un poste dans une mission pour la formation professionnelle qui est rattaché au cabinet de Jean-Pierre Soisson. « Je connaissais la mission pour y avoir siégé en tant que partenaire syndical. J'y reviens de l'autre côté de la table. »

Pour Hubert Bouchet, secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs Force ouvrière, les syndicalistes ne doivent surtout pas bénéficier, pour le reclassement, de privilèges particuliers. Il s'élève contre toute nomenclature, tout ce qui facilite le départ. Ils ont des relations, c'est déjà énorme. Pour le reste, qu'ils se débrouillent, comme tout le monde. Lui non plus ne compte pas vieillir dans la fonction. « Je suis bien où je suis depuis sept ans. Je n'ai pas encore l'impression d'avoir fait le tour de ma fonction. Mais il est hors de question de m'accrocher. Encore deux, trois ans, et je passerai à autre chose. »

Marie-Claude Berthod

Liliane Delwasse

Les centrales à la rescousse

Les confédérations se sont préoccupées assez récemment du reclassement de leurs salariés. Formation et réseaux de relations sont largement utilisés

LES centrales syndicales ne se distinguent pas seulement les unes des autres par la manière dont elles traitent le problème de la reconversion de leurs permanents. Elles diffèrent par la façon particulière dont ce problème se pose ou... ne se pose pas pour elles : « Nous ne sommes pas concernés », soulignent des responsables de la CGC, car nos statuts font obligation à tous nos élus de conserver leurs activités professionnelles. » La CGC fonctionne avec des salariés embauchés pour leur compétence en gestion, en droit, qui, lorsqu'ils s'en vont, retrouvent du travail ailleurs.

FO ne connaît guère plus de problèmes de reclassement pour une raison diamétralement opposée : son fonctionnement repose presque exclusivement sur des militants qui restent en général permanents jusqu'à la retraite. « On n'opère pas un simple passage à FO », souligne Jean Mayer, secrétaire confédéral. On y entre après avoir pris le temps de la réflexion, et, même aujourd'hui, on fait rarement machine arrière.

Ne partent guère que les victimes de ce qu'il appelle « un incident de congrès », ceux dont le mandat électif n'a pas été renouvelé par les syndiqués. Bien qu'elle compte parmi ses permanents une majorité de salariés non militants embauchés comme conseillers techniques, responsables de service, etc., la CFTC connaît la même stabilité. Le turnover y est si bas que le dernier

congrès a décidé de l'encourager pour éviter la sclérose.

Pendant longtemps, la CGT s'est trouvée dans une situation voisine de celle de FO : ses structures fonctionnaient avec des bataillons de militants qui ne la quittaient le plus souvent qu'à la retraite. Mais, depuis une quinzaine d'années, plusieurs facteurs ont modifié cette situation : un refus de plus en plus fréquent d'être militant à vie, la réduction des effectifs permanents liée à la baisse du nombre des syndiqués et les départs résultant de désaccords. La centrale connaît donc bien, désormais, les problèmes de reconversion. La CFDT y a toujours été confrontée, car l'engagement temporaire y est presque de règle.

ARDENTE OBLIGATION. Les centrales syndicales n'ont commencé qu'assez récemment à avoir une politique d'aide à la reconversion. Au départ, il s'est surtout agi d'une « ardente obligation » : « On ne voit tout de même pas laisser tomber quelqu'un qui a donné une part de sa vie pour le bien-être des autres travailleurs ! », s'exclame Edmond Amiable, qui a la responsabilité de ce problème à la CGT. L'organisation mobilise, en bénéfice du parent, tout son réseau de relations et de solidarité : associations, municipalités, mutuelles, caisses de retraite et autres organismes paritaires susceptibles de l'embaucher ou de lui signaler une possibilité d'emploi. Elle l'aide aussi dans ses pro-

pres démarches, notamment en matière de formation. A la CFDT, une cellule a été constituée voilà six ans pour accompagner et soutenir celui qui s'en va : « Nous l'aidons à prendre conscience de ses acquis, à définir des voies de réorientation : nous l'initions aux techniques de recherche d'emploi », explique Marie-Ange Piazza, notamment au cours de stages regroupant plusieurs partants. Les échanges entre eux sont source de liens très forts qui les aident à assumer un départ souvent traumatisant.

Bien que deux de ses militants y consacrent une part de leur temps, la CGT ne paraît guère mobilisée effectivement sur ce sujet. Peut-être parce qu'elle recrute de plus en plus ses permanents dans le secteur public ou nationalisé, où chacun est assuré de retrouver son emploi.

On s'en préoccupe à la CFDT : à sa demande, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) a réalisé une étude — « Le métier de permanent des syndicats professionnels » — qui montre que ce « métier » forme des cadres, voire des cadres supérieurs. « Il nous faut obtenir une reconnaissance publique de cette réalité », dit Marie-Ange Piazza, trouver une forme de validation de ces acquis... »

Que sont-ils devenus ?

APRÈS avoir été en tête des manifestations et avoir tenu la vedette dans les congrès, les responsables syndicaux pourraient difficilement se contenter de reconversions anonymes.

C'est probablement à la CFDT que les exemples sont les plus nombreux. Jeannette Laot a quitté le secrétariat national pour occuper un temps un poste de conseiller social à l'Élysée. Michel Rolent, longtemps considéré comme numéro deux, s'est reconverti aux économies d'énergie en devenant patron de l'AFME. Il est maintenant maire de Veibonne (Alpes-Maritimes). Quant à Edmond Maire, après dix-sept années de secrétariat général, il a décidé de finir sa carrière dans les loisirs en présidant les VVF. Georges Ségué, son homologue de la CGT, consacre sa retraite en Soignies à des actions écologiques avec... le général Bugeard tout en conservant des fonctions à l'Institut d'histoire sociale de la CGT.

Les métallurgistes, qui se sont toujours un peu pris pour l'avant-garde ouvrière, n'ont pas été les derniers à se trouver de nouvelles places. Le cédétiéte Albert Mercier est confortablement installé au Conseil d'État. Après quelques problèmes

avec ses « camarades », André Seignon, ancien patron des métaux CGT, a été recueilli par Laurent Fabius, qui en a fait un permanent européen. Mais une des reconversions les plus étonnantes est celle de Jacques Chérèque, la truelle et le moustachu secrétaire général des métallurgistes CFDT, qui a d'abord accepté le casquette de préfet avant de s'installer sous les lambris dorés du ministère des reconversions industrielles et de l'aménagement du territoire.

Du côté du patronat aussi, les fins de mende exigent des points de chute. Après avoir quitté la présidence du CNPF en 1982, François Ceyrac a été président du Conseil économique et social des Communautés européennes, et est membre de conseil d'administration de sociétés. Son successeur, Yvon Getzard, est retourné diriger la société Radial lors de l'arrivée de François Penigot. Quant à Yvon Chotard, l'homme du social au patronat, il est délégué de la France au conseil d'administration du Bureau international du travail depuis 1987.

Françoise Chioit

صلى الله عليه وسلم

l'épreuve

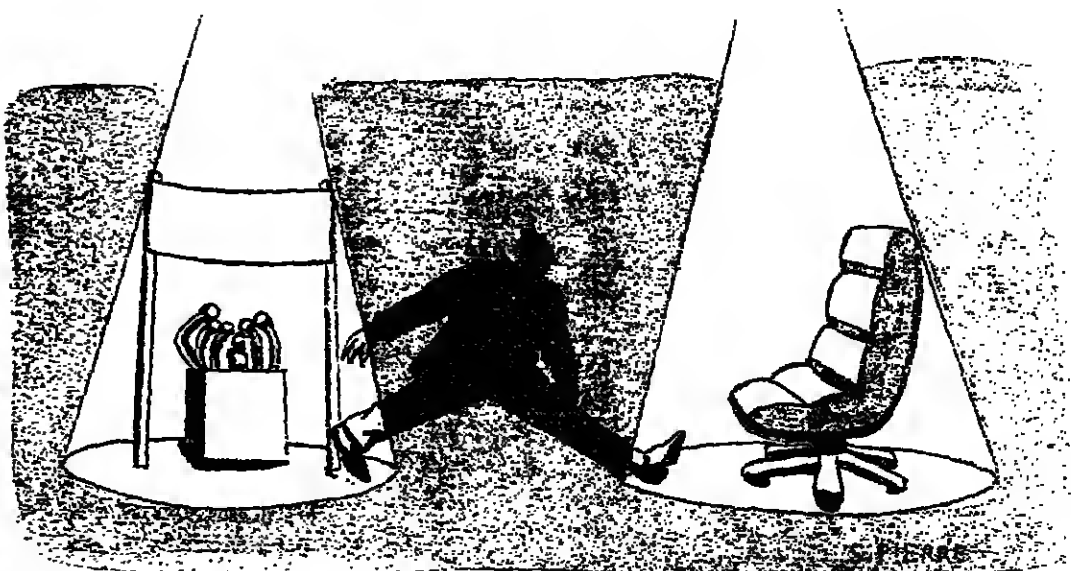
la reconversion

dicaliste n'est pas un bon passeport pour l'emploi. Trop souvent, on voit le négatif : au-delà de l'image péjorative du militant syndical chez les dirigeants, on retient qu'il a perdu du savoir-faire par rapport à son métier d'origine. Ce qui est généralement vrai. Mais on oublie qu'il a acquis, la plupart du temps, d'autres talents : le sens de l'écoute, des relations humaines, du travail en équipe, la communication, l'organisation, la facilité d'expression, l'art de la négociation. Des atouts très recherchés par les entreprises.

Mais voilà, la bonne insertion et la reconversion des syndicalistes supposent une double révolution culturelle. Pour les militants, l'entreprise a été longtemps, et quasi exclusivement, un lieu d'exploitation, de confrontation, paré de tous les maux. Aujourd'hui, la nouvelle vision est globalement plus positive. Pour les employeurs, les syndicalistes ont été longtemps perçus comme des intrus ou de « mauvais salariés », agissant contre leur entreprise de l'intérieur, fomentant des divisions, voire se réfugiant dans une carrière syndicale faute de pouvoir en espérer une autre. Cette vision commence à changer. Mais encore timidement.

Il reste encore à faire passer l'idée, tant auprès des syndicalistes que des employeurs, qu'on peut exercer un métier normalement dans une entreprise, en ajoutant le plus de la prise en compte des intérêts collectifs, ou que l'on peut s'y réinsérer en faisant bénéficier la collectivité des acquis de son expérience syndicale. La conversion sera d'autant plus difficile qu'elle pose la question du rapport individuel avec le syndicalisme. Aujourd'hui, on y entre moins qu'on y effectue un passage, à durée déterminée, car il offre moins de certitudes et n'est plus une fin en soi. Le syndicalisme n'est pas tout à fait un métier comme un autre, mais il souffre, lui aussi, d'une pénurie de salariés qualifiés.

Michel Noblecourt



Qui les embaucherait ?

Pour les cabinets de recrutement, il y a du positif dans le négatif. Et des perspectives de seconde carrière, malgré les difficultés

QUAND on a été syndicaliste — et plus encore permanent — faut-il l'avouer à de futurs employeurs ? « Jamais ! », tranche Agnès Chauvin, qui dirige le cabinet Temps dense : « Ils voient rouge aussitôt ». A quelques nuances près, son opinion est partagée par la plupart des spécialistes du recrutement. Sauf par Catherine Caillard, qui vient de créer une affaire à son nom après être passée chez Hewlett-Packard et Apple. « C'est un métier parallèle, mais un métier quand même, s'insurge-t-elle. De toute manière, ça se sent au cours de l'entretien et il ne faut jamais rien cacher. »

En fait, tous les recruteurs disent la même chose. « Il faut montrer le côté positif de toute expérience », et mettre en avant les compétences acquises. Puisqu'il s'agit d'une reconversion, il y a des qualités dont l'entreprise peut faire son profit. « Le sens de l'équipe, l'habitude de négocier et le goût de la communication », relève Joëlle Freyre, associée du cabinet Monorga. « La capacité d'arbitrage et le fait de savoir ce qui est une base, d'être capable de gérer des différences ou des courants, ajoute Gilbert Ciavatti, d'Equipes et entreprises. Ils seront utiles pour mener des politiques différenciées. » « Dès lors que l'on distingue ce qui appartient à la sphère de l'opinion pour regarder uniquement les pratiques, ils ont de grandes aptitudes au relationnel », complète Agnès Chauvin.

« HOMMES D'APPAREIL ». Bien sûr, ce ne sera pas facile pour eux et, paradoxalement, pour les syndicalistes patronaux, qui « restent des hommes d'appareil », dit Gilbert Ciavatti, sauf s'ils étaient des techniciens.

Ceux qui ont gardé leurs compétences techniques d'origine peuvent s'en tirer, mais ils doivent savoir « qu'ils ont pris du retard », souligne Joëlle Freyre. Ceux qui se sont éloignés de leur filière, ou n'ont « pas su allier l'autorité de compétence à leur pouvoir syndical », comme le dit Daniel Cohen, du cabinet d'outplacement MOA, devront changer d'activité et, souvent, se former de nouveau. « Les CFDT se reconstruisent mieux que les autres, et de plus en plus », confirme un recruteur.

Ces obstacles levés, des opportunités s'ouvrent. Dans la gestion et le contrôle, « parce qu'ils fonctionnent par principes », explique Catherine Caillard, dans les domaines de la formation, des ressources humaines, évidemment, et dans la communication si l'on prend soin d'éviter l'utilisation à des fins de propagande ou de manipulation. Charles de Bouchem, du cabinet Berndtson international, les voit bien dans de grandes entreprises qui, par leur dimension à l'étranger, « acceptent le fait syndical ».

« Ils serviraient à identifier des besoins », imagine-t-il, et se déclare « prêt à défendre de telles candidatures », pourvu que le niveau de formation ou le passé militant le permettent. Gilbert Ciavatti est encore plus catégorique. Au plus haut, un « grand syndicaliste » peut travailler « auprès d'un grand patron », « en dessous », il peut intégrer une fonction personnelle. Sinon, il peut s'orienter vers les entreprises du

secteur de l'économie sociale car « le syndicaliste est un opérationnel et, en point d'arrivée, il a atteint la véritable autorité du cadre ». Mais tout ceci reste bien théorique, les recruteurs n'étant pas professionnellement confrontés à ces spécimens rares.

Daniel Cohen a, en revanche, l'expérience de leur reclassement puisque, justement, l'intervention d'un cabinet d'outplacement



S. PIERRE

se termine fatalement par l'examen de la situation des plus syndiqués. Exemples à l'appui, il peut témoigner de bons résultats. Ils sont, prétend-il, « des managers », et on les retrouve dans des organismes de formation ou, encore, après un stage, gestionnaires dans des domaines sociaux, à la tête parfois d'ensembles importants. « Ce n'est pas surprenant, dit-il en écartant de rire, le cas des anciens de 1968 est là pour prouver que les meneurs font aussi de bons patrons ! »

Alain Lebeuvre

Le second souffle des enseignants

QUITTER le métier d'enseignant ? L'idée est carassée par de nombreux instituteurs et professeurs qui seraient parfois heureux après dix, quinze ou vingt ans de « métier » de se voir proposer un autre horizon. Mais les opportunités, parfois la volonté, voire les compétences font défaut. Rien de tel, en revanche, pour ceux qui choisissent le voie du syndicalisme. Dominique Trigon, secrétaire général adjoint du Syndicat national des instituteurs et des professeurs d'enseignement général de collège (SNI-PEGC) depuis septembre 1990, ou Patrice Sanglier, secrétaire général adjoint du SGEN, Nancy, font partie de ces heureux élus qui ont troqué la classe pour une vie de permanent syndical.

Tous deux se défendent d'avoir voulu quitter le métier

et refusent de parler de plein de carrière. C'est le hasard, l'engrenage, bref les autres qui vous amènent à de tels postes. « Vous militez, vous prenez des responsabilités, et on vous sollicite », dit Dominique Trigon. « J'avais pris trop de responsabilités syndicales pour continuer à exercer mon métier comme je le faisais, mais j'avais l'idée d'y revenir », renchérit Patrice Sanglier. A peine reconnaitent-ils avoir eu envie de « faire autre chose », de « prendre des responsabilités ». Mais il ne s'agissait pas de quitter l'enseignement. Pour mieux souligner que l'on va y revenir, on ne dit pas « permanent syndical » mais « déchargé syndical ».

RETOUR ALÉATOIRE. Mais ceux qui y retournent ne sont pas légion. Dominique Trigon lui-même avoue qu'« après quinze ans d'absence, un tel retour serait nécessairement

difficile et pas forcément réaliste ». Patrice Sanglier étudie de préférence les propositions provenant aujourd'hui de l'animation culturelle en entreprise. Des parcours « plus avancés » comme celui de Maurice Fiquet, aujourd'hui président de la Coopérative des adhérents de la Mutuelle des instituteurs de France (CAMIF), montrent que ça raisonnement est assez répandu.

Il reconnaît que lorsqu'il est parti, à un peu plus de quarante ans, il n'envisageait pas de revenir à l'enseignement. Il n'y reviendra pas. Instituteur, puis professeur depuis 1953, d'abord secrétaire départemental du SNI de Haute-Garonne, puis secrétaire général adjoint du SNI, chargé des questions économiques, il franchit définitivement le pas lorsque, en 1989, il devient président de la CAMIF. Entreprise d'économie sociale, la

CAMIF, qui emploie mille huit cents personnes, représente bien certaines valeurs du syndicalisme. Mais, depuis sa création, la CAMIF a dû et su évoluer : produits plus alléchants que les traditionnelles blouses grises proposées à l'origine, extension dès 1983 de la clientèle du monde enseignant à tous les groupements laïques sans but lucratif dont les activités s'orientent vers l'enseignement, la recherche et les loisirs, service Minitel pour sa vente par correspondance, ouverture de grandes surfaces à Toulouse, Niort, Lille.

« Le syndicalisme m'a préparé à cela », explique Maurice Fiquet. Pour moi, il s'agit de faire la démonstration qu'on peut faire vivre une entreprise soumise aux mêmes contraintes que n'importe quelle autre en restant fidèle à nos valeurs. »

Véronique Meunissen

La mise au ban des contestataires

Lors des départs motivés par des raisons politiques, les têtes d'affiche sont plus souvent repêchées que les hommes de la base

LES reconversions non choisies n'épargnent pas les syndicalistes. A la différence des entreprises, ces départs involontaires sont rarement motivés par des raisons économiques ou par des mouvements de réorganisation interne. En revanche, les départs sur fond de désaccords politiques sont plus fréquents. Les têtes d'affiche sont souvent repêchées. Les permanents plus ordinaires se recasent beaucoup plus difficilement.

« Je ne souhaitais pas partir ». A cinquante-trois ans, Daniel Torquero, ancien responsable de la fédération textile habillage CFDT, a abandonné sa casquette de permanent... sous la pression des événements. Pendant toute la durée de son mandat de secrétaire général de la fédération Hacutex, de 1986 à 1989, ce fervent du « syndicalisme de critique sociale, de contestation », avait pratiqué une opposition intransigente à la ligne confédérale. Lorsque son mandat touche à son terme, ses troupes calent. L'homme a fait ses classes de militant au début des années 70, technicien dans un service qualité chez Bousso-Saint Frères, groupe réputé pour l'archaïsme de ses pratiques sociales.

Conflits durs, licenciements de délégués syndicaux, séquestrations de patrons en retour ont modelé son apprentissage syndical et lui vaudront d'être licencié. Daniel Torquero, qui se réclame toujours de la génération des militants syndicaux de Lip et de 1968, ne s'est guère accommodé du mot d'ordre de résyndicalisation lancé par la centrale en 1978. En 1989, il perd sa bataille. Contesté, il n'est pas renouvelé. Aujourd'hui, après une courte période de chômage, il intervient comme conseiller à la mission nouvelles qualifications des Hauts-de-Seine. Sous contrat à durée déterminée.

SPHÈRE DU SOCIAL. Daniel Torquero fait partie de ces militants syndicaux reconvertis forcés pour cause de défaite politique. Un virage d'autant plus dur à négocier qu'il s'impose de manière brutale. Les permanents qui claquent la porte ne peuvent et parfois ne veulent pas compter sur l'aide de leur organisa-

tion pour se recaser. « C'est un omi qui m'a mis sur la piste de mon emploi actuel. Il m'a dit que la mission nouvelles qualifications de Bertrand Schwartz allait embaucher », raconte Daniel Torquero. Les redressements se font par relations personnelles et restent cantonnés à la sphère du social (organismes de formation, etc.).

Les contestataires de la fédération de la métallurgie CGT, regroupés derrière André Sainjon, leur très médiatique patron, ont démissionné en bloc de leurs fonctions syndicales en 1988, reconnaissant qu'ils s'en sont bien tirés. Pour être tombés pour la « bonne cause », parce que favorables à une ligne d'ouverture, les têtes d'affiche ont eu les faveurs des milieux gouvernementaux et industriels. Bernard Menut, longtemps le numéro deux des métallurgistes de la centrale ouvrière, qui suivit de près les conflits Manufacture, Citroën Aulnay et Talbot Poissy, comme

Daniel Bailly, qui représenta pendant deux ans sa fédération à Moscou, travailla désormais à l'IRISE (Institut de recherches et d'initiatives sociales européennes), mondialement connu par André Sainjon.

Leur démission collective et son retentissement en ont fait des vedettes. L'IRISE a tout de suite été chargé de missions d'expertises par de grandes entreprises. Bernard Menut a même été un temps conseiller social auprès d'Edith Cresson, alors ministre des affaires européennes.

Les contestataires moins en vue ont éprouvé davantage de difficultés. Le responsable de l'union départementale du Var, qui a rendu sa carte en septembre 1989, n'a toujours pas retrouvé d'emploi et vient de quitter La Seyne pour s'établir en région parisienne. Son homologue de la Loire-Atlantique, qui a démissionné il y a deux ans, est lui aussi encore au chômage.

Caroline Monnot

La réconciliation

Longtemps hostiles aux titulaires d'un mandat, les patrons commencent à leur trouver des qualités

INQUIETES du vide syndical et de l'absence d'interlocuteurs crédibles, un plus grand nombre d'entreprises accordent des droits supplémentaires aux partenaires sociaux : 1,5 % des accords signés l'an dernier l'ont été sur ce thème. Mieux, certaines d'entre elles n'hésitent plus à valoriser le rôle des militants, et à leur assurer un déroulement de carrière normal. « Avant, il y avait une coupure entre ceux qui travaillaient et ceux qui militaient. Ce n'est plus le cas. La double carrière est possible », affirme Martine Aubry, directeur général adjoint de Pechiney. Son entreprise et quelques autres comme Axa, le Crédit mutuel, Elf Aquitaine, Usinor-Saellor, ont même formalisé cette reconnaissance.

Dans l'accord Cap 2000 signé fin 90 dans la sidérurgie, les descendants des maîtres de forges, aujourd'hui il est vrai nationalisés,

ont même inscrit en caractères gras : « L'exercice d'un mandat syndical (...) est un élément valorisant pour le déroulement d'une carrière professionnelle ». Pour Jean-Claude Georges-François, directeur des ressources humaines d'Usinor-Saellor, la raison est simple : « Un salarié qui à un moment de sa carrière décide de militer est un homme qui accepte d'écouter les autres. S'il le fait intelligemment, il en ressort positivement transformé. »

COMPÉTENCES. Mais pour cela, encore faut-il qu'il rejoigne la vie professionnelle. Ce n'est pas un hasard si tous les accords prévoient la possibilité pour les militants d'accomplir régulièrement un bilan personnel et de suivre une formation avant de reprendre une vie professionnelle régulière. Les directeurs des ressources humaines sont unanimes : ils ne veulent plus de permanents syndicaux. « Un bon militant doit refuser de décrocher de sa fonction et en garder 30 à 40 % », estime même Jean-Claude Georges-François. « Comme le militantisme doit être considéré comme une étape normale de la carrière, voire un plus, je trouve dommage que les responsables syndicaux soient permanents », ajoute Michel Beauchesse, l'homme qui a introduit le chèque syndical chez Axa.

A leurs yeux, l'idéal serait d'avoir comme militants les salariés les plus compétents : « Au début du siècle, alors qu'il n'était pas protégé, le syndicaliste était souvent le meilleur professionnel, celui qui était crédible à la fois aux yeux de la direction et de ses camarades. Aujourd'hui encore, si l'on veut susciter de bons syndicats, il faut susciter la vocation des meilleurs professionnels », estime Jean-Claude Georges-François.

Mais le déroulement de carrière n'est pas suffisant. « Il faut également prouver qu'on a été de l'intérieur aux propositions des syndicalistes. Avant, nous consultions les syndicats sur le plan stratégique de l'entreprise une fois celui-ci bouclé. Désormais, ils participent à son élaboration », témoigne Jacques Casanova, directeur des affaires sociales d'Elf Aquitaine.

Frédéric Leclercq

Les attentes européennes des cadres

Un sondage réalisé pour l'UCC-CFDT révèle les états d'âme des dirigeants face à leur entreprise, l'Europe et le syndicalisme

QUELS sont les états d'âme des cadres européens ? Pour en avoir une idée, l'Union confédérale des ingénieurs, cadres et techniciens (UCC-CFDT), à l'occasion de son récent congrès, a demandé au CSA, un organisme de sondage, de les interroger sur trois thèmes : leur entreprise, l'Europe et le syndicalisme (1).

Les employeurs peuvent-ils trouver des moyens communs pour motiver leur encadrement français, britannique, allemand, italien ou espagnol ? Deux thèmes semblent susceptibles de séduire tout le monde : la responsabilité dans le travail et la formation permanente prise en charge par l'entreprise. L'intérêt pour les résultats de l'entreprise n'intéresse que les Britanniques et les Français. Quant au « chauvinisme » d'entreprise, ce sont les Allemands qui l'ont le plus : 85 % d'entre eux estiment que leur entreprise est en bonne position face à la concurrence, contre 78 % des Britanniques, 75 % des Espagnols, 73 % des Italiens et seulement 65 % des Français.

EFFETS POSITIFS. En revanche, 66 % des cadres français se déclarent favorables au renforcement de la Communauté économique européenne, devant 63 % des Italiens et 32 % des Allemands (45 % de ces derniers y étant, eux, moyennement favorables).



S. PIERRE

Les Britanniques sont dans les mêmes dispositions d'esprit (46 % étant « moyennement favorables » au renforcement). Mais tout le monde tombe d'accord pour reconnaître à l'Europe des effets positifs dans les domaines de la culture, des droits de l'homme, de l'évolution des mentalités, de l'égalité des sexes, de l'éducation et de l'enseignement, de la communication et des médias. Toutefois, l'emploi, le

niveau de vie et les lois sociales sont les plus fréquemment cités parmi les conséquences négatives.

Interrogés sur l'envie d'aller travailler dans un autre pays européen, les Français se partagent à parts presque égales entre les quatre réponses : « certainement », « probablement », « moyennement », « certainement pas ». Avec 49 % de réponses hostiles, les Allemands semblent les moins mobiles. Les Espagnols sont presque aussi casaniers. Les

Anglais n'en ont guère envie non plus : 41 % optent pour le « probablement pas ».

Parmi les raisons qui pourraient éventuellement donner envie d'accepter un poste hors de ses propres frontières, 50 % des cadres français citent la perspective d'« avoir des conditions financières intéressantes ». Alors que les autres espèrent « une meilleure qualité de vie » : 32 % des Allemands, 87 % des Anglais, 61 % des Italiens et 53 % des Espagnols.

Interrogés sur l'adhésion syndicale, les cadres européens restent extrêmement circonspects. Les options « probablement pas » et « certainement pas » recueillent les réponses de 74 % des Allemands, 72 % des Espagnols, 70 % des Français, 58 % des Anglais et 37 % des Italiens. Favoriser l'information, la formation et les échanges et discuter des droits sociaux par branche au niveau européen sont deux des thèmes que les cadres européens estiment susceptibles de servir de bases d'intervention à un syndicalisme européen.

F. Ch.

(1) Ce sondage a été réalisé entre le 8 mars et le 4 avril 1991 auprès d'un échantillon total de 1 539 cadres supérieurs du privé et du public résidant en France, à l'est de l'Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne.

Le tour d'Europe des stages

BESANÇON

de notre correspondant

DE la Lombardie à la Wallonie, de la Basse-Saxe aux Açores, de la Slovaquie au Kent, une bonne cinquantaine de régions tissent un réseau d'échanges destiné aux jeunes Européens de dix-huit à trente ans, demandeurs d'emploi ou étudiants. Au terme de cinq années de fonctionnement, ce programme Eurodyssée a permis à 2 400 jeunes de se plonger pendant trois ou six mois dans un milieu culturel et professionnel différent.

L'idée d'Edgar Faure, en créant ce « Tour d'Europe des jeunes », intégrée aujourd'hui à l'Assemblée des régions d'Europe, dont il fut également l'initiateur, était de donner à une population non encore engagée dans la vie active l'occasion, à quelque sorte, de « voir du pays ». Avec, au bout du voyage, une moindre difficulté — à défaut d'une chance supplémentaire — à trouver un emploi dans le pays d'accueil ou dans le pays d'origine. Le bilan dressé les 18 et 19 avril à Besançon, en présence des représentants des régions participantes, des responsables des organismes de formation et des entreprises d'accueil, a été l'occasion de vérifier le bon fonctionnement du système auprès des différents partenaires, mais aussi auprès des stagiaires soumis à l'apprentissage de la mobilité professionnelle transfrontalière.

La Catalogne, qui est, avec la Franche-Comté, la région la plus active au sein d'Eurodyssée, avait dépêché un autocar complet d'anciens stagiaires dans la capitale franc-comtoise. Un voyage sans surprise pour Xavier, vingt-trois ans, prothésiste dentaire. Il a, en effet, passé huit mois dans un laboratoire de prothèses dentaires bisonin, il y a un an, et renouvellerait volontiers l'expérience, en accord, d'ailleurs, avec son patron catalan. Comme ses compagnons de route, Xavier est passé dans la région d'accueil par un stage intensif destiné à parfaire sa connaissance de la langue du pays.

DÉSIR D'AVEVENTURE. A la diffidence de Xavier, Alfred, lui, n'avait pas vraiment d'objectif professionnel en s'inscrivant sur la liste des demandeurs de stage que la Généralité (le gouvernement régional) de Barcelone ouvre, semble-t-il, assez largement au public concerné. Pour la bonne présentation du dossier, il a cependant jugé opportun de colorer

son désir d'aventure du besoin de connaître les techniques d'élevage dans l'intention affirmée de reprendre l'exploitation agricole familiale. « C'est vrai, avoue-t-il aujourd'hui avec un sourire gêné, je veux être pompier. Je la suis déjà, mais occasionnellement pendant l'été, quand il y a des feux de forêt. Mais je pense en faire mon métier à temps complet. D'ailleurs, les terres de mon père vont être couvertes par une autoroute ».

C'est donc pour connaître une autre culture, une autre langue et voir d'autres visages qu'Alfred a passé six mois dans une ferme des Terres-de-Chaux, au contact de ces « montagnons » que l'on dit, à tort, peu ouverts aux étrangers. Certes, pour la pratique du français, la volubilité méridionale aurait été sans doute plus formatrice que la réserve paysanne du haut Doubs. Car, constate Alfred, « ils ne parlaient pas beaucoup et, la soir, on se couchait tôt après la journée de travail ».

Il n'en reste pas moins que l'expérience reste très positive en ce qui concerne l'ouverture des jeunes à une Europe des régions qui va s'élargissant, avec l'intégration au programme Eurodyssée de partenaires soviétiques, hongrois, tchécoslovaques, polonais ou yougoslaves, sans oublier l'ancienne RDA. Et cette jeune Basque, de niveau bac + 3, qui se destine à une carrière de cadre hôtelier, n'hésite pas à jouer les « bonnes espagnoles » dans les stations de ski du Jura ou dans les selfs londoniens.

La rencontre de Besançon, a marqué l'intention des animateurs d'Eurodyssée de poursuivre une action dont le ministère du commerce et de l'artisanat français s'est largement inspiré pour la réalisation du programme européen de postapprentissage financé par Euroform. Il reste à harmoniser les dispositifs juridiques et réglementaires qui permettraient de donner un cadre homogène aux procédures d'échange, tout en offrant aux entreprises d'accueil — dont le nombre est encore trop limité — des aides équivalentes et, aux stagiaires, un statut, une couverture sociale et une indemnisation uniformes. Ils perçoivent, en principe, actuellement, entre 300 et 520 euros par mois (soit entre 2 100 et 3 640 francs par mois).

Claude Fabert

La formation des ingénieurs passée au crible

L'enquête de Syntec Ingénierie en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne a aussi pour objet de mettre sur pied une politique de recrutement international

POUR tenter de remédier à la difficulté bien connue de recruter des ingénieurs, Syntec Ingénierie, la Chambre syndicale des sociétés d'études techniques et d'ingénierie, vient de réaliser une enquête sur la formation des ingénieurs en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Italie. Objectif avoué de ce travail : permettre aux sociétés d'ingénierie de s'y retrouver dans le maquis des formations proposées et, surtout, de mettre sur pied plus facilement une politique de recrutement internationale.

Première confirmation, les spécialités hexagonales ne sont pas minces. Ainsi, la France est le seul pays d'Europe (avec le Danemark) où l'accès à la profession d'ingénieur n'est pas lié à la possession d'un diplôme. Autre particularité : les jeunes diplômés sortis des écoles d'ingénieurs françaises sont les seuls à pouvoir se dire ingénieurs sans avoir fait leurs preuves sur le terrain. Tout n'est pourtant pas mauvais au royaume des

grandes écoles : dans chaque pays étudié, des voix s'élèvent pour réclamer des formations plus généralistes, un domaine dans lequel la France est plutôt bien placée.

Malgré tout, les auteurs de l'étude semblent avoir une préférence pour le système allemand. Celui-ci repose sur deux piliers : d'une part les universités techniques et les établissements d'enseignement technique supérieur (technische Hochschulen) qui forment 8 000 ingénieurs par an, et les écoles spécialisées (Fach Hochschulen) qui en forment plus de 20 000 et sont ouvertes aux jeunes issus de l'enseignement professionnel. Caractéristique commune des deux filières : les liens étroits avec le monde professionnel. La durée totale des stages varie entre six mois et un an.

FAIBLES. Le système présente pourtant quelques faiblesses : les études sont longues et donc coûteuses, la spécialisation est souvent un frein à la mobilité, et la valeur des diplômes varie d'un Land à l'autre.

Il n'est pas rare que les Länder du Sud fassent passer un test à un diplômé d'Allemagne du Nord.

Au Royaume-Uni, un jeune ne le droit de se dire *chartered engineer* qu'après au moins trois ans d'études suivies de deux années d'expérience professionnelle et d'un entretien avec ses pairs. L'essentiel n'est pas là : l'image actuelle de l'ingénieur est mauvaise en raison de la médiocrité des rémunérations comparées à celles des professionnels de la banque, de la gestion ou du commerce. Malgré tout, les employeurs persistent à snobier la formation continue. Sur les vingt mille « mature students » qui obtiennent un diplôme chaque année, on compte moins de trois cents ingénieurs.

Aux Etats-Unis, les jeunes ont intérêt à être motivés pour entamer les quatre années d'études nécessaires pour décrocher le titre d'ingénieur. Les frais d'inscription universitaires représentent l'équivalent d'une à trois années de salaire d'embauche. La loi du marché ne

s'arrête pas là. Alors que la compétence de l'ingénieur doit être en principe reconnue par un examen professionnel passé après quatre années d'activité, moins de la moitié des ingénieurs prennent la peine de se soumettre à cette épreuve. Aux Etats-Unis aussi, la bataille divise les tenants d'une formation générale et les partisans de la spécialisation. Si les seconds l'ont incontestablement emporté jusqu'ici, les universitaires cherchent actuellement à élargir l'interdisciplinarité.

En Italie, si les facultés d'ingénierie sont jugées peu performantes car elles ne délivrent qu'un seul diplôme et ont très peu de contacts avec l'industrie, les auteurs insistent sur un phénomène peu connu : l'importance considérable prise par les ingénieurs qui exercent leur profession de façon libérale et qui constituent une des causes du légendaire dynamisme des PME transalpines.

F. Le.

STAGES

Le service JOBSTAGE du CDTE est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F (129 F pour les adhérents de la MNEF).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

Gestion
Lieu : Rennes. Date : fin mai. Durée : 3/4 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1/3, intérêt pour la communication et le commerce. Mission : stage de management, poste de commandement, encadrement et gestion du personnel. 11703.

Comptabilité
Lieu : Saint-Malo. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2 +

BTS, DUT, IGR, comptabilité générale. Mission : passion, écritures, banques, participation aux travaux fin d'exercice. 12666.

Lieu : Nanterre. Date : 15 juin. Durée : 3 mois. Ind. : SMIC, précarité, prorata. Profil : bac + 2 BTS. Mission : toutes activités comptables liées à l'activité d'établissement et chantiers à l'étranger, période de bilan. 12665.

Personnel
Lieu : Sèvres. Date : immédiat. Durée : 6 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 anglais, informatique. Mission : chargé de recherches, assistance des consultants, contacts candidats, suivi documentaire (fichier informatique). 13633.

Lieu : Bois-d'Arcy. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 5, DESS gestion du personnel ou équivalent. Mission : étude d'une réforme du système de salaire des ouvriers. 13627.

Marketing
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 1 000 F. Profil : bac + 2, TTX, Apple, Excel, Mac Draw. Mission : assister le directeur de promotion. 14999.

Lieu : Bourg-la-Reine. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, allemand obligatoire, TTX. Mission : relation presse/mise au

point catalogue et campagne publicitaire. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois mini. Ind. : 4 000 F pendant 3 mois + fixe + prime + commission + indemnisation. Profil : bac, expérience demandée, homme (déjà des O.M.) ou femme. Mission : prospecter, vendre, attirer les objectifs, travail d'équipe. 15732.

Commerce
Lieu : Paris et R.P. Date : immédiat. Durée : 6 mois mini, embauche possible. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 2, BTS, logiciels Vision 4, Symphony souhaités, MS/DOS. Mission : assurer la maintenance du parc micro-informatique. 17934.

Lieu : Cergy/Les Mureaux. Date : immédiat. Durée : 6 mois mini, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS, logiciels Vision 4, Symphony souhaités, MS/DOS. Mission : assurer la maintenance du parc micro-informatique. 17934.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois. Ind. : 5 000 F brut selon compétence. Profil : bac + 2, informatique, logiciels Lotus. Mission : accueil visiteurs et présentation en show-room de produits

informatiques, participation à organisation de cocktails. 15729.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, formation assurée. Mission : ventes d'espaces publicitaires pour un nouvel annuaire national. 15714.

Informatique
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, micro-informatique, Pascal C. Mission : balisage et traitement de données textuelles pour importation dans SGDEB. 17942.

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : immédiat. Durée : 3/4 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 2 mini, logiciels SAS sur micro. Mission : contrôle et exploitation des données économiques sur SAS micro. 17935.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2, BTS, logiciels Vision 4, Symphony souhaités, MS/DOS. Mission : assurer la maintenance du parc micro-informatique. 17934.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois 1/2. Ind. : 6 000 F à 6 500 F brut selon compétence. Profil : bac + 1/2, expérience similaire indispensable. Mission : saisie sur micro. 17939.

Lieu : Versailles. Date : immé-

diat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : très intéressante. Profil : bac + 2 BTS ou DUT électronique. Mission : technicien de maintenance. 17928.

Communication
Lieu : Compiègne. Date : mai. Durée : juillet. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 3/4. Mission : assistance au service, communication interne. 18863.

Droit
Clichy-la-Garenne. Date : juin. Durée : 2 mois mini. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : bac + 4 mini. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : bac + 4 mini. Mission : assistance au service juridique, constituer des fichiers à partir du dépeçage des dossiers de procédures contentieuses. 23585.

Secrétariat
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, anglais, TTX, Word, Dbase III, oracle. Mission : secrétaire particulier du directeur, bureautique. 24830.

Lieu : Saclay. Date : juin. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F à 6 000 F. Profil : bac + 2, Word 5. Mission : secrétaire/travaux administratifs. 24813.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission :

accueil, téléphone, travaux administratifs, classement. 24840.

Lieu : St-Maur-des-Fossés. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac anglais. Mission : secrétariat. 24831.

Autres
Lieu : R.P. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 70 % du SMIC pendant 3 mois puis 7 000 F. Profil : bac + 1/2. Mission : Stagiaire chef de rayon, peut devenir chef de département-directeur de magasin. 25903.

Lieu : Vitry-sur-Seine. Date : juin. Durée : 2 mois 1/2. Ind. : A définir. Profil : bac + 4, anglais, allemand, expérience des séjours linguistiques, de leur fonctionnement et de l'encadrement. Mission : concourir à l'ensemble de la mise en œuvre d'un test produit (séjours linguistiques Angleterre, Allemagne). 25904.

Lieu : Noisiel. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini, temps complet ou partiel. Ind. : 5 398 F. Profil : expérience de la restauration souhaitée, bonne présentation. Mission : 30 hôtesse de table : accueil, service, hygiène, réapprovisionnement, respect des normes et standards, encaissement. 25967.

Et de nombreux autres stages sur le 36 15 LEMONDE. Pour tous renseignements, contactez le CDTE au 47-35-43-43.

صلى الله عليه وسلم

36 15
LEMONDE
Le service téléphonique
expert de l'emploi

هكذا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

CARRIÈRES INTERNATIONALES CADRES DÉBUTANTS

Nous sommes le 2^e Groupe d'Assurances en France et le 5^e en Europe.

Nous recherchons des cadres débutants de formation **grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce**, maîtrisant **parfaitement l'Anglais** et possédant de très bonnes notions d'Allemand.

Nous vous offrons dans le cadre de notre développement européen un **stage de formation générale et technique de 18 mois**



à l'issue duquel vous serez offerts des postes à responsabilités au sein de nos différentes directions.

Disponibilité, ouverture d'esprit et volonté de réussir sont les qualités que nous attendons des futurs managers de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. C.I.J.L. à Mme DUPLAN, Groupe Victoire, 52 rue de la Victoire, 75009 PARIS.

CONTESSE

FORMATION PROFESSIONNELLE

CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ PARIS X - NANTERRE. STAGES 1991 - 1992

INFORMATIQUE

DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUES :
Responsable de projet, projets et petits utilisateurs (1200 heures). Tél. : 40 97 78 64
• Diplôme Universitaire de Second Cycle Technologique (niveau Licence) • Structure et fonctionnement des ordinateurs PISCAL - COBOL - MERISE - C - ORACLE • Bases de données • Réseaux et télécommunications • Aspects juridiques de l'informatique de gestion.
Tarif individuel : 21.000 Frs

ANALYSTE UNIX :
(1200 heures). Tél. : 40 97 78 64 • Diplôme Universitaire de Second Cycle Technologique (niveau Licence) • Système d'exploitation UNIX • LANGAGE C • APPLIS

SYSTEME : Bases de données • Réseaux et télécommunications • Introduction aux drivers • STREAMS. Tarif individuel : 21.000 Frs

SYSTEME D'INFORMATIONS, INFOCENTRE ET FONCTION EXPERT :
Tél. : 40 97 78 64 • Diplôme d'Etudes Supérieures Universitaires en Informatique (BAC +4 - 1900 heures de janvier à septembre 92) • Systèmes experts • Systèmes d'exploitation • Réseaux et télécommunications • Drivers UNIX • Conception de projets. Tarif individuel : 21.000 Frs

COMMUNICATION

CONCEPTEUR MEDIATIQUE :
Tél. : 40 97 71 07 (1200 heures) • Licence Universitaire de Technologie • EAO • Télématique • Vidéoquique • Infographie • Méthodologie de l'interactivité. Tarif individuel : 26.000 Frs

CONCEPTION ET REALISATION AUDIOVISUELLES :
(1200 heures) Tél. : 40 97 71 09 • Diplôme Universitaire de Second Cycle Technologique (niveau Licence) • De janvier à septembre 1992 • Formation à l'audiovisuel de commande. Tarif individuel : 26.000 Frs

GESTION ET DROIT

DIPLOME EUROPEEN DES AFFAIRES :
Tél. : 40 97 78 66 • Formation de cadres à l'ouverture européenne des entreprises • Diplôme Universitaire de Second Cycle (niveau Licence). Tarif individuel : 16.000 Frs

CADRE COMMERCIAL :
Tél. : 40 97 77 77 • Stage professionnel : 220 heures • Diplôme Universitaire de Second Cycle (niveau Licence) : 440 heures • Licence d'Etat de Sciences Economiques : 720 heures • Méthodes du marketing et de la vente. Tarif individuel : 7.500 Frs + droits universitaires

GESTION DU PERSONNEL :
Tél. : 40 97 77 77 • Licence Universitaire de Technologie • Formation de Cadres de la fonction "personnel". Tarif individuel : 11.500 Frs

GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES :
Tél. : 40 97 78 66 • Licence et Maîtrise en droit • DESS d'Administration publique •

Diplômes d'Etat aménagés pour la gestion de la décentralisation. Tarif individuel : Licence 9.000 Frs - DESS, Maîtrise 6.000 Frs + droits universitaires

CHEF DE PROJET COMMERCE INTERNATIONAL :
Tél. : 40 97 71 08 • Licence Universitaire de Technologie • Formation de Cadres export. Tarif individuel : 11.500 Frs

GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME :
Tél. : 40 97 77 77 • Licence Universitaire de Technologie. Tarif individuel : 11.500 Frs

GESTION DES ASSOCIATIONS ET DES ORGANISMES DE L'ECONOMIE SOCIALE :
Tél. : 40 97 71 07 • Licence Universitaire de Technologie (secteurs coopératif, associatif et mutualiste). Tarif individuel : 9.500 Frs

ANGLAIS :
Tél. : 40 97 71 07 • Cours hebdomadaires. Tarif individuel : 4.900 Frs

COMPTABILITE - FINANCES

PREPARATION AUX EXAMENS DE L'EXPERTISE COMPTABLE : Tél. : 40 97 78 64 • Préparation au DCECF ou au DECFC • Tarif selon le nombre d'U.V.

EDUCATION ET GESTION

ANIMATEURS MUSICAUX ET SOCIO-EDUCATIFS : Tél. : 40 97 78 64 • Diplôme Universitaire de second cycle (niveau Licence) • Cadres de l'Education Musicale. Tarif individuel : 11.500 Frs

L'ensemble de ces formations est réalisé par des équipes d'Universitaires et de professionnels. Des places en charge sont possibles (C.F., A.F.R., autres). Les versements sont échelonnés sur trois termes. Clauses de détail. Tout trimestre commencé est dû.

200, avenue de la République. 92001 Nanterre Cedex
Tél. 40 97 78 66 Informations Minitel : 40 97 76 08 puis 2F0C0

EXPERTISE EN INFORMATIQUE DE GESTION

DIPLOME DE L'UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

■ **FORMATION :** 9 mois et un stage en entreprise : cursus pluridisciplinaire d'informatique et de gestion conduisant aux fonctions de chef de projet, de systèmes d'information ou concepteur (ouverte aux étudiants ou aux salariés bénéficiant d'un congé individuel de formation).

Piloter.
LA
DECISION

■ **ADMISSION :** Bac + 4 et expérience professionnelle.

■ **SELECTION :** le 17 juin 1991

■ **INFORMATION :** Nathalie MERLEAU

Tél. (1) 47 55 42 85 U.E.R. Informatique de Gestion.

UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE

Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 5^e - 75 Paris Cédex 16

ASSISTANTS DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

La Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de PARIS, poursuit son action de formation. Une nouvelle promotion s'ouvre à des jeunes diplômés de l'Université possédant au minimum une maîtrise en droit des Affaires ou équivalent et désireux de débiter leur carrière dans un cabinet de Commissariat aux Comptes.

Un contrat de travail est assuré aux candidats sélectionnés.

La durée de la formation axée principalement sur la technique comptable, l'audit et le commissariat aux comptes est de onze semaines à plein temps à compter du

Mercredi 9 Octobre 1991
Le nombre de places est limité à 33.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé ainsi qu'une photo à l'attention de Mademoiselle SEVIN Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes 6, rue de l'Annuaire de Coligny 75001 PARIS - Tél. : 42 60 16 46

BAC + 5 : Jeunes diplômés des Grandes Ecoles, ou de l'université
BAC + 4 : Cadres en activité ou avec expérience professionnelle

SYSTEMIA et l'Ecole des Mines D'Alès proposent les **MASTERS SPECIALISES**

***ECHANGE DE DONNEES INFORMATISE**

***SYSTEMES D'INFORMATION ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

* Label de la Conférence des Grandes Ecoles pour acquérir une double compétence, en 1 an, dont 6 mois de projet professionnel.
2 sessions : Octobre 1991 et Janvier 1992, recrutement ouvert pour la 1ère session.

Contact : SYSTEMIA, Paul-Edouard ROBERT, au 42 24 24 88, 5 Allée de Provence.

36 15
T M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

MAITRISE MIAGE

Diplôme national

Formation préparant à la fonction d'ANALYSTE EN INFORMATIQUE DE GESTION en trois ans (deux soirées et une demi-journée par semaine) sanctionnée par un diplôme : la maîtrise MIAGE Prochaine rentrée : 1^{er} octobre 1991

Ecrire à l'INSTITUT SUPERIEUR D'INFORMATIQUE Bâtiment 334 - Université Paris-Sud - 91405 Orsay Cedex.

Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la Région d'Ile de France recherche pour sa division carrières, un fonctionnaire pour être :

Responsable du service concours

Sous l'autorité du Directeur Adjoint de la division carrières, en liaison avec les responsables des secteurs "concours administratifs" et "concours techniques et divers", vous aurez la responsabilité de l'organisation des concours, aux différentes étapes de la procédure : inscriptions, choix des sujets, des examinateurs, des salles... déroulement des épreuves... correction... Pour mener à bien cette mission, vous animerez une équipe de huit personnes. Titulaire d'une licence en droit, vous avez obligatoirement une expérience en collectivité publique, vous êtes organisé, méthodique, rigoureux, avez le goût des contacts... et votre permis de conduire !

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite + photo) sous référence A1 05 05 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération, 75015 PARIS.

FAVEREAU CONSULTANTS

Institut Pasteur
(PARIS - Montparnasse)
recrute

RESPONSABLE DU SERVICE BIBLIOTHEQUE DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE

Mission : Responsable de la Bibliothèque Centrale de l'Institut Pasteur, vous en définirez les champs d'activité, les matières traitées et les publics visés. Vous assurerez la préparation du budget du service et sa gestion financière. Vous apporterez votre aide à la définition et à la mise en œuvre de la politique documentaire de l'Institut Pasteur. Dans le cadre du développement très important de la bibliothèque à court terme (construction prévue d'un nouveau bâtiment), vous serez intervenant essentiel pour la mise en place du projet.

Profil :

- vous justifiez d'une expérience confirmée (au moins deux ans) de direction d'un service;
- vous possédez une formation de 3ème cycle des connaissances approfondies en bibliothéconomie (DSB, INTD ou équivalent), et avez un intérêt marqué pour les techniques documentaires les plus évoluées (informatiques et audiovisuelles);
- vous avez démontré votre aptitude à l'organisation, à la gestion et aux relations humaines;
- vous maîtrisez la langue anglaise;
- des connaissances dans les domaines des sciences de la vie et des sciences médicales seront appréciées.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à la Direction des Ressources Humaines de l'INSTITUT PASTEUR 28 rue du Docteur Roux - 75724 PARIS CEDEX 15.

SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

Chargé d'Études

BAC + 4 / 5
ÉCONOMÉTRIE

Vous avez une première expérience en bureau d'études dans le tertiaire. Venez rejoindre la Direction Technique des Assurances IARD. Au sein d'une équipe de 5 personnes, vous réaliserez des études d'échantillonnages et de simulations. Vous analyserez les résultats et vous en proposerez la communication. Votre capacité d'adaptation et vos qualités relationnelles sont les garants de votre réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, et CV sous ref. 07FD à Florence GARRAUD, GMF Service Recrutement, 35 rue d'Alsace, 92300 LEVALLOIS-PERRET

LEVALLOIS-PERRET

Premier constructeur mondial de pompes centrifuges, notre Groupe International est organisé en divisions franco-allemandes. Pour renforcer sa direction des Ressources Humaines, la Direction du Groupe recherche un

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Notre équipe de professionnels recherche un partenaire motivé pour prendre l'intégralité de la fonction Personnel au sein d'une des usines du Groupe en France (300 personnes). Pour réussir cette mission, vous devrez intégrer la perspective internationale de votre environnement et participer à la définition de la politique des Ressources Humaines avec la DRH Centrale.

De formation supérieure, type ESC, IEP, DESS, vous avez une première expérience significative en milieu industriel, que ce poste complet vous permettra de confirmer et d'élargir. Le contexte rend indispensable la maîtrise, à terme, de l'allemand pour optimiser votre mission et saisir de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre + C.V. en précisant votre rémunération actuelle sous référence GRHC à Anne PELLETIER- POMMES GUINARD - KSB 179, boulevard Saint-Denis 92402 COURBEVOIE CEDEX.

POMMES GUINARD **KSB**

S'INVESTIR AU SEIN D'UNE BANQUE A TAILLE HUMAINE

Nous venons d'entamer une politique de refonte de nos systèmes d'information et de gestion. Notre Directeur de l'Organisation et de l'Informatique souhaite de ce fait, renforcer son équipe et recruter un nouveau collaborateur au poste d' :

ORGANISATEUR CONSEIL H/F

chargé d'optimiser la productivité, l'efficacité et la rentabilité de l'ensemble de nos services en participant à la conception et à la mise en œuvre de nouveaux systèmes d'information bancaires.

De formation supérieure (BAC + 4/5), vous avez acquis l'expérience (3 à 5 ans environ) de la démarche conseil, audit et/ou organisation, de préférence dans le secteur bancaire ou financier.

"Relationnel" et convaincant, vous saurez mettre à profit votre forte capacité de synthèse pour assurer avec succès ces missions au sein d'une petite équipe. Ce poste est basé à notre Siège (proche banlieue Est, au pied du RER).

Pour un premier contact, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre Conseil Marion de SANDERVAL - COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS, sous la référence OCIM.

COR'EX

europ assistance

La Communication Globale d'une Entreprise déjà très communicante...

Si votre notoriété est forte, c'est que vous communiquez déjà beaucoup auprès du grand public. Avec nos principaux clients et partenaires, nous nous sommes constitués, au fil des années, une très bonne image institutionnelle.

Dans ce contexte, 35 millions de francs de budget communication, c'est une responsabilité que nous ne pouvons confier qu'à un(e) professionnel(le) de l'institutionnel, de la Pub Produits, de la Presse, des RP... A vous la mission de développer, en interaction avec les équipes commerciales et marketing, toutes les formes de communication nécessaires à la diversification de nos activités, au lancement de nos nouveaux produits.

A plus de 30 ans, de formation supérieure, votre talent et votre maturité vous ont conduit aujourd'hui chez un annonceur, sans doute après avoir pris vos marques pendant quelques années dans une agence de publicité. A vous de covaloir notre conseil Jean-Michel Court, associé de Sirca, 140 Bd Haussmann 75008 Paris, en précisant la référence 060 160 LM ainsi que votre niveau de rémunération.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Association Française contre les Myopathies recherche pour Paris

coordinateur national

POUR UN TRÈS GRAND ÉVÈNEMENT MÉDIATIQUE

VOTRE MISSION :

- Responsable national de nombreux événements et de manifestations sur le terrain, vous veillerez à ce que la politique et les finalités de l'AFM soient véhiculées et respectées, y compris dans les retombées médiatiques.
- Vous animerez et formerez les coordinateurs régionaux responsables de ces manifestations.

VOUS ÊTES :

- âgé de 30 à 40 ans, de formation supérieure (BAC + 5),
- disponible, actif et mobile (déplacements fréquents en Province),
- humain, diplomate, résistant aux différentes pressions.

Vous avez, de plus, de l'envergure, le sens de la gestion et vous pouvez justifier d'une expérience de l'animation des hommes et de situations difficiles.

NOUS VOUS PROPONONS :

- un salaire intéressant et la possibilité d'évoluer au sein d'une équipe motivée et partageant le même objectif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Madeleine GHERTMAN - CABINET LEPA 94, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

LEPA

Notre SSII dans les secteurs de haute technologie a besoin de vous... mais vous offre aussi un champ d'action particulièrement intéressant.

Commercial et ingénieur

Sud-Ouest

Vos interlocuteurs : les plus grandes Entreprises, vos centres d'intérêts : les grands projets de notre temps. Nous travaillons soit en régie, soit au forfait. Nos équipes d'ingénieurs sont particulièrement performantes, au savoir-faire reconnu. A 30 ans environ, vous recherchez un milieu enrichissant, stimulant, vous nous apportez votre allant, vos compétences commerciales, vos capacités d'encadrement, vous aimez ce métier dur mais passionnant, alors venez partager notre enthousiasme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence A1 04 18 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

FAVEREAU CONSULTANTS

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

Vous voulez participer à UN GRAND PROGRAMME NATIONAL alliant l'efficacité économique et la solidarité.

Dans le cadre d'un accord passé entre l'Etat, la Caisse des Dépôts et l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes HLM, celle-ci s'est vu confier la réalisation d'un projet ayant pour but de faciliter l'insertion des personnes en difficulté et le développement économique des sites en développement social urbain.

Le Mouvement HLM, avec le concours de la Fondation de France, recherche pour ce programme

40 CHARGES DE MISSION

"INSERTION PAR L'ECONOMIQUE"

Rattachés aux directions des organismes HLM et pour une période d'au moins 18 mois, les chargés de mission auront pour fonction de :

- développer les relations des organismes HLM, avec le tissu économique local et faciliter l'implantation d'entreprises dans le patrimoine HLM.
- concevoir et mettre en œuvre des actions multipartenaires favorisant l'embauche des demandeurs d'emploi des quartiers d'habitat social : négociations avec le milieu socio-économique, à partir des travaux générés par l'entretien et la réhabilitation du patrimoine social, formations adaptées, création de services de proximité...

Ces postes exigent une approche économique et sociale, un sens aigu de la négociation, le goût de la mise en œuvre, de l'animation et de la coordination. Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une formation supérieure et pouvant justifier d'une expérience réussie dans l'un des domaines suivants : développement social et urbain, insertion par l'emploi et la formation, création ou direction d'entreprise.

Les candidats retenus bénéficieront d'une formation conçue dans le cadre de ce programme.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature + CV + photo en précisant votre salaire actuel et vos préférences géographiques à :

UNFOHLM - Programme d'insertion par l'économie
14, rue Lord Byron - 75008 PARIS

LA CEGOS A L'ECOUTE DU MARCHE DE LA FORMATION

La CEGOS, premier groupe européen indépendant de Conseil, Formation et Recrutement renforce sa position de leader sur le marché de la Formation istages courts inter-entreprises et actions de formation en entreprises.

Notre DIVISION FORMATION composée de sept Départements spécialisés, recherche pour son Service Central RELATIONS CLIENTS qui a une double mission : marketing qualitatif et commercial, un :

CONSEILLER EN FORMATION

Vous aurez à tenir à jour une connaissance vivante du marché, à représenter la CEGOS chez ses clients et à les fidéliser, à diagnostiquer les demandes des clients pour préparer des propositions faites par les Départements spécialisés.

Vous visiterez les entreprises selon des plans organisés, vous répondrez aux demandes spontanées et participerez aux manifestations professionnelles. Vous rédigerez des rapports de synthèse sur le marché.

Vous avez une formation supérieure Bac + 5, une culture générale d'entreprise étendue pour comprendre nos domaines d'action et une première expérience dans le domaine du Conseil en formation.

Vous aimez développer des relations avec des clients et vous faites preuve d'une capacité d'écoute authentique pour localiser les vraies demandes de vos interlocuteurs. Vous êtes concret et vous avez le sens commercial nécessaire pour faire évoluer les situations.

Veillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. : 173/M à Françoise GIRARD - CEGOS - Division Recrutement - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.



Les Jeunes, l'Emploi, la Formation, c'est votre créneau... alors vous intéressez la mission locale de notre commune proche banlieue parisienne qui recherche son :

Directeur

30-35 ans environ, un niveau Bac + 4, une expérience similaire dans une autre mission locale ou une P.A.I.O., ou dans un service développement économique en collectivités locales ou en Entreprise, ou en Développement social urbain, avec une capacité à travailler sur des

projets avec des groupes de jeunes, aller sur le terrain, s'inscrire dans l'actuelle "politique de la ville". Vous aurez à gérer, animer une équipe de 10 personnes, y mettant rigueur, ouverture, créativité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence A1 05 02 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération, 75015 PARIS.



Cégé Search

Consultants

CEGE SEARCH S.A., correspondant de B.M.3.A., Membre de D.R.T. Deloitte Ross Intervient auprès d'Entreprises prestigieuses de toutes tailles au niveau RECRUTEMENT/SEARCH et MANAGEMENT DEVELOPEMENT.

Le développement maîtrisé que nous avons initié en nous appuyant sur un réseau national et international nécessite d'enrichir les compétences des équipes en place.

Nous souhaitons intégrer des consultants confirmés dans les métiers du Search/Recrutement.

PARIS : consultants Search/Recrutement spécialistes des fonctions Gestion-Comptabilité-Finance

LYON : consultants Search/Recrutement

NANCY : consultants Search/Recrutement implantés régionalement

Les collaborateurs/trices que nous souhaitons rencontrer sont d'excellents professionnels. Nous souhaitons que ces experts puissent inscrire durablement leurs projets dans ceux de notre développement au sein de structures souples et conviviales.

Merci d'adresser à l'attention de Claude J.GREVAZ, sous réf. AD 911 : CEGE S.A., 39, rue de Miromesnil 75008 PARIS.

cége

SEARCH & MANAGEMENT DEVELOPMENT

PARIS - LYON - NANCY

JOUEZ GAGNANT AVEC

FRANCE//loto

LOTO TACTIC

FRANCE LOTO poursuit une politique dynamique d'expansion et recherche son

EXPERT EN REMUNERATIONS

environ 5 ans d'expérience

Mission :
Au sein de la Direction des Ressources Humaines
• Il pilote et contrôle la mise en œuvre de la politique de rémunération définie par la Direction Générale.
Il veille notamment à la cohérence entre les pratiques internes (3 établissements) et celles du marché externe. Il assure l'équité entre unités.

• En liaison avec les DRH des sites, il anime, coordonne et exploite toutes les actions permettant l'adoption d'une politique de rémunération (enquête de dynamique de la politique de rémunération, enquête de salaire, positionnement des postes, procédures d'évaluation des performances, systèmes de rémunération, gestion de la masse salariale...).

Son profil :
Ces fonctions présentent une ouverture et une polyvalence pour un candidat de formation supérieure (Bac +5) disposant d'une solide expérience dans le domaine des rémunérations acquise au sein d'une importante entreprise ou d'un Cabinet spécialisé et ayant de réelles connaissances dans la mise en œuvre des outils informatiques.

Poste basé à Mousy le Vieux en Seine et Marne (proximité aéroport Roissy en France)
Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 20 A 2176-1M à notre conseil :

ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS



MANAGER DE PROJETS-PRODUITS ASSURANCES COLLECTIVES

Paris - Leader sur le marché des assurances collectives, le groupe Caisse Nationale de Prévoyance souhaite renforcer sa structure marketing en plein développement et recherche un chef de projet chargé du management de projets-produits en assurances collectives. Rattaché au responsable du marketing et développement, il aura pour mission de créer des nouveaux produits, ou d'améliorer des produits existants, dans le cadre d'une stratégie globale d'expansion. Véritable coordinateur, il devra être à même de maîtriser les différents

aspects de l'élaboration des produits en assurances groupes (actuariat, juridique, fiscal, gestion, commercial...). Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5, économie - statistiques...) et âgé d'au moins 30 ans, le candidat devra disposer d'une expérience effective (5 ans minimum) en marketing développement ou en mise en gestion de produits nouveaux au sein d'une banque ou d'une assurance. Ecrire à Patrick EVEN en précisant la référence A/D2215M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.60.



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

De l'audit au conseil pédagogiques, de la conception à l'animation, c'est la complémentarité de vos talents qui fera de vous un

CONSULTANT FORMATION

Au sein d'une équipe de formateurs, votre mission sera axée sur les divers aspects de notre formation interne pour les disciplines relevant de la communication, des sciences humaines et du management.

Diplôme de l'Enseignement Supérieur (BAC + 4 minimum, Grandes Ecoles ou Universités), à 35 ans vous avez acquis une expérience concrète de l'entreprise et du Cabinet dans les compétences précitées, indispensables à cette fonction.

Votre esprit d'analyse très pointu vous permettra d'identifier les réels besoins des professionnels du Cabinet en matière de formation, puis de proposer un "diagnostic" adéquat et un plan d'action.

Vous concevrez ensuite les actions qui en découlent et assurerez leur mise en pratique avec rigueur et méthode. Excellent pédagogue, créatif et enthousiaste, vous animerez des séminaires de communication et de développement personnel. La diversité et la complémentarité de l'ensemble de ces missions généreront votre épanouissement professionnel.

Notre Cabinet, situé à Levallois, évolue dans les domaines de l'Expertise Comptable, de l'Audit et du Conseil. Pour nous rencontrer, adressez votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manus.) sous la réf 91123 à Levi Toumay / Ascom 31 Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra.

Le Monde des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

FBO CONSULTANTS

Finance Bourse Organisation

Vous êtes débutants ou vous avez quelques années d'expérience au sein d'un cabinet d'audit, de conseil en organisation ou dans le département Organisation d'un établissement financier.

Votre dynamisme et votre esprit d'entrepreneur vous inclinent naturellement à rechercher une structure performante en très forte croissance afin de réaliser vos ambitions.

FBO Consultants est un cabinet spécialisé dans le conseil auprès des établissements de crédit, des sociétés de bourse et des institutions financières. Nous formons une équipe de 35 consultants et recherchons pour accompagner notre développement :

CONSULTANTS CONFIRMES

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce ayant 2 ans d'expérience dans la conduite de missions d'organisation informatique, financière et comptable dans le domaine Banque/Bourse.

DEBUTANTS

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce.

Nous vous offrons :

- un environnement intellectuel de qualité auprès d'associés et de consultants praticiens du conseil issus des plus grandes écoles,
- une participation à des missions au sein d'établissements prestigieux vous permettant d'affirmer rapidement vos capacités techniques et managériales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions à Bernard Nicolas, FBO Consultants, 34 boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

FBO Consultants, l'alternative en matière de conseil

Entreprise Secteur Tertiaire Paris-Sud
(RER/5 mn Porte d'Orléans) recherche un

CHARGE DE COMMUNICATION
140 KF

Dans le cadre de la mise en oeuvre de nos plans de communication interne et externe, vous seconderez le Responsable Communication et à ce titre contribuerez, en vrai professionnel, à :

- détecter les besoins
- susciter les actions
- mettre en oeuvre les moyens

Vous collaborerez à l'animation du journal interne et des relations Presse, à l'organisation d'événements et aux opérations d'édition.

De formation supérieure (I.E.P., CELSA, Sciences Humaines), vous justifiez d'une première expérience de même nature ou de stages significatifs, et êtes prêt à vous impliquer totalement dans la mission que nous voulons vous confier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence CC à : FMAIF - Service Recrutement - 75687 PARIS CEDEX 14.

Drôme

Le Syndicat Intercommunal de l'agglomération valentinoise a pour but de mettre en valeur l'identité de la région et de valoriser son image. Pour que ce résultat soit atteint et pour assurer la promotion économique d'un nouveau parc, l'accueil des investisseurs... l'agglomération valentinoise recherche un

Directeur Général

Agé de plus de 30 ans, vous avez une formation supérieure : votre expérience commerciale a été acquise en entreprise et vous avez une bonne connaissance des relations avec les collectivités. Bon négociateur, persuasif, vous savez convaincre. Vous aimez la région et vous avez envie de vous investir dans une mission passionnante.

D. Barré vous remercie de lui écrire. (Réf. 9233 M)

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS - MUNICH - LONDRES - BARCELONE
MEMBRE DE SYNTHEC

Le département de la Drôme recrute

UN CHARGÉ DE MISSION
pour la Mission Insertion
rattachée à la Direction Générale

Ce cadre A contractuel, assurera en équipe avec le chargé de mission actuel, les objectifs relatifs, à la Mission Insertion.

FORMATION :

- Baccalauréat + 4 ans ou 5 ou équivalent en expérience professionnelle ;
- Formation économique ou de gestion d'entreprise indispensable (type ESC) ;
- Expérience concrète dans les secteurs de la formation (niveau conception).

Le candidat devra avoir une pratique avérée dans ces deux domaines et posséder par ailleurs des qualités de relation, de méthode, d'organisation et de management.

La rémunération annuelle qui tiendra compte du niveau de diplômes et de l'expérience pourrait être comprise entre 120 et 140 000 F, par an.

Adresser CV à Monsieur le Président du Conseil Général
Direction du Personnel
26026 VALENCE CEDEX
avant le 31 mai 1991

Profil du poste détaillé sur demande au 75-79-26-18

Valence - Drôme

Le Secrétaire Général de la ville recrute pour diriger le Syndicat Intercommunal des services de l'agglomération valentinoise : Bourg-les-Valence, Guitard, Portes-les-Valence, Saint-Péray, Valence, son

Directeur du développement économique

pour développer le tissu économique de l'agglomération, suivre l'installation des nouvelles entreprises, la formation des créateurs d'entreprises, pépinières d'entreprises.

Vous avez 30 à 35 ans, êtes diplômé de l'IEP - ESCP, universitaire, avec une expérience de quelques années de travail avec les services publics ; si vous avez l'envie de participer activement au développement d'une agglomération particulièrement dynamique et entrepreneuriale.

D. Barré vous remercie de lui écrire. (Réf. 9233 M)

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS - MUNICH - LONDRES - BARCELONE
MEMBRE DE SYNTHEC

Responsable de la formation

Chargé d'étudier les meilleures solutions aux problèmes de formation interne ou en externe, il interviendra auprès de la hiérarchie pour la conseiller, construire et mettre en place des formations adaptées aux stratégies de l'entreprise. Il aura également la responsabilité de la gestion administrative de la formation.

Son profil : de 30 à 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une expérience dans la recherche pédagogique. C'est un homme d'innovation et d'animation.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. RF, à Grosfillex, DRH, BP 2, 01107 Oyonnax Cedex.

Grosfillex
Des rapports simples et directs

L'ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS
recherche pour ses Etablissements Hospitaliers situés à Paris et en région parisienne des

Conseillers en Recrutement
mi-temps et plein temps

Votre profil :
Titulaire d'un DESS de psychologie du travail, vous possédez si possible une expérience significative dans le domaine du recrutement.

Votre rôle :
Intégré au sein de la Direction du Personnel d'un établissement, vous prendrez en charge des missions de recrutement, de reconversion et de conseil en gestion des ressources humaines.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au :

C E A P
47-83 boulevard de l'Hôpital, 75651 Paris-Cedex 13.

Société d'économie mixte dotée d'un important patrimoine de logement locatif, implanté dans une ville universitaire du Val de Loire en plein développement

recherche son

DIRECTEUR

Il sera chargé de la direction générale de la société, de sa gestion financière et de la coordination d'opérations d'aménagement urbain. Le candidat devra être diplômé de l'enseignement supérieur, avoir au moins 10 ans d'expérience dans des domaines similaires.

Adresser CV, photo et prétentions : ou n°4117 HAVAS domiciliations - BP 1255 - 37012 TOURS Cedex

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
recherche son

CHEF DE CENTRE DE GESTION DÉCENTRALISÉE DE MONTPELLIER

POSTE : Responsabilité des domaines fonctionnels décentralisés (notamment gestion locative entretien).

CANDIDAT : Bac + 4 (École de gestion de préférence), connaissances en gestion immobilière, syndic, maîtrise d'ouvrage. Expérience : 5 ans minimum.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions, photo et délai de disponibilité, au Monde Publicité, sous n° 8297, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

ANIMER COORDONNER DEVELOPPER

Dans une école de Commerce à vocation européenne située à Orléans

Le jeune cadre que nous recherchons participera à l'enseignement du marketing et du commerce international et coordonnera les relations professeurs/étudiants ; il animera et développera la coopération avec l'autre école en Europe, recueillera les stages à l'étranger et sera l'interlocuteur des étudiants étrangers accueillis à l'école.

De formation ESC ou équivalente, anglais "fluent" + 2ème langue, fort d'une première expérience ou de stages à l'étranger il saura faire partager le projet européen de l'école par ses qualités relationnelles.

Merci d'adresser à notre conseil : PIERRE OPPERT I.P.P. 2-87, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS, sous réf. 50307 en joignant votre curriculum et en joignant un C.V. détaillé et une photo.

Association Internationale de Protection de l'Environnement

Nous vous proposons la responsabilité de

DIRIGER, PLANIFIER, COORDONNER NOS CAMPAGNES

Elaborer une stratégie d'actions en fonction des priorités et des objectifs de l'Association, optimiser leur réalisation, les coordonner, assurer les relations publiques avec les médias et les lobbies, telle est, à grande échelle, votre mission.

La trentaine, de formation supérieure, un minimum de 5 ans d'expérience ont revêtu vos talents d'organisateur, de planificateur et d'homme (ou femme) de communication tant orale qu'écrite. Anglais impératif.

De poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. M/271/B à notre Conseil 8, Av. Delcassé 75008 PARIS.

Coopers & Lybrand Consultants
RECRUTEMENT

LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE RESTAURATION COLLECTIVE
recrute

Son responsable pour la gestion d'une nouvelle cuisine centrale de 3 500 repas par jour
Avec ouverture prévue au printemps 1992 et possibilité d'évolution.

NIVEAU REQUIS :
BTS Hôtellerie ou diplôme équivalent. Il devra posséder de réelles aptitudes à l'encadrement d'une équipe de 24 agents et avoir l'expérience confirmée de gestion d'un établissement similaire, de restauration collective en liaison froide.

MISSIONS :

- Responsabilité générale de l'équipement.
- Gestion administrative et budgétaire - marchés.
- Gestion et coordination des équipes constituées.
- Relations avec les fournisseurs et les administrations clientes.

RECRUTEMENT :
A temps plein, début 1992. Mission dès l'été 1991 de suivi et de Conseil auprès du S.I.R.C. pour la mise en place de la nouvelle cuisine.

Envoyer candidature, curriculum vitae et photo à :
M. le Président du S.I.R.C.
Hôtel de Ville - 83957 La Garde

Groupe Equation
CONSEIL D'ENTREPRISE

est heureux de vous informer de son rapprochement avec

Coordonnées

qui vous accueillera désormais au
19, rue du Cdt Faurax - 69006 LYON.
Tél. : 78.89.74.74 - Fax : 78.89.38.14.

Recherchons Cadre pour tenir une fonction de

CHEF DE CABINET

auprès du Président d'un important organisme socio-économique de la Région d'Ile-de-France

- Niveau bac + 5.
- Formation universitaire ou grandes écoles.

Caractéristiques du poste placé sous l'autorité directe du Président :

- Administration générale de l'organisme et gestion du personnel (20 personnes environ).
- Préparation et suivi des travaux.
- Traitement des affaires particulières.
- Représentation à l'extérieur.

Profil recherché :

- Sens de l'organisation et de la qualité du travail.
- Aptitude à la recherche et à l'évaluation d'informations multiples.
- Rapidité dans l'exécution du travail.
- Large disponibilité personnelle.
- Sens des relations.
- Très bonne rédaction.

Adresser lettre manuscrite avec CV et photo au :
MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8297
5, rue de Montessuy - 75007 Paris

En gestion de... nous sommes...

Responsable...

Conservateur...

Respe... de lo...

Crédit + Créati...

Sirca

Chef de groupe

سید علی الامین

صكدا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

• Le Monde • Mercredi 15 mai 1991 XI

des
Cadres

En gestion de ressources humaines, nous sommes déjà une référence.

La gestion de ressources humaines c'est pour nous, recruter, former, conseiller, faire évoluer. Filiale du premier groupe européen de Services Informatiques, CAP SESA SELECTION intervient depuis plus de 10 ans auprès de nombreuses entreprises moyennes et grandes. Pour assurer un développement que nous nous engageons à être ambitieux, nous recherchons :

Responsable développement de clientèle

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 5 ans dans une fonction équivalente. Nous vous confierons la mission de diversifier notre clientèle et de promouvoir les nouvelles activités du cabinet. En nous unissant, notre nom servira votre talent. (Ref. AG-DC)

Consultant senior

De formation supérieure, vous avez déjà une expérience de manager dans une entreprise du secteur tertiaire. Puis, vous avez décidé de mettre votre goût pour les ressources humaines au service du recrutement en cabinet ou en entreprise. Nous vous proposons aujourd'hui de venir partager votre ambition de devenir rapidement un leader sur un marché où beaucoup restent à faire. (Ref. AG-CS)

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à Alain CHERSON, Directeur de Cap Sesa Sélection, 207 rue de Bercy, 75587 Paris Cedex 12.



La Ville de CLICHY LA GARENNE
50 000 habitants, recherche son :

Responsable de la vie associative

Travaillant au sein de l'office municipal de la culture, chargé de la coordination des animations liées à la vie associative des maisons de quartier et des associations locales, vous assurez le suivi des conventions d'objectifs, développez une mission de conseil notamment pour les aspects financiers (subventions, budgets...).

De 30 à 35 ans environ, une bonne culture générale, vous avez une expérience de plusieurs années du milieu associatif où vous avez su par vos qualités relationnelles, communiquer, entraîner, conseiller, être le "pivot animateur". Vous devez vous intégrer à la vie culturelle dans le cadre de la politique dynamique de la ville.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence A1 05 06 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération, 75015 PARIS.

Lille

Crédit + Créativité = Crédivité.

Certes la qualité de votre plume doit vous éviter ce genre de barbarisme, mais si ce mot n'existe pas, vous auriez pu l'inventer. Libérer sa créativité dans la finance, voilà une excellente façon d'être à la pointe du marketing bancaire. A priori, toutes vos idées seront bonnes à tester, mais comme le dit notre Directeur Général, il faudra en concrétiser au moins une chaque semestre ! Toutes les portes vous seront ouvertes pour que vous puissiez apprendre les ficelles de notre métier, écouter et échanger avec nos équipes dont la moyenne d'âge est inférieure à trente ans.

Filiale d'un grand groupe international, nous sommes un établissement financier très performant - 600 personnes, bénéfice net > 100 MF - qui s'est imposé en quelques années sur le marché du crédit à la consommation. Les 2.000.000 clients qui nous font confiance sont là pour l'attester.

La trentaine, de formation supérieure, sans doute êtes-vous "banquier, ou "publicitaire"... peu importe, pourvu que vous soyez de ceux dont les idées bouleversent les habitudes et lancent les équipes sur de nouveaux projets. Votre réputation faite, vous serez au cœur de notre développement. Ecrivez à notre conseil Jean-Michel Court, associé de Sirca au 140, Bd Haussmann 75008 Paris, sous référence 30X 151 LM, en précisant votre niveau de rémunération.

Sirca

Paris - Lyon - Madrid - Lillebonne

Membre de Syntec

Chef de groupe développement COMMUNICATION D'ENTREPRISE - LYON

MEDIA-SYSTEM N°1 des agences de publicité spécialisées en communication pour les ressources humaines, filiale du groupe Publicis, notre réussite s'appuie sur une idée claire du service client : analyse pointue, maîtrise des outils et des concepts, disponibilité. Pour consolider notre développement, nous recherchons un Chef de groupe.

A 28/30 ans, de formation supérieure, vous possédez une bonne expérience commerciale, acquise dans une société de services, de préférence liée à la communication. Vous souhaitez optimiser à la fois votre talent sur le terrain et votre goût du conseil. En relation directe avec le responsable de l'agence, vous interviendrez à la fois en gestion de comptes clients et en développement.

Vos interlocuteurs seront les directeurs du personnel et les dirigeants d'entreprise. Vous définirez avec eux leurs besoins, concevrez et mettez en œuvre les actions de communication nécessaires pour atteindre les objectifs fixés. Vous disposerez de nombreux outils et serez formé à nos méthodes.

Vous aimez travailler dans une équipe solide et performante, vous investirez avec passion et enthousiasme, créer des relations de qualité avec vos clients, alors adressez votre candidature, sous réf. 690, à Jean-Côme de Germiny, Media-System, 55 place de la République, 69002 Lyon.

MEDIA-SYSTEM
RHÔNE-ALPES



Nous sommes leader mondial de l'industrie des matériaux de construction (35 milliards de CA, 33 000 personnes). CERSAI est notre pôle de développement dans le domaine des bio-activités (CA 4 milliards de F) et a été, en partenariat avec le groupe japonais AJIOMOTO, son usine d'Amiens (210 personnes). Nous recherchons :

RESPONSABLE DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES HOMME DE COMMUNICATION EN MILIEU INDUSTRIEL

Rattaché au Directeur de l'usine, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la fonction, tant sur le plan de la gestion que de la formation et de la communication. Vous metrez en œuvre et animerez les projets sociaux avec le souci de management participatif qui caractérise notre groupe. Dans un contexte de vive concurrence la capacité à maintenir au sein du personnel une bonne qualification, une forte réactivité et un esprit de progrès est fondamentale.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'Etudes Supérieures (IEP, Ecoles de Commerce ou équivalent, avec de préférence une option en ressources humaines). Une expérience réussie d'au moins 5 ans est nécessaire, avec la tenue d'une responsabilité dans la fonction personnel confiant un solide savoir-faire de terrain en usine.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Ecrire sous réf. 20 B 2128-1M. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

- Un jeune potentiel • Une compétence de 3 ans environ
- Une réelle aptitude au dialogue

Pour gérer et développer avec le DRH d'une Société dynamique et performante comportant plusieurs sites industriels et rattachée à un puissant Groupe français de premier plan, nous recherchons :

UN ADJOINT DE VALEUR

Ce poste, qui constitue un véritable tremplin pour élargir rapidement ses compétences et étendre sa contribution à l'ensemble de la fonction, implique une première expérience de 3 ans environ dans un des domaines de la fonction personnel et plus particulièrement les relations sociales. Le titulaire devra secondar le DRH sur l'ensemble de ses fonctions en étant associé de façon active et opérationnelle :

- à la gestion des ressources humaines (recrutement, formation, mobilité...)
- à la gestion du personnel et administration (rémunération, intéressement participation, paie...)
- aux relations avec les partenaires sociaux,
- à la communication interne.

Cette collaboration étroite avec le DRH permettra à un candidat motivé, rigoureux et ouvert à acquérir une solide compétence lui permettant d'évoluer au sein d'une des nombreuses sociétés du Groupe. — Poste ville Sud-Est.

Ecrire sous réf. 20 B 2120-1M. — Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



LA CEGOS ET LE DEVELOPPEMENT DE SON MARKETING DIRECT

La CEGOS, premier groupe européen indépendant de Conseil, Formation et Recrutement développe son marketing direct pour renforcer sa position de leader.

Notre Division Formation diffuse largement en France ses catalogues et ses programmes de stages. 30.000 stagiaires suivent chaque année des sessions de perfectionnement correspondant à 450 titres de stage. Nous créons le poste de :

RESPONSABLE FICHIERS D'ENTREPRISES

Rattaché au Directeur Marketing Direct, vous serez chargé d'implémenter et d'entretenir nos bases de données d'entreprises et les gérer dans le temps. Vous serez seul en charge d'une équipe que vous recruterez et animerez.

Puis, vous aurez à concevoir et réaliser des études de marketing quantitatifs auprès d'un marché très diversifié d'entreprises industrielles et commerciales.

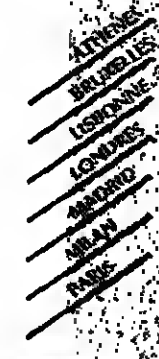
Vous disposez d'une formation supérieure scientifique d'une bonne maîtrise des méthodes statistiques et de la capacité à utiliser des outils informatiques.

En outre, votre rigueur, votre sens de l'organisation et votre parfaite expérience de la gestion d'un fichier contribueront à votre réussite.

VENEZ PARTICIPER AUX ACTIONS STRATEGIQUES DE LA CEGOS

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV et photographies) sous réf. : 172/M à Françoise GIRARD - 204, Rond Point du Pont de Neuilly - Division Recrutement - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex

DIVISION
RECRUTEMENT
PARIS



Nous sommes une importante société de services (5000 personnes) située en proche banlieue parisienne, une des toutes premières dans notre secteur, nos activités de haute technologie connaissent un fort développement.

PRENEZ LA RESPONSABILITE DES AFFAIRES SOCIALES DE NOTRE GROUPE

En liaison directe avec notre DRH, vous participerez à la définition et à la mise en œuvre de notre politique sociale. En contact avec nos implantations nationales et en les conseillant, vous suivrez l'évolution du droit social, l'application de la convention collective et des procédures. Vous assurerez les relations avec les partenaires sociaux, et les partenaires extérieurs (Inspection du travail...).

Vous êtes de formation supérieure juridique ou ressources humaines et votre expérience, acquise au sein d'entreprises de haute technologie, vous a donné la capacité de vous situer dans une perspective à long terme, en observant une gestion rigoureuse du quotidien au contact des réalités opérationnelles.

SERIFO
GROUPE EUROSEARCH

Merci de nous faire parvenir votre dossier que nous étudierons avec la plus grande confidentialité, sous référence 7465 LM, à SERIFO groupe Eurosearch, 47 bis, avenue Basquet, 75007 Paris.

Membre de Syntec

Le Monde des Cadres



LA CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALE
VAL D'OISE - YVELINES

Leader dans le développement de la Formation par
Alternance recruté pour ses Instituts de Formation des
Yvelines (Aubergenville, Saint-Germain-en-Laye, Saint-
Quentin-en-Yvelines) et du Val d'Oise (Enghien, Cergy-
Pontoise)

FORMATEURS TEMPS PLEIN ET VACATAIRES

Vous avez une expérience professionnelle, un
diplôme d'enseignement Bac + 2 ou Bac + 4. Vous
souhaitez transmettre vos compétences à des jeunes
16-25 ans en formation par alternance
(Ecole/Entreprise) du CAP à Bac + 3

- F1 Français - CMC (Bac + 4)
- A1 Anglais (Bac + 4)
- M1 Mathématiques - informatique
(Bac + 4)
- E1 Economie - Droit (Bac + 4)
- C1 Comptabilité (DUT - BTS)
- E2 Education physique
- E3 Electrotechnique (BTS - DUT)
- E4 Electronique (Ingénieur)
- D1 Dessin technique (BTS - Bac)
- D2 Dessin artistique
- S1 Sanitaires thermiques
(BP - BM - BTS)
- S2 Secrétariat (Bac + 4)
- V1 Vente (DUT - BTS)
- H1 Hôtellerie (BTS)

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions (en précisant la référence des spécialités)
CCII - Direction de la Formation par Alternance
BP 84 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Le centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) recherche 3 ÉDITEURS SCIENTIFIQUES

pour Paris et Montpellier. Ils devront :
1) éditorialiser des publications scientifiques : suivi du comité de lecture,
préparation des textes pour l'édition, suivi de la fabrication jusqu'à
l'impression.
2) rédiger et produire des documents de communication (plaquettes,
lettres d'information, etc.).
Ils auront une expérience en édition scientifique, une formation de
base en biologie et un très bon anglais écrit et parlé.
Adresser lettre manuscrite + CV à M. GIOVANNETTI
CIRAD/CIDARC/IST - BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1.

POUR L'ÉDUCATION DES JEUNES NOTRE RÉGION A LE PRIX D'EXCELLENCE

Importante collectivité territoriale 1100 km au nord de
Paris, la formation des jeunes est au premier rang de
nos orientations et nous lui consacrons plus d'un milliard
de budget.

Afin de réussir ce challenge, notre Directeur de
l'Éducation recherche son adjoint

Associé aux réunions et négociations avec les différents
partenaires de l'État, vous participez à la gestion du
service, prenez en charge certains dossiers, notamment
ceux de l'enseignement secondaire.

Diplômé d'études supérieures, vous avez acquis au cours
d'une première expérience (4 - 5 ans) une bonne maîtrise
de la gestion d'un budget, soit dans un organisme de
formation, soit dans le secteur para-public.

Si notre projet vous intéresse, si vous souhaitez rejoindre
un environnement dynamique et évolutif, adressez votre
candidature, sous la
référence 5005, à
notre conseil ELSE.

EL
SE

33, rue de la Baume
75008 PARIS

Responsable des études générales

300 KF

Société d'Economie Mixte

Notre passion : Rechercher la performance du transport public. Notre objectif :
Mener à bien notre importante évolution. Notre volonté : Renforcer une jeune
équipe d'encadrement.

Votre mission : En collaboration avec la Direction Générale, vous menez les
études nécessaires à l'amélioration des résultats de l'entreprise (études
techniques, services offerts...). Vous proposez les développements et les
adaptations favorisant la rentabilité de la société. Vous participez à la définition
de la politique générale. Vos responsabilités pourront évoluer en fonction de
vos résultats et de votre potentiel.

Votre profil : De formation ingénieur (travaux publics, IDN...), vous souhaitez
après une première expérience réussie de quelques années, vous investir dans
une fonction diversifiée, avec professionnalisme, créativité et volonté.

Pour ce poste basé dans une ville universitaire du centre de la France, notre
conseil étudiera en toute confidentialité votre candidature (lettre manuscrite et
CV), sous réf. 1020. HAY RECRUTEMENT & CARRIÈRES, 5 place Charles-
Béraud, 69426 Lyon Cedex 03.

Hay Recrutement & Carrières

HayGroup
CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

Responsable d'un TECHNOPOLE EN PROVENCE

Fort de sa position géographique, MARSEILLE
se situe depuis bientôt 3 millénaires au carrefour
stratégique de l'Europe du Nord et du Bassin
Méditerranéen.

MARSEILLE, en prenant ses nouvelles orientations, a
su offrir à elle les fleurons de la haute technologie.

POUR conduire le technopôle de Châteaubert à
son plein épanouissement, nous recherchons le

stratège d'implantation qui sur le plan local
vous mènerez à bien des missions depuis la prospection jusqu'à l'aboutissement
des négociations.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous maîtrisez parfaitement l'anglais, et
vous déterminez une expérience significative de la fonction commerciale,
acquise de préférence en entreprise ou au sein d'une entreprise
high tech. Une expérience en matière de transfert de technologie ou de
création d'entreprise sera un atout.

Si la réussite de cette mission vous passionne, adressez votre candidature sous
réf. 590 S à notre Conseil PSYNERGIE - 42 rue Fargès - 13008 MARSEILLE
qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.

PSYNERGIE MARSEILLE - PARIS
MONTPELLIER

INGENIEUR PROJET PATISSERIE

Notre importante société à dimension européenne (900 personnes - Filiale
d'un grand Groupe) occupe une place de leader en Boulangerie Pâtisserie
Industrielle Surgelée.

Pour adapter et renforcer notre structure innovation, développer nos axes
de recherches stratégiques et conduire nos projets, le Directeur de la
Recherche et du Développement crée à ses côtés la fonction de CHEF DE
PROJET PATISSERIE au service de l'ensemble de nos unités.

Cette responsabilité d'innovation et de progrès, attachée à notre important centre
de recherche de l'Est parisien, réclame la maîtrise des données techniques
(pâtisserie - crème glacée - corps gras) alliée à de fortes capacités relationnelles et de
travail en équipe (Production - Marketing - Assistance auprès des usines du Groupe).

Cette situation dotée d'un environnement professionnel stimulant, s'adresse à
un ingénieur agissant dans un environnement de belle dimension personnelle et fort d'une
expérience réussie en recherche ou en production.

Pour préparer notre rencontre, à Paris ou en Région, merci d'adresser votre
candidature (lettre + CV + photo et prétentions) sous
réf. ING 510 à notre conseil B. LE NESTOUR.
Discrétion assurée.

CROISSANCE
RESSOURCES HUMAINES

Société de Dimension Nationale
Spécialisée dans le secteur du cinéma
recherche

DIRECTEUR(S) H/F pour ses établissements de Province

♦ Vous avez une formation commerciale ou de gestion (BAC + 2)
et au moins 3 ans d'expérience.

♦ Vous serez responsable de la gestion d'une unité écono-
mique décentralisée dans le domaine des loisirs.

♦ Homme de terrain, vous aimez le cinéma, vous voulez vivre
un métier passionnant, et votre sens des responsabilités n'est plus à
démontrer.

♦ Venez rejoindre une équipe dynamique qui vous aidera dans
la réalisation de vos objectifs.

Merci d'adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions
sous réf. 047161 à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers
92532 LEVALLOIS-PERRET ou taping 3615 PCONTACT.

PEUGEOT S.A.

recherche pour

LA DIRECTION PLANS ET PRODUITS le responsable du Service Volumes

Il sera chargé d'établir les prévisions de vente et de
production à moyen et à long terme des différents
modèles du Groupe.

Cet Ingénieur, diplômé d'une Grande École, bénéfi-
ciera déjà d'une expérience de 6 à 7 ans dans une
fonction technique ou commerciale en rapport avec la
branche automobile.

Une solide connaissance du produit automobile sera
particulièrement appréciée.

Adresser lettre manuscrite et CV à :

PEUGEOT S.A.
Gestion du personnel
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris

CHARGE D'AFFAIRES SENIOR Tourisme

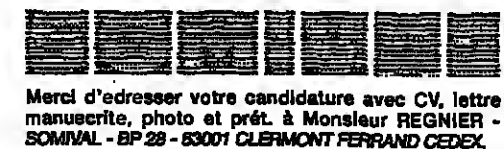
Nous sommes une Société de Services solidement implantée sur le Centre de la
France: une de nos principales vocations est le développement des activités
touristiques auprès des collectivités locales.

Pour renforcer l'équipe existante, nous souhaitons rencontrer un professionnel du
montage d'opérations, si possible dans le secteur du tourisme et des loisirs.

De formation scientifique ou économique (Bac + 4/5) et possédant une expérience de
8 à 10 ans, vous êtes à même de proposer et d'assurer la mise en œuvre
d'investissements touristiques sur les plans juridique, technique et financier avec
l'appui de nos services spécialisés.

Nous vous confierons la conception et la conduite d'études de faisabilité
d'investissements physiques, ainsi que le montage et le suivi d'opérations.

Votre grande capacité de négociation, votre rigueur et votre goût de l'autonomie
seront les bases de votre réussite dans cette fonction évolutive. Poste basé à
CLERMONT FERRAND.



Merci d'adresser votre candidature avec CV, lettre
manuscrite, photo et prêt. à Monsieur REGNIER -
SCMINAL - BP 28 - 63001 CLERMONT FERRAND CEDEX.



VILLE DE COLOMBES

80.000 HABITANTS

Dans le cadre d'un programme municipal AMBITIEUX
créé le poste de

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT RESPONSABLE DU SECTEUR PLANIFICATION

Formation : Bac + 4 (Droit, Sciences Economiques, Sciences
Politiques et Gestion...).

Cadre A de la Fonction Publique

Vous avez impérativement l'expérience des Collectivités locales.

VOTRE MISSION : Au sein de la Direction Générale de l'Admi-
nistration, vous serez le responsable de la mise en œuvre de la
planification municipale.

Grâce à votre compétence, à votre expérience, à vos qualités humaines,
vous coordonnerez, animerez, développerez et gèrerez de façon
prévisionnelle les activités municipales en matière financière,
d'organisation, d'informatique et de programmation.

La responsabilité nécessite, bien entendu :
Une grande rigueur de gestion ainsi qu'un talent d'animateur et de
négociateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous réf./GI à :
GENEVIEVE CAJAT CONSEIL - 36, Bd de Clichy 75008 PARIS.

VILLE DE VIGNEUX-SUR-SEINE (Essonne)

recherche

CHEF DE SERVICE URBANISME/HABITAT

Missions :

- En liaison avec les élus et la direction générale, contribuer à poursui-
vre l'aménagement et le développement de la ville.
- Maîtrise des procédures prévisionnelles, opérationnelles et réglementai-
res de l'urbanisme local : programmation d'équipement, suivi du
P.O.S., instruction et délivrance des demandes relatives au droit des
sois.
- Suivi de la cellule « habitat/logement » : relations avec les parte-
naires de la politique de la ville (État, région, bailleurs, locataires),
attributions de logements.
- Suivi des ressources humaines (2 cadres, 4 agents), financières et
des moyens techniques, information des procédures d'urbanisme et
du secteur logement à opérer.

Profil :

- Diplôme 3^e cycle en urbanisme souhaité.
- Professionnel confirmé de l'urbanisme des collectivités locales.
- Attaché, ingénieur (principal et en chef possible) ou contractuel.
- Avantages particuliers :
- Prime de fin d'année.
- Logement possible.

Poste à pourvoir dans les meilleurs délais.

Renseignements : M. le Secrétaire général. Tél. : 69-40-44-00

Envoyer candidature et CV à :

M. le Maire - Hôtel de Ville - 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE

صلى الله عليه وسلم

Le Monde de la Fonction Commerciale

SONY FRANCE

JEUNE INGENIEUR CHEF DE PRODUIT

Sony France (2 500 personnes, 7 Mds de CA) produit et commercialise des équipements de haute technologie à usage grand public et professionnel. De formation ingénieur en électronique ou équivalent, débutant ou avec une première expérience, vous avez une première approche marketing ou des connaissances en vidéo professionnelle. Très motivé par la haute technologie, vous avez un goût prononcé pour le travail en équipe et la sensibilité organisationnelle. Au sein de l'équipe marketing de la Division des produits professionnels, vous aurez la responsabilité de lignes de produits entrant dans la conception de systèmes vidéo (mixageurs vidéo, effets spéciaux, numérisation, éditeurs de montage...) destinés aux entreprises, sociétés de production et chaînes de TV.

Vous définirez la stratégie produit à adopter, fixerez les prix, déterminerez les actions marketing à mener (études de marché et opérations de communication) et suivrez vos résultats en termes de CA, marges et stocks. En qualité de spécialiste, vous intervenirez auprès de nos clients en relation avec l'équipe commerciale. Dans une perspective de développement de nouveaux produits, vous serez également l'interface produit avec le Japon et l'Angleterre. Si vous souhaitez intégrer une entreprise novatrice et performante, nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre et prétentions), sous la référence 1405/CP, à Fabienne Margotteau, Sony France, 15 rue Floreal, 75017 Paris.

SONY
Le créateur



Pharmacia

Groupe international d'origine suédoise, leader dans le domaine des Biotechnologies, nous jouissons d'une forte notoriété dans le secteur de la Recherche. Aujourd'hui, nous commercialisons une nouvelle technique innovante grâce à la technologie des Biocapteurs.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL PRENEZ VOTRE ENVOL EUROPEEN...

Rattaché directement à notre Division Européenne en Allemagne, vous prenez de façon très autonome la responsabilité de notre activité "BIOSENSOR" sur votre zone. Sur la France, l'Italie et la Suisse francophone, vous êtes le spécialiste de notre nouvelle gamme et le partenaire privilégié de nos clients de la Recherche Médicale et Agro-alimentaire, industrielle et publique.

Votre formation de haut niveau en BIOCHIMIE (Ingénieur, DEA, Doctorat), une première expérience de la vente d'au moins 2 ans, vous permettent de mener avec succès la négociation. Créatif, organisé, véritable force de proposition au sein de notre équipe européenne, vous participez activement à l'évolution de notre stratégie.

Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais et peut-être l'italien...

Une rémunération motivante ainsi que de réelles possibilités d'évolution sauront vous convaincre de nous rejoindre. Poste basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence **MI/200/2** à notre conseil:
Marie-Jeanne CAPDEPUY - INFORAMA Carrières
50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

INFORAMA
carrières
la technologie pour les hommes

L'UNION REUSSIT DE LA TECHNIQUE ET DU MANAGEMENT DIRECTEUR D'AGENCE

A environ 35 ans, votre formation supérieure et votre maîtrise de l'anglais informatique vous ont permis de déployer vos compétences commerciales à la direction d'un centre de profit.

Associez votre talent à notre savoir-faire qui a su engendrer la confiance des grands donneurs d'ordres nationaux.

Devenez l'un de nos futurs Managers et saisissez une opportunité de carrière au sein d'un marché en forte expansion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Catherine Carasso - SOPRA, Direction des Ressources Humaines - 3, rue Lantier 75110 Paris, sous réf. 1414.

Toute la rigueur que l'on attend d'une SSI.

SOPRA
Ingénierie informatique

GRUPE EUROPEEN DE COURTAGE D'ASSURANCES recherche pour Paris

CHARGE DE CLIENTELE

Pour prendre la responsabilité de la gestion commerciale et du développement d'une clientèle d'entreprises internationales.

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Expérience réussie dans le domaine des assurances de l'entreprise.
- Aptitude aux relations humaines et à la négociation.
- Anglais.

Rémunération motivante et larges possibilités d'évolution de carrière au sein d'un des principaux groupes de courtage en Europe.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous n° 8296, Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Le Monde de l'Informatique

Chef de projet

SNECMA

Un des 4 grands moteurs mondiaux, la SNECMA conçoit et réalise des moteurs d'avions civils et militaires.

Au carrefour des hautes trajectoires

Au sein de la Direction de l'Organisation et de l'Informatique, vous serez responsable des projets informatiques pour des applications de gestion.

Dans un environnement Gros systèmes IBM, vous participerez à la conception des nouveaux systèmes d'information et à l'évolution des systèmes existants : vous en développerez la partie informatique sur des équipements modernes.

Débutant ou première expérience, vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou d'une Ecole Supérieure de Commerce option informatique ou Universitaire. Des connaissances en DB2, PLI, IMS seront appréciées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), sous référence **JLM 30** à la Direction de l'Encadrement - Groupe SNECMA 2, Bd du Général Marial Vallin 75724 PARIS Cedex 15.

Groupe
SNECMA

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES

QUALITÉS PERSONNELLES

REJOIGNEZ

ASSISMO

Société nouvelle pour le développement exclusif du Conseil et de l'Assistance Technique et Méthodologique à la Maîtrise d'ouvrage des Projets Informatiques.

• CHEFS DE PROJETS • CONCEPTEURS

- Conseil, étude préalable, spécification des besoins, architecture, appel d'offres, conduite de projet, organisation...

Telles sont les **COMPÉTENCES** qui caractérisent un collaborateur d'ASSISMO.

- Amabilité, honnêteté, respect, courage, fidélité, ambition...

Telles sont les **QUALITÉS** qui s'appliquent à un collaborateur d'ASSISMO.

Vous vous reconnaissez ? Rejoignez l'équipe de départ ! Rencontrez-nous : envoyez C.V. ou téléphonez pour Rendez-Vous à Gérard PAYEN, 45 08 02 64 - ASSISMO - 8, rue Saint-Marc 75002 PARIS.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

TRANSMISSIONS HIGH-TECH

Recherche

1 CHEF DE PROJET

(RÉF. 8663)

- Maîtrise d'œuvre d'une affaire à budget important dans les systèmes de contrôle et de communication.
- Assurer la spécification et le suivi de l'exécution par les co-traitants.
- Ingénieur TELECOM avec une dizaine d'années d'expérience.
- Bonne connaissance de l'informatique de communication.
- Management d'une équipe d'une vingtaine de personnes.

1 ADJOINT CHEF DE PROJET

(RÉF. 8664)

- Télécommunication réseau hétérogène.
- Etude, spécifications, mise au point du cahier des charges fonctionnel et validation du projet.
- Electronicien ou informaticien de 5 à 7 ans d'expérience sur les réseaux locaux.

Postes basés en banlieue Ouest parisienne.

Si ces opportunités vous motivent, veuillez nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence choisie.

HERTZ
CONSULTANTS

6, rue Monsigny
75002 PARIS

مكتبة الامم

صكنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'

Informatique

JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Donnez à la fonction système la dimension de l'organisation et du conseil

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppée, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de francs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

Au sein de la Direction des systèmes et organisation informatique de la division CEMENTS LAFARGE (4,7 milliards de CA, 2 100 personnes) et dans un environnement DIGITAL EQUIPMENT (17 VAX répartis sur toute la France, reliés aux réseaux Transpac et Transflex), vous êtes le responsable qui :

- assure la fiabilité et l'optimisation des systèmes logiciels installés,
- assiste et forme les équipes d'étude, d'exploitation et de bureautique dans l'utilisation des ressources,
- propose et conduit les évolutions nécessaires en accord avec la

politique d'ensemble du système d'information.

Cette activité de conseil s'étendra aux autres filiales du groupe.

La formation ingénieur grande Ecole ou universitaire, vous avez 2 à 5 ans d'expérience informatique, de préférence au sein d'une architecture grand système. Outre cette première compétence technique, nous recherchons surtout votre capacité à aborder l'informatique en terme de système d'information et à avoir une approche de conseil et d'organisateur.

La pratique de l'anglais est nécessaire. Poste situé à Saint-Cloud.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 19 A 2180/1M, à notre conseil ETAP, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.

Discretion absolue.

Lafarge Coppée

leader mondial des matériaux de construction

Filiote d'une grande banque française, cette société crée une cellule chargée de réaliser une gamme de progiciels pour la maison mère. Pour initialiser cette équipe, nous recherchons le

Responsable d'équipe développement progiciels financiers

L'équipe que vous constituerez a pour mission de "fabriquer" les logiciels associés aux systèmes gérant les activités de marché, destinés à être implantés tant à Paris que dans les filiales à l'étranger.

Soucieux de mettre en œuvre normes, méthodes et outils de développement en environnement DIGITAL, vous réaliserez tout d'abord des progiciels couvrant les produits hors bilan.

Nous confierons ce poste à un candidat issu d'une école d'ingénieurs âgé d'une trentaine d'années, confirmé dans son expérience de la conduite d'équipe de réalisation. Nous lui proposons de participer au projet "d'industrialisation" des progiciels de marché destinés aux différents sites internationaux de la banque.

Bruno RAMEAUX étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BR0 05.480 ou cabinet M.D.A. - 104, rue du Fobourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Nous appartenons à un des premiers groupes industriels français et nous sommes leader dans notre secteur d'activité. Notre Direction des Systèmes d'Information bénéficie d'un environnement hétérogène (IBM/DEC) poursuit une politique de départementalisation.

CONJUGUER VOS TALENTS D'ORGANISATEUR ET VOTRE EXPERIENCE DE CONDUITE DE PROJETS

En devenant notre :

RESPONSABLE DE PROJETS

VOTRE PROFIL :

- Vous avez une formation d'ingénieur ou une formation équivalente.
- Vous avez acquis une expérience d'au moins deux ans en tant que responsable de projets informatiques.
- Vous avez une expérience de la conduite de projets informatiques de grande envergure.
- Vous avez une expérience de la gestion d'équipes.
- Vous avez une expérience de la gestion de projets informatiques de grande envergure.

VOTRE MISSION :

- Vous serez responsable de la mise en œuvre de projets informatiques de grande envergure.
- Vous serez responsable de la gestion d'équipes.
- Vous serez responsable de la gestion de projets informatiques de grande envergure.
- Vous serez responsable de la gestion de projets informatiques de grande envergure.

Poste basé à PARIS-EST.
Adresser CV, photo, prétentions sous référence RP à notre conseil :
François Thiery - SCENARIO Ressources - 41 rue de Liège - 75008 PARIS.

RESSOURCES

Jeune architecte informatique

Avec trois grandes branches d'activité - Entreprise électrique, Construction, Génie industriel - et 36 000 personnes, Spie Batignolles vous offre l'envergure et la solidité d'un grand groupe.

Votre fonction sera de mener des études générales et de veiller à l'application du schéma directeur des systèmes d'information du Groupe sur tous les plans : matériels, réseaux, sécurité, logiciels, organisation. De plus, vous aurez à intervenir dans la mise en œuvre et le suivi de vos recommandations.

Ce poste, qui comporte un volet opérationnel, sera enrichi par des missions d'assistance, notamment pour le redéploiement informatique des filiales.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation de type Bac + 4/5 orientée vers l'informatique de gestion et une expérience de quelques années acquise par exemple dans la conception de systèmes de gestion en relation avec les utilisateurs.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence GFG 038, à Françoise Gougat, Direction du personnel, Parc St Christophe, Pôle Galilée II, 95865 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

GRUPE SCHNEIDER

ENTREZ RÉSOLUMENT DANS L'ACTION



Ingénierie informatique industrielle scientifique et technique.

- ÉTUDES/CONSEILS
- CONCEPTION/RÉALISATION
- ASSISTANCE TECHNIQUE



INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou première expérience.
Passionnés par l'informatique et/ou l'électronique.

Vous souhaitez :

- participer à des projets d'envergure dans les secteurs du spatial, de l'aéronautique, de l'énergie, de la production...
- satisfaire vos exigences intellectuelles et professionnelles.

Nous vous proposons :

- la réalisation de vos objectifs de développement personnel,
- l'accroissement et la diversification de vos compétences,
- une formation méthodologique reconnue,
- une équipe qui saura vous accueillir,
- une rémunération motivante.

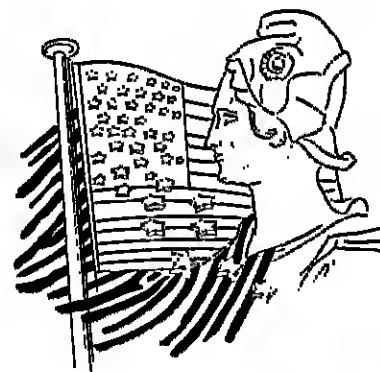
Merci d'adresser votre dossier de candidature à B2i, Attn. Marie-France STEPHANN, 2, rue de la Couture - Silic 327 - 94598 RUNGIS CEDEX - Tél. : (1) 46 86 20 97 - Fax : (1) 46 86 67 79

filiale du Groupe BEFIC - 200 personnes - 160 MF

L'INTERNATIONAL EST NOTRE METIER.

Doublément implantée en France à Fontainebleau et aux Etats-Unis dans l'Etat de Washington, MORPHO SYSTEMES (300 personnes), leader mondial sur ses applications de traitement d'image, commercialise ses systèmes dans le monde entier.

Dans le cadre de notre développement nous recherchons des :



INGENIEURS D'ETUDES

Débutants à 2 ans d'expérience

TESTS LOGICIELS

réf. 341

Votre mission : au sein d'une équipe de 8 personnes :
- vous analyserez les spécifications de nos nouveaux produits afin d'en préparer les plans de tests,
- vous réfléchirez aux outils, procédures... à mettre en place pour améliorer la qualité des tests.

Vos compétences : de formation ingénieur, vous avez une première expérience dans le logiciel.
Poste évolutif vers des tâches d'encadrement.

TRAITEMENT D'IMAGE

réf. 342

Votre mission : Au sein du département Recherche, vous aurez en charge l'étude complète de problèmes de traitement d'image :
- analyse du problème, conception d'une solution
- développement
- test et documentation d'une implémentation informatique de cette solution.

Vos compétences : de formation Bac + 5, vous connaissez UNIX, le langage C et le traitement d'image.

Pour ces postes nous recherchons des personnalités souhaitant évoluer dans un environnement technologique de très haut niveau et parlant l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à l'attention de Madame de MONTALIVET - MORPHO SYSTEMES - 33, route de la Bonne Dame - 77300 FONTAINEBLEAU.

Pour plus d'informations et CV tapez 3615 JOB LEADER code JONCTION 341 ou 342 en fonction du poste choisi.

MORPHO



NOUS RECHERCHONS DES INGENIEURS GRANDES ECOLES POUR CONSTRUIRE UNE NOUVELLE INFORMATIQUE

Notre forte croissance nous amène à développer une architecture informatique qui permette de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du groupe les moyens techniques, les données, les fonctions utilisateurs.

Notre environnement, composé de grands systèmes IBM (MVS, CICS, DB2, COBOL 2) et de 17.000 postaux interconnectés (micros sous OS/2 réseau local TOKEN RING, Pascal orienté objet), intègre les nouvelles techniques : langages structurés, systèmes expert, EAO, bases de données distribuées, communication programmée à programme...

Diplômés des Grandes Ecoles, de débutants à 5 ans d'expérience, nous vous proposons de rejoindre notre équipe jeune de très haut niveau, où chacun est responsable de son projet de A à Z.

Nous offrons une rémunération attractive.

D'autre part, la taille d'AXA permet d'offrir des évolutions de carrière tant dans le domaine informatique que dans les différents secteurs d'activité du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. LMO16 à : AXA - Eric BRETON - DCRH - 14 Rue de Londres - 75009 Paris.

Le Monde

de l'

Informatique

Parce que BULL a su depuis sa création devancer les grandes mutations informatiques, parce que BULL a su créer des produits qui manquent leur temps, parce qu'aujourd'hui BULL affirme haut et fort sa nouvelle stratégie humaine : l'offensive, votre avenir sera peu commun.

INGENIEUR COMMERCIAL

S'appuyant sur des matériels et produits reconnus de tous pour leur fiabilité, leur performance et leur technologie, atteindre des objectifs ambitieux : gérer une clientèle grands comptes ; bénéficier d'une formation permanente vous permettant d'être constamment en phase avec les nouvelles technologies : c'est l'offre que vous fait BULL.

Interlocuteur privilégié de nos clients, vous saurez coordonner et harmoniser en toute autonomie les actions menées par vos collaborateurs : ingénieurs technico-commerciaux, ingénieurs service client, financiers... Votre rôle de fidélisation, de suivi et de conseil, nécessite de réelles qualités relationnelles et un grand sens de l'organisation.

Debutant, votre formation Ecole de Gestion, Ecole d'Ingénieurs ou Université 3ème cycle, allée à un sens aigu des affaires et de bonnes capacités de négociation à haut niveau, vous assure une évolution rapide au sein de notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 337/M, à Annette Mancel Tour BULL - Recrutement - Cedex 74 - 92039 Paris-La Défense.

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull

Vos ambitions informatiques avec la plus européenne des banques européennes

Avec 69.000 personnes et 3500 points de vente dont 1200 hors de France, **LE CREDIT LYONNAIS**, grande banque mondiale, est la plus européenne des banques européennes.

En adoptant une politique de développement résolument offensive, nous contribuons à la construction de l'Europe Financière de demain.

Puissante et performante, **L'INFORMATIQUE DU CREDIT LYONNAIS** constitue un outil stratégique ouvert sur les plus récentes technologies ainsi qu'un support logistique contribuant à la performance commerciale face aux nouvelles exigences de la clientèle.

LA DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ORGANISATION, forte de ses 600 collaborateurs, favorise la mixité des cultures au sein de ses groupes d'applications et de systèmes.

BAC + 4, DIPLOMES DE L'UNIVERSITE ou de GRANDES ECOLES, débutants ou expérimentés

Après un "tour de Banque" et une solide formation à nos méthodes, vous vous impliquerez dans des projets d'envergure au sein de structures dynamiques, pour exprimer vos compétences techniques dans la conception, la réalisation et la mise en place de nouvelles applications bancaires. Votre sens de la communication allié à la flexibilité de notre organisation vous permettront d'accéder rapidement à des fonctions de **CHEFS DE PROJETS** puis d'évoluer vers des postes à plus grande responsabilité.

Si votre mobilité intellectuelle rime avec notre mobilité interne, **REJOIGNEZ L'UN DES PRINCIPAUX ACTEURS DU MARCHE UNIQUE EUROPEEN ! CREDIT LYONNAIS - Direction de l'Informatique et de l'Organisation - Recrutement** cédex 10 - 92081 PARIS LA DEFENSE



CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI.



RESPONSABLE DE L'ARCHITECTURE DU SYSTEME INFORMATIQUE

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppee, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de francs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

Rattaché au Directeur des Systèmes et de l'Organisation Informatique de la division CEMENTS LAFARGE (4,7 milliards de CA, 2 100 personnes), vous participerez à l'élaboration de la politique du système d'information. Pour améliorer la productivité et assurer la cohésion de son architecture et de son évolution, vous :

- encadrez les ingénieurs chargés de la performance du système et du réseau,
- définissez les choix techniques futurs et conduisez leur mise en œuvre,
- conseillez les chefs de projet et l'ensemble de l'équipe informatique

dans le choix de leurs solutions.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé ayant un minimum de 5 ans d'expérience avec la pratique de la conception et de l'optimisation d'architectures de systèmes distribués. La connaissance des solutions ORACLE, EQUIPMENT et la pratique de l'anglais constituent des atouts supplémentaires.

La réussite dans le poste suppose entre la compétence technique, des capacités de conception, d'organisation et d'animation.

La taille du groupe et ses activités variées ouvrent à un candidat de valeur des perspectives d'évolution motivantes et diversifiées.

Poste situé à SAINT-CLOUD, siège de la société. Merci d'adresser votre candidature, sous référence 19 B 2105/1 M, à notre conseil ETAP, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.



leader mondial des matériaux de construction

Nous sommes la filiale française d'un groupe américain leader de l'industrie pharmaceutique.

Notre service informatique joue un rôle prépondérant dans notre activité, grâce à un équipement de pointe : 7 AS400 interconnectés répartis sur différents sites.

Dans un contexte de croissance rapide, nous sommes amenés à faire évoluer notre GPO et recherchons :

1 chef de projet

Réf. CP 9134

Vous piloterez la mise en place du progiciel choisi sur nos différents sites de production. Vous serez assisté dans votre mission par une équipe d'Analystes Programmeurs que vous animerez.

Age d'environ 30 ans, vous avez une formation supérieure si possible en informatique (niveau ingénieur, Bac + 4 ou 5). Vous avez une excellente connaissance de la gestion de production et la pratique de conduite de projet, si possible dans un environnement IBM38 ou AS400. La pratique de l'anglais est indispensable.

Homme de communication, fin diplomate, votre poste est basé à la Défense, mais vous êtes le partenaire privilégié des utilisateurs du groupe basé sur nos divers lieux de production.



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant bien la référence à notre conseil : DATAID SELECTION 26, rue de Berni 75008 PARIS.



Tetra Pak a tous les atouts pour développer votre personnalité

Leader mondial des systèmes de conditionnement pour liquides alimentaires, Tetra Pak produit 58 milliards d'emballages par an dans 110 pays environ. Son succès repose sur une idée fondamentale liée à l'emballage aseptique, et sur la volonté de concevoir des solutions originales pour chaque client. Tetra Pak vous propose d'intégrer son Service Productique comme

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Rattaché au Chef de Service, vous assurez la conception informatique, le développement et la mise en place des projets Productiques.

Vous définissez et managez les ressources, vous êtes garant des normes de qualité et des délais, vous animez les équipes françaises en coordination avec la Suède.

Ingenieur de formation, vous avez acquis 4 à 5 ans d'expérience informatique, dont 2 au moins en informatique industrielle. Vous maîtrisez donc UNIX, C, ORACLE (ou un autre SGBD). Les réseaux industriels et la connexion d'automates vous sont familiers.

Ce poste basé à Blanc-Mesnil, vous conduira une fois par mois en Suède, et une fois par semaine en province.



Merci d'adresser lettre, photo et CV (avec la rémunération actuelle) s/réf. ER1010 à ETHNOS 141, avenue de Wagram 75017 PARIS.

ETHNOS

"Ecoute, Service et Qualité."

Informatiser les transports fluviaux

Notre Groupe 1500 MF, 900 pers. a des activités diversifiées (transports, stockage, tourisme, environnement) et l'informatique (AS400) contribue largement à notre développement. Notre responsable informatique cherche aujourd'hui un jeune chef de projet à qui il confiera le système de gestion de notre principale activité, le transport fluvial.

Vous serez responsable du développement et de la mise en œuvre de cette informatique au siège et ensuite dans les filiales, après avoir convaincu les directeurs du bien fondé de votre outil. Cette première mission vous permettra d'acquiescer une très bonne connaissance de notre groupe, de sa stratégie et de ses moyens. Vos responsabilités seront ensuite élargies à d'autres secteurs de notre activité.

Ce poste très évolutif s'adresse à un ingénieur doté d'une formation complémentaire en gestion. Homme de contacts, attiré par une activité alliant la conception, le conseil et la réalisation, vous souhaitez valoriser votre jeune expérience professionnelle en prenant une réelle responsabilité de projet au service des utilisateurs. Si ce challenge vous motive ainsi qu'une installation au Havre, écrivez sous la réf. C.113/M à Catherine Charvet 49, rue Saint Roch, 75001 PARIS.



Oberthur Consultants

صكا بن الامال

هكذا من الالام

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'Informatique

Démarrer dans l'informatique avec le potentiel EDF GDF, un tremplin pour votre avenir ...

Au rythme des évolutions technologiques, le STI, Service du Traitement de l'Information d'EDF et GDF, assure de nos 200 Directions et Unités, des actions visant à développer et optimiser la qualité de nos services informatiques. Bénéficiant d'importants moyens techniques, nos 850 spécialistes contribuent chaque jour à améliorer la compétitivité de nos entreprises. Rejoindre le STI signifiera pour vous une ouverture sur de multiples champs d'action, accompagnée de réelles opportunités à saisir.

EXPLOITATION

Dans un environnement multiconstructeur, l'informatique de gestion est présente dans toutes les directions d'EDF et GDF à travers un réseau de calculateurs allant du micro-ordinateur à des ordinateurs de forte puissance. Vous aurez à gérer et à piloter ces ensembles complexes. Maintenir une forte disponibilité et un haut niveau de service seront vos préoccupations quotidiennes. Imagination, rigueur et sens du dialogue vous permettront d'accomplir pleinement votre mission. (référence M1/1505)

ETUDES

Afin de répondre aux besoins spécifiques de nos différentes Directions, vous intervenez aussi bien dans la conception et la réalisation de systèmes d'informations que dans le développement d'applications en élaborant la solution technique adéquate. En contact étroit avec les utilisateurs, votre participation à l'étude de projets (gestion des Ressources Humaines, contrôle de gestion, trésorerie...) s'effectue toujours en veillant au respect des délais et à la parfaite cohésion avec les systèmes existants. Vos qualités de management, votre aisance relationnelle et vos compétences techniques vous permettront rapidement d'évoluer comme chef de projet. (référence M2/1505)

RESEAUX

En contribuant à l'évolution du réseau de communication d'EDF et GDF, vous entrez au cœur du système. Imaginer et mettre en œuvre de nouvelles applications (services en temps réel, services interactifs, systèmes experts, systèmes

d'aide à la décision...), garantir la migration aux normes internationales du réseau font également partie des missions que nous souhaitons vous confier. Votre passion des télécommunications, votre esprit d'analyse et vos capacités d'innovation sauront nous séduire. (référence M3/1505)

Par la suite, vous pourrez à votre choix :
• poursuivre votre parcours dans l'un de ces domaines, avec des responsabilités croissantes, tant sur le plan humain que technique ;
• assurer votre évolution dans l'une de nos nombreuses Directions Opérationnelles où des opportunités variées sont à saisir régulièrement.

Après une période de formation, les postes proposés sont à pourvoir à Issy-les-Moulineaux (92) et à Orléans.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et prétentions salariales) en précisant la référence choisie, à Chantal Paré, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS
OU PREMIERE EXPERIENCE

GRANDES ECOLES OU UNIVERSITES

INFORMATIQUE
TELECOMMUNICATIONS

EDF
GDF

REDA-15710

Le Monde des Secteurs de Pointe

JEUNES INGENIEURS, MANAGERS EN PUISSANCE

Centrales, Mineurs, Arts et Métiers, Chimistes... De la technique aujourd'hui avec les technologies les plus avancées au management demain, ELF FRANCE vous offre de nombreuses opportunités.

Vous avez une première expérience professionnelle, un VSNA ou des stages solides à commenter ? Parlez-en avec notre conseil. Discutez avec lui de la meilleure façon de démarrer votre vie professionnelle, d'abord dans un poste opérationnel en raffinerie - process ou maintenance - ou dans la recherche et le développement.

Ensuite, c'est la perspective d'une carrière ouverte, en France ou à l'étranger, dans le groupe Elf Aquitaine (premier investisseur français - 65 % du CA à l'international). Vous voulez en savoir plus ? Prenez contact avec notre conseil SIRCA - 140, boulevard Haussmann 75008 PARIS, sous la référence 282 252 LM ■

elf aquitaine
LA PASSION A TOUJOURS RAISON

Communication et Publicité

L'innovation en électronique
et informatique

DIGILOG
GROUPE
DIGITONE

Jeunes diplômés : ENST, ESE,
ENSTA, ENSERG, ENSHEIT, ENSIMAG... etc

DIGILOG, société d'Etude et de Réalisation en Electronique
Professionnelle et Informatique Technique recrute des

INGENIEURS INFORMATIENS

pour travailler dans les domaines du Signal, de l'Image, de
l'Automatique et des Télécommunications ou dans la
Conception de Grands Systèmes. Postes à pourvoir à PARIS,
AIX-EN-PROVENCE et TOULON.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec CV et prétentions
à DIGILOG - 21, rue Frédéric Joliot - 21 des Milles
13852 AIX EN PROVENCE CEDEX 3.

83

Pour importante société Aéronautique, nous recherchons :

INGENIEURS GRANDES ECOLES, DESS, DEA, DOCTORATS.

Options : AERODYNAMIQUE, MECANIQUE DES
STRUCTURES ET DES FLUIDES, VIBRATIONS

Activité : Recherches, développement et suivi des essais.
**DUT Génie Mécanique ou Thermique
ou Mesures Physiques**

Tous ces postes s'adressent à des débutants. Disponibles
immédiatement. Anglais souhaité.

Lieu de travail : banlieue Sud

Adressez C.V. et prétentions à T2I, 92, rue Saint Lazare
75009 Paris ou téléphonez pour RV à François LAULAN
au 42.85.38.41.

T2I

Communication

Le Monde des Secteurs de Pointe



Filière **Telemecanique**

**"Point de rencontre
des compétences
et de la haute
technologie..."**

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de systèmes de commandes numériques pour machines et robots. (500 personnes - CA : 550 MF - 30% de croissance - 10 agences en France - 7 filiales dans le monde)

INGENIEURS GRANDES ECOLES (SUPELEC, AM, ENSI OU EQUIVALENT)

pour participer à la conception et à l'élaboration de la future gamme des équipements NUM, à base de microprocesseurs MOTOROLA 68020.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans chacune des fonctions suivantes :

- **INGENIEURS ETUDES LOGICIELS TEMPS REEL** (réf. LM 06)
chargés du développement de logiciels intégrés dans les équipements destinés à la commande de Machines de Production et de Robots.

• **INGENIEURS ETUDES MATERIELS** (réf. LM 13)
chargés de la conception et de l'élaboration de matériels destinés aux équipements CN et de moyens graphiques de dialogue opérateur constitués autour d'une structure P.C.

Ces postes constituent une réelle opportunité de carrière pour des candidats motivés et désireux d'évoluer dans un environnement de haute technologie.

Votre candidature (lettre manuscrite portant la référence du poste choisi + CV et prétentions) sera examinée attentivement par Marc THEBAULT - Direction du Personnel - NUM S.A. - 21, avenue du Maréchal Foch - 95101 ARGENTEUIL Cedex.

(Réponse et discrétion totale assurées).

GRUPE SCHNEIDER

INGENIEURS QUALITÉ LOGICIEL

AEROSPATIALE,
établissement de
Châtillon (92)
recherche des

Interlocuteurs des groupes de projet, en contact permanent avec les équipes de réalisation des logiciels embarqués, vous assurez le suivi qualité de logiciels opérationnels d'armement (temps réel). Vous négociez avec nos clients et nos fournisseurs les exigences qualité à mettre en place dans le cadre des programmes. Vous participez à l'amélioration de la méthodologie de développement.

De formation Ingénieur, vous êtes débutants ou avez une première expérience de développement de logiciels techniques dans un environnement qualité.

Cette fonction à forte dimension relationnelle, dans un environnement de haute technologie, comporte de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.



AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

Merci d'adresser votre candidature sous
réf. 1032 M à notre Conseil SENANQUE
103, rue Lafayette - 75010 PARIS.

Senanque



Etre le N°1 mondial, présent dans plus de 160 pays, c'est aussi être garant d'un système de production rationnel et performant. Dans le cadre de son développement, COCA-COLA recherche pour son siège social situé à PARIS un

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE

Ingénieur grande école, diplômé agro ou Bac + 4 biologie ou biochimie, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans le domaine de l'assurance qualité, si possible acquise au sein d'un centre de production agroalimentaire ou de biens de grande consommation.

Rattaché au Directeur Industriel, vous animerez la fonction qualité en usine en définissant les principaux objectifs et en assurant la formation et l'animation des responsables qualité.

En relation avec la production, la direction des usines et ces responsables qualité, vous analyserez et assurerez le suivi de la qualité de nos produits à destination des consommateurs et mettez en place les actions correctives nécessaires.

Capacité d'animation et d'écoute, goût pour les chiffres et excellente maîtrise de l'anglais seront vos atouts pour réussir à ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. RAQ/LM à COCA-COLA BEVERAGES SA, Service du Recrutement, BP 18, 75513 PARIS Cedex 15.

INGENIEUR AM OU GENERALISTE

Assisté de 40 professionnels, vous serez chargé :

- De renforcer et coordonner les Services Maintenance Electrique et Mécanique, notamment en y développant la composante préventive.
- Accroître la fiabilité des outils de Production.
- Participer à la mise en place de la G.M.A.O.
- Superviser l'installation et le démarrage des nouvelles machines.

A environ 35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie dans un poste similaire. Vos qualités incontestables de manager, vos connaissances en automatisme/électricité font de vous le candidat à la hauteur de ce challenge.

Le poste est basé à La Bresse (proche de Gérardmer 88).

L'appartenance à un grand groupe offre de réelles opportunités pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : CABLES PIRELLI - Dominique GUICHARD DRH - 6 bld du Général Leclerc - 92115 CLICHY cedex.

AUBERT & DUVAL



Dans le cadre de son développement, AUBERT & DUVAL, connue pour ses aciers spéciaux et super alliages, destinés aux secteurs de technologie avancée (aéronautique, spatial, nucléaire, mécanique...) recherche

Jeunes ingénieurs

ayant quelques années d'expérience, de formation mécanique générale, métallurgie ou matériaux.

Au sein d'une activité industrielle aux technologies variées et dans une position fonctionnelle très proche de l'outil de production, ils étudieront dans le cadre d'un service technique, les demandes des clients sous l'aspect spécifications et faisabilité des produits, suivront la mise au point de nouveaux produits, effectueront des analyses économiques. Ils pourront ensuite évoluer vers des postes opérationnels. L'anglais et/ou l'allemand techniques lui seront appréciés.

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 9110B/LM à notre Conseil CLEAS. Les candidatures seront étudiées confidentiellement.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Chercheurs - H / F -

DIPLOMES GRANDE ECOLE D'INGENIEURS
OU 3e CYCLE UNIVERSITAIRE
Débutants ou 1re expérience

- Vous réaliserez des Etudes d'architecture de réseaux de distribution à large bande.
- Vous mènerez des Etudes en modulation numérique et codage de Canal.

Ces 2 postes nécessitent des connaissances en traitement du signal et une très bonne maîtrise de l'anglais.

- Vous étudierez les techniques liées à l'interface homme-machine dans le cadre de la conception des nouveaux terminaux de la famille MINTEL.

Une formation de haut niveau informatique/électronique ainsi qu'un intérêt prononcé pour la conception de dialogues et services télématiques constitueront deux atouts primordiaux.

Ces postes sont à pourvoir sur RENNES.

Merci d'adresser votre dossier de cand. (lettre de motivation, c.v., prêt.) en précisant la réf. du poste choisi à P. Foulachon, Groupement Ressources Humaines, CCETT, G.P. 58, 35612 Cesson Sévigné Cedex.

Nous sommes la division Réseau d'un grand groupe industriel,

VOUS AVEZ DEJA EXERCE DES RESPONSABILITES AU SEIN D'UNE EQUIPE DE DEVELOPPEMENT TELECOM, RESEAU, SYSTEME TEMPS REEL...

NOUS AVONS DE GRANDS PROJETS POUR VOUS !... et des PERSPECTIVES A VOTRE MESURE.

Votre profil : Ingénieur Grande Ecole, vous avez une dizaine d'années d'expérience en développement de logiciels dans le cadre de grands projets. Techniquement compétent et rigoureux dans l'utilisation de méthodes, vous témoignez d'un goût affirmé pour le pilotage d'une équipe de développement.

Votre mission : Contribuer au développement de produits destinés au monde des Telecoms selon votre profil et vos souhaits (conception ou réalisation ou mise au point). Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence M/AS 205 à notre conseil: Anna STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE



صلى الله عليه وسلم

هكذا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 15 mai 1991 XIX

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénieurs en électronique, concevez les systèmes de demain.

Leader des équipements électroniques aéroportés, la division RADARS et CONTRE-MESURES (5000 personnes dont 1200 ingénieurs), participe aux grands projets nationaux et internationaux.

Le radar du RAFALE, les versions futures des radars des MIRAGES 2000 et leurs contre-mesures, les systèmes d'autoprotection des navires constituent les principaux projets high-tech pour lesquels nous recherchons des INGENIEURS ELECTRONIENS GRANDES ECOLES.

INGENIEUR EN ELECTRONIQUE NUMERIQUE

En liaison avec une équipe de maîtrise d'œuvre, vous prenez part au développement de produits de haute technologie : études d'architectures, de systèmes processeurs de traitement, modélisation et simulation. Vous concevez des sous-ensembles et assurez la conduite de projet.

Vous avez une expérience d'environ 2 ans (débutant accepté) dans l'un des domaines suivants : calculateurs, processeurs de traitement, micro-processeur, ASICs, logiciels de base. Vos qualités relationnelles et votre créativité vous permettront une évolution rapide.

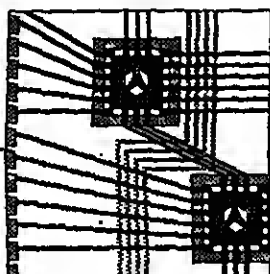
Ref. LM14-05/S

INGENIEUR XAO

Intégré au sein d'une équipe support, vous participez à la mise en place d'un atelier Thomson de développement de matériel. Vous êtes responsable des logiciels XAO, de l'évaluation jusqu'à la recette, pour les applications numériques des services techniques, études. Vous réalisez la documentation technique et assurez l'information et la formation des utilisateurs.

De formation ingénieur en électronique, vous avez 2 ans d'expérience du développement de fonctions électroniques numériques dans un environnement similaire. La connaissance des simulations numériques, du système UNIX et de l'anglais technique seront appréciés.

Ref. LM14-05/ST



INGENIEUR DEVELOPPEMENT EN METHODES NUMERIQUES

Vous étudiez les méthodes numériques en électromagnétisme et leurs applications sur super ordinateur CRAY. Vous développez des logiciels de simulation pour les laboratoires de conception de matériels.

De formation supérieure (X, ENST, ESE, ENSIMAG, DEA d'Analyse Numérique...), vous êtes débutant, possédez des compétences en analyse numérique ou en électromagnétisme et avez l'esprit d'équipe.

Ref. LM14-05/M

INGENIEUR EN ELECTRONIQUE ANALOGIQUE

Vous participerez à la conception d'équipements de synthèse et de réception de signaux radar. Motivé par les techniques analogiques et numériques de traitement de signal, vous avez une première expérience (débutant accepté) dans un domaine d'études et de développement similaire.

En fonction de vos préférences et de vos qualités, vous pourrez approfondir un domaine technique ou élargir votre champ de responsabilités sur des projets plus importants.

Ref. LM14-05/R

INGENIEUR D'ETUDES HYPERFREQUENCES

Vous assurez la conception, l'étude de définition et la mise au point de fonctions, sous-ensembles et/ou ensembles hyperfréquences afin de fournir aux maîtres d'œuvre les dispositifs ayant les caractéristiques recherchées en terme de performance, délai et coût.

Vous êtes débutant ou possédez une première expérience du domaine. Votre sens de l'organisation et vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer vers des postes à responsabilités techniques ou humaines.

Ref. LM14-05/G

INGENIEUR D'ETUDES ANTENNE

Vous assurez la conception d'antennes des systèmes de guerre électronique. Vous prenez en charge soit des études théoriques, des simulations, des études d'algorithmes de gestion des antennes à balayage électronique, soit l'étude et la définition matérielle des antennes dans leurs aspects électroniques, électromagnétiques et mécaniques (outil de simulation, conduite des essais, prise en compte des technologies de fabrication).

Vous êtes débutant ou possédez une première expérience, vous avez l'esprit d'équipe, nous vous offrons un poste d'étude technique appliquée à un matériel de pointe.

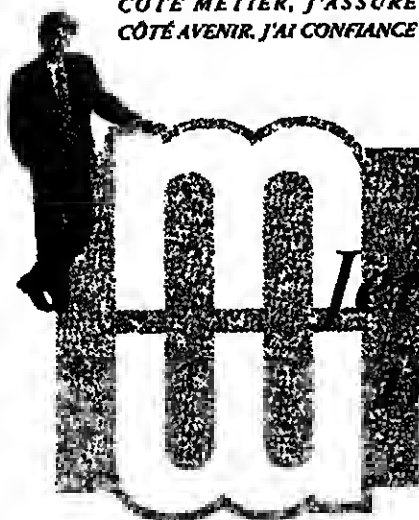
Ref. LM14-05/T

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec une photo, en précisant la référence du poste choisi à : Christophe SEGUY - THOMSON-CSF/RCM 178, Bd. Gabriel Péri - 92242 Malakoff Cedex.

THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

CÔTÉ MÉTIER, J'ASSURE
CÔTÉ AVENIR, J'AI CONFIANCE



Prenez une part active à l'expansion de notre groupe (CA 17 milliards de Francs 11 000 collaborateurs dans 25 pays). Notre département INFORMATIQUE ET ORGANISATION (plus de 600 personnes) conçoit et développe des projets importants pour les années à venir et souhaite intégrer de

Jeunes ingénieurs informaticiens

Débutant ou expérimenté, vous souhaitez innover, organiser, animer, bref mettre en œuvre vos qualités "d'entrepreneur" en tant que responsable de projets informatiques et organisationnels.

La diversité et l'importance des applications que vous concevrez et mettrez en œuvre, leur rôle crucial dans notre organisation, le haut niveau des responsables qui seront vos interlocuteurs feront de vous les vecteurs privilégiés de la stratégie de l'entreprise. Vous évoluerez dans un contexte ouvert offrant de réelles opportunités de carrière.

Votre intégration à nos équipes du Mans, dotées de moyens puissants et diversifiés (IBM 3090, 3084, BULL DPS 8000 - DPS 6000, 4 000 terminaux, 700 PC, système de 4ème génération (DMS/R) sera facilitée par une formation à notre domaine d'activité, à nos techniques et à nos méthodes.

Merci d'adresser lettre CV, photo et prétentions sous référence CP/LM à Antoine PUCCINELLI - DPRS LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES 19, 21 rue CHANZY 72030 LE MANS CEDEX

Les mutuelles du mans assurances

*Au coeur de nos projets ...
des Achats vitaux !*



aérospatiale recherche pour son Etablissement de Châtillon (92) des

INGENIEURS GRANDES ECOLES motivés par la fonction ACHAT

CORRESPONDANT ACHAT D'UN GROUPE DE PROJET, vous aurez à :

- coordonner, en liaison étroite avec l'ingénieur responsable du projet, les actions nécessaires au bon déroulement des contrats mis en place auprès des sous-traitants, au cours du développement des systèmes d'armes.
- initier, en liaison avec les Bureaux d'Etudes et les spécialistes "Produits" les opérations d'Achats, dès l'apparition d'un besoin d'équipement spécifique nouveau.

Vous êtes motivé par la fonction "Achat", vous possédez une expérience (même courte) au sein d'une équipe de conduite de projet, des facilités de contact ainsi que des capacités de persuasion (Ref.: VM/DA/GP)

SPECIALISTE DANS UNE LIGNE DE PRODUITS

("électronique", "mécanique", "électromagnétique ou "électromécanique")

vous aurez la responsabilité, par l'acquisition d'une parfaite connaissance de ces produits, de :

- l'estimation des coûts prévisibles de votre ligne de produit,
- la négociation de chaque produit de votre ligne avec les sous-traitants, dont vous aurez le choix,
- l'analyse des offres et la rédaction des dossiers de synthèse commerciale sous les aspects de crédibilité industrielle.

Votre volonté de contact et vos qualités d'écoute seront tournées vers tous les secteurs de l'Entreprise (Bureaux d'Etudes, Qualité, Production et plus généralement les Directions de la Stratégie et de la Recherche).

Motivé par la fonction Achat, ingénieur Grande Ecole, vous possédez une expérience de 3 ans ou sein d'un département Achat et votre aptitude à la négociation n'est plus à démontrer (Ref.: VM/DA/P)

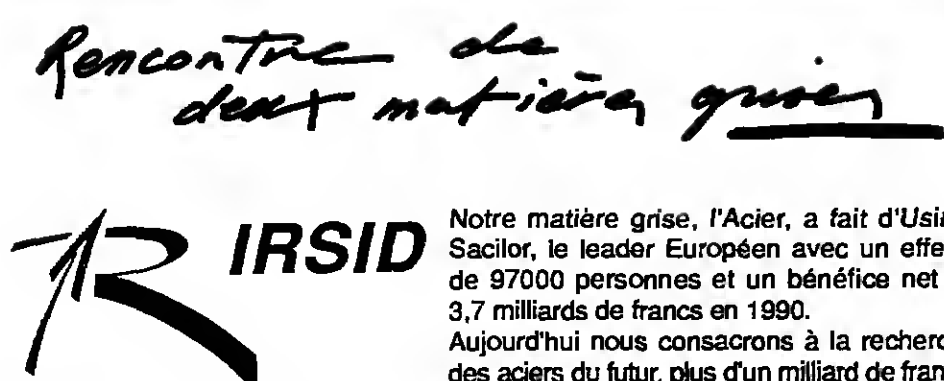
Merci d'adresser votre dossier ss réf. choisie à AEROSPATIALE - Etablissement de Châtillon - 2 rue Béranger - BP 81 - 92320 CHATILLON



AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

Le Monde des Secteurs de Pointe

INGENIEUR CHIMIE ORGANIQUE



Améliorer les process et les produits, contribuer à l'évolution des matériaux, appartenir à une communauté scientifique mondiale : tels sont les objectifs des 830 chercheurs de l'IRSID.

Pour renforcer ses compétences et poursuivre son développement, notre laboratoire de Saint Etienne (180 personnes) recherche un sénior dans le domaine de la chimie organique.

Vous possédez une réelle expertise dans le domaine des polymères-huiles, votre mission sera de promouvoir de nouvelles techniques analytiques, d'en exploiter les résultats et de renforcer les liens avec nos différents partenaires. A terme, vous assurerez le management d'une équipe.

Ingénieurs grandes écoles de chimie, titulaires d'une thèse dans les domaines précités, vous avez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un laboratoire de recherche.

Si rigueur, organisation, sens des contacts et disponibilité sont vos atouts : rejoignez-nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. XX à Chantal DANGEL
IRSID - 185, rue du Président Roosevelt
78105 St Germain en Laye.

Acier
USINOR SACLOR

...Océ Graphics. Un avenir tout tracé!

NOUS SOMMES OCE GRAPHICS, FILIALE OU GROUPE OCE, LE SPÉCIALISTE EUROPÉEN DE L'IMPRESSION ET DE LA REPRODUCTION. NOTRE MÉTIER : L'INFORMATIQUE GRAPHIQUE. À L'ORIGINE SOUS LA MARQUE BENSON, NOUS CONCEVONS ET FABRIQUONS DES TRACEURS, IMPRIMANTES ET DIGITALISERS. NOTRE ORGANISATION : 950 PERSONNES DANS LE MONDE, 15 FILIALES, 2 CENTRES DE DÉVELOPPEMENT À PARIS ET DANS LA SILICON VALLEY, UNE UNITÉ DE PRODUCTION PRES DE LA BAULE FONCTIONNANT EN "JUSTE A TEMPS" ET RECONNUE POUR SA GPAO.

NOTRE STYLE : ACTIF, DIRECT, SUR UN MARCHÉ À CROISSANCE FORTE, NOUS NOUS FIXONS DES OBJECTIFS AMBITIEUX. NOUS PRIVILEGIONS LA RAPIDITÉ DES ÉCHANGES, L'INTÉGRATION DANS L'ENTREPRISE, LA MOBILITÉ ENTRE LES MÉTIERS ET LA PROMOTION INTERNE. EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX USA, VOUS TRACEREZ UN AVENIR À LA MESURE DE VOS TALENTS.



océ

L'entreprise de tous les desseins

Océ Graphics

Chef de projet Télécom

ECP - ESE - ENST....

Vous définissez la stratégie d'intégration des périphériques graphiques que nous concevons, à l'environnement de nos clients (CAO - CFAO - Réseaux locaux - UNIX...).

Dans le cadre de cette stratégie vous êtes responsable du développement des interfaces et connexions de nos produits.

Votre expertise technique -hard et soft- ainsi que vos qualités d'animateur vous permettront, avec l'équipe de jeunes ingénieurs dont vous êtes responsable, d'atteindre des objectifs ambitieux.

Vous dialoguez avec le Marketing, les unités de Support Europe, nos équipes de développement aux USA, ainsi qu'avec nos partenaires.

Ingénieur Grande Ecole confirmé (5 à 10 ans d'expérience) vous êtes bilingue anglais. Réf. CDT, M

Ingénieurs Electroniciens

Votre mission... industrialiser sur notre marché high-tech des produits nouveaux dans un souci permanent d'efficacité et de contrôle des coûts.

Vos interlocuteurs sont... les départements de conception, l'unité de production de la Baule, ainsi que nos fournisseurs et sous-traitants, pour mettre en œuvre les solutions les plus performantes.

Vos moyens... une équipe de techniciens compétents, un environnement informatique comprenant CAO, GPAO...

Ces postes s'adressent à des ingénieurs débutants ou confirmés (4 à 5 ans d'expérience), maîtrisant l'anglais. Réf. IE, M

VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR, VOUS ÊTES RÉELLEMENT ENTHOUSIASTE. NOUS SAURONS VOUS MOTIVER, METTRE EN VALEUR VOS COMPÉTENCES ET RECONNAÎTRE VOS RÉSULTATS. ÉCRIVEZ À FRANCIS CAURE, OCE GRAPHICS, 1, RUE JEAN LEMOINE, 94003 CRETEIL CEDEX.

CENTECH

Notre savoir-faire : Les essais dynamiques (fatigue, essais statiques, contrôle non destructif, météorologie, contrôle dimensionnel, extensométrie, vieillissement humide, usinage d'échantillons. Notre clientèle : Les industries de pointe (aéronautique, automobile, spatiale). Un concept nouveau : Avoir su associer la polyvalence technique et le caractère totalement indépendant de notre société. Notre succès nous amène à renforcer notre équipe (21 personnes) en recherchant un adjoint à notre directeur de laboratoire qui sera

INGENIEUR ESSAIS MECANQUES

OFFRE : □ un équipement récent et de haut niveau □ des contacts avec des clients prestigieux (AEROSPATIALE, MATRA, RENAULT, etc) □ une ambiance très conviviale □ une équipe professionnelle et impliquée □ un salaire motivant avec un intéressement.

UNE MISSION POLYVALENTE : □ en liaison avec nos clients, établir de manière rigoureuse les programmes d'essais □ planifier et superviser l'activité des techniciens du laboratoire □ concevoir de nouvelles procédures d'essais pour répondre à des besoins spécifiques □ synthétiser les informations recueillies.

PROFIL : □ Ingénieur (de préférence mécanicien) □ 3 à 5 ans d'expérience en laboratoire □ une grande pratique des essais en fatigue et des essais statiques □ des connaissances en qualité □ anglais technique □ des qualités d'organisation et de communication □ une forte volonté pour progresser avec nous.

Pour un entretien individuel avec la société le 07/06/91 Adressez ou télécopiez C.V. lettre et photo à EUROMAN - 154, allée de Barcelone - 31000 TOULOUSE - Fax 61 22 52 78 en indiquant la référence 1765 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX - USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

CRITTECA

organisme de Transfert de Technologie vers les PME d'Ile-de-France recherche

1 INGENIEUR

possédant une expérience industrielle et ayant été concrètement au contact de la recherche, pour exercer la fonction de conseiller technologique : appui aux entreprises mécaniciennes dans les secteurs de la productique et des nouveaux matériaux.

Adressez lettre de candidature + CV à :

CRITTECA

ESE - Plateau du Moulon - 91192, Gif-sur-Yvette CEDEX

RHEA

(Leader Technologique Mondial en Hydrologie Radar) recrute

UN INGENIEUR D'ETUDES

pour industrialiser des logiciels de traitement d'informations hydro-météorologiques en temps réel.

PROFIL DU CANDIDAT : Ingénieur grande école ou 3^e cycle universitaire (débutant accepté) Grande motivation pour l'informatique scientifique

Disponibilité personnelle requise pour assister les utilisateurs lors d'événements plurijournées

Langue obligatoire : anglais. Langue très appréciée : allemand. Lieu de travail : Versailles et Rosny-sous-Bois.

Téléphonez pour rendez-vous au : 39-50-85-21.

Les solutions logicielles d'un leader mondial de l'informatique

Directeur de l'Assistance Technique Europe du Sud

-N-

Nos logiciels comptent parmi les meilleurs mondiaux dans leur domaine. Cela ne suffit pas : nos technologies doivent s'accompagner d'une assistance de très haut niveau, répondant aux besoins des utilisateurs.

Dans ce contexte ambitieux, nous désirons confier la fonction ASSISTANCE TECHNIQUE CLIENTS à un professionnel expérimenté qui élaborera et dirigera sa mise en œuvre auprès des OEM, des distributeurs et des utilisateurs finaux : une fonction élargie à l'élaboration de programmes d'assistance technique et à la réalisation de contrats d'assistance clients de haute qualité.

Ce poste-clé requiert une expérience probante de la direction d'une exploitation d'A.T. acquise dans une société d'informatique d'envergure internationale. Une importance toute particulière est attachée à l'expérience en matière de contrats clients et de documents relatifs aux produits et à la formation des utilisateurs. En résumé, nous recherchons un LEADER qui s'intégrera et s'imposera par son autorité de compétence et ses qualités relationnelles. Une excellente connaissance de l'ANGLAIS est exigée.

Les conditions offertes (excellent salaire, participation aux bénéfices, nombreux avantages dont voiture de fonction et de prestige) sont le reflet de l'importance que nous attachons à cette mission : si vous avez la capacité de vous mesurer à ce poste et d'y réussir, merci d'adresser votre CV détaillé à P.K.I. c/o COREAD CONSEIL, 223 Boulevard Perrele, 75017 PARIS.



Au sein de son unité de COURTRY (77), SER dispose d'un laboratoire d'essai au feu des matériaux d'aménagement intérieur d'avions suivant les normes Fen-Fumées-Toxicité.

I.U.T. MESURES PHYSIQUES

ou diplôme équivalent, possédant 4 à 5 ans d'expérience professionnelle et capable d'assumer une large autonomie de travail.

Ecrire à : SER - Service qualité - BP 43, 77181 COURTRY.

La DIVISION ENGINES,
Etablissement de Chatillon
recherche pour son Département
Etudes-Conception-Simulation des

Ingénieurs

débutants ou avec une première expérience
Sup'aéro - ENSMA - Centrale Air Espace
ENSICA - SUPELEC - ESTACA - ENSEA
INSAR - EPF - ESIEA...

Aérodynamique : vous serez responsable de la conception des configurations aérodynamiques et de leur modélisation théorique (calculs) et expérimentale (essais en soufflerie).

Guidage/pilotage : vous participerez à la conception des lois de guidage/pilotage, à l'élaboration des simulations de trajectoire, à la définition des spécifications d'équipements et à l'évaluation des performances.

Interprétation des essais en vol : vous analyserez le comportement en vol des systèmes à l'aide de la simulation numérique et apporterez les modifications nécessaires en relation avec les secteurs spécialisés.

Simulation avec des éléments réels : vous développerez des logiciels de simulation temps réel et participerez aux essais d'intégration fonctionnelle et de validation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) à notre conseil :

FM Consultants,
2 rue du Rempart-Villeneuve,
31000 Toulouse.
Tél. 62 27 29 78.

aerospatiale

L'ENTREPRISE QUI DÉPASSE L'IMAGINATION



صلى الله عليه وسلم

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 15 mai 1991 XXI

Le Monde des Secteurs de Pointe

COMMUNICATIONS : DES SYSTEMES INTELLIGENTS POUR DES CARRIERES AD HOC

Les flottes aériennes ou navales réclament des équipements et des systèmes hautement complexes : communications, navigation, reconnaissance de l'espace environnant, nécessitant une capacité de recherche, une cohérence et une compétitivité maximales. Dans une approche système, notre société maîtrise ses produits dans leur globalité - des études amont jusqu'à la réalisation finale - afin d'anticiper les exigences de demain. Si ce contexte vous intéresse, les missions suivantes vous sont proposées, et bien d'autres encore :

INGENIEUR ETUDES AVANCEES

Dans le cadre d'une réflexion amont sur les radiocommunications du futur, vous intégrez une équipe d'études. Après la phase bilan théorique-calcul, vous menez une analyse comparative des services de transmission de données existants dans le but de les regrouper en un système complet. Vous recherchez et évaluez enfin les possibilités d'extension des fréquences porteuses. Ingénieur électronicien, débutant éventuellement, votre excellent niveau technique - en particulier dans les domaines du traitement du signal, de la propagation et des télécommunications - s'associe d'un très bon esprit de synthèse. Vous savez appliquer votre capacité d'innovation et l'intégrer à l'existant pour l'optimiser. A terme, vous pourrez évoluer vers des responsabilités de développement de recherches ou de conduite de projet. Ref. IEA/SB/LM

INGENIEUR SYSTEME

Au sein du service informatique et logiciel et dans le cadre d'activités aéronautiques, vous participez aux réponses aux appels d'offres, aux groupes de travail et études exploratoires. Vous assurez la définition et la conception d'architectures intégrées et l'évaluation des coûts d'études. Enfin, vous identifiez les composants réutilisables. Cette mission s'effectue dans un environnement technique performant : logiciel temps réel, réseaux fixes et mobiles (données et multiservices), méthode DO 178. De formation ingénieur ou équivalent, vous possédez une expérience significative dans un domaine similaire. Votre mobilité intellectuelle (activités multidomaines) vous permettra de développer une approche tant technique que marketing. Ref. IS/SB/LM

INGENIEUR GESTION DE RESEAUX

Vous participez à la réalisation et à l'administration d'un réseau local de communications. Partie intégrante d'un important projet national, ce réseau possède une structure multiboucle, numérique et multiservice, offrant des interfaces RNIS et X25. Vous intervenez pour les spécifications, le codage et les composants logiciels dans un environnement technique performant : stations de travail SUN, LINEX, interfaces graphiques, SGBD, protocoles OSI, RNIS.

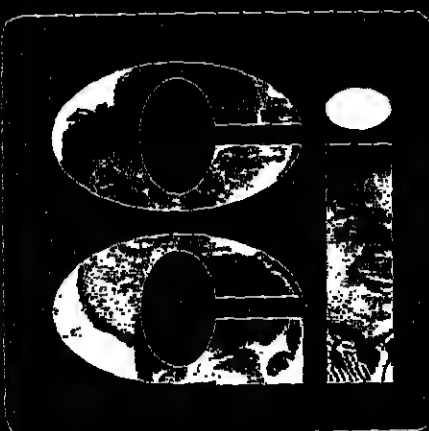
De formation ingénieur ou équivalent, vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans dans un domaine similaire. Ce poste vous permettra, à terme, de vous positionner comme conseil du service "Informatique et Logiciels". Ref. IGR/SB/LM

Pour ces postes basés en proche banlieue Ouest, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil : Solange BONNET/Jacques FONFREDE - Thom & Sons Consultants - 41, Rue Périer - 92120 Montrouge.

Thom & Sons
CONSULTANTS

AVEC UN GRAND MONDIAL DU CONSEIL ET DE L'INGÉNIERIE



INGÉNIERIE ET CONSEIL. Dans le Groupe CGI, vous exercerez ces deux "métiers". Vous saurez mobiliser les techniques informatiques les plus avancées. Vous saurez aussi les intégrer à l'organisation, aux procédures et aux stratégies des entreprises qui constituent notre clientèle. Avec 3500 personnes et un C.A. prévisionnel d'1,8 milliard de francs, nous sommes l'un des premiers groupes internationaux dans ces domaines. Nos méthodes, nos outils

spécifiques et nos produits s'imposent comme des standards mondiaux. Notre croissance (plus de 20% par an depuis 10 ans) ouvre en permanence de nouvelles opportunités à de jeunes

INGÉNIEURS - UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES Débutants - 1ère Expérience

Après une formation à nos activités et aux outils de CGI (MERISE, Atelier de Génie Logiciel PACBASE® et PACLAN®, Progiciels SIGAGIP®, TZAR II®...), vous serez opérationnels sur d'importants projets de conception et de réalisation de systèmes d'information.

Ensuite, chaque étape de votre carrière au sein de notre Groupe sera l'occasion de découvrir de nouveaux domaines, et de nouveaux environnements, d'aborder d'autres facettes de nos métiers, de jouer un rôle toujours plus important dans nos stratégies de développement en France et dans le monde.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence 08/M-591, à Madame D. JAMET

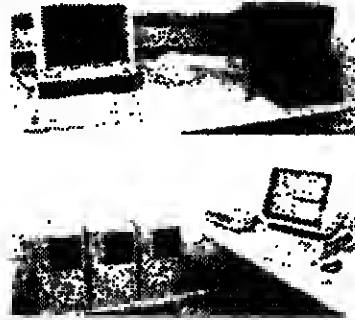
* PACBASE, PACLAN, SIGAGIP et TZAR II sont des marques déposées de CGI

CGI INFORMATIQUE

30, rue du Château des Rentiers - 75640 Paris cedex 13
ou directement sur minitel 3614 code CGI INF, tapez AVENIR



ACTIVITES SYSTEMES ET TERMINAUX AUDIOVISUELS



Spécialisés dans les secteurs de pointe, nous intervenons principalement dans les systèmes de TELEVISION A PÉAGE. Aujourd'hui, la forte progression de cette activité et la demande de plus en plus importante de nos clients nous amènent à renforcer nos équipes et à recruter des

INGENIEURS D'ETUDES

INGENIEUR LOGICIEL

Vous prendrez en charge l'étude et le développement de logiciels (en langage ADA dans un environnement VAX-VMS et ce, sur un matériel MICROVAX). A 25-30 ans, de formation ingénieur informatique, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans le développement informatique (VAX-VMS) au cours de laquelle vous avez, si possible, mis en pratique vos connaissances du monde IBM, du matériel DEC MICROVAX, du langage ADA, des protocoles de communication et des bases de données. (Réf. IL)

INGENIEUR D'ETUDES

Responsable d'une équipe de 2 personnes (ingénieurs ou techniciens), vous prendrez la responsabilité d'un produit du système. A 30 ans environ, de formation ingénieur électronique spécialisé en télécommunications, vous avez déjà exercé vos compétences en tant qu'ingénieur d'études matériel (fonctions logiques et analogiques), si possible dans une activité "Télévision". Vous possédez également la pratique de consoles CAO. (Réf. IE)

INGENIEUR TRAITEMENT DU SIGNAL

En véritable expert sur les aspects traitement du signal pour l'ensemble du système, vous participerez à l'étude et au développement de terminaux de télévision à péage sur consoles CAO et PC.

A 30 ans environ, de formation ingénieur grande école électronique, de préférence spécialisé en traitement du signal et télécommunications, vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans en tant qu'ingénieur d'études (traitement numérique ou analogique du signal, développement de circuits intégrés spécifiques). (Réf. ITS)

Animateurs de tempérament, vous êtes prêts à vous investir dans une mission d'envergure et alliez à votre pratique de l'anglais, sens de l'organisation et méthodologie.

Pour ces 3 postes situés à Pontoise, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à Thierry SELLAN SAGEM - 1, rue Louis Menier - Parc de la Défense - BP 215 - 92002 NANTERRE CEDEX FAX 42.91.22.2

EURDEC

FILIALE DE SAGEM ET DE CANAL +

SANS VOUS RIEN NE DISTINGUE UN BÂTIMENT D'UN AUTRE



IB2 TECHNOLOGIES

Le développement des entreprises est lié à leur faculté d'adaptation aux nouvelles données technologiques. Les locaux d'une entreprise ne sont plus de simples bâtiments mais une composante à part entière de son outil de travail. Né du savoir-faire de deux grands spécialistes - BOUYGUES ET IBM FRANCE - IB2 TECHNOLOGIES conçoit et réalise depuis 4 ans des bâtiments intelligents qui intègrent les systèmes d'information et les équipements modernes de gestion, contrôle, exploitation et sécurité.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES RÉSEAUX/IMMEUBLES INTELLIGENTS

Après une mission d'analyse de besoins, vous êtes l'interface commerciale et technique entre le client et son projet. De la conception à la réalisation, vous êtes l'interlocuteur unique du client.

Ingénieur de formation, vous disposez soit :
• d'une expérience de 3 à 5 ans en pré-câblage et architecture réseaux (voix/données/images) acquise au sein d'une SSA, d'un constructeur ou d'un utilisateur. (réf. 01)
• de connaissances spécifiques liées aux bâtiments intelligents, en électricité, thermique bâtiment, G.T.B. ou sécurité, acquises lors d'une expérience au sein d'un B.E.T., d'une entreprise ou chez un maître d'ouvrage. (réf. 02)

Vous intégrerez un environnement de haute technologie, au sein d'une équipe de 50 personnes, bénéficiant des opportunités de deux grands groupes.

Déposez dès maintenant votre candidature • par minitel 3616 EUROMES Code IB2 • par téléphone du mardi au vendredi de 9h à 18h30 • par Fax N° (1) 49 10 95 72 • par courrier téléc. IB2 à EUROMES SAGES BP 80 92105 DOULOGNE Cedex.



صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 15 mai 1991 XXIII

Le Monde des Secteurs de Pointe

RANK XEROX

Jeunes Ingénieurs

Vous êtes jeune ingénieur aujourd'hui, demain vous deviendrez jeune informaticien, ou plutôt jeune analyste débutant, ou alors jeune ingénieur réseau, ou bien jeune ingénieur technico-commercial.

multienrangement et d'Elbemet, nous imaginons chaque année une "promotion" de 5 jeunes ingénieurs débutants. Durant les 12 premiers mois, vous réaliserez des missions successives dans nos différentes Directions suivant vos centres d'intérêt (systèmes d'information, marketing, vente, technique).

choisissez votre premier poste, soit vers un métier technique de haut niveau (ingénieur système, réseau, analyste développement, gestionnaire d'applications) soit vers une fonction plus commerciale (ingénieur d'affaires, ingénieur technico-commercial).

vous domaine d'expertise que dans d'autres Directions. Chez Rank Xerox, il y a 1000 façons d'évoluer. Il ne reste qu'à vous de faire le bon choix et de nous nous en rendre compte. Merci d'adresser votre candidature sous pli W/M 109 à Véronique FERRY Rank Xerox Direction des ressources humaines 91407 Aubry-sur-Bois Cedex

décider c'est déjà évoluer.

Vous êtes jeune ingénieur aujourd'hui, demain vous deviendrez ingénieur informaticien, ou analyste, ou ingénieur réseau, ou ingénieur technico-commercial.



JUBIN YVON

Banlieue Sud de Paris...
L'instrumentation scientifique de pointe...

Leader dans nos spécialités de spectroscopie optique et de spectrométrie d'émission, nous exportons 70 % de nos instruments dans le monde entier. Nous renforçons nos équipes techniques de haut niveau et recherchons un

physico-chimiste informaticien.

• Ingénieur ou universitaire de niveau bac + 5, vous avez une double compétence reconnue par l'expérience (3 à 5 ans) d'analyse informaticien et de scientifique dans des domaines touchant à la physico-chimie, la physique des matériaux ou toute autre spécialité vous ayant permis de maîtriser le calcul numérique et l'acquisition de données.

• Vous aurez la responsabilité, au sein de notre département spectrométrie d'émission, de projets de développement de logiciels dans un environnement PC et PS/2, programmation objet et vous maîtrisez des langages informatiques évolués type Pascal, C ou C++.

• Vous parlez un anglais éventuellement perfectible, vous inscrivez votre carrière dans une optique internationale et vous aimez travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence C/PCI/UM à Alain CHABANE, Ingénieur Consultant - RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

Schlumberger Industries



Schlumberger Industries est le premier fabricant mondial dans le domaine des équipements et des services d'acquisition, de transmission et de traitement des données liées à la gestion de l'énergie.

Au sein du Groupe Techniques et Production, l'établissement de Massy est spécialisé dans le moulage de pièces thermoplastiques. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un

INGENIEUR Laboratoire Plastique

De formation ingénieur plasturgie ou chimie, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Vous avez de plus un bon niveau d'anglais. Nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre laboratoire plastique (encadrement et budget). Vous proposerez des matières répondant à un cahier des charges et conseillerez vos clients sur l'utilisation de ces produits.

En intégrant un environnement de haute technologie, vous bénéficierez de réelles perspectives de carrière au sein du groupe tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Service du Personnel.

Schlumberger Industries
Département Moulage Thermoplastique
125, rue de Paris - 91349 MASSY cedex.

SPECTRA, un système vital pour le Rafale

Leader des équipements électroniques embarqués, la division RADARS et CONTRE-MESURES participe aux grands projets nationaux et internationaux.

Dans cet environnement de pointe, nous vous proposons de rejoindre le département Contre-Mesures pour assurer des responsabilités d'études et de développement sur le système de protection et d'évitement des conduites de tir pour le Rafale.

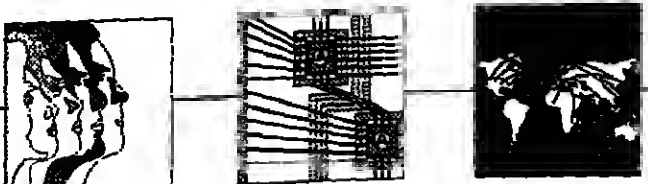
INGENIEUR ETUDES SYSTEME DE CONTRE-MESURES EMBARQUES

Au sein d'un Groupe Etudes et Projets Systèmes vous conduirez, d'une part, des études technico-opérationnelles sur le projet RAFALE permettant de proposer aux clients des solutions adaptées à leurs besoins. D'autre part, dans le cadre des études menées en collaboration avec une autre division du Groupe, vous :

- définissez les hypothèses de travail,
- établissez différents systèmes de contre-mesures et en élaborez la synthèse,
- participez à l'exploitation de simulations globales,
- participez aux réponses aux appels d'offre et épauler les équipes études dans leurs prestations auprès des services étatiques (DRET, STTE...).

Vous avez une première expérience de 3 à 5 ans des études amont, réalisation de spécifications, dans le domaine radar ou dans les techniques particulières de contre-mesures (techniques de réception). Vous évoluerez rapidement vers plus de responsabilités et d'autonomie dans la conduite des études, et à terme, vers la gestion de projets d'envergure.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec une photo, en précisant la référence LM/14.05/SO à : Christophe SEGUY THOMSON-CSF/RCM - 178, Bd. Gabriel Péri - 92242 Malakoff - Cedex.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

SATAM

Nous sommes une filiale de la COMPAGNIE GENERALE des EAUX. Leader dans le domaine des équipements et systèmes de comptage industriel de produits pétroliers.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES A FORT POTENTIEL

CHEZ NOUS VOUS PASSEREZ RAPIDEMENT DU DEVELOPPEMENT A LA GESTION DE PROJET !

Poste basé à proximité de POISSY

- Issu d'une GRANDE ECOLE D'INGENIEUR, vous êtes débutant ou avez contribué ou cours d'une première expérience d'un à deux ans à la réalisation de projets informatiques temps réel.
- Vous participerez, dans un premier temps, à toutes les phases des projets dans les différents domaines de l'automatisation des stations services (pompage, comptage, diagnostic automatique, télécollecte...) et serez responsable de leur réalisation.
- Selon vos compétences, vous pourrez rapidement évoluer vers la coordination de projets, en prenant en compte les différents éléments marketing, financiers, techniques et humains.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence AL/213 à notre conseil : Annick LUCCHINI - INFORAMA Carrières 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE.

INFORAMA
carrières

la technologie par les hommes

Applications spatiales

INGENIEUR D'AFFAIRES

Toulouse

CLS (Collecte et Localisation par Satellite), filiale du CNES et de l'IFREMER, créée en 1986, a pour activité l'exploitation commerciale des systèmes ARGOS, DORIS et METEOSAT, pour des applications telles que : Météorologie, Océanologie, Hydrologie, ... et d'une manière générale, tout ce qui touche à l'étude, la surveillance et la protection de l'environnement. Le système ARGOS est issu d'une coopération entre le CNES, la NASA et la NOAA.

L'effectif de CLS est de 90 personnes dont 25 aux Etats Unis, Japon et Australie : elle est également présente dans de nombreux autres pays par l'intermédiaire d'un réseau de représentants.

Au sein de la Direction Commerciale, et sous l'autorité du Responsable des Applications, cet ingénieur d'affaires aura pour mission principale le développement des activités liées à la collecte de données d'environnement. Il sera plus particulièrement chargé de promouvoir les applications du système METEOSAT, un des derniers projets dans lequel s'est engagée CLS en coopération avec l'Agence Européenne Eumetsat.

Dans ce cadre, il devra intervenir tant au niveau des clients que des équipes techniques de la Société, des sous-traitants ou des spécialistes dans les domaines d'applications concernés.

Situé à Toulouse, le poste dispose d'une grande autonomie et peut amener de nombreux déplacements à l'étranger. Agé d'environ 30 ans, le candidat sera de formation ingénieur. Il aura acquis une expérience minimum de 5 ans dans la coordination de projets. Anglais courant. Qualités requises : autonome, coordinateur, organisateur, disponible, profil international.

Les conditions offertes, l'ambiance de travail, la croissance tout-à-fait exceptionnelle des activités de la Société, les nouveaux projets dans le domaine de la collecte et de la localisation par satellite, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 20/1894 U à :

EGOR MIDI PYRENEES
7 boulevard de la Gare
31500 TOULOUSE

EGOR

PARIS AN-EN-PROVINCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Le Monde des Secteurs de Pointe

ES2 LES MICRO-CIRCUITS DES GRANDS ENJEUX

Pionniers dans la recherche et le développement des circuits intégrés ASIC, nous souhaitons renforcer nos équipes DESIGN et PRODUITS au sein de notre unité de production à proximité d'Aix-en-Provence.

Ingénieurs électroniciens

Confirmés et débutants

Dans les domaines DESIGN, CAO, SYSTEME et SOFTWARE SUPPORT, PRODUITS. Vous évoluerez dans un environnement technologique CMOS submicronique.

INGENIEUR CMOS DESIGN

Mission : design de cellules digitales et générateurs. Une expérience en design CMOS est souhaitée. (Réf. ING.C 011)

INGENIEUR PRODUIT

Mission : industrialisation de produits standards et spécifiques (suivi spécifications, rendements, contacts clients fréquents). (Réf. ING.P 3)

INGENIEUR CAO

Mission : intégration de LIBRAIRIES d'ES2 sur des systèmes de Design d'ASIC sous Unix. (Réf. ING.CA2)

Les candidatures sont à adresser, en précisant la référence du poste choisi, à ES2, Christine TARLET, ZI, 13106 Roussat Cedex France.



FREEDOM TO DESIGN...

Aix-en-Provence

PARIS - LILLE



AUTOMATIC TEST EQUIPMENT

Notre Société est filiale d'un Groupe Italien leader des TESTEURS de CARTES ELECTRONIQUES. Sa politique innovante lui assure un très fort développement sur le marché du test automatique de production et de maintenance. Elle recherche son

Futur Directeur Technique Ingénieur Electronicien

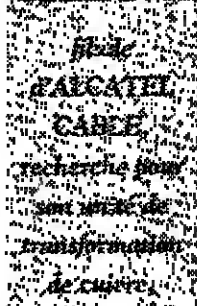
De formation ESIEE, ENSEEHT, INSA ou équivalente... 35/40 ans, vous avez une expérience significative (au moins 5 ans) dans le domaine du test de cartes électroniques (production, méthodes ou contrôle qualité) et vous souhaitez élargir vos responsabilités au sein d'une PME. Directement rattaché au Directeur Général, vous prendrez en charge notre Département technique et serez appelé à le développer dans le cadre de la croissance de notre entreprise. Vos principales missions seront : l'aide technique à la vente, la formation des utilisateurs, l'assistance en clientèle, le maintien du matériel. Bénéficiant du soutien technique de notre Société-mère, vous serez l'interface avec nos clients français. Très attentif à l'évolution des besoins spécifiques de l'industrie électronique, vous assurerez la "veille technologique" de notre Société. Votre compétence, votre grande disponibilité, vos qualités de contact et d'animation contribueront fortement à la réussite de notre projet d'entreprise et de votre ambition personnelle d'évolution de carrière. Merci d'adresser C.V. + prétentions + enveloppe à l'adresse sous référence SP/LM1.

182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



S.C.C.C.

SOCIÉTÉ DE COULÉE CONTINUE DE CUIVRE,



Directeur d'usine (Chef d'établissement)

Dans un environnement industriel élaboré, vous prendrez en charge au plan humain, technique et de résultats, la responsabilité d'une unité de 100 personnes. Des objectifs stimulants (productivité, qualité, innovations techniques) vous seront confiés avec une réelle autonomie. Vos qualités d'animation et votre leadership vous permettront de conduire les performances et l'évolution de votre groupe.

Ingénieur grande école, vous avez confirmé votre expérience si possible dans la métallurgie ou dans une industrie à feux continus. Anglais nécessaire.

Poste à pourvoir aux environs de Compiègne - Saint-Quentin.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. M14, à Madame BACHET, SCCC, 30 rue des Chasses, 92111 Clichy.

Un challenge international

JEUNES INGENIEURS DE PRODUCTION

Filiale d'un important groupe industriel, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située dans le sud de la Seine-et-Marne (77). Le contexte en croissance et largement international de nos produits nous conduit à des développements techniques de haut niveau. Persuadés que nous gagnerons le pari du futur grâce à la qualité de nos ingénieurs, nous poursuivons la structuration de notre équipe.

Nous recherchons de jeunes diplômés GE généralistes (ECP, A & M, ENSL) ou chimistes (option thermique, génie des procédés, de matériaux...), débutant ou disposant d'une première expérience, désireux de se former et de s'exprimer dans un environnement technologiquement très élaboré.

Au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs, nous vous confierons des responsabilités Process visant à optimiser et à fiabiliser la maîtrise de nos procédés de fabrication et à améliorer la productivité de nos équipements. Evolutions possibles vers des responsabilités de projets ou de supervision d'atelier y compris sur le plan international.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 18784, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



Constructions Industrielles de la Méditerranée La Seyne sur Mer-Var

2 jeunes Ingénieurs fiabilité

500 personnes
Unité de CA
Secteur de la
Méditerranée
La Seyne sur Mer-Var
Ingénierie
Production
Maintenance
Qualité
Sécurité
Environnement
Santé
Sécurité
Sécurité

Pour renforcer notre Service SURETE DES SYSTEMES, nous recherchons 2 jeunes ingénieurs fiabilité de formation Ecole d'Ingénieurs ou Université, ayant si possible une première expérience.

Ingénieur généraliste

Mission : soutien méthodologique en sûreté de fonctionnement.

• analyse fonctionnelle • allocation FMS • analyse de risques

• définition politique de maintenance

Ingénieur électronicien

Mission : réalisation d'études de fiabilité et sécurité.

• analyse fonctionnelle • AMDEC • analyse de risques • maintenance

• arbres de défaillance

En liaison avec les Chefs de projets, vous interviendrez sur notre site ainsi qu'après de nos clients (Paris, province), pour des missions ponctuelles ou durables. Compétence technique, rigueur, sens relationnel, souplesse d'adaptation seront des atouts indispensables pour réussir et évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 18784, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

DEVEZ LEADER DANS UN METIER D'AVENIR

Votre première expérience (5 à 10 ans) vous a permis de valoriser votre diplôme d'INGENIEUR soit en Production industrielle, soit en Achats Techniques, Spécifications, Certifications, Contrôles ou Assurance Qualité dans les secteurs de l'Automobile, de l'Aviation, du Bâtiment etc...

Votre "plus" : la connaissance des exigences qualité des constructeurs automobiles, dont nous sommes dans notre spécialité le premier fournisseur européen. Nous vous offrons d'être notre

Ingénieur Assurance Qualité

Responsable de la conception et de la mise en oeuvre des cahiers des charges, de l'application des méthodes de contrôle et de l'animation "Qualité TOTALE".

Nous vous confions cette responsabilité dans l'un de nos principaux sites français : 350 ingénieurs, 5000 salariés, où vous serez l'animateur de notre Challenge Qualité Totale auprès de notre personnel, de nos fournisseurs et, bien sûr, de nos clients.

Notre avenir dépend de vous. Le vôtre sera largement assuré.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo) sous réf. 3000/1 à STRATEGIES CONSEIL, 14 rue de Silly 92100 BOULOGNE, qui vous garantira une totale confidentialité.

Ligne de conduite

Alcatel Radiotéléphone - 1450 personnes, 1,3 milliard de F de CA - est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite. Aujourd'hui nous recherchons pour faire face à notre très forte progression des

Ingénieurs projets affaires France

Responsables d'affaires (de l'appel d'offres jusqu'à l'installation et la recette du système), vous aurez pour principales missions :

- les réponses aux appels d'offres fonctionnelles avec le client,
- le support technique de la Direction Commerciale
- la négociation des spécifications fonctionnelles avec le client,
- la maîtrise d'œuvre générale et la conduite de l'affaire.

Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs ayant une première expérience en développement ou en conduite de projets radio et/ou informatique. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est souhaitée.



RADIOTELEPHONE

La passion de communiquer

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et salaire actuel) à Benoit de Fournoux, 56 avenue Jean Jaurès, 92707 COLOMBES CEDEX.

L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN AUTOMATIQUE (I.N.R.I.A.)

recrute par CONCOURS EXTERNES

6 INGENIEURS DE RECHERCHE INFORMATIENS

3 INGENIEURS D'ETUDES

EN INFORMATIQUE ET ELECTRONIQUE

sous la direction de personnels techniques et d'administration

Affectations : Rocquencourt (78), Nancy (54),

Sophia-Antipolis (06), Rennes (35).

Date limite de retrait des dossiers : le 29 mai 1991

Date limite de dépôt des dossiers : le 30 mai 1991

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au : SERVICE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (I.N.R.I.A.), Domaine de Voluceau, Rocquencourt, B.P. 106 - 78153 LE CHESNAY Cedex.

Tél. : (1) 39-63-62-60 (de 9 heures à 17 heures). Service Minutal : 36 16 code INRIA.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكتبة الامم

صكنا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 15 mai 1991 • XXV

Le Monde des Secteurs de Pointe

FRANCHIR LES FRONTIERES...

La dimension internationale de CISIGRAPH, sa croissance continue, sa volonté de devenir dans les prochaines années, l'une des 5 premières sociétés mondiales dans l'édition de logiciels de CFAO mécanique : autant d'opportunités d'enrichir leur carrière pour des passionnés de CFAO.

INGENIEUR SUPPORT INTERNATIONAL

Diplômé Ingénieur ENSAM ou ENSI mécanicien, vous assurerez la formation et le support des filiales, distributeurs et clients directs.

INGENIEUR COMMERCIAL INTERNATIONAL

Vous participerez activement au développement des ventes de STRIM 100 à l'étranger.

A 28-30 ans environ, vous êtes Ingénieur mécanicien ENSAM - ENSI et avez une expérience des relations commerciales de haut niveau.

MARKETING PROMOTION DES VENTES

Votre mission : fournir aux forces de vente la méthodologie de suivi de la base installée, définir et animer les actions de promotion de STRIM 100 en France puis à l'international.

Vous avez complété votre formation Ingénieur ENSI par une formation commerciale ou marketing et avez une expérience de l'animation des ventes en milieu industriel.

Pour tous ces postes basés à Vitrolles, outre votre professionnalisme, ce sont vos qualités relationnelles, votre sens de l'engagement et votre dynamisme qui vous garantiront le succès au sein de nos équipes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à CISIGRAPH - Direction du Personnel - Technoparc du Griffon - 13127 - VITROLLES.

...ET ENRICHIR SA CARRIERE.



INGENIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE

Bilingue anglais

Vous assurez le support technique auprès des clients de votre secteur géographique (pétroliers, fabricants de lubrifiants...) pour l'ensemble des produits CHEVRON.

Rattaché à la Direction produit, vous êtes l'interface entre le laboratoire de développement et la clientèle pour définir ses besoins, les évolutions à apporter aux produits et répercuter les éléments techniques de notre politique commerciale (présentation de nouveaux produits, promotions).

Parallèlement, vous avez une action plus générale sur une ligne de produits définie, en intégrant les évolutions à plus long terme et les actions de la concurrence.

De formation Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous avez une réelle connaissance des produits ou techniques de lubrification. Votre bonne maîtrise de l'anglais, associée à votre mobilité géographique et votre compétence technique vous permettront de donner sa pleine dimension à ce poste et de bénéficier des perspectives d'évolution d'un groupe reconnu sur le plan mondial. Poste basé à Neuilly.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. AT 2020 à notre conseil : **QUIEL - RESSOURCES ET PERSPECTIVES** - 160 rue de Paris 92100 Boulogne

JEUNE INGENIEUR REALISATION

FRANCE-EXPORT

Proche collaborateur de la Direction Générale, il lui sera confié la réalisation d'ensembles de main (conception, achats, mise en service). Il assumera la responsabilité du bon déroulement des affaires sur le plan technique et dans le cadre des engagements contractuels (délais, qualité, coûts).

Une formation d'Ingénieur diplômé (génie des procédés, thermo dynamique...), le goût de la technique, la disponibilité pour de fréquents déplacements en France et à l'étranger et une bonne maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

Les qualités personnelles d'organisation, d'ouverture d'esprit et l'envie de s'investir dans une structure légère seront des critères essentiels de choix du candidat.

Poste basé à Saint-Germain-en-Laye (78)

Ecrire sous réf. 20 A 2179 1M. - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

ETPM

Nous sommes un des leaders mondiaux des travaux pétroliers maritimes. Nous concevons, fabriquons et installons des plates-formes pétrolières et des pipe-lines sous-marins. Notre Direction commerciale renforce ses équipes et recherche

2 INGENIEURS ETUDES DE PRIX

Vous participerez à l'analyse des documents d'appels d'offres, à l'établissement des procédures, à la mise en œuvre de la politique de prix et au suivi des négociations.

A 25/30 ans, vous êtes Ingénieur TP ou équivalent, débutant ou avec une première expérience si possible dans une activité similaire.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol appréciée.

A terme, vous évoluerez vers des responsabilités opérationnelles.

Vous souhaitez nous rejoindre : adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 18673 à Madis-System, 8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

RESPONSABLE D'UN SERVICE A LA DIRECTION STATISTIQUE D'UN ORGANISME PROFESSIONNEL

Nous sommes un organisme professionnel doté d'un important service informatique et gérant une banque de données internationales. Notre Direction Statistique recherche un cadre pour animer une équipe spécialisée principalement dans les statistiques commerciales.

Votre mission : Vous encadrerez un service de 10 personnes. Celui-ci, en contact direct avec les entreprises adhérentes et des organismes étrangers et internationaux, assure la conception, l'élaboration, le contrôle et la mise à disposition d'informations statistiques régulières ou à la demande. Ce service collabore étroitement avec les services d'études informatiques et dispose de micro-ordinateurs connectés au système central.

Votre profil : Vous êtes issu d'une formation universitaire ou d'une école de statistiques avec au moins 5 ans d'expérience dans ce secteur d'activité. Vous avez la pratique de l'animation d'une équipe.

Outre vos qualités de rigueur, ce sont vos capacités d'organisation et votre sens relationnel qui feront votre réussite dans le poste.

L'anglais parlé est nécessaire. L'allemand serait apprécié.

Poste situé à PARIS.

Ecrire sous référence 20 B 2149 1M en précisant vos prétentions.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Flexible Automation

BOSCH, c'est aussi l'assemblage automatisé. Nos produits : des robots et manipulateurs, des systèmes de transfert intelligents, des étiquettes électroniques.

Pour faire face au fort développement de notre activité commerciale en France, nous renforçons notre équipe et recherchons un

Chef de Produits

Ingénieur de formation, vous assisterez nos concessionnaires et vous conseillerez les intégrateurs et clients finaux dans l'application de nos produits. Votre savoir-faire et votre sens commercial seront le soutien de nos Technico-Commerciaux et contribueront à la motivation de l'équipe. La diversité de nos produits et de leurs applications demande une solide expérience en productique.

Si vous êtes motivé par nos produits de haute technologie, si vous parlez couramment l'allemand et si possible l'anglais, adressez votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à **ROBERT BOSCH (FRANCE) SA** - Département du Personnel - BP 170 - 93404 SAINT-OUEN Cedex.

BOSCH

consultant : recrutement et conseil

Nos partenaires-clients sont des Sociétés Internationales "High Tech". Nous les assistons et les conseillons dans la recherche de leurs collaborateurs et la constitution de leurs équipes. Dans cet univers professionnel spécifique, les recrutements font appel, soit aux ressources des annonces d'offres d'emploi, soit aux apports de l'approche directe. Nous vous confions un ensemble de missions et vous en avez la responsabilité complète depuis la définition des postes jusqu'au suivi de l'intégration des cadres engagés chez nos partenaires-clients, et ce, dans un véritable esprit de Conseil et de Service. Si notre équipe et nos outils informatiques vous apportent le support et les moyens nécessaires à la réalisation de vos recherches, vous êtes cependant impliqué activement dans leur mise en œuvre et leur animation. Et vous pouvez être totalement dévoué à votre rôle de Conseil car vous n'avez pas à développer de clientèle. Vous avez une expérience de trois à quatre années de recrutement en entreprise ou en Société de services et vous souhaitez valoriser ce savoir-faire dans un domaine industriel en constante évolution. Adressez votre dossier en précisant vos souhaits de rémunération à Jotie DUJOUR, qui traitera confidentiellement chaque candidature.

ALPHA CDI 20 avenue André Malraux 92300 LEVALLOIS-PERRET

Maîtriser des installations techniques variées de bâtiments (électricité HT/BT, groupes électrogènes et frigorifiques, centrales de traitement d'air) avec un outil de gestion technique centralisé parmi les plus importants dans le secteur tertiaire et en liaison avec les équipes d'exploitation et de maintenance, c'est ce que vous propose **La Cité des Sciences et de l'Industrie** en venant rejoindre son département infrastructures et réseaux.

Ingénieur Confirmé

De formation Ingénieur (A et M, ESME, INSA...), vous avez acquis une expérience de 5 ans au moins dans la mise en œuvre et l'intégration de systèmes de gestion technique complexes faisant appel à la robotique, à l'informatique et à l'automatisme.

Lettre manuscrite + CV + prétentions + photo sous réf. 1457 au responsable du personnel, cité des Sciences et de l'Industrie, 75930 Paris cedex 19.

Le Monde des Secteurs de Pointe

LILLY:

TOUTES LES OPPORTUNITES D'UN GRAND DE LA SANTE

Première filiale du laboratoire pharmaceutique américain Eli Lilly, LILLY FRANCE (1,7 milliard de CA, 1 200 personnes) entame une étape fondamentale de son développement sur son site de Strasbourg en créant, grâce à un transfert de technologie avec sa maison mère, le premier centre de production d'insuline humaine par génie génétique hors USA. Cette nouvelle unité, qui emploiera à terme 290 personnes, sera opérationnelle en 1993, et recherche dès à présent ses futurs

Responsable du département de purification

Vous participez activement à la préparation, à la mise en route puis au fonctionnement quotidien de la nouvelle unité. Directement rattaché au directeur de fabrication, vous gerez toute la chaîne de production d'insuline en veillant à maintenir sans cesse une qualité totale. Vous animez en ce sens une équipe de 87 personnes (chefs d'équipe, techniciens de process et opérateurs), que vous aurez contribué à recruter. A 30/40 ans, vous possédez une formation scientifique de niveau minimum Bac + 4/5 (biochimie, biologie, chimie...), renforcée par une solide expérience industrielle dans un environnement chimique, pharmaceutique ou agro-alimentaire, si possible en purification de protéines. Votre sens aigu des contacts vous permet de vous intégrer facilement dans une équipe, mais aussi de l'encadrer, vous avez déjà su le prouver. Rigoureux et réfléchi, vous savez prendre du recul et analyser les problèmes. Vous serez formé aux Etats-Unis, dans l'unité de production équivalente, pendant un an et demi. Vous parlez donc couramment l'anglais. Réf. PIF

Responsable optimisation procédés

Vous supervisez le département chargé de l'amélioration permanente des procédés de fabrication. En synergie avec les autres services de cette nouvelle structure, la mission de votre groupe est : « l'analyse des difficultés de production » la validation de nouvelles étapes de purification » la validation de la documentation associée. Homme de dialogue avant tout, vous savez obtenir le meilleur de votre équipe, composée de 11 personnes dont 4 scientifiques de haut niveau. De formation PhD ou doctorat en biochimie ou chimie, vous avez idéalement une spécialisation en purification des protéines, mais possédez en tout cas une expérience confirmée en ce domaine, dans un contexte industriel. Une formation aux Etats-Unis de 6 à 12 mois est prévue. Vous maîtrisez donc parfaitement l'anglais. Réf. OPT

Responsable du laboratoire de contrôle analytique

Rattaché au chef du laboratoire de contrôle, vous avez pour mission d'organiser un nouveau service et d'animer votre équipe (10-15 personnes) en optimisant la réalisation des analyses en délais et qualité. De formation ingénieur chimiste, titulaire d'un doctorat ou fort d'une première expérience, vous connaissez bien les techniques analytiques séparatives appliquées aux protéines. Votre sens des relations humaines, votre professionnalisme vous permettront de progresser au sein de notre société. Votre formation s'effectuera au sein de notre maison mère aux Etats-Unis pendant 3 mois. Vous maîtrisez donc parfaitement l'anglais. Réf. CHI

Nos collaborateurs sont la première richesse de notre Entreprise. Nous voulons accueillir des Hommes et des Femmes de talent qui écriront, avec nous, l'Histoire de notre Avenir.

La dimension de notre groupe vous offre de longues opportunités de carrière. Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite, CV détaillé et photo, en précisant la référence du poste choisi, à Lilly France, Département Ressources Humaines, rue du Colonel Lilly, 67640 Fegersheim. Confidentialité assurée.

Lilly

Agir au cœur de la haute technologie

Au cœur de l'Europe en Moselle, rejoignez le centre de production nucléaire de Cattenom et découvrez des métiers techniques passionnants...

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Vous exploitez au sein d'un service de 150 personnes deux des quatre tranches de 1 300 MW électriques du site. Vous êtes responsable de la sûreté, de la sécurité et de la production d'électricité. Vous animez une équipe qui conduit les installations en recherchant toujours les meilleures conditions de sûreté et de coût. Vos qualités humaines, vos capacités à travailler en équipe et votre sens de l'analyse des problèmes et de la prise de décisions sont des atouts de poids pour mener à bien vos futures responsabilités (réf. M5/1505/1).

INGENIEUR DE MAINTENANCE INGENIEUR DE TRAVAUX

Selon l'opportunité choisie, vous êtes responsable du programme d'entretien des matériels et de l'analyse technico-économique des interventions ; ou bien, vous êtes chargé de la coordination des opérations de maintenance. Vous entretenez des relations avec les services de conduite de la centrale, les prestataires de l'équipement d'EDF, les constructeurs et les entreprises intervenantes. Votre adaptabilité et votre sens de l'organisation conjugués à un fort esprit d'équipe sont des qualités essentielles pour réussir votre intégration (réf. M5/1505/2).

Changer de métier, connaître des activités et expériences très variées sont des avantages qu'offre EDF du fait de son envergure à des candidats mobiles. Ainsi, vous pourrez à votre choix : exercer des responsabilités croissantes sur les plans humain, technique et économique dans un site nucléaire ; assurer votre évolution dans l'une des Directions d'EDF, ou encore valoriser votre savoir-faire en exportant votre technologie au cours de missions à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation), sous réf. choisie, à Guy Lamberet, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE

GRANDES ECOLES OU UNIVERSITES

EDF
Electricité de FranceSEXTANT
AVIONIQUE

Ingénieurs, évoluez à la vitesse de l'avionique !

SEXTANT Avionique, premier pôle européen en électronique de vol, se situe en tant que filiale au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.

INGENIEUR ETUDES ET PROJETS

Au sein du bureau d'études, vous participez en qualité d'expert à la conception des actionneurs en menant des études électroniques (analogique, asservissement, électronique de puissance). D'autre part, vous assurez le suivi de projets en liaison avec le client. De formation ingénieur grandes écoles généralistes

avec option électronique ou automatique, débutant ou ayant acquis une première expérience en étude, vous souhaitez élargir vos compétences par la gestion de projets.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Réf. CHA10019

INGENIEUR METHODES

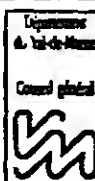
En liaison avec les lignes de production et les bureaux d'études, vous participez à l'industrialisation des nouveaux produits en étant le garant de la prise en compte de l'approche coût. A ce titre, vous assurez la consolidation des devis prévisionnels, vous animez ou participez à des actions de type conception à coût objectif ou analyse de la valeur... Ingénieur grandes écoles généralistes, vous avez

acquis une première expérience industrielle. Intéressé par une mission d'optimisation de la fonction coût, vous souhaitez mettre en pratique vos connaissances des méthodologies de conception à coût objectif, d'analyse de la valeur et d'analyse fonctionnelle.

Le poste évoluera vers le management d'équipe. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Réf. CHA1001

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi, à SEXTANT Avionique, Sylvie Fiard, BP 128, 86101 Châtelleraut Cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PORTE UN NOM



Dans le cadre du renforcement de ses structures de télécommunication
LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

RECHERCHE

1 INGENIEUR

chargé de coordonner et d'assurer le bon fonctionnement des moyens de télécommunication dans le cadre de la mise en place du schéma bureautique et informatique des services départementaux (Réf. IT).

Connaissances techniques dans l'un des domaines suivants indispensables :

- RNIS, X25, ETHERNET, TCP/IP, X 400, UNIX, VIDEOTEX ;
- des connaissances sur l'environnement BULLI, seront un atout supplémentaire.

1 INGENIEUR

chargé de coordonner les réalisations des installations téléphoniques et télésecrétariat en relation avec les différents services départementaux (Réf. IC).

Connaissances dans un des trois domaines suivants indispensables :

- PABX et Connectiques (BCS, IBCS, ICS...);
- Technique de la télégestion (Alarme, Contrôle d'accès, Télésecrétariat, Télé-exploitation);
- Micro-informatique et en réseau NETWORK (MSDOS, environnement WINDOWS, WORD, DBASE, EXCEL, etc.). La maîtrise d'un ou plusieurs langages de programmation serait un atout supplémentaire (C, PASCAL).

1 TECHNICIEN SUPPORT-TECHNIQUE

de télécommunications chargé d'assurer le suivi auprès des utilisateurs et d'analyser les incidents afin d'y remédier (Réf. TS).

Connaissances techniques indispensables :

- RNIS, X25, PAD, PAVI ;
- La pratique des appareils de mesure et d'analyse de protocole sera un atout supplémentaire.

Vous êtes ingénieur ou technicien, débutant ou expérimenté, autonome et efficace. Venez nous rejoindre, dans un secteur en pleine expansion, en vous intégrant dans une petite équipe jeune et dynamique. Nos projets vous attendent.

NOUS VOUS OFFRONS DE TRAVAILLER :

- Dans un des plus grands réseaux de communication privée par Fibre Optique en France (Voix et données), à terme plus de 2 500 terminaux seront raccordés (postes téléphoniques, équipements périphériques, terminaux informatiques et bureautiques...)
- Pour un volume d'environ 400 bâtiments départementaux à gérer ;
- Dans un environnement interne équipé d'un réseau local ETHERNET de type 10 BASE T.
- Dans une structure connectée de type BCS et IBCS.

CONDITIONS DE RECRUTEMENT REGLEMENTAIRES.

Adresser vos candidatures et vos prétentions à : Monsieur le Président du Conseil Général Département du Val-de-Marne, Direction du personnel départemental, 1^{er} bureau, recrutement, avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRETEIL-CEDEX

Pour tout renseignement, prendre contact avec : le Service téléphone-télésecrétariat, an : 43-99-80-70.

صلى الله عليه وسلم